

# PROGRAMME OPÉRATIONNEL DE LA RÉGION PICARDIE POUR LA PÉRIODE 2014-2020



**Fonds Européen de Développement Régional  
(FEDER)**  
**Fonds Social Européen  
(FSE)**







### SECTION 1. STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EUROPÉENNE EN FAVEUR D'UNE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE, ET DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE 7

● <b>Stratégie</b>	<b>8</b>
■ A. Contribution à la croissance intelligente	10
■ B. Contribution à la croissance durable	17
■ C. Contribution à la croissance inclusive	21
■ D. Contribution à la cohésion territoriale	25
■ Justification du choix des objectifs thématiques et des priorités d'investissement	28
■ Justification de la dotation financière	37
■ Aperçu de la stratégie d'investissement du programme opérationnel	38

### SECTION 2. AXES PRIORITAIRES 47

● <b>Axe prioritaire 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes</b>	<b>48</b>
■ Priorité d'investissement (PI 1.a)	50
■ Priorité d'investissement (PI 1.b)	56
■ Priorité d'investissement (PI 3.a)	62
■ Priorité d'investissement (PI 3.d)	68
● <b>Axe prioritaire 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion</b>	<b>78</b>
■ Priorité d'investissement (PI 2.a)	80
■ Priorité d'investissement (PI 2.b)	84
■ Priorité d'investissement (PI 2.c)	90
● <b>Axe prioritaire 3 : Favoriser la mutation vers une économie decarbonnée</b>	<b>98</b>
■ Priorité d'investissement (PI 4.a)	100
■ Priorité d'investissement (PI 4.b)	104
■ Priorité d'investissement (PI 4.c)	108
■ Priorité d'investissement (PI 4.e)	114
● <b>Axe prioritaire 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie</b>	<b>126</b>
■ Priorité d'investissement (PI 5.b)	128
■ Priorité d'investissement (PI 6.d)	134
■ Priorité d'investissement (PI 6.e)	140

● <b>Axe prioritaire 5 : Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes Picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences</b>	<b>148</b>
■ Priorité d'investissement (PI 8.II)	148
● <b>Axe prioritaire 6 : Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences</b>	<b>158</b>
■ Priorité d'investissement (PI 9.v)	160
■ Priorité d'investissement (PI 10.III)	164
● <b>Axe prioritaire 7 : Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables</b>	<b>176</b>
■ Priorité d'investissement (PI 9a)	176
■ Priorité d'investissement (PI 9.b)	182
● <b>Axe prioritaire 8 : Assistance technique FEDER</b>	<b>188</b>
● <b>Axe prioritaire 9 : Assistance technique FSE</b>	<b>196</b>
<b>SECTION 3. PLAN DE FINANCEMENT</b>	<b>203</b>
<b>SECTION 4. APPROCHE INTÉGRÉE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL</b>	<b>211</b>
● <b>Actions intégrées en faveur du développement urbain durable</b>	<b>213</b>
● <b>Modalités des actions interrégionales et transnationales, au sein du programme opérationnel, faisant participer des bénéficiaires établis dans au moins un autre État membre (s'il y a lieu)</b>	<b>215</b>
<b>SECTION 5. BESOINS SPÉCIFIQUES DES ZONES GÉOGRAPHIQUES LES PLUS TOUCHÉES PAR LA PAUVRETÉ OU DES GROUPES CIBLES LES PLUS MENACÉS DE DISCRIMINATION OU D'EXCLUSION SOCIALE, AVEC UNE ATTENTION PARTICULIÈRE PORTÉE AUX COMMUNAUTÉS MARGINALISÉES ET AUX PERSONNES HANDICAPÉES</b>	<b>217</b>
<b>SECTION 6. BESOINS SPÉCIFIQUES DES ZONES GÉOGRAPHIQUES TOUCHÉES PAR DES HANDICAPS NATURELS OU DÉMOGRAPHIQUES, GRAVES OU PERMANENTS</b>	<b>225</b>
<b>SECTION 7. AUTORITÉS ET ORGANISMES RESPONSABLES DE LA GESTION, DU CONTRÔLE ET DE L'AUDIT ET RÔLE DES PARTENAIRES CONCERNÉS</b>	<b>229</b>
● <b>Autorités et organismes compétents</b>	<b>230</b>
● <b>Mesures prises pour associer les partenaires concernés à l'élaboration du programme opérationnel et rôle de ces partenaires dans la réalisation, le suivi et l'évaluation du programme</b>	<b>231</b>
● <b>Allocation dédiée au renforcement des capacités (pour le FSE, le cas échéant)</b>	<b>238</b>

<b>SECTION 8. COORDINATION ENTRE LES FONDS, LE FEADER, LE FEAMP ET AUTRES INSTRUMENTS NATIONAUX ET DE L'UNION EUROPÉENNE, AINSI QU'AVEC LA BEI</b>	<b>241</b>
● <b>Coordination avec les autres fonds ESI</b>	<b>242</b>
● <b>Coordination avec les autres instruments de l'Union européenne</b>	<b>247</b>
● <b>Coordination avec les instruments nationaux</b>	<b>249</b>
<b>SECTION 9. CONDITIONNALITES EX ANTE</b>	<b>251</b>
● <b>Conditionnalités ex ante thématiques</b>	<b>252</b>
● <b>Conditionnalités ex ante générales</b>	<b>257</b>
● <b>Actions à entreprendre pour remplir les conditionnalités ex ante générales applicables</b>	<b>274</b>
<b>SECTION 10. RÉDUCTION DE LA CHARGE ADMINISTRATIVE PESANT SUR LES BÉNÉFICIAIRES</b>	<b>277</b>
● <b>Analyse de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires au cours de la période 2007-2013</b>	<b>278</b>
● <b>Principales actions prévues sur la période 2014-2020</b>	<b>278</b>
<b>SECTION 11. PRINCIPES HORIZONTAUX</b>	<b>281</b>
● <b>Développement durable</b>	<b>282</b>
● <b>Egalité des chances et non-discrimination</b>	<b>284</b>
● <b>Egalité entre les hommes et les femmes</b>	<b>285</b>
<b>SECTION 12. ÉLÉMENTS CONSIDÉRÉS SÉPARÉMENT</b>	<b>289</b>
● <b>Cadre de performance par fonds et par catégorie de région</b>	<b>290</b>
● <b>Documents annexés</b>	<b>293</b>
<b>Liste des abréviations et acronymes utilisés dans le document</b>	<b>297</b>



# **SECTION 1**

**Stratégie de contribution du Programme  
Opérationnel à la stratégie  
de l'Union en matière de croissance  
intelligente, durable et inclusive  
et à la réalisation de la cohésion  
économique, sociale et territoriale**

# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

## Description de la stratégie du programme en vue de contribuer à la réalisation de la stratégie de l'Union en matière de croissance intelligente, durable et inclusive et à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale

Région frontière jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, la Picardie a souffert à plusieurs reprises d'invasions et fut également durement touchée durant les deux conflits mondiaux. Tantôt française, bourguignonne et même parfois anglaise, sa situation géographique en a toujours fait une terre de passage et de liaison. Ses paysages et son patrimoine sont fortement marqués par l'histoire (une des régions les plus riches d'Europe en vestiges archéologiques, édifices gothiques exceptionnels...). A l'échelle européenne, la Picardie est intégrée à l'espace du nord-ouest européen. Pour la grande majorité de son territoire, elle fait toutefois partie d'une zone peu dense entre les grandes régions Île-de-France et Nord-Pas-de-Calais.

C'est également une terre rurale, à dominante agricole et dotée d'une puissante tradition industrielle. L'histoire du territoire picard est marquée par la force des identités locales rurales. Elle est la région française dont la densité de communes de moins de 2 000 habitants est la plus élevée. Ces territoires sont d'autant plus structurants pour la région qu'ils sont historiquement le lieu d'accueil des grandes activités économiques. L'industrie s'est en effet développée selon un mode original, s'appuyant sur l'implantation de grands sites de production à la campagne. Les territoires sont également marqués par la présence des filières agricole, agro-industrielle et agroalimentaire, particulièrement importantes dans la région.

La Picardie est également caractérisée par un semis de petites villes et de villes moyennes. Toutefois, ces villes « à taille humaine » sont fragiles : globalement, les villes centres des agglomérations picardes n'ont pas connu l'essor enregistré en France alors que la majorité des campagnes picardes connaît des évolutions démographiques positives. Hormis Amiens, capitale régionale, 11 villes moyennes structurent la Picardie mais subissent l'influence grandissante de pôles extérieurs (Paris, Reims...).

La Picardie est bien maillée en infrastructures de transport, ce qui lui donne cette position de carrefour au cœur du nord-ouest européen. S'il s'agit incontestablement d'un atout pour la région et son développement dans une logique d'aménagement équilibré et d'intermodalité, cette caractéristique ne doit pas limiter la Picardie à ce rôle de terre de passage et d'interstices. Il est prioritaire de veiller à l'articulation de ses dynamiques avec celles des régions voisines et notamment l'Île-de-France.

La Picardie, avec ses 1 918 156 habitants<sup>1</sup> présente une population relativement jeune (les 15-29 ans représentent 23,1 % des plus de 15 ans, contre 22,5 % en France métropolitaine, soit le 6<sup>ème</sup> rang national - INSEE) mais qui continue d'augmenter moins vite que la moyenne nationale (croissance annuelle de 0,3 % contre 0,55 % par an au niveau national<sup>2</sup>). Sa croissance modeste s'explique par un solde migratoire déficitaire (-0,2 %). La forte attractivité des pôles d'enseignement supérieur des régions limitrophes a pour conséquence le départ de la région de 42 % des étudiants picards qui ne s'ensuit pas d'un retour systématique vers celle-ci.

Toutefois, depuis quelques années, un rééquilibrage des influences économiques se fait ressentir en particulier avec l'Île-de-France, où on observe des migrations alternantes et un accès à la propriété des Franciliens en Picardie, mais également avec la région Champagne-Ardenne et la région Nord-Pas-de-Calais, avec lesquelles, outre les flux d'actifs, se développent les partenariats économiques et de recherche, amenant à une situation d'interdépendance entre ces régions.

1) Données INSEE Picardie 2014, La population des territoires de Picardie au 1<sup>er</sup> janvier 2011

2) INSEE TEF édition 2011



Cela induit des tensions grandissantes (périurbanisation, affectation des espaces à des fins économiques ou à la création d'infrastructures, pratiques liées au tourisme, pression foncière, qualité de l'air) dans l'usage des sols et de l'espace déjà soumis à des risques divers (risques d'inondation, de manque d'eau de qualité, submersions marines, qualité de l'air), auxquelles s'ajoutent les tendances mondiales du changement climatique et du renchérissement des coûts énergétiques.

Compte tenu de ces enjeux et eu égard à son positionnement géographique avantageux, au sein du nord-ouest européen, le Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) de la Picardie met l'accent sur la nécessité de tirer pleinement parti de son positionnement et d'ouvrir la Picardie pour favoriser sa compétitivité économique, sa diversification sociale et sa valorisation environnementale, en s'inscrivant dans les réseaux et en développant les échanges.

Par ailleurs, le SRADDT oriente sa stratégie pour impulser une nouvelle approche ville-territoire, promouvant une organisation territoriale économe en ressources, particulièrement en énergie, développant la mutualisation des fonctions et renforçant l'accessibilité, notamment en transport collectif.

Au regard de ces caractéristiques, l'action régionale vise prioritairement à :

- favoriser la croissance et l'emploi, dans une logique de transition énergétique et d'innovation,
- placer les jeunes au coeur de l'intervention publique, notamment via le projet éducatif régional global,
- offrir une bonne qualité de vie aux Picards (transports, logements, services...),
- soutenir l'éco-développement.

Ces objectifs seront par ailleurs recherchés dans le cadre d'une politique territoriale renouvelée. Ces choix stratégiques s'inscrivent pleinement dans les trois priorités de la stratégie Europe 2020, tout en les liant fortement à la cohésion territoriale.

La stratégie retenue pour le PO vise à répondre aux enjeux de la Picardie, tout en intégrant les orientations de la Stratégie Europe 2020 en matière de croissance intelligente, durable et inclusive et en faveur de la cohésion économique, sociale et territoriale. Elle a ainsi pour vocation de répondre principalement à 4 de ses grands objectifs (taux d'emploi, investissement dans la R&D, objectifs 20/20/20 en matière de climat et d'énergie, éducation et formation). La contribution au 5<sup>ème</sup> objectif, lutte contre la pauvreté, sera partielle, les actions de ce domaine relevant principalement du PO national FSE.



# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

## A. CONTRIBUTION A LA CROISSANCE INTELLIGENTE

L'axe 1 de la stratégie « Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes » a pour vocation de renforcer la recherche, le développement technologique et non technologique et l'innovation sous toutes ses formes, de favoriser la compétitivité des entreprises et d'améliorer l'accès et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

Cet axe s'inscrit dans les orientations définies pour la France par la Commission européenne (Position Paper).

### Renforcement de la recherche, du développement technologique et de l'innovation sous toutes ses formes

En matière de dépenses en R&D par rapport au PIB, en 2010, la région se situait au 16<sup>ème</sup> rang avec 1,2 % (Source : INSEE 2014). Entre 2003 et 2010, les dépenses ont progressé de 0,1 point par rapport au PIB régional. L'effort à fournir par la Picardie pour atteindre d'ici 2020 au niveau national le seuil de 3 % du PIB destiné au financement de la R&D doit donc être important.

La Picardie se caractérise par une recherche privée prépondérante par rapport à la recherche publique : en 2009, 68 % des chercheurs picards se trouvent en entreprise et 80 % des dépenses de recherche et de développement se font au sein des entreprises. La présence de grands groupes et établissements, dans des secteurs de pointe (agroalimentaire, pharmacie, aéronautique) et de PME-PMI gravitant autour de ces grandes unités contribue à ce résultat, de même que certaines PME-PMI qui ont su évoluer vers des stratégies de niche (serrurerie, robinetterie, mécanique, hydraulique, textiles techniques ou haut de gamme...). Néanmoins, la Picardie doit encore conforter sa recherche publique et renforcer les liens de celle-ci avec les entreprises.

En revanche, la Picardie a su créer une forte interaction entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et la gouvernance territoriale et obtenu de très bons résultats dans des secteurs scientifiques d'excellence : stockage électrochimique de l'énergie, véhicules intelligents, systèmes de systèmes, calcul scientifique intensif et modélisation numérique, chirurgie reconstructrice maxillo-faciale, chimie et raffinerie du végétal.

Les résultats du programme d'investissements d'avenir, l'effort financier des collectivités et en particulier du Conseil régional, la concentration du FEDER ont permis, dans le cadre de la stratégie régionale de l'innovation, d'organiser des filières à fort potentiel et de démarrer la structuration d'un écosystème propice au transfert de technologie et à l'innovation (réseau régional de centres de transfert dynamique, deux pôles de compétitivité à vocation mondiale, une Agence Régionale de l'Innovation (ARI), une initiative régionale IndustriLab (centre de recherche, de formation et de transfert de technologie), des outils mutualisés pour la recherche, la formation et l'innovation...).

Sur ces bases, la Picardie prévoit de passer d'ici 2020, avec l'aide du FEDER, un nouveau cap afin d'accroître la notoriété et le poids de la recherche publique, de favoriser le transfert de technologies et de soutenir l'innovation, en particulier collaborative, dans les entreprises et ce, en priorité, pour les segments identifiés dans la Stratégie de Spécialisation Intelligente (RIS3) comme ayant déjà démontré des avantages compétitifs ou une réelle opportunité de croissance :

- **Bioéconomie et bioraffineries territorialisées** : avec sa capacité agricole, ses industries agro-alimentaires et agro-industrielles de premier rang et des équipes de recherche fortement orientées vers la valorisation optimisée des agroressources, la région Picardie mise sur le développement de bioraffineries de petite taille, implantées en zones rurales, au plus près de la ressource. L'objectif est la valorisation de façon optimale de tous les composants végétaux afin de proposer une large gamme de produits bio sourcés se substituant aux matières fossiles non renouvelables ou apportant de nouvelles fonctionnalités, pour alimenter de multiples marchés. La valorisation des ressources végétales permet aux agriculteurs et aux industriels de la région de rester compétitifs et de s'adapter à la volatilité croissante des prix des matières premières agricoles, tout en limitant l'utilisation des ressources fossiles et en recherchant des procédés industriels plus propres et plus sûrs par la substitution du carbone végétal au carbone fossile.

L'enjeu est de poursuivre la dynamique instaurée en concentrant les efforts sur 4 sous-spécialisations :

- **alimentation humaine et animale** : d'ici à 2050, l'accroissement démographique mondial entraînera une augmentation de 70 % de la demande alimentaire et, notamment, un doublement de la consommation mondiale de viande. En Picardie, les activités agro-alimentaires sont fortement implantées mais cette filière doit innover pour renforcer la compétitivité de ses entreprises et créer plus de valeur ajoutée, garantir la qualité et la traçabilité de ces produits et assurer la transition vers des process de production plus performants écologiquement et énergétiquement.
- **agro-industrie et chimie du végétal** : forte de son agriculture et de son agro-industrie puissantes associées à une présence majeure de l'industrie chimique sur son territoire, la Picardie est extrêmement bien positionnée pour développer la chimie du végétal comme un élément de diversification des débouchés de la biomasse et des approvisionnements de la chimie, dans le respect de l'équilibre des usages.
- **agro-machinisme et agriculture de précision** : la Picardie figure au 3<sup>ème</sup> rang des régions françaises dans ce secteur mais les industriels des agroéquipements doivent faire évoluer leurs produits répondant aux besoins croissants et pointus de leurs clients pour garantir une agriculture plus performante respectueuse de l'environnement.
- **bioénergies / méthanisation agricole** : au regard des compétences scientifiques mobilisables en région sur ce secteur et eu égard au partenariat instauré avec la Champagne-Ardenne, la Picardie est bien placée pour développer le secteur de la méthanisation en alliant recherche, développement d'applications nouvelles, sites de production et offres d'équipements innovants.



## SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

- **Mobilité et urbanité** : urbanité renvoie ici à la notion de systèmes de systèmes et à la volonté d'assurer tout à la fois un meilleur développement économique de la Picardie, de relever le défi d'une nouvelle mobilité pour ses habitants et les marchandises comme à son ambition de se préparer à la nouvelle donne énergétique, caractérisée par le renchérissement du pétrole, ainsi qu'à la nécessaire réduction des émissions de gaz à effet de serre pour lutter contre le réchauffement climatique. Cette spécialisation s'appuie sur l'identité industrielle de la Picardie dans le but de conforter l'activité et la présence sur le territoire aussi bien d'un tissu d'équipementiers automobiles, ferroviaires et aéronautiques, dotés de centres de recherche et développement que du parc d'énergie électrique d'origine éolienne le plus important de France, ainsi que la myriade de PME sous-traitantes de ces deux secteurs. Le soutien au long cours de la recherche dans ce domaine a notamment permis la labellisation du pôle de compétitivité à vocation mondiale I-Trans, porté par la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais, qui a pour ambition de devenir une référence mondiale pour la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance des systèmes de transports durables. Par ailleurs, la Picardie soutient de longue date la recherche sur le stockage de l'énergie.

L'effort entrepris doit donc être poursuivi à travers trois sous-spécialisations :

- **la conception et la production de véhicules et sous-ensembles**, avec pour objectif le traitement des problématiques de réduction de la consommation énergétique des véhicules et leurs impacts environnementaux, du développement de la fiabilité et de la sécurité des véhicules ainsi que du développement de la performance et de la compétitivité des chaînes de production.
- **les matériaux et assemblages innovants pour l'industrie, le bâtiment et les véhicules**. L'enjeu est ici la mise sur le marché de matériaux composites haute performance, d'agro-composites pour l'industrie et les véhicules et d'agro-matériaux pour la construction et la rénovation thermique des bâtiments, tout en levant les verrous technologiques sur les processus d'assemblage, comme la robotique, les colles vertes, la technologie par impulsion magnétique (TIM).
- **les systèmes énergétiques intelligents**. Ceux-ci seront développés à l'échelle d'un bâtiment ou d'un territoire, sur la base de la capacité de la région Picardie à développer la production d'énergie via des sources renouvelables. Ce développement pourra s'appuyer sur les compétences scientifiques existantes en Picardie sur le stockage de l'énergie et la maîtrise des systèmes de systèmes.

A côté de ces domaines de spécialisation déjà ancrés sur le territoire, la Picardie entend soutenir trois spécialisations en émergence :

- **la chirurgie reconstructive au cœur d'un volet santé / technologies**. Les travaux de recherche sont nombreux dans ce domaine depuis la 1<sup>ère</sup> greffe du visage réalisée par une équipe de chirurgie maxillo-faciale du CHU d'Amiens en 2005. L'enjeu est désormais d'une part, de lier la recherche au monde de l'entreprise en développant de nouvelles technologies dans les domaines de la robotique, de l'imagerie médicale et de l'ingénierie tissulaire et, d'autre part, de développer un pôle de référence de formation initiale et continue des professionnels de santé par la création d'un plateau de simulation des gestes médicaux, en lien avec le CPA-SimUSanté.
- **les véhicules intelligents et la systémique de la mobilité des voyageurs et marchandises** : la Picardie doit passer à une logique de plus grande fonctionnalité des transports, centrée sur les besoins de l'usager, par le biais de l'optimisation de l'offre permise par l'essor des systèmes d'information et de la combinaison de différents modes de transports (la co-modalité). Si l'amont de la chaîne de valeur (innovation, recherche) de ce secteur apparaît clairement structuré et reconnu (notamment du fait de l'implication forte du pôle I-Trans), il reste important que la Picardie accentue son action en termes d'expérimentation sur les territoires et de structuration des entreprises pour que ce secteur soit source de développement économique et créateur d'emplois.

- **l'innovation sociale** : la Picardie dispose d'ores et déjà de politiques et d'outils (institut de recherche, appels à manifestation d'intérêt, fonds de fonds de BPI France...) pour favoriser et expérimenter le développement de l'innovation sociale sur son territoire, elle entend poursuivre ses actions pour encourager le recours transversal à l'innovation sociale dans les projets qui seront notamment développés dans le cadre des axes prioritaires du présent programme.



La dynamique impulsée en Picardie avec l'Institut Jean-Baptiste Godin, centre de transfert en pratiques solidaires et innovation sociale, avec l'élaboration des « marqueurs d'innovation sociale », permet d'aborder l'innovation sociale comme un vecteur de développement endogène des territoires. En effet, l'innovation sociale constitue une approche clé pour le changement d'échelle par la coopération entre acteurs hétérogènes (associations, PME, coopératives, collectivités locales, institutions publiques, société civile). L'intervention des FESI doit promouvoir la cohésion économique et sociale : soutenir les entreprises sociales, la formation et l'intégration de l'esprit d'entreprise sociale dans les programmes. L'association DÉFITH est à ce titre exemplaire. Il s'agit d'une plateforme d'insertion pour l'activité des personnes reconnues travailleurs handicapés. Elle s'appuie pour cela sur des activités de dépollution des déchets. Le premier support à son développement est le reconditionnement, le démantèlement, la dépollution des déchets et la valorisation des composants électriques et électroniques. L'initiative du projet est née d'une demande conjointe des consommateurs professionnels, des entreprises du territoire, des collecteurs et éco-organismes et d'une volonté locale de créer un outil innovant au bénéfice de la population touchée par la précarité et le handicap. Le projet offre une alternative permettant de réduire leur impact sur l'environnement.

Enfin, la Picardie a identifié 3 approches transversales qui confortent et consolident les secteurs compétitifs et en émergence, accélérant ainsi le passage de la R&D à la mise sur le marché des innovations :

- **Intégrer à l'ensemble des domaines de spécialisation, la maîtrise des risques chroniques et accidentels ainsi que leurs impacts environnementaux.**
- **Développer de nouveaux outils numériques et généraliser leurs utilisations. Maîtriser les systèmes de systèmes.**
- **Favoriser l'interdisciplinarité et l'apport des sciences humaines et sociales dans l'approche des grands défis sociétaux.**

Le choix de l'OT 1 dans la stratégie du PO est donc prioritaire pour permettre le soutien de l'ensemble de ces domaines de spécialisation. Le développement d'outils (plateformes mutualisées, IndustriLab...), parties intégrantes de l'objectif 3 de la RIS3, permettra, par ailleurs, de renforcer ces secteurs prioritaires. Dans son premier objectif, la RIS3 met en avant la forte nécessité d'améliorer la gouvernance en matière de recherche et d'innovation et de créer un environnement structuré et complet permettant de faire de l'innovation un processus de développement des entreprises. Pour cela, les liens entre la recherche et le tissu économique régional doivent être renforcés dans tous les secteurs d'activité. Fort de l'expérience de l'ARI, la Picardie a développé un dispositif fédérateur de la politique régionale pour l'innovation, dénommé « Picardie Technopole ». Ce dispositif a pour ambition de repositionner, via un marque commune, l'image économique et technologique de la région dans les domaines où elle excelle ; de fournir une palette de services qui soit la plus adaptée possible aux exigences des entreprises ; de mailler le territoire picard avec une chaîne d'acteurs permettant le développement des capacités de recherche et d'innovation des entreprises.



## SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Cette nouvelle étape a un caractère prioritaire dans la politique régionale de recherche et d'innovation, dans laquelle le FEDER devra jouer un rôle majeur, à travers les OT 1, 2, 3 et 4. Il viendra en appui du renforcement de ce maillage territorial de l'innovation et de la mise en place d'un système de soutien complet et adapté d'accompagnement de proximité des entreprises dans leurs démarches d'innovation et pour chaque étape d'un projet, tout en apportant une attention particulière à la dimension valorisation / maturation, incubation qui reste encore trop faible dans la majorité des projets.

Les partenariats dont la vocation est de créer des liens entre la recherche, l'application pratique d'approches innovantes, les tests grandeur nature (notamment via des démonstrateurs, des Living Labs) seront encouragés à travers le programme.

### Amélioration de la compétitivité des entreprises

Malgré sa vulnérabilité à la conjoncture, l'industrie demeure importante pour l'économie régionale (18 % de la richesse régionale et 20 % des emplois et la spécialisation de l'activité agricole dans les grandes cultures<sup>3</sup>), permettant l'implantation d'une industrie agro-alimentaire et agro-industrielle puissante qui demeure un des points forts de l'enrichissement de la région.

Le nombre de créations d'entreprises en 2013 a été de 10 623 ; 5 055 si on ne comptabilise pas les auto-entrepreneurs (soit 2 % des créations françaises seulement<sup>4</sup>). Les créations d'entreprises sont en relative stagnation depuis 2010 mais la mise en place du statut d'auto-entrepreneur a pu fausser les données. Si on retire ces derniers, on observe, avec les effets de la crise, une tendance à la baisse (variation annuelle 2013 : -9,3 %).

La structure économique de la Picardie à forte présence industrielle a pesé sur la croissance de l'emploi et de la valeur ajoutée au cours des dix dernières années. Cette structure tend toutefois à se rapprocher de la moyenne nationale avec un développement conséquent d'entreprises dans le secteur tertiaire. Mais la taille réduite de la plupart des PME régionales, qui sont par ailleurs souvent sous capitalisées, constitue un handicap majeur pour leur compétitivité, car elle limite leur capacité à innover, à répondre aux attentes du marché et à exporter. Par ailleurs, la Picardie souffre d'un manque de culture de l'entrepreneuriat et de l'innovation (en 2012, en Picardie, 227 demandes de brevets ont été déposées, 832 dépôts de marques ont été réalisés et 855 modèles ont été conçus<sup>5</sup>). De nombreuses entreprises ont été créées par des entrepreneurs non issus d'un cursus universitaire ou d'écoles spécialisées, non par absence sur le territoire de ces structures de formation mais à cause du départ de la région des jeunes diplômés.

Le défi pour la Picardie, affiché dans la RIS3, est donc de soutenir la dynamique positive de croissance et de préparer les entreprises à la compétition internationale sur les marchés d'aujourd'hui et de demain. Pour relever ce défi, la RIS3 fixe des orientations pour faciliter l'accès des entreprises au financement dans les différentes phases de leur développement, pour renforcer l'adéquation entre les services de soutien à l'innovation offerts et les besoins des entreprises en termes d'innovation, de croissance et d'internationalisation, mais aussi pour renforcer l'écosystème lui-même afin de créer les conditions locales favorables à l'innovation et à la croissance.

3) INSEE octobre 2013, Atlas du système productif

4) INSEE Sirène

5) INSEE, INPI pour le Courrier Picard - Entreprises en Picardie 2014

La stratégie du PO FEDER/FSE s'inscrit dans cette logique. Le choix de l'objectif thématique 3 est, par conséquent, prioritaire pour la Picardie et complémentaire de l'action menée dans le cadre de l'OT 1.

L'exploitation commerciale de nouvelles idées issues notamment des démarches de recherche et d'innovation dans les domaines de spécialisation de la RIS3, des orientations régionales en matière d'éco-activités et la nécessité de développer une économie de proximité pour développer l'attractivité des territoires et répondre aux besoins sociaux des populations, incitent la Picardie à encourager, dans le cadre du PO, le soutien à l'entrepreneuriat sous toutes ses formes et l'accompagnement des créateurs d'entreprises dans un objectif de pérennité de leur activité.

Pour accroître la compétitivité des PME, le PO s'attachera à améliorer les conditions d'accès aux marchés financiers des PME au cours des différentes phases de leur vie et le développement de démarches mutualisées (actions partenariales, réseaux d'entreprises – clusters, systèmes productifs locaux, grappes, contrats de filières et de branches) afin de développer et d'améliorer les produits et services spécifiques aux entreprises en termes de marketing, d'innovation.

## **Amélioration de l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité**

L'axe 2 vise à renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion.

La région doit favoriser le déploiement des infrastructures de haut et très haut débit pour à la fois renforcer la productivité, l'attractivité et la compétitivité de l'économie mais aussi pour soutenir l'innovation et notamment l'innovation sociale dans l'utilisation de nouveaux usages et services en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC).

S'agissant des infrastructures numériques, l'élaboration d'une stratégie de cohérence régionale sur le numérique et le déploiement, au cours des cinq prochaines années, des trois schémas directeurs d'aménagement numérique départementaux favoriseront un aménagement numérique du territoire équilibré et ambitieux.

En termes d'usages et de services, les entreprises et les commerces de la région doivent encore développer le commerce en ligne et les démarches interactives avec leurs clients. La région compte de véritables « pépites » sur les logiciels libres, les applications de e-santé, de formation à distance ou encore d'administration de réseaux d'infrastructures. La filière numérique reste aujourd'hui modeste, malgré des savoir-faire conséquents.

En termes d'e-administration, les acteurs doivent prolonger le développement de l'infrastructure de données géographiques régionales (GéoPicardie). Cette plate-forme de mutualisation, créée en application de la Directive INSPIRE, a permis d'importantes économies d'échelles et a favorisé le déploiement d'outils facilitant la définition, l'application et l'évaluation des politiques publiques. Son développement devra également permettre de renforcer la productivité, l'attractivité et la compétitivité des territoires picards.

## SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Enfin, grâce à un réseau important d'espaces publics numériques / cyber bases (plus de 150 disséminés dans la région), à des structures labellisées « Ordi 2.0 » dans chacun des départements, du déploiement d'environnements numériques de travail dans les collèges et lycées, voire d'écoles, la Picardie dispose des moyens nécessaires à l'inclusion numérique, y compris pour les personnes les plus éloignées des TIC. Leur valorisation doit permettre d'éviter la fracture numérique.

D'ici 10 ans près de 70 % des foyers picards seront couverts par la fibre optique. Le passage total à la fibre optique pour tous les Picards est estimé à 30 années, selon les départements concernés. Sur 950 000 prises FTTH (fibre jusqu'au domicile) à créer, 445 760 prises seront à la charge des collectivités. Sur un nombre limité de périmètres restreints présentant des perspectives de développement économique et se fixant un objectif de déploiement du THD de 30 Mbps minimum, le FEDER pourra intervenir de manière conséquente. La participation du FEDER sera, par ailleurs, opportune pour le raccordement dans le cadre d'offres FTTO (Fiber To The Office) des entreprises et des laboratoires de recherche picards et dans le soutien de projets d'envergure régionale visant à augmenter les outils numériques et l'utilisation des contenus numériques pour l'innovation et la compétitivité des entreprises et des structures de recherche.

La filière de l'économie numérique est peu développée en Picardie : sur les 44 909 entreprises françaises « TIC » ; 620 sont picardes soit 1,3 %.

La mobilisation des fonds du FEDER contribuera également au développement de l'économie numérique, par la structuration de la filière numérique notamment via une grappe d'entreprises (Intelli'N) (dans le cadre de l'axe 1) et par l'accompagnement des acteurs économiques aux mutations numériques en apportant une réponse aux besoins croissants des entreprises, notamment en matière de conception numérique et de modélisation qui apparaissent dans différents segments de spécialisation retenus dans la RIS3 (axe 2).

Au regard de la spécificité rurale très marquée de la Picardie et du fort taux d'exclusion d'une tranche de la population, les TIC doivent participer au renforcement de l'attractivité des territoires et de l'inclusion sociale. Ainsi, le FEDER poursuivra son soutien à l'e-inclusion afin de sensibiliser aux usages numériques, notamment ceux qui en sont les plus éloignés, tout en encourageant le développement de solutions de services à la population (e-santé, e-administration, télé-activités...) dans le cadre des démarches territoriales mises en place.

Enfin, dans le cadre de l'innovation sociale, le recours aux TIC sera privilégié pour apporter des réponses aux besoins sociaux et enjeux sociétaux non ou mal satisfaits, par exemple dans les domaines de l'accès aux services, de la silver économie (économie au service des seniors) ou encore du crowdfunding (financement participatif).

Avec un taux de chômage à 11,7 % qui place la Picardie en 3<sup>ème</sup> position en métropole (INSEE, chiffres du 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 parus en avril 2014) et une sortie précoce du système scolaire de 14,5 % contre 9,7 % de moyenne française sur les 18-24 ans (Eurostat 2013), on note bien la faiblesse du territoire en matière de réussite éducative et de formation. Si une première étape a été franchie au cours des 7 dernières années : généralisation des ENT dans le second degré, équipement de certains établissements en matériels TICE, il n'en demeure pas moins que le premier degré est sensibilisé de manière assez variable. Or, le projet académique identifie le numérique comme un vecteur de réussite puisqu'il permet une remédiation destinée à des publics qui n'assimilent pas forcément tous de la même manière. Le numérique favorise la montée en compétence de chacun tout au long de la vie, c'est pourquoi, même si actuellement l'enseignement supérieur utilise déjà le numérique pour valoriser les productions des enseignants, il pourrait aussi participer à la détection des difficultés des primo-entrants ou la diffusion de prérequis nécessaires à l'entrée à l'université. En matière de santé, la Picardie connaît la plus faible densité médicale de France (238,5 médecins contre 299,7 pour 100 000 habitants (Etude INSEE 2013). Pour pallier ce manque et améliorer l'offre de soins, la Picardie a participé à l'expérimentation puis au déploiement du Dossier médical personnel (DMP). Elle est la 1<sup>ère</sup> région DMP de France mais doit poursuivre ses efforts en soutenant ce type de services numériques à destination des usagers. On compte actuellement 85 305 DMP (chiffres de juillet 2014-GCS e-Santé) ce qui correspond à 4,5 % de la population dotée du DMP.

## B. CONTRIBUTION A LA CROISSANCE DURABLE

Au-delà des investissements spécifiques réalisés en lien direct avec la croissance durable, l'ensemble des projets soutenus dans le cadre des Fonds européens structurels et d'investissement (FESI) doit répondre à des critères spécifiques (critères d'écoconditionnalité) prenant en compte les préoccupations environnementales, de prévention des risques, de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère et d'utilisation efficace des ressources. Ce soutien s'inscrit dans la continuité des actions entreprises sur 2007/2013.

### Soutien à la transition vers une économie à faibles émissions de CO<sub>2</sub> dans l'ensemble des secteurs

La Commission européenne affiche dans ses recommandations pour la France, l'objectif d'atteindre d'ici 2020, 20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, 23 % d'énergie renouvelable et 20 % d'augmentation de l'efficacité énergétique.

La Picardie affiche depuis plusieurs années une ambition forte pour assurer la mutation vers une économie à faible teneur en carbone. En fixant des objectifs en matière de développement des énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, de lutte contre et d'adaptation au changement climatique et d'amélioration de la qualité de l'air, le parti pris du Schéma Régional Climat Air-Energie (SRCAE), co-élaboré par l'Etat et le Conseil régional de Picardie, est de contribuer à la compétitivité et à l'attractivité du territoire dans une logique de croissance durable. En 2009, 58 % de l'énergie produite en Picardie est d'origine renouvelable (DREAL, ADEME). A l'horizon 2020, il s'agira de porter à hauteur de 23 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique final et de réduire de 21 % les émissions de GES par rapport à 2007.

Au regard des défis à relever, la RIS3 a retenu dans son second objectif, des thèmes de spécialisation visant à renforcer une économie durable et respectueuse. Ainsi la RIS3 a pour but de favoriser la mutation vers une économie décarbonée de la société. Dès lors, le système productif sera sollicité et devra être accompagné dans sa mutation.

La sélection de l'objectif thématique 4 s'avère donc prioritaire et complémentaire à l'OT 1. Il permet ainsi de conforter les travaux de recherche et d'innovation dans ces domaines par des investissements qui favoriseront la diminution des émissions de gaz à effets de serre sur le territoire picard.

Un important potentiel de développement des énergies renouvelables, et plus particulièrement de l'éolien et de la méthanisation, existe en Picardie et de nombreuses actions ont été engagées pour répondre aux objectifs du Grenelle de l'Environnement. Il convient de poursuivre, avec l'appui du FEDER, dans cette voie afin que l'économie régionale, s'appuyant progressivement sur ses ressources locales, soit ainsi moins soumise aux impacts de la volatilité des prix des énergies fossiles. Cela engendre la nécessité d'un soutien à la structuration de véritables filières en région.

En 2007, les émissions de GES étaient de 15,833 millions de teqCO<sub>2</sub> en Picardie (14,024 millions en tenant compte des émissions évitées grâce au stockage de carbone). Le secteur du bâti représente 1/4 des émissions régionales, le secteur résidentiel représentant les 2/3 des émissions du bâti. Les besoins en matière de rénovation thermique sont importants. Cumulée à la faiblesse des revenus, la mauvaise qualité thermique des logements et le coût croissant de l'énergie placeraient près de 140 000 ménages en situation de précarité énergétique, consacrant plus de 10 % de leurs revenus au chauffage.

## SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Le parc de logement picard (comportant une part de maisons individuelles un peu plus élevée qu'à l'échelle nationale) ayant été construit à 70 % avant la réglementation thermique de 1975, les besoins en matière de rénovation thermique sont conséquents. Le PO contribuera à l'objectif de rénovation de 13 000 logements par an d'ici 2020, fixé dans le cadre du Schéma régional climat air énergie, visant 3 000 logements du parc public et 10 000 logements du parc privé. Face à un tel enjeu, le PO permettra de soutenir la rénovation thermique des logements sociaux, du parc privé en masse (y compris via des instruments financiers) et des projets démonstrateurs sur les bâtiments. Par ailleurs, dans le secteur de l'artisanat du bâtiment, le SRCAE a identifié des besoins considérables pour tenir les objectifs en matière de réhabilitation énergétique du parc de logement (public et privé). Des investissements, notamment par le biais d'actions collectives structurantes, devront consolider la filière d'artisans et d'entreprises compétentes, déjà présente localement. La rénovation thermique d'un nombre important de logements représente à cet égard une véritable opportunité pour pérenniser cette filière et accélérer la transition énergétique des territoires.

En outre, l'objectif de la Picardie pour la période 2014-2020 est de poursuivre le déploiement de nombreuses initiatives pour faire que ce qui est aujourd'hui perçu comme des « contraintes environnementales » devienne, pour la région et ses entreprises, un avantage concurrentiel. Elle s'attachera à travers ce programme, à venir en appui aux entreprises picardes pour les aider à s'engager dans une amélioration de l'efficacité carbone de leur process industriel afin de concilier, sur l'ensemble de leur chaîne de production, performance économique et économies d'énergie. Comme le préconise le Schéma régional climat air énergie, l'accent sera mis dans le PO sur les gains mobilisables sur les usages transverses de l'énergie (non liés au process de production).

Le secteur des transports est responsable de 25 % des rejets de CO<sub>2</sub>. L'utilisation ultra-majoritaire du mode routier a des conséquences sur le bilan environnemental et énergétique de la région. La Picardie est, en effet, devenue l'une des trois premières régions françaises où les navettes domicile-travail sont les plus longues, entraînant ainsi une forte dépendance à la voiture et aux énergies fossiles (80 % des trajets sont réalisés en voiture), voire une fragilité financière pour certains ménages. Le FEDER aura pour but de soutenir les projets de mobilité durable, permettant à la fois une réduction des émissions de gaz à effet de serre et une diminution de la consommation énergétique.

Conformément aux recommandations de la Commission pour la France, l'utilisation du FEDER sera concentrée essentiellement sur l'amélioration des transports du quotidien en s'appuyant sur une logique de réseaux alternatifs à la voiture et de développement de services à la mobilité permettant de diminuer l'impact de l'usage de la voiture. Le FEDER sera mobilisé pour soutenir le développement des transports alternatifs en milieu urbain et périurbain.

### Favoriser l'adaptation aux changements climatiques, la prévention et la gestion des risques

De par la caractéristique de sa géographie et l'occupation du sol, la Picardie est intrinsèquement concernée par plusieurs risques naturels sur l'ensemble de son territoire (urbain, rural et littoral) :

- submersions marines, érosions du trait de côte, mouvements de terrain sur falaise (côte picarde),
- inondations par débordement de cours d'eau (Somme, Bresle, Authie, Aisne, Oise), remontées de nappe, ruissellements et coulées de boue (39 % des communes picardes sont classées en « risque majeur » pour le risque inondations) ; 404 848 habitants sont concernés par le risque inondation (source Plan de prévention du risque inondation ; données 2010). Sur le risque littoral, 1 700 personnes sont directement menacées et 30 000 potentiellement menacées suivant l'intensité des événements (source PAPI),



- mouvements de terrain par effondrement, affaissement, glissements, tassement de cavités souterraines (8 communes picardes sur 10 sont concernées).

Les conséquences de ces risques récurrents pour les territoires se mesurent en termes de sécurité des personnes et des biens, en termes financiers et impliquent des changements importants de pratiques.

A titre d'exemple, l'impact économique des inondations de 2001 a été particulièrement important, tant pour les collectivités territoriales, les entreprises que pour les particuliers (dommages estimés à 200 millions d'euros (valeur 2001)). Cela avait d'ailleurs conduit la CE à allouer une dotation FEDER spécifique à la région.

Le littoral picard est soumis à des évolutions naturelles, amplifiées par les changements climatiques, par les pressions croissantes sur les ressources et l'espace et par les changements d'usage des territoires côtiers. Cette évolution du littoral a des incidences sur les écosystèmes côtiers, sur la sécurité des personnes et des biens et plus généralement sur les activités humaines.



Les catastrophes naturelles, provoqués par des aléas difficilement réductibles, sont bien souvent aggravées par un dysfonctionnement des milieux naturels causé par une occupation du sol inadaptée, qu'il est nécessaire de corriger. Au-delà de la recherche de la réduction de l'aléa, il est essentiel de renforcer l'action sur la réduction de la vulnérabilité des territoires, notamment par des principes d'aménagement adapté.

De plus, ces aléas risquent d'être amplifiés par le changement climatique (sécheresse, pluies intenses, montée du niveau de la mer) dont les conséquences devraient se mesurer avant 2050. Ceci implique une réaction désormais rapide de la société, notamment en matière de recherche d'adaptation de l'urbanisme et des activités.

L'action des politiques publiques dans ce domaine relève d'une priorité élevée. La mobilisation du FEDER permettra d'aller au terme de certains projets, qui doivent être échelonnés au vu de l'importance des engagements financiers demandés aux collectivités et du temps nécessaire à la maturation d'approches novatrices pour le traitement des risques (recul maîtrisé, relocalisation des biens...). D'autre part, il s'agit également de pouvoir en lancer de nouveaux, soit pour répondre à un risque récemment connu (par exemple, sur le bassin versant de la Verse), soit pour concrétiser des démarches de réflexion lancées lors de la programmation antérieure (cas du lancement du PAPI littoral picard).

## **Protéger l'environnement et encourager l'utilisation durable des ressources**

La pression foncière et les évolutions des pratiques agricoles font peser des risques importants et qui s'accroissent depuis dix ans sur les espaces naturels, la diversité biologique et les paysages.

La conjonction de ces phénomènes a un impact sur la dégradation ou la disparition des continuités écologiques et génère des difficultés croissantes pour que les espèces puissent migrer d'un réservoir de biodiversité à un autre.

## SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Par ailleurs, la déprise économique et la fermeture de plusieurs sites militaires expliquent le nombre important de friches, parfois polluées. Plusieurs territoires ont établi des diagnostics précis et privilégient la reconversion de ces sites délaissés pour leur développement, dans un souci de gestion durable (densification de l'occupation plutôt qu'extension) et également dans le souci d'une reconversion à vocation économique, sociale ou d'habitat (mixité des nouvelles fonctions).

La biodiversité s'appauvrit depuis plusieurs années : la régression des plantes est très rapide et la situation des animaux est jugée « alarmante ». Le littoral picard et les nombreuses zones humides représentent des territoires particulièrement sensibles mais c'est une diversité d'habitats naturels complémentaires (pelouses calcicoles, landes, forêts...) qu'il faut sauvegarder (disparition de 90 % des pelouses et des landes en moins de 100 ans). Les milieux aquatiques souffrent d'une détérioration des lits majeurs et mineurs. La qualité de l'eau, notamment potable, est fragilisée par les polluants rejetés par les activités humaines (15 % des pertes d'espèces dues à l'évolution de la qualité des milieux aquatiques).

Bien que les maîtrises foncières et d'usage des espaces les plus patrimoniaux par des gestionnaires spécialisés aient montré leur efficacité, le développement et la valorisation d'un réseau de sites protégés et gérés restent incontournables pour enrayer cette perte de biodiversité.

De plus, l'intégration renforcée des enjeux environnementaux par les activités sylvicoles et agricoles ou encore par les projets d'aménagement (infrastructures, développement urbain) reste un enjeu majeur pour lequel subsistent de fortes marges de progrès.

Or, tous ces espaces naturels fournissent des services socio-économiques encore sous-évalués. Parmi les plus évidents, on peut citer leur participation à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité (touristique notamment) du territoire.

Outre la protection et la mise en valeur des espaces naturels remarquables (réservoirs de biodiversité) et des paysages typiques, un nouveau champ d'action très important s'ouvre depuis peu : le renforcement ou la recréation des corridors écologiques, que ce soient des milieux terrestres ou aquatiques. Ceci est notamment mis en œuvre par le Schéma régional des continuités écologiques (SRCE) qui est en cours de définition et qui donnera lieu à un plan d'action.

Conformément aux recommandations de la Commission pour la France (cf. le Position Paper qui souligne la nécessité de soutenir la biodiversité), l'intervention du FEDER visera le renforcement des continuités écologiques, le maintien ou la restauration, en particulier pour les espèces animales et végétales considérées comme rares, la consolidation / extension du réseau de sites préservés et valorisés, l'amélioration de la prise en compte de la diversité des services rendus par certains territoires (conciliation de la production agricole avec le maintien de paysages de qualité et d'une biodiversité remarquable, maintien de la fonction nourricière pour le milieu marin des estuaires,...) et le renforcement de la valorisation touristique du patrimoine naturel par des aménagements et une promotion adaptés, l'amélioration de la qualité écologique des cours d'eau et la protection des zones humides.

Dans une logique de concentration des fonds, des priorités de mobilisation du FEDER seront déterminées (ex. : coteaux calcaires et forêts patrimoniales pour les milieux terrestres, traitement de la continuité longitudinale (piscicole et sédimentaire), de la continuité transversale et de zones humides de très grande fragilité dans le domaine des milieux aquatiques).

## C. CONTRIBUTION A LA CROISSANCE INCLUSIVE

En matière de politique d'emploi et de formation, la période 2014-2020 va correspondre, en France, à la montée en puissance du concept de formation tout au long de la vie, notamment par la traduction de l'accord national interprofessionnel (ANI) dans les lois de décentralisation et la réforme de la formation professionnelle qui y est associée. Le rôle des Régions y sera réaffirmé et renforcé, impliquant également la nécessité d'un dialogue avec les partenaires sociaux. Ce dialogue renouvelé doit permettre que le compte personnel de formation devienne une sorte de « colonne vertébrale » du droit à la formation (initiale, initiale différée ou continue) pour chaque personne. Celui-ci doit être à la fois au service de l'épanouissement personnel (au sens de la promotion sociale) et de la compétitivité des entreprises.

Le contexte picard amène à prendre les orientations suivantes :

### Investissement dans l'éducation, les compétences et la formation tout au long de la vie



En Picardie, le niveau de formation et de qualification des Picards est en retrait par rapport aux moyennes nationales, malgré une dynamique partagée en faveur de l'enseignement et de la formation. Si la plupart des indicateurs de l'éducation montre un niveau de formation des Picards globalement en progression, le niveau de formation et de qualification de la population reste assez faible : la part des pas ou peu diplômés, au sein de la population des 20-24 ans non scolarisée est passée de 30 % en 1999 à 24,9 % en 2010 (INSEE).

Le taux de scolarisation dans le secondaire des jeunes de 16 à 24 ans a baissé de 4,37 points entre 1999 et 2008 (soit la 3<sup>ème</sup> plus forte baisse du territoire métropolitain) et en 2008, la Picardie a enregistré le plus fort taux métropolitain de sortie avant la fin de second cycle du secondaire<sup>6</sup> (11,5 %). Ce taux s'élève à 14,1 % en 2011 en Picardie, contre 10,3 % pour la France. En 2012, la part de jeunes (18-24 ans) ayant quitté prématurément l'éducation et la formation est de 16,7 % en Picardie, contre 11,5 % en France (données Eurostat).

Si l'on se réfère à l'indicateur Eurostat de « décrochage scolaire » qui s'intéresse aux jeunes âgés de 18 à 24 ans ayant atteint au mieux le 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement secondaire et n'ayant pas suivi de formation, 14,6 % d'entre eux sont sortis prématurément du système éducatif en 2013 (en ayant atteint au mieux le 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement secondaire, et n'ayant pas suivi de formation au cours des 4 semaines précédant l'enquête), contre 9,7 % en France.

30,7 % de la population âgée de 30 à 34 ans dispose d'un diplôme de l'enseignement supérieur ; 44,1 % en France métropolitaine en 2013 (Eurostat, Population âgée de 30-34 ans ayant un niveau d'études supérieur par sexe et région NUTS 2). Les nouveaux bacheliers continuent d'être les moins nombreux en Picardie à poursuivre des études supérieures l'année suivante (72,9 % contre 74,5 % en France).

6) Rectorat de l'académie d'Amiens : pourcentage d'élèves de collège, de première année de CAP, de seconde et première générales et technologiques, de seconde et de premières professionnelles rénovées qui abandonnent leur formation avant son terme

## SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Cela explique deux handicaps pour la région : le taux d'illettrisme des jeunes particulièrement élevé<sup>7</sup> (8,1 % des jeunes Picards contre 4,8 % des jeunes métropolitains) et la part de sans diplôme dans la population active qui dépasse la moyenne nationale (22,6 % en Picardie, contre 17,9 % en France métropolitaine<sup>8</sup>). En 2012, 5,5 % des jeunes Picards reçus à la JDC étaient en situation d'illettrisme, contre 3,7 % pour la France métropolitaine (et l'Aisne est le département de France où ce taux est le plus élevé : 6,4 %).

Des réponses institutionnelles sont apportées pour répondre à ces besoins : développement des internats d'excellence, développement de la formation par alternance dont l'apprentissage, développement d'un réseau d'établissements supérieurs et de recherche et d'une offre de formation d'excellence (création de pôles d'excellence des formations professionnelles, création d'une université numérique...). Malgré les efforts fournis, ces politiques doivent encore être consolidées et développées. L'apprentissage demeure au 15<sup>ème</sup> rang des régions pour ce qui concerne les effectifs inscrits en apprentissage (au 31 décembre 2010, la Picardie comptait 12 910 apprenti(e)s) et la situation est plus défavorable aux filles (la Picardie est la région dans laquelle la proportion de filles est la plus faible : 25,16 %<sup>9</sup>).

La mobilisation de FSE, à travers les objectifs thématiques 8 et 10 doit donc permettre de conforter, voire d'accélérer la tendance concernant la croissance du niveau de formation des Picards.

Il s'agit donc à la fois d'agir sur :

- la réduction des sorties sans qualification chez les jeunes en difficulté et en échec scolaire. Ceci peut se faire par le développement de méthodes innovantes d'apprentissage notamment par l'utilisation des TIC et la promotion de solutions alternatives à l'enseignement classique, permettant à des personnes sans qualification et éloignées du système éducatif d'acquérir des connaissances de base,
- la construction de parcours professionnels tout au long de la vie afin d'éviter les interruptions et être en adéquation avec les secteurs économiques de la région. Plusieurs leviers doivent être activés à cette fin. Ceci doit se concrétiser par la mise en place d'actions contribuant à la fois à agir en amont auprès des personnels d'orientation et d'information, auprès des jeunes scolarisés pour leur faire découvrir les métiers de leur région et à la fois au niveau de chaque habitant, que ce soit pour l'acquisition de savoirs de base ou pour élargir leurs compétences en tant que salariés et les adapter aux évolutions économiques régionales.

Avec la mise en place de telles actions, la Picardie pourra donc contribuer :

- à l'objectif de réduction du taux d'abandon scolaire de 10 % de la stratégie Europe 2020,
- à l'objectif d'atteindre un taux d'emploi de 75 % pour les 20-64 ans, par le biais d'une augmentation du niveau de qualification et d'une meilleure adaptabilité au regard des évolutions du contexte économique régional.

7) Ministère de la Défense : jeunes de 17 ans ayant participé à la Journée défense et citoyenneté (anciennement Journée d'appel et de préparation à la défense) en 2006

8) INSEE - RP 2010

9) CNFPTLV

## Promotion de l'emploi et soutien à la mobilité professionnelle

La situation de l'emploi est durablement préoccupante en Picardie avec en 2013, 65 % de la population régionale âgée de 20 à 64 ans occupant un emploi (69,1 % pour la France<sup>10</sup>).

La Picardie comptait 53 675 demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A, B et C au 31 décembre 2008, et 80 150 au 31 décembre 2012, soit une augmentation de 49,32 % entre ces deux dates<sup>11</sup>.

Le taux de chômage par sexe en 2013 en Picardie était de 10,9 % pour les hommes et 12 % pour les femmes<sup>12</sup>.

D'après les estimations de l'INSEE, 22,3 % de la population picarde a plus de 60 ans en 2013. Cette tranche d'âge représentera 29,8 % de la population en 2040.

L'accroissement du taux d'emploi pour les 20-64 ans est une priorité du PO national FSE. La Picardie envisage la mobilisation du FSE dans son PO régional, au titre de l'objectif thématique 8 pour diminuer le nombre de jeunes Picards qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation. Cela passe par l'intégration dans des parcours d'insertion professionnelle tout en leur apportant un accompagnement personnalisé et un renforcement des compétences tout au long de la vie.

## Promouvoir l'inclusion sociale et combattre la pauvreté

La Picardie est confrontée à des difficultés sociales fortement accentuées par la crise économique, 15,3 % des Picards (contre 14,1 % des métropolitains) vivent en deçà du seuil de pauvreté (fixé à 60 % du niveau de vie médian), ce qui fait que la Picardie est la 6<sup>ème</sup> région la plus pauvre de France, avec cependant de fortes disparités infrarégionales (Eurostat).

Si le PO national FSE a vocation à contribuer directement à l'objectif de la Stratégie Europe 2020 de réduction du nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale, le PO FEDER/FSE régional y contribuera en intervenant notamment sur la réduction de la précarité énergétique dans le cadre de l'objectif thématique 4 et en permettant à des personnes sans qualification d'accéder à l'emploi, par le biais de l'objectif thématique 10.

De plus, l'accroissement des personnes en situation de précarité (et notamment des familles monoparentales), le vieillissement démographique, en particulier dans les zones rurales, implique une évolution dans l'offre de services, tant dans son contenu que dans les modalités de prestations et du développement de modèles économiques basés sur l'économie sociale et solidaire. D'après les estimations de l'INSEE, 29,8 % de la population aura plus de 60 ans en 2040 (22,3 % en 2013).

10) Données Eurostat 2013, Taux d'emploi des 20-64 ans, NUTS 2

11) INSEE

12) Données Eurostat, Taux de chômage par sexe, âge et région NUTS 2



## SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Les dernières données 2013-2014 de l'OR2S montrent que la Picardie a la densité médicale libérale la 2<sup>ème</sup> plus faible de France (la plus faible pour ce qui concerne les spécialistes). L'espérance de vie en Picardie est inférieure de près de 2 ans par rapport à la moyenne nationale. L'étude de l'OR2S sur le non-recours aux soins montre qu'en milieu urbain, où les professionnels ne veulent pas s'installer alors que 50 % devraient partir en retraite dans les 5 années à venir, ces situations sont aggravées de par les délais, la raréfaction des guichets uniques, la méconnaissance des dispositifs ou encore la barrière de la langue.

Par ailleurs, un Picard sur sept (15,3 % ; INSEE 2011) vit sous le seuil de pauvreté, plaçant la Picardie au 6<sup>ème</sup> rang des régions les plus pauvres, et les familles monoparentales sont cinq fois plus touchées par la pauvreté que les couples sans enfant (avec par ailleurs, une prédominance de femmes chefs de famille). La pauvreté se concentre dans les villes : si le taux de pauvreté est de 10,6 % dans les campagnes picardes (soit 1 point de moins qu'en France), il atteint 17,1 % dans les villes (3 points de plus qu'en France), avec des situations très hétérogènes entre les territoires. (INSEE, 2009)

128 000 personnes souffriraient de mal logement en Picardie, soit 6,3 % de la population picarde contre 5,6 % au niveau national (CESER, 2012) :

- 4 000 personnes seraient sans abri et vivraient en habitations mobiles ou sans abri fixe,
- 4 000 autres seraient sans domicile et accueillies en hébergement social ou en hôtel,
- 120 000 personnes, propriétaires occupants ou locataires seraient logés dans un habitat potentiellement indigne ou très dégradé.

Les CHRS (Centres d'hébergement et de réinsertion sociale) accueillent 2/3 de jeunes dans leurs effectifs alors que ce ne sont pas des structures dédiées à ce public.

Il convient également d'ajouter que les foyers jeunes travailleurs accueillent de plus en plus de public jeune en difficulté (plus d'un quart des jeunes accueillis ont des ressources inférieures à 460 euros et la rupture familiale est la deuxième raison d'admission en FJT (Etude FJT 2012). La mission des FJT est ainsi de plus en plus sociale et éducative.

Le PO FEDER/FSE sera donc mobilisé afin de soutenir les nouveaux secteurs comme celui de l'ESS ou des services à la population.

## D. CONTRIBUTION A LA COHESION TERRITORIALE

La Picardie développera une approche territoriale intégrée (ciblée sur plusieurs ITI pour lesquels 35 millions d'euros sont prévus) permettant de prendre en compte les territoires urbains, dans une approche transversale. Cette démarche a vocation à développer, sur la base d'enjeux identifiés, des stratégies présentant les perspectives de développement, les modalités d'animation et de gouvernance des territoires. Ces stratégies devront être en cohérence avec les priorités de la Stratégie Europe 2020.

Ces approches territoriales feront l'objet d'une sélection en comité régional de programmation selon des critères préalablement définis. Ils mobiliseront des crédits sur la base d'appels à manifestation d'intérêts et de projets pluriannuels.

### Le développement urbain durable

L'armature régionale est composée de 31 aires urbaines et de 5 aires dont les pôles sont situés dans les régions périphériques. Cinq agglomérations seulement dépassent les 50 000 habitants. La capitale picarde (150 000 habitants) reste relativement isolée dans un espace très rural et ne présente pas les caractéristiques d'une véritable métropole.



Les pôles urbains tiennent leur force de leur périphérie. Le phénomène de périurbanisation est en forte croissance. Entre 1999 et 2008, le nombre des Picards habitant dans un espace de ce type a crû de 26 % (INSEE). Les villes centres des agglomérations n'ont pas connu l'essor enregistré en France, alors que la majorité des campagnes picardes connaît des évolutions démographiques positives.

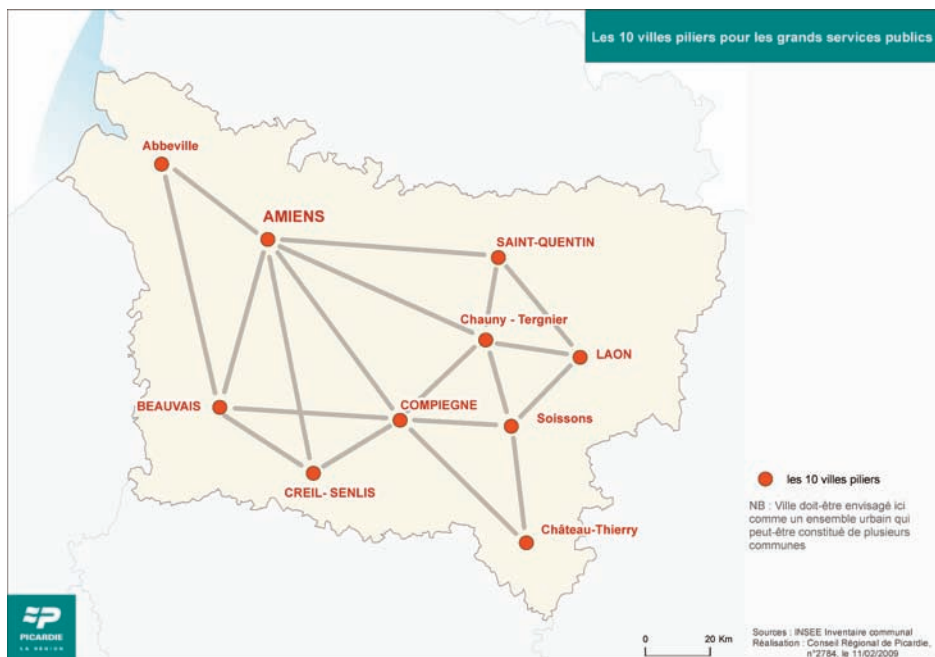
7 % de la population régionale habitent dans l'une de 21 Zones Urbaines Sensibles présentes dans 10 agglomérations urbaines (INSEE). Le revenu fiscal moyen par unité de consommation est plus faible dans les ZUS picardes que dans l'ensemble des ZUS de province. Elles se caractérisent, par ailleurs, par une population plus jeune et par des demandeurs d'emploi plus jeunes, moins qualifiés que la moyenne des ZUS de province. Le chômage de longue durée y est aussi plus présent.

La Région Picardie, au travers de son Schéma régional d'aménagement et de développement durable des territoires (SRADDT) et de son Schéma régional climat air énergie (SRCAE), préconise le renforcement des centralités des agglomérations picardes et le développement des complémentarités entre celles-ci. Il s'agira en particulier de soutenir l'émergence de projets intégrés au niveau des quartiers de gare des principales villes picardes. Outre les enjeux en terme de densification, l'émergence d'une problématique régionale autour des quartiers de gare questionne en effet le nouveau rôle des équipements et des fonctions, porteurs de centralité, de nouvelles portes urbaines, et d'accueil potentiel de nouveaux services.

## SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Au travers du concept de « métropole en réseau », le SRADDT a pour objectif de renforcer une accessibilité aux services et aux fonctions urbaines pour l'ensemble des Picards. Dès lors, ce dernier a vocation à améliorer la cohésion sociale entre les territoires picards et notamment dans sa dimension urbaine. Pour répondre à cet objectif, les recherches effectuées en matière d'innovation sociale et d'intégration de cette dimension dans la construction des projets seront capitalisées pour favoriser l'émergence de projets socialement innovants apportant des réponses opérationnelles à cet enjeu sociétal.

Pour cela, il est envisagé de mettre en place, dans les zones identifiées comme prioritaires, des Programmes Urbains Intégrés Durables (PUID) par le biais d'Investissements Territoriaux Intégrés s'appuyant sur les différents axes du PO FEDER/FSE. Ces PUID permettront la mise en place d'actions favorisant le renforcement du lien agglomérations et quartiers prioritaires, et du lien agglomérations et centralité.



Il s'agira de concilier les actions vers les quartiers prioritaires avec les dynamiques métropolitaines dans leur globalité.

La Région souhaite mettre en place plusieurs investissements territoriaux intégrés (ITI) destinés aux agglomérations picardes qui seront sélectionnées permettant de « contribuer au développement d'une approche urbaine intégrée, durable et solidaire ».

Pour ce faire, la Région s'appuiera sur les agglomérations de Picardie, et notamment le réseau des 10 villes piliers identifiées dans le cadre du Schéma régional d'aménagement et de développement durable des territoires (SRADDT) : Amiens, Abbeville, Beauvais, Compiègne, Creil-Senlis, Saint-Quentin, Laon, Chauny-Tergnier, Soissons, Château-Thierry.

Les autorités urbaines seront impliquées dans l'ensemble des procédures et démarches (élaboration de la stratégie intégrée, définition des opérations, ...). Plus spécifiquement et conformément à l'article 123 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'Article 7 du règlement (UE) n° 1301/2013, en qualité d'autorité urbaine, chaque EPCI concerné est responsable des missions liées à l'application des procédures et des critères de sélection. L'autorité urbaine, en concertation avec l'autorité de gestion, définit les critères de sélection qui sont finalement approuvés par le comité de suivi. L'autorité urbaine sélectionnera des demandes de subventions FEDER, après instruction par l'autorité de gestion qui conserve la responsabilité de vérifier l'éligibilité de chaque opération (cf. description en section 4).

## Le développement rural et périurbain

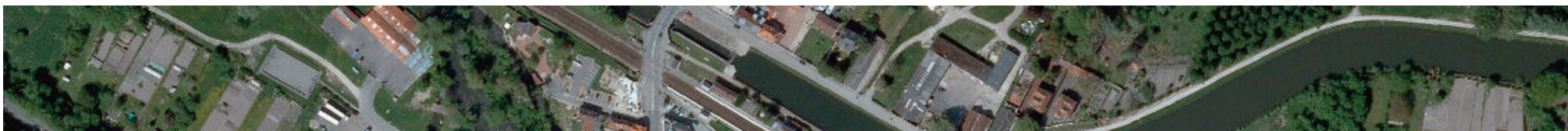
La Picardie est une région majoritairement composée de petites communes rurales qui se structurent autour de petites villes et villes moyennes. 40 % de la population régionale vit en zone rurale ou dans les espaces de couronnes urbaines. Cette géographie du peuplement est en discordance avec la géographie de l'emploi, engendrant des trajets domicile-travail importants. Par ailleurs, le phénomène de périurbanisation engendre un mitage de l'espace et une consommation foncière portant atteinte aux paysages non protégés et aux terres agricoles. Ces territoires vont également être confrontés à une population vieillissante et dépendante, à laquelle ils devront s'adapter.

## Le littoral

D'une longueur de 70 km, le littoral picard donnant sur la Manche-Mer du Nord est structuré par les trois vallées de la Bresle, de la Somme et de l'Authie. Il est soumis à des évolutions naturelles, amplifiées par les changements climatiques, par les pressions croissantes sur les ressources et l'espace et par les changements d'usage des territoires côtiers. Cette évolution du littoral a des incidences sur les écosystèmes côtiers, sur la sécurité des personnes et des biens et plus généralement sur les activités humaines.

Près de 50 % du littoral picard est sensible à l'érosion et certaines zones urbanisées sont menacées par des effondrements de falaises, l'ensablement ou la submersion marine.

1 700 habitants sont directement concernés par des risques de submersion ou d'effondrement (falaises). Ce chiffre atteint 30 000 pour les événements extrêmes. Selon les premières estimations issues du PAPI littoral en cours d'élaboration, estimations à consolider de l'ordre de 1 300 entreprises (3 500 emplois) ou encore 12 à 13 000 logements sont potentiellement menacés. Ce sont 70 à 80 km d'ouvrages (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> lignes) qui sont à entretenir, reconstruire ou conforter suivant les scénarios en cours de discussion sachant que depuis 1990, près de 50 millions d'euros ont été investis dans la lutte contre la mer avec des résultats mitigés. Ces coûts d'investissement handicapent les communes en réduisant fortement leur capacité financière allant, pour certaines, jusqu'à leur interdire toute capacité à investir dans leur développement.



# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

## Justification du choix des objectifs thématiques et des priorités d'investissement

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix	
		Europe / France	Picardie
<b>1. Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation sous toutes ses formes</b>	<b>1.a)</b> Améliorer les infrastructures de recherche et d'innovation (R&I) et les capacités à développer l'excellence en R&I, et faire la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen		<ul style="list-style-type: none"> <li>Faible part de la recherche publique (0,2 % du PIB, INSEE 2014)</li> <li>Recherche privée prépondérante à la recherche publique mais un faible niveau d'innovation porté par les entreprises</li> </ul>
	<b>1.b)</b> Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et soutenir des activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Position Paper : dépenses en R&amp;D à hauteur de 3 % du PIB</li> <li>Objectif national PNR : 3 % du PIB et mise en place du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi</li> <li>Cohérence avec la SRI 2007/2013 et RIS 3 2014/2020</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un réseau de centres de compétences technologiques non négligeable et des structures de transferts de technologies efficaces mais un faible développement des démarches d'innovation collectives</li> <li>Quelques secteurs économiques innovants bien représentés et deux pôles de compétitivité à vocation mondiale</li> </ul>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix	
		Europe/France	Picardie
<b>2. Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité</b>	<b>2.a)</b> Étendre le déploiement de la large bande et la diffusion de réseaux à grande vitesse et soutenir l'adoption des technologies et réseaux émergents pour l'économie numérique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Objectif Europe 2020 : 30 Mb/s pour tous et 50 Mb/s pour 50 %, THD pour tous en 2022 (50 % en 2017)</li> <li>Plan national « très haut débit » vise à proposer la fibre optique pour 70 % des foyers d'ici 2012, et pour 100 % d'ici 2025</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) départementaux pour les infrastructures très haut débit (fibre optique) ou la montée en débit</li> <li>Si les zones AMII représentent une couverture régionale de 37 % des foyers, les zones où le marché est défaillant représentent 63 % des ménages</li> <li>Près de 47 % des prises FTTH à la charge des collectivités</li> <li>Des secteurs de pointe fortement nécessiteux de THD</li> </ul>
	<b>2.b)</b> Développer des produits et des services TIC, le commerce en ligne, et améliorer la demande de TIC		<ul style="list-style-type: none"> <li>Des secteurs de pointe fortement nécessiteux de THD</li> <li>Un tissu de PME en retard sur l'équipement logiciel (libre) et l'appropriation des TIC</li> <li>Une culture de l'innovation trop modeste : sur les 44 909 entreprises françaises "TIC", 620 sont picardes soit 1,3 %. Le chiffre d'affaires total de la Picardie avoisine les 770 000 000 € dont 327 000 000 € sur les 2 premières et 426 000 000 € sur les 4 premières entreprises</li> </ul>
	<b>2.c)</b> Renforcer les applications TIC dans les domaines de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les nouvelles technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne (télésanté)		<ul style="list-style-type: none"> <li>Une culture de l'innovation trop modeste dans la population</li> <li>Des potentialités fortes en matière de e-éducation, e-formation, e-administration et e-santé : au regard d'une sortie précoce du système scolaire de 18,8 % contre 15,3 % de la moyenne française sur les 25-34 ans (INSEE 2011), le projet académique identifie le numérique comme un vecteur de réussite puisqu'il permet une remédiation destinée à des publics qui n'assimilent pas forcément tous de la même manière. La Picardie a participé à l'expérimentation puis au déploiement du Dossier Médical Personnel (DMP). On compte actuellement 85 305 DMP soit 4,5 % de la population</li> </ul>



# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix	
		Europe/France	Picardie
<b>3. Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP)</b>	<b>3.a)</b> Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en favorisant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'écart de croissance entre la Picardie et la France a atteint 14 points en onze ans</li> <li>• Faible nombre de créations d'entreprises : 10 623 en 2013 (5 055 si on ne comptabilise pas les autoentrepreneurs) soit 2 % des créations françaises. Tendance à la baisse, variation annuelle 2013 : - 9,3 % (sources INSEE Sirène)</li> <li>• Culture de l'entrepreneuriat faiblement développée</li> <li>• Potentiel de création d'entreprises pour répondre aux nouveaux besoins des populations</li> </ul>
	<b>3.d)</b> Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible nombre d'ETI en 2010 : 833 (sources INSEE, Esane, Lifi, Ciap 2010)</li> <li>• Faible capacité d'internationalisation des PME picardes (14,5 milliards d'euros en 2012, 11<sup>e</sup> rang des régions françaises exportatrices – sources : AREX, CCI International Picardie, CCIIR, Ubifrance et INSEE)</li> <li>• Des filières au potentiel de développement élevé à conforter : aéronautique, agriculture et agro-industrie (avec des structures plus compétitives que la moyenne française), logistique et transport, tourisme, ESS...</li> </ul>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix	
		Europe/France	Picardie
<b>4. Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs</b>	<b>4.a)</b> Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Objectif Europe 2020 : réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport à 1990</li> <li>• Objectif national PNR : -14 % (2005-2020)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Schéma régional climat air énergie</li> <li>• Production d'énergie à 88 % d'origine renouvelable, mais ne couvre que 10 % de la consommation régionale – A horizon 2020, objectif de porter à hauteur de 23 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique final, ce qui correspondrait donc à produire environ 1 Mtep (SRCAE 2012)</li> <li>• Important potentiel éolien et volonté politique forte (objectif : 2 800 MW pour 2020)</li> <li>• Filières en émergence : méthanisation, géothermie notamment</li> </ul>
	<b>4.b)</b> Favoriser l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables dans les entreprises		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan régional environnement et entreprises à conforter</li> </ul>
	<b>4.c)</b> Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics et dans le secteur du logement		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Parc de logements anciens – Objectif du SRCAE : passer à 13 000 logements en rénovation basse consommation par an</li> <li>• Besoin de structurer la filière des artisans du bâtiment pour répondre à la demande en rénovation thermique</li> </ul>
	<b>4.e)</b> Favoriser les stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Besoins importants en matière de mobilité durable (notamment du fait de la périurbanisation du territoire et de sa multipolarité). De plus, la Picardie est l'une des trois premières régions de France où les distances domicile-travail sont les plus longues et ces trajets sont ceux sur lesquels il est le plus faisable d'envisager des alternatives à la voiture individuelle (Source INSEE)</li> </ul>

# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix	
		Europe/France	Picardie
<b>5. Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques</b>	<b>5.b)</b> Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe	<ul style="list-style-type: none"> <li>Position Paper : prévention et gestion des risques, tels que risques d'érosion, lutte contre la sécheresse, la prévention des inondations, gestion des risques en zones rurales et zones côtières</li> <li>Plan national d'adaptation au changement climatique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des risques naturels présents, aggravés par le changement climatique (39 % des communes classées en risque majeur pour les inondations ; 404 848 habitants sont concernés par le risque inondation (source PPRI 2010))</li> <li>Région concernée par l'application de la directive cadre inondation transposée depuis par la loi Grenelle 2</li> <li>Des plans qui déclinent de manière partagée entre l'Etat et les collectivités les orientations européennes et régionales (PPRI, PAPI, SRCAE, PCET...)</li> <li>Le confortement des continuités écologiques à travers le SRCE et son plan d'action sont des éléments d'adaptation aux changements climatiques à venir puisqu'il doit favoriser les possibilités de migration des espèces</li> <li>Problème d'érosion du trait de côte</li> </ul>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix	
		Europe/France	Picardie
<b>6. Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources</b>	<b>6.d)</b> Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Schéma régional de cohérence écologique (en cours d'élaboration)</li> <li>• Une érosion de la biodiversité qui n'a pas été enrayerée depuis 2005 en dépit des mesures de protections (par exemple : 37 espèces végétales ont disparu entre 2005 et 2012 - Source : Conservatoire Botanique National)</li> <li>• Un mitage de l'espace et une consommation foncière portant atteinte aux paysages (bocages notamment) et fragilisant les continuités écologiques</li> </ul>
	<b>6.e)</b> Agir en vue d'améliorer l'environnement urbain, de revitaliser les villes, de réhabiliter et de décontaminer les friches industrielles (y compris les zones de reconversion), de réduire la pollution atmosphérique et de favoriser les mesures de réduction du bruit	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Position Paper : transition vers une économie soucieuse de l'environnement (protection de l'environnement et notamment de la biodiversité)</li> <li>• Stratégie nationale pour la biodiversité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une image de la ville et notamment de certains quartiers détériorée</li> <li>• Plus de 300 friches d'activités recensées</li> <li>• Des potentiels de reconversion intéressants pour le développement économique de la région</li> <li>• Déprise économique et fermeture de plusieurs sites militaires expliquant le nombre important de friches, parfois polluées. Plusieurs territoires ont établi des diagnostics précis et privilégient la reconversion de ces sites délaissés pour leur développement, dans un souci de gestion durable (densification de l'occupation plutôt qu'extension) et également dans le souci d'une reconversion à vocation économique, sociale ou d'habitat (mixité des nouvelles fonctions)</li> </ul>

# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix	
		Europe/France	Picardie
<b>8. Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre</b>	<b>8ii)</b> Intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui sont sans emploi et qui ne suivent ni enseignement ni formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en oeuvre la garantie pour la jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> <li>Objectif Europe 2020 : un emploi pour 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans (PNR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En 2012, 66,9 % de la population régionale âgée de 20 à 64 ans occupent un emploi</li> <li>Taux de chômage structurellement et durablement plus élevé que la moyenne nationale : 29,4 % pour les jeunes de 15-24 ans (24,9 % au niveau national) ; 25,9 % pour les hommes et 33,3 % pour les femmes (24,6 % pour les hommes et 25,2 % pour les femmes au niveau national) – Eurostat</li> <li>Nécessité de sécuriser le parcours des créateurs et repreneurs d'entreprises</li> </ul>

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix	
		Europe/France	Picardie
<b>9. Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination</b>	<b>9.a)</b> Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Objectif Europe 2020 : un emploi pour 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans (PNR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une des plus faibles densités médicales de France métro : 8,3 généralistes/10 000 hbts (France : 9,5) ; densité de spécialistes : 5,4 pour 10 000 hbts (France : 8,9) – (Source : OR2S 2013)</li> <li>Espérance de vie en Picardie inf. de près de 2 ans par rapport à la moy. nat.</li> <li>Non recours aux soins en milieu urbain (où les pros ne veulent pas s'installer bien que 50 % devraient partir en retraite dans les 5 ans), aggravation de la situation de par les délais, raréfaction des guichets uniques, méconnaissance des dispositifs ou barrière de la langue (Source : OR2S 2013)</li> </ul>
	<b>9.b)</b> Fournir un soutien à la revitalisation physique, économique et sociale des communautés défavorisées en zones urbaines et rurales		<ul style="list-style-type: none"> <li>En 2010, 15,3 % des Picards vivent en deçà du seuil de pauvreté</li> <li>128 000 pers. souffriraient de mal logt en Picardie (6,3 % de la pop. picarde contre 5,6 % au niveau nat. - CESER, 2012)</li> <li>Accroissement des pers. en situation de précarité et surtout des femmes assumant le rôle de chef de famille</li> </ul>
	<b>9.v)</b> La promotion de l'entrepreneuriat social et de l'intégration professionnelle dans les entreprises sociales et la promotion de l'économie sociale et solidaire, afin de faciliter l'accès à l'emploi		<ul style="list-style-type: none"> <li>Acteurs de l'ESS et entreprises sociales qui sont d'importants moteurs de la création d'empl. favorables à l'inclusion, car emploient souvent des pers. défavorisées et/ou leur fournissent des services ou des biens, mais sont aussi dans une position privilégiée pour repenser l'action des politiques éco. et sociales</li> <li>Rôle important à jouer dans la recherche de nouvelles solutions aux problèmes de société et dans l'innovation sociale</li> <li>Besoin de dispositifs de soutien particuliers et de mesures d'incitation pour se lancer dans cette entreprise</li> <li>Nécessaire renforcement des capacités et des structures de soutien à la promotion des entreprises sociales, à travers l'éducation et la formation à l'entrepreneuriat social, l'établissement de réseaux, l'élaboration de stratégies nat. et région. avec les principales parties prenantes concernées, l'offre de services d'aide au dévpt. d'entreprises, ainsi qu'en facilitant l'accès aux financements</li> </ul>



# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Objectif thématique choisi	Priorité d'investissement choisie	Justification du choix	
		Europe/France	Picardie
<b>10. Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie</b>	<b>10iii)</b> Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âge dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Objectif Europe 2020 : abaissement du taux de décrochage scolaire à moins de 10 % ; objectif PNR : 9,5 %</li> <li>• Objectif Europe 2020 : un diplôme de l'enseignement supérieur pour au moins 40 % de la population âgée de 30 à 34 ans ; objectif PNR : 50 %</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La part des pas ou peu diplômés au sein de la population des 20-24 ans non scolarisée est passée de 30 % en 1999 à 24,9 en 2010</li> <li>• Plus fort taux de sortie avant la fin du cycle secondaire (11,5 %)</li> <li>• 36,1 % de la population âgée de 30 à 34 ans dispose d'un diplôme de l'enseignement supérieur (43,4 % en France en 2010)</li> </ul> <p>(Données INSEE)</p>

## Justification de la dotation financière

La stratégie picarde du PO FEDER/FSE 2014-2020 décline l'objectif général de sa stratégie en 7 axes majeurs (et 2 axes d'assistance technique) s'articulant autour de 7 objectifs thématiques du FEDER (répartis entre 16 priorités d'investissement) et sur 3 objectifs thématiques du FSE (répartis sur 3 priorités d'investissement) :

- Axe 1 : développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes (OT 1 et 3), 123 M€ FEDER (répartis entre 93 M€ pour l'OT 1 et 30 M€ pour l'OT 3, à comparer aux dotations correspondantes pour 2007/2013 de 91 M€ : 70 M€ et 21 M€, soit une augmentation respective de 33 % et de 43 %) ;
- Axe 2 : l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion (OT 2), 33 M€ FEDER (23,5 M€ sur 2007/2013, soit une augmentation de 40,4 %) ;
- Axe 3 : favoriser la mutation vers une économie décarbonée (OT 4), 53 M€ FEDER (38 M€ sur 2007/2013, soit une augmentation de 40 %) ;
- Axe 4 : composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie (OT 5 et 6), 22 M€ FEDER ;
- Axe 5 : améliorer l'insertion professionnelle des jeunes Picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences (OT 8), 14 305 356 € de FSE+IEJ ;
- Axe 6 : favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences (OT 9 et 10), 62 683 481 € ;
- Axe 7 : favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables (OT 9), 13 M€ ;
- Axe 8 : assistance technique FEDER, 5 703 414 € ;
- Axe 9 : assistance technique FSE, 2 510 427 €.

La Picardie a choisi de concentrer 83,6 % (hors assistance technique) des crédits du FEDER sur les objectifs thématiques 1, 2, 3 et 4, dont 24,8 % sur ce dernier objectif, relatif au soutien de la transition vers une économie à faibles émissions de CO<sub>2</sub> dans l'ensemble des secteurs. Le FSE respecte également les critères de concentration thématique.

Ces priorités s'articulent par ailleurs avec les priorités du PO national FSE, du Programme de Développement Rural FEADER et du FEAMP. La contribution de la Picardie à la Stratégie Europe 2020 ne se limite pas à l'utilisation des Fonds Européens Structurels et d'Investissement (FESI), mais prend par ailleurs en compte l'ensemble des politiques régionales mises en place.

Dans le cadre de l'octroi de FESI, l'autorité de gestion s'assurera de la correcte application de la réglementation des aides d'Etat dans le cadre de l'instruction et du contrôle interne.

Les autorités nationales doivent respecter les règles du droit européen de la commande publique et, en particulier :

- a) les directives 2004/18/CE et 2004/17/CE,
- b) les directives 2014/23/UE, 2014/24/UE et 2014/25/UE, une fois ces directives transposées par l'Etat membre,
- c) les directives 89/665/CEE et 92/13/CEE et d) les principes généraux du Traité applicables à la commande publique.

# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

## Aperçu de la stratégie d'investissement du programme opérationnel

Axe prioritaire	Fonds	Soutien de l'Union (en millions d'EUR)	Proportion du soutien total de l'Union accordé au PO	Objectifs thématiques	Priorités d'investissement	Objectifs spécifiques correspondant à la PI	Indicateurs de résultat
<b>Axe 1</b> Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes	FEDER	93	31%	<b>OT 1</b> Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation	<b>PI 1.a</b> Améliorer les infrastructures de recherche et d'innovation (R&I) et les capacités à développer l'excellence en R&I ; faire la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen	<b>OS 1)</b> Accroître les activités de recherche publique, en particulier dans les domaines de spécialisation de la RIS3	<b>IR1</b> : Dépense intérieure de recherche des administrations (DIRDA)
					<b>PI 1.b</b> Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, développer des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, favoriser en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et soutenir des activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales	<b>OS 2)</b> Augmenter le nombre de produits, procédés et services issus de la recherche collaborative	<b>IR2</b> : Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises (DIRDE)
				<b>OT 3</b> Améliorer la compétitivité des PME	<b>PI 3.a</b> Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises	<b>OS 3)</b> Accroître l'entrepreneuriat et la pérennité des entreprises nouvelles créées	<b>IR3</b> : Taux de création de sociétés et d'entreprises individuelles <b>IR4</b> : Taux de survie des entreprises à 3 ans
					<b>PI 3.d</b> Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'en s'engageant dans les processus d'innovation	<b>OS 4)</b> Augmenter le chiffre d'affaires total et à l'export des entreprises	<b>IR5</b> : Part du CA des PME régionales consacrée à l'export

Axe prioritaire	Fonds	Soutien de l'Union (en millions d'EUR)	Proportion du soutien total de l'Union accordé au PO	Objectifs thématiques	Priorités d'investissement	Objectifs spécifiques correspondant à la PI	Indicateurs de résultat
<b>Axe 2</b> Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion	FEDER	33	11%	<b>OT 2</b> Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité	<b>PI 2.a</b> Etendre le déploiement de la large bande et la diffusion de réseaux à grande vitesse et soutenir l'adoption des technologies et réseaux émergents pour l'économie numérique	<b>OS 5)</b> Déployer les infrastructures très haut débit sur le territoire où le marché est défaillant	<b>IR7</b> : Nombre de prises créées pour un accès à large bande d'au moins 30 Mbps (hors zones AMII)
					<b>PI 2.b</b> Développer des produits et des services TIC, le commerce en ligne, et améliorer la demande de TIC	<b>OS 6)</b> Augmenter l'usage des services numériques par les entreprises et les structures de recherche	<b>IR8</b> : Taux d'entreprises picardes utilisant des outils TIC de manière avancée et expertes dans leurs activités
					<b>PI 2.c</b> Renforcer des applications TIC dans les domaines de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne (télésanté)	<b>OS 7)</b> Augmenter les usages numériques au sein de la population et en particulier les jeunes	<b>IR9</b> : Taux d'appropriation des outils numériques par les jeunes

# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Axe prioritaire	Fonds	Soutien de l'Union (en millions d'EUR)	Proportion du soutien total de l'Union accordé au PO	Objectifs thématiques	Priorités d'investissement	Objectifs spécifiques correspondant à la PI	Indicateurs de résultat
<b>Axe 3</b> Favoriser la mutation vers une économie décarbonnée et efficiente en ressources	FEDER	53	18%	<b>OT 4</b> Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans l'ensemble des secteurs	<b>PI 4.a</b> Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	<b>OS 8)</b> Doubler la production d'énergies renouvelables d'ici 2020	<b>IR10</b> : Production totale d'énergie renouvelable en région
					<b>PI 4.b</b> Favoriser l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables dans les entreprises	<b>OS 9)</b> Favoriser les modes de production les moins consommateurs en énergie dans les entreprises	<b>IR11</b> : Consommation d'énergie finale de l'industrie
					<b>PI 4.c</b> Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement	<b>OS 10)</b> Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments publics et le logement	<b>IR12</b> : Consommation énergétique finale des secteurs résidentiels et du tertiaire
					<b>PI 4.e</b> Favoriser des stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et de mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer	<b>OS 11)</b> Favoriser une mobilité durable et réduire l'auto-solisme, en particulier en milieu urbain	<b>IR13</b> : Volume des émissions de CO <sub>2</sub> produit par les navetteurs picards (déplacements domicile-travail ou -études)

Axe prioritaire	Fonds	Soutien de l'Union (en millions d'EUR)	Proportion du soutien total de l'Union accordé au PO	Objectifs thématiques	Priorités d'investissement	Objectifs spécifiques correspondant à la PI	Indicateurs de résultat
<b>Axe 4</b> Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie	FEDER	22	7%	<b>OT 5</b> Favoriser l'adaptation au changement climatique ainsi que la prévention et la gestion des risques	<b>PI 5.b</b> Favoriser des investissements destinés à prendre en compte des risques spécifiques, garantir la résilience aux catastrophes et développer des systèmes de gestion des situations de catastrophe	<b>OS 12</b> Augmenter la résilience du territoire aux risques naturels et au changement climatique	<b>IR14</b> : Nombre de communes prises en compte dans une démarche d'animation (PAPI, TRI ou étude) sur la prévention des risques
				<b>OT 6</b> Préserver et protéger l'environnement et encourager une utilisation rationnelle des ressources	<b>PI 6.d</b> Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au travers de Natura 2000, et des infrastructures vertes	<b>OS 13</b> Augmenter la superficie et la connectivité des espaces naturels préservés ou restaurés	<b>IR15</b> : Superficie des espaces naturels préservés ou restaurés
					<b>PI 6.e</b> Agir en vue d'améliorer l'environnement urbain, de revitaliser les villes, de réhabiliter et de décontaminer des friches industrielles (y compris les zones en reconversion), de réduire la pollution atmosphérique et de favoriser des mesures de réduction du bruit	<b>OS 14</b> Requalifier les espaces urbains dégradés	<b>IR16</b> : Superficie des espaces non bâtis accessibles au public sur les EPCI sélectionnés en ITI



# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

<p><b>Axe 5</b> Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes Picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences</p>	IEJ + FSE	14,3	5%	<p><b>OT 8</b> Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination</p>	<p><b>PI 8.ii</b> Intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse</p>	<p><b>OS 15)</b> Accroître le nombre de jeunes Picards qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, intégrant des parcours d'insertion professionnelle</p>	<p><b>CR01</b> : Participants chômeurs qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme</p>
							<p><b>CR02</b> : Participants chômeurs qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation</p>
							<p><b>CR03</b> : Participants chômeurs qui suivent un enseignement/une formation, ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation</p>
							<p><b>CR04</b> : Participants chômeurs de longue durée qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme</p>
							<p><b>CR05</b> : Participants chômeurs de longue durée qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation</p>
							<p><b>CR06</b> : Participants chômeurs de longue durée qui suivent un enseignement/une formation, ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation</p>
							<p><b>CR07</b> : Participants inactifs ne suivant ni enseignement ni formation qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme</p>
							<p><b>CR08</b> : Participants inactifs ne suivant ni enseignement ni formation qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation</p>
							<p><b>CR09</b> : Participants inactifs ne suivant ni enseignement ni formation qui suivent un enseignement/une formation, qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation</p>
							<p><b>CR10</b> : Participants suivant un complément de formation, un programme de formation menant à une qualification, un apprentissage ou un stage six mois après la fin de leur participation</p>
							<p><b>CR11</b> : Participants exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation</p>
							<p><b>CR12</b> : Participants exerçant une activité d'indépendant six mois après la fin de leur participation</p>

Axe prioritaire	Fonds	Soutien de l'Union (en millions d'EUR)	Proportion du soutien total de l'Union accordé au PO	Objectifs thématiques	Priorités d'investissement	Objectifs spécifiques correspondant à la PI	Indicateurs de résultat
<b>Axe 6</b> Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences	FSE	62,7	21%	<b>QT 9</b> Promouvoir l'inclusion sociale, et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination	<b>PI 9.v</b> Promotion de l'entrepreneuriat social et l'intégration professionnelle dans les entreprises sociales et la promotion de l'économie sociale et solidaire, afin de faciliter l'accès à l'emploi	<b>OS 18)</b> Augmenter les créations et le taux de survie des entreprises du secteur de l'ESS	<b>IS :</b> Taux de survie à 3 ans des entreprises créées à l'issue de l'accompagnement
				<b>QT 10</b> Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie	<b>PI 10.iii</b> Meilleure égalité d'accès à la formation tout au long de la vie pour toute les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises	<b>OS 16)</b> Augmenter le nombre de demandeurs d'emplois intégrant des actions de qualification pour une insertion durable  <b>OS 17)</b> Accroître la qualification des demandeurs d'emplois par une offre de formation qualifiante répondant aux besoins de l'économie régionale	<b>CR02, CR03, CR04, CR06, CR08</b> (cf. Axe 5)

# SECTION 1 STRATÉGIE DE CONTRIBUTION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL À LA STRATÉGIE DE L'UNION EN MATIÈRE DE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE ET À LA RÉALISATION DE LA COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

Axe prioritaire	Fonds	Soutien de l'Union (en millions d'EUR)	Proportion du soutien total de l'Union accordé au PO	Objectifs thématiques	Priorités d'investissement	Objectifs spécifiques correspondant à la PI	Indicateurs de résultat
<b>Axe 7</b> Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables	FEDER	13,0	4%	<b>OT 9</b> Promouvoir l'inclusion sociale, lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination	<b>PI 9.a</b> Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité	<b>OS 19)</b> Améliorer l'accès aux services accessibles aux populations des quartiers paupérisés	<b>IR17</b> : Taux d'équipement par pôles urbains pour 1000 habitants (à préciser dans le cadre d'un plan d'action)
					<b>PI 9.b</b> Fournir un soutien à la revitalisation physique, économique et sociale des communautés défavorisées en zones urbaines et rurales	<b>OS 20)</b> Adapter l'offre d'hébergement et d'accès au logement des communautés marginalisées	<b>IR18</b> : Nombre de places aménagées au titre des populations les plus désocialisées

Axe prioritaire	Fonds	Soutien de l'Union (en millions d'EUR)	Proportion du soutien total de l'Union accordé au PO	Objectifs thématiques	Priorités d'investissement	Objectifs spécifiques correspondant à la PI	Indicateurs de résultat
<u>Axe 8</u> Assistance technique FEDER	FEDER	5,7	2%			OS 21) Accompagner les autorités impliquées dans la mise en œuvre du programme opérationnel picard	S.O.
						OS 22) Fournir une aide à l'ingénierie adaptée aux territoires picards	S.O.

Axe prioritaire	Fonds	Soutien de l'Union (en millions d'EUR)	Proportion du soutien total de l'Union accordé au PO	Objectifs thématiques	Priorités d'investissement	Objectifs spécifiques correspondant à la PI	Indicateurs de résultat
<u>Axe 9</u> Assistance technique FSE	FSE	2,5	1%			OS 23) Accompagner les autorités impliquées dans la mise en œuvre du programme opérationnel picard	S.O.





# **SECTION 2**

## **Axes prioritaires**



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

Le regroupement au sein de l'axe 1 de l'OT1 et de l'OT3 permet à la Picardie d'avoir une approche globale du processus d'innovation, de l'idée à la mise sur le marché, et implique l'ensemble des acteurs de cette chaîne. Cet axe est en cohérence avec la RIS3 qui vise à atteindre une croissance intelligente, durable et inclusive en se positionnant sur un nombre limité de spécialisations correspondant aux forces des acteurs picards et présentant un potentiel d'activités économiques/de création d'emplois et d'une capacité d'innovation tant technologique que sociale/organisationnelle.

Ces spécialisations s'appuient sur des domaines où la Picardie a déjà démontré une avance et concentré ses efforts. Ces domaines de spécialisation sont :

- **bioéconomie et bioraffineries territorialisées :**

- alimentation humaine et animale,
- agro-industrie et chimie du végétal,
- agro-machinisme et agriculture de précision,
- bioénergies/méthanisation agricole.

En articulation avec le FEADER et aux lignes de partage définies dans la section 8 (notamment au niveau de la mesure 4, art. 17) : pour les IAA, le FEDER interviendra sur le volet amont et pour les investissements productifs consécutifs à un programme de recherche et sur l'internationalisation des entreprises agroalimentaires ; pour la production d'EnR (méthanisation) : les investissements relèveront uniquement du FEDER.

- **mobilité et urbanité :**

- conception et production de véhicules et sous-ensembles,
- matériaux et assemblages innovants pour l'industrie, le bâtiment et les véhicules,
- systèmes énergétiques intelligents.

D'autres spécialisations constituent aujourd'hui des domaines encore en maturation et feront l'objet d'actions spécifiques pour renforcer la place de la région et des acteurs au sein du paysage national et européen de l'innovation. Ces domaines en émergence sont :

- **chirurgie reconstructrice et santé / technologies**
- **véhicules intelligents et systémique de la mobilité des voyageurs et marchandises**
- **innovation sociale**

Ces domaines seront soutenus par trois approches transversales permettant d'accélérer le passage de la R&D à la mise sur le marché des innovations :

- **intégrer à l'ensemble des domaines de spécialisation, la maîtrise des risques chroniques et accidentels ainsi que leurs impacts environnementaux**
- **développer de nouveaux outils numériques et la généralisation de leurs utilisations, maîtriser les systèmes de systèmes**
- **favoriser l'interdisciplinarité et l'apport des sciences humaines et sociales dans l'approche des grands défis sociétaux**

et par trois mesures permettant de structurer un écosystème différenciant et innovant :

- **incarner l'ambition d'excellence vers les marchés et les territoires (label « Picardie technopole »)**
- **renforcer les dispositifs favorisant la différenciation et l'innovation**
- **favoriser le développement : de la découverte entrepreneuriale à l'internationalisation**

Le contexte économique impose à la Picardie d'une part de favoriser la création d'entreprises pérennes sur son territoire et d'autre part de renforcer la compétitivité des entreprises existantes.

Le soutien à la création d'entreprises passera d'abord par un effort important de sensibilisation à l'entrepreneuriat et à l'innovation notamment des jeunes en formation. Il nécessitera également de renforcer le dispositif d'accompagnement du porteur dans son parcours de création d'entreprises et lui apporter une offre globale de services et de financement. En particulier, l'accompagnement des projets de création d'entreprises issus de la recherche publique doit être repensé et complété.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 1 : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation



**Améliorer les infrastructures de recherche et d'innovation (R&I) et les capacités à développer l'excellence en R&I ; faire la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen**

#### **Objectif spécifique 1**

**[ Accroître les activités de recherche publique, en particulier dans les domaines de spécialisation de la RIS3 ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est le développement du potentiel de recherche et de formation supérieure en Picardie et l'amélioration de sa corrélation aux processus d'innovation des entreprises.**

En 2009, le potentiel de recherche et de développement de la Picardie est relativement faible en comparaison avec son PIB et son poids démographique. Les indicateurs de l'Observatoire des sciences et des techniques (hors sciences humaines et sociales-SHS) montrent une production scientifique en rapport avec le potentiel de la recherche et une visibilité de la recherche en progression.

Si la recherche publique en Picardie souffre globalement d'un déficit de taille, elle a su se focaliser sur des secteurs à fort potentiel et atteindre l'excellence comme pour le stockage électrochimique de l'énergie ou la maîtrise des systèmes de systèmes.

La recherche privée est prépondérante par rapport à la recherche publique :

- La recherche privée représente 1 % du PIB régional alors que la recherche publique ne représente que 0,2 % (données CCIR 2011),
- Près de 68 % des chercheurs se trouvent dans les entreprises (France : 58 %),
- 80 % des dépenses de recherche et de développement se font dans les entreprises.

Les principaux enjeux de l'objectif spécifique 1 sont :

- Renforcer les capacités des acteurs publics de la recherche prioritairement sur les segments de la spécialisation intelligente en investissant dans de nouveaux outils de recherche structurants et regroupés sur des plateformes mutualisées et ouvertes à des partenaires extérieurs,
- Rendre plus attractives et plus visibles les équipes de recherche régionales en renforçant leur potentiel humain autour des projets prioritaires pour la région,
- Augmenter le nombre de chercheurs dans les équipes pour qu'elles atteignent une taille suffisante,
- Accroître le poids de la recherche publique et sa place dans la compétition internationale en favorisant la production scientifique et les retombées en termes d'innovation pour les entreprises.

**Indicateurs de résultat spécifique**

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR1	Dépense intérieure de recherche des administrations (DIRDA)	Millions d'euros	Région en transition	109	2011	114	MESR (DRRT)	Annuelle

**Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement**

Principaux groupes cibles : monde de la recherche, de l'enseignement supérieur, de l'innovation et du transfert de technologie.

Applicable sur l'ensemble du territoire.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 1 : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation

1a  
priorité d'investissement

**Améliorer les infrastructures de recherche et d'innovation (R&I) et les capacités à développer l'excellence en R&I ; faire la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen**

#### Objectif spécifique 1

[ Accroître les activités de recherche publique, en particulier dans les domaines de spécialisation de la RIS3 ]

#### Type d'action 1a

**Soutien à l'excellence de la recherche publique, et promotion des partenariats avec le monde de l'entreprise, en optimisant l'environnement des équipes de recherche par des équipements performants et des infrastructures adaptées**

##### Exemples d'actions :

- acquisition et implantation d'équipements scientifiques structurants et mutualisés,
- développement d'infrastructures en lien notamment avec les domaines de spécialisation intelligente.

Ce type d'actions a pour vocation de permettre aux équipes de recherche d'appuyer leurs travaux sur des outils de pointe indispensables à une production scientifique de haut niveau.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Universités, écoles, grands organismes de recherche, structures porteuses d'un Programme d'Investissement d'Avenir, autres structures de formation et d'enseignement supérieur, structures porteuses d'un « living-lab » ou d'un « Fab-lab ».

#### Type d'action 1b

**Accroissement du potentiel régional en R&D en encourageant les recrutements de cadres de recherche**

##### Exemples d'actions :

- implantation de nouvelles chaires académiques et/ou industrielles,
- financement de doctorants et de post-doctorants notamment en lien avec les entreprises,
- accueil de chercheurs de haut niveau.

Ce type d'actions a pour vocation de permettre aux équipes de recherche d'atteindre une masse critique suffisante à une bonne visibilité internationale et auprès des entreprises.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Universités, écoles, grands organismes de recherche, structures porteuses d'un Programme d'Investissement d'Avenir, autres structures de formation et d'enseignement supérieur, entreprises.

### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Pour l'action 1.a, il s'agira essentiellement d'une instruction de dossiers permettant de renforcer les axes structurants ou en émergence de la RIS3 et les approches transversales. Les dossiers issus d'appels à projets nationaux (programmes d'investissements d'avenir par exemple) ou européens passés ou futurs seront étudiés en priorité.

Pour l'action 1.b, le principe de l'appel à projets, déjà adopté depuis de nombreuses années, sera privilégié de même que le principe d'une expertise externe. Les grilles de sélection/notation des projets prendront en compte :

- les domaines de spécialisation issus de la stratégie de spécialisation intelligente,
- l'impact structurant des opérations (envergure régionale, volume de chercheurs impactés, outil mis à disposition de plusieurs cibles, mutualisation, nouveau maillon sur la chaîne de valeurs sur le territoire),
- le critère d'excellence et de différenciation,
- les principes du développement durable.

Les postes de l'action 1.b seront par ailleurs systématiquement ouverts aux femmes et aux hommes avec égalité du niveau de rémunération des chercheurs et chercheuses.

### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 1 : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation

1a  
priorité d'investissement

**Améliorer les infrastructures de recherche et d'innovation (R&I) et les capacités à développer l'excellence en R&I ; faire la promotion des centres de compétence, en particulier dans les domaines présentant un intérêt européen**

#### Objectif spécifique 1

[ Accroître les activités de recherche publique, en particulier dans les domaines de spécialisation de la RIS3 ]

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IS 1	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI	opération (=investissement matériel, immobilier ou plan d'action)	FEDER	Région en transition	32			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 24	Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien	équivalent temps plein	FEDER	Région en transition	149			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 1 : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation

priorité d'investissement  
1b

**Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'écinnovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et soutenir des activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales**

#### **Objectif spécifique 2**

**[ Augmenter le nombre de produits, procédés et services issus de la recherche collaborative ]**

#### Résultat attendu

**Les résultats attendus sont l'augmentation de la valeur ajoutée et de l'emploi pérenne dans les entreprises régionales, notamment via le renforcement des partenariats publics-privés dans les projets de R&D.**

Depuis plusieurs années, la Picardie a structuré les activités d'innovation des entreprises du territoire en mettant en place des outils tels que les pôles de compétitivité ainsi que d'autres formes de clusters (systèmes productifs locaux, grappes d'entreprises). A titre d'exemple, le pôle à vocation mondiale IAR, sur son périmètre bi-régional, a labellisé plus de 150 projets depuis sa création et alimenté ainsi l'axe stratégique « bioraffineries et bioéconomie » porté par la région Picardie dans le cadre de la SRI-RIS3. De même, le pôle I-Trans a labellisé 129 projets se rapportant au domaine de spécialisation « mobilité et urbanicité ». Ces pôles de compétitivité ont contribué à l'émergence sur le territoire d'outils d'innovation mutualisés, qui bénéficient d'une labellisation et d'un financement au titre des programmes d'investissements d'avenir (ITE PIVERT, PFMI IMPROVE, IRT RAILENIUM, Plateformes STEEVE et CADEMCE...). Plusieurs outils et dispositifs ont aussi été mis en place pour structurer et animer les démarches d'innovation. C'est le cas de l'ARI Picardie, de l'Institut Godin, ou encore de la plateforme IndustriLAB. C'est enfin la démarche « Picardie Technopole » qui a vocation à intégrer la mission de structuration et d'animation de l'innovation pour la période 2014-2020 dans le cadre de la RIS3. La Picardie bénéficie par ailleurs d'un réseau de centres de transfert dynamique et bien centré sur les axes stratégiques prioritaires de la région. Néanmoins, les moyens humains et matériels dont disposent ces structures ont besoin d'être complétés et renforcés pour accroître leur taille et leur capacité à répondre aux attentes des industriels. La dynamique du réseau des entreprises et des centres de recherche doit être amplifiée par le soutien à de nouveaux projets collaboratifs en prise directe avec de nouveaux produits, procédés, marchés et de nouvelles pratiques relevant notamment de l'innovation sociale.

Dans ce contexte, cet objectif vise à :

- renforcer et faciliter le transfert et l'exploitation des résultats de la recherche publique dans le secteur privé,
- soutenir la structuration des acteurs régionaux de l'innovation et de transfert et favoriser l'animation en direction des entreprises,
- renforcer les démarches d'innovation dans les entreprises en favorisant les collaborations scientifiques externes,
- favoriser les partenariats publics-privés et les collaborations interentreprises autour de l'innovation,
- accompagner les entreprises dans les différentes étapes du passage de l'innovation aux marchés,
- développer de l'activité et dégager de la rentabilité par la création ou l'amélioration des produits, procédés et services,
- attirer ou développer des centres de R&D privés sur le territoire grâce aux dynamiques mises en place.

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR2	Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises (DIRDE)	Millions d'euros	Région en transition	466	2011	489	MESR (DRRT)	Annuelle

#### Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement

Principaux groupes cibles : monde de la recherche, de l'innovation sous toutes ses formes, du transfert de technologie et des entreprises.

Applicable sur l'ensemble du territoire.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 1 : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation

priorité d'investissement  
**1b**

**Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'éco-innovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et soutenir des activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales**

#### Objectif spécifique 2

**[ Augmenter le nombre de produits, procédés et services issus de la recherche collaborative ]**

#### Type d'action 2a

**Création et/ou développement de structures dédiées au transfert de technologie ou à l'expérimentation ouverte (living labs)**

##### Exemples d'actions :

- équipements scientifiques, bancs d'essais et lignes pilotes,
- opérations immobilières pour l'implantation et le développement des structures de transfert,
- aménagement de zones/espaces d'expérimentation ouverte d'outils et services innovants,
- plans d'actions et/ou programme de R&D pluriannuels.

Ce type d'actions a pour but d'accélérer le transfert de connaissances issues du monde de la recherche vers les entreprises et la création de valeur et d'inciter à une plus grande collaboration entre ces acteurs.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Centres de transfert, clusters, pôles de compétitivité, entreprises, collectivités territoriales, universités, écoles.

#### Type d'action 2b

**Création et/ou développement de structures d'animation et soutien aux initiatives visant à accompagner les entreprises dans leurs démarches d'innovation, le montage de projets et la constitution de réseaux**

##### Exemples d'actions :

- développement d'un réseau de pôles technopolitains, ancré sur le territoire, pour animer et optimiser le processus d'innovation sur l'ensemble du territoire,
- soutien des actions des pôles de compétitivité,
- mise en place d'un pôle « études et prospective » pour accompagner la stratégie régionale d'innovation.

Ces actions auront pour vocation de favoriser le transfert de connaissances, de prospecter les entreprises et de leur fournir un accompagnement individuel ou collectif, d'impulser des modes de travail collaboratif et une culture du partenariat au sein des entreprises. Elles devront promouvoir l'innovation au sens large (processus, design, management, éco-innovation, innovation sociale).

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Structures d'animation et de soutien à l'innovation, plateformes de transfert et d'innovation, pôles de compétitivité, structures porteuses de programmes d'investissements d'avenir, groupements d'entreprises, fabriques à initiatives.

### Type d'action 2c

#### Soutien aux projets de R&D et d'innovation et en particulier les projets collaboratifs

##### Exemples d'actions :

- lancement d'appels à projets régionaux thématiques liés aux domaines de spécialisation et en émergence de la RIS3,
- cofinancement de projets issus des appels à projets nationaux ou européens,
- aide au montage de projets collaboratifs de dimension nationale ou européenne.

Ce type d'actions a pour vocation de soutenir des projets depuis leur maturation (test de la faisabilité technique des idées, analyse de la viabilité économique...) jusqu'à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services. Elles ont aussi pour vocation de favoriser les collaborations internationales notamment en association avec les acteurs publics et privés.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Universités, grands organismes de recherche, centres de transfert, écoles, entreprises, clusters, plateformes, pôles de compétitivité, structures porteuses de programmes d'investissements d'avenir, pôles territoriaux de coopération économique.

### Type d'action 2d

#### Appui à des projets démonstrateurs préindustriels et industriels en particulier dans les domaines de la spécialisation intelligente

##### Exemples d'actions :

- financement d'équipements et de leur implantation sur le territoire.

Ce type d'actions a pour vocation d'accompagner cette phase particulièrement critique du processus d'innovation, souvent onéreuse et avec une garantie de succès encore aléatoire, difficilement compatible avec les logiques et les moyens d'investissement des entreprises et des PME en particulier.

Ce type d'actions a également pour vocation de promouvoir une technologie non encore diffusée auprès de divers types d'entreprises.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Universités, grands organismes de recherche, centre de transfert, écoles, entreprises, clusters, plateformes, structures porteuses de programmes d'investissements d'avenir, pôles de compétitivité, pôles territoriaux de coopération économique.

### Type d'action 2e

#### Soutien à l'implantation et au développement de centres de R&D privés en soutenant les investissements matériels

##### Exemples d'actions :

- financement d'équipements de R&D et de leur implantation.

Ce type d'actions a pour vocation d'attirer des ressources en R&D privée sur le territoire régional ou de conforter des centres déjà existants en accompagnant leur développement.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Entreprises ou groupements d'entreprises.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 1 : Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation



**Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur, en favorisant en particulier les investissements dans le développement de produits et de services, les transferts de technologie, l'innovation sociale, l'écinnovation, des applications de services publics, la stimulation de la demande, des réseaux, des regroupements et de l'innovation ouverte par la spécialisation intelligente, et soutenir des activités de recherche technologique et appliquée, des lignes pilotes, des actions de validation précoce des produits, des capacités de fabrication avancée et de la première production, en particulier dans le domaine des technologies clés génériques et de la diffusion de technologies à des fins générales**

#### **Objectif spécifique 2**

**[ Augmenter le nombre de produits, procédés et services issus de la recherche collaborative ]**

#### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

La sélection des projets se fera en fonction de :

- l'analyse technico-économique réalisée par des experts indépendants,
- l'importance des enjeux économiques et des retombées scientifiques et technologiques pour le territoire,
- la qualité des collaborations et le nombre d'entreprises impactées directement ou indirectement par l'action,
- la prise en compte des principes du développement durable,
- la visibilité de l'action et son impact sur l'attractivité du territoire régional.

#### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

#### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.



Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IS 1	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI	opération (=investissement matériel, immobilier ou plan d'action)	FEDER	Région en transition	20			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 26	Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche	Entreprises	FEDER	Région en transition	70			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 27	Investissements privés complétant un soutien public aux projets dans les domaines de l'innovation ou de la recherche et du développement	Euro	FEDER	Région en transition	7 000 000,00			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 3 : Améliorer la compétitivité des PME



**Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises**

#### Objectif spécifique 3

**[ Accroître l'entrepreneuriat et la pérennité des entreprises nouvelles créées ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est l'accroissement du nombre d'entreprises et d'emplois sur le territoire picard et leur pérennisation.**

Les crises successives ont eu pour effet une diminution importante de la création d'entreprises en Picardie. L'évolution de ce nombre de créations d'entreprises est une bonne illustration de la conjoncture économique. A titre indicatif, les créations d'entreprises en Picardie ont chuté de 9,6 % pour l'année 2012.

Si la création d'entreprises ne constitue qu'un des volets de l'entrepreneuriat, elle en représente néanmoins un indicateur utile pour orienter les politiques publiques.

Le nombre de créations d'entreprises en 2013 a été de 10 623 ; 5 055 si on ne comptabilise pas les auto-entrepreneurs (soit 2 % des créations françaises seulement ; source INSEE/Sirene). Les créations d'entreprises sont en relative stagnation depuis 2010 mais la mise en place du statut d'auto-entrepreneurs a pu fausser les données. Si on retire ces derniers, on observe, avec les effets de la crise, une tendance à la baisse (variation annuelle 2013 : -9,3 %).

Un effort tout particulier doit donc être mené, en Picardie, pour développer la culture de l'entrepreneuriat notamment auprès des jeunes à tous les niveaux de formation.

Il s'agit également de faciliter le parcours du créateur d'entreprises innovantes en simplifiant et optimisant les conditions d'accès à des financements et à une offre d'accompagnement adaptés.

Il s'avère, par ailleurs, nécessaire de développer la création d'entreprises de proximité afin de répondre aux attentes nouvelles des habitants et des visiteurs et aux enjeux sociétaux des territoires.

Cette priorité est mobilisée afin de :

- accroître l'envie d'entreprendre notamment chez les jeunes,
- accroître le nombre d'entreprises issues de la recherche,
- accompagner le porteur dans son parcours de création d'entreprises et lui proposer une offre d'hébergement,
- favoriser les synergies entre étudiants, chercheurs, entreprises autour de problématiques pour susciter de nouveaux projets,
- innover dans l'organisation de l'économie de proximité sur les territoires en impulsant avec les collectivités locales des nouvelles démarches en faveur des professionnels de l'artisanat, du commerce, des services et du tourisme, apporter des réponses socialement innovantes aux besoins des habitants et aux enjeux des territoires et développer sur les destinations touristiques l'économie d'expérience.

Cette priorité aura pour but de stimuler en particulier la création d'entreprises et d'emplois dans les domaines retenus dans la stratégie de la spécialisation intelligente, mais reste ouverte à l'ensemble des secteurs, compte tenu des efforts à fournir dans ce domaine.

Le FSE interviendra en articulation avec les actions soutenues au titre de cette priorité, dans le champ de l'établissement de bilans de compétences et de la formation des porteurs de projets de création ou de reprise. Cette priorité s'articule, par ailleurs, avec la priorité d'investissement 9v de l'axe 6 sur le domaine de l'économie sociale et solidaire.

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR3	Taux de création de sociétés et d'entreprises individuelles	%	Région en transition	6,7	2012	12,0	INSEE	Annuelle
IR4	Taux de survie des entreprises à 3 ans	%	Région en transition	60,6	Enquête 2011	66,0	INSEE enquête 2011 / actualisation 2013	Tous les 4 ans Prochaine enquête : entreprises créées en 2014 et enquêtées en 2015 avec résultats disponibles fin 2018

#### Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement

Principaux groupes cibles : lycéens et étudiants de la formation initiale, continue et professionnelle ; porteurs de projets de création d'entreprises, jeunes entreprises ; entreprises innovantes (technologiques, service, innovation sociale...), entreprises de l'économie sociale et solidaire.

De par sa nature (soutien aux jeunes entreprises), cet OS vise prioritairement les PME mais pourrait concerner à la marge et indirectement des ETI (dans le cadre d'actions collectives par exemple) et dans le respect des régimes d'aide d'Etat.

Applicable sur l'ensemble du territoire. Ces typologies d'actions pourront être mobilisées dans le cadre d'un ITI urbain.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 3 : Améliorer la compétitivité des PME

3a  
priorité d'investissement

**Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises**

#### Objectif spécifique 3

**[ Accroître l'entrepreneuriat et la pérennité des entreprises nouvelles créées ]**

#### Type d'action 3a

**Promotion et sensibilisation aux métiers de l'industrie et à l'entrepreneuriat sous toutes ses formes**

##### Exemples d'actions :

- actions de sensibilisation et de formation à l'entrepreneuriat dans les écoles d'enseignement supérieur,
- actions de culture scientifique et technique auprès des jeunes pour la promotion des métiers en particulier de l'industrie,
- développement d'outils et de contenus pédagogiques,
- organisation d'événementiels autour l'entrepreneuriat et la création d'entreprises.

L'objectif est de lever les barrières culturelles existantes sur la création d'entreprises jugée trop complexe et d'attirer les jeunes vers les métiers de l'industrie. Ce type d'action sera articulé avec les actions d'accompagnement soutenues par le FSE (PI 10iii).

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Universités, écoles, lycées, organismes de formation continue, organismes de CSTI, autres structures de formation, collectivités territoriales, entreprises, clusters, syndicats, branches professionnelles, associations, pôle de compétitivité, réseau consulaire.

#### Type d'action 3b

**Accompagnement indirect de la création d'entreprises : structurer et conforter le dispositif régional d'accompagnement à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises, en favorisant les projets innovants, en particulier issus de la recherche**

##### Exemples d'actions :

- structuration d'une offre régionale d'hébergement et de services pour les porteurs ante-crée (phase de maturation comprise) et les jeunes entreprises (ex : pépinières, incubateurs, mutualisation de moyens, ...),
- structuration de démarches régionales innovantes de développement de l'entrepreneuriat sur les territoires,
- développement d'une offre de formation pour les porteurs de projets.

L'objectif de ce type d'action est de créer un environnement adapté, sécurisant et dynamique pour les entrepreneurs et les créateurs d'entreprise. Il contribue à renforcer la pérennité des entreprises en favorisant les échanges entre créateurs. Ce type d'actions sera articulé avec la PI 9v de l'axe 6 (FSE) dédiée au champ de l'économie sociale et solidaire.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Entreprises, porteurs de projets de création d'entreprises, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, fondations, structures publiques, parapubliques ou privées en charge de l'accompagnement à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises, collectivités, SATT.

### Type d'action 3c

**Accompagnement direct de la création d'entreprises : développer un accompagnement financier, adapté à chaque phase de progression, des projets de création d'entreprises innovantes**

#### Exemples d'actions :

- financement d'allocation d'incubation,
- financement des études nécessaires à la maturation et à l'incubation des projets,
- financement de prototypes.

Ce type d'action a pour vocation d'aider les porteurs à valider les concepts fondateurs de leurs projets et de leur rendre accessible tous les outils à activer aux différents stades de la maturation et de la création d'entreprises.

#### Types de bénéficiaires/opérateurs :

BPI, organismes de financement, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, structures de maturation et d'incubation, jeunes entreprises, SATT, fondations, associations.

### Type d'action 3d

**Développement et création de services de proximité**

#### Exemples d'actions :

Appui au développement et au changement dans le domaine économique : il peut accompagner les activités existantes, les consolider, apporter de l'innovation ou aider à la reconversion. Construction collective d'un mode de développement local spécifique au territoire, s'investissant fortement dans la valorisation des ressources propres du territoire et de son identité locale.

Les projets présentés pourront être regroupés en 4 grandes thématiques :

- le développement d'activités autour des circuits alimentaires locaux,
- l'appui à l'émergence de nouveaux potentiels d'activités et d'emplois,
- des approches innovantes en matière de commerce, d'artisanat et de tourisme,
- des initiatives collectives porteuses d'innovation pour les territoires.

Ce type d'action a pour vocation de mettre en place, à partir notamment de schémas d'organisation de services sur un territoire :

- des actions collectives en direction des professionnels à mettre en œuvre pour répondre aux besoins sociaux et enjeux sociétaux identifiés : impulser des démarches intégrées (pouvant aller jusqu'à la coopérative) des entreprises d'une même filière et/ou d'un même bassin de vie pour apporter une offre globale aux habitants et aux visiteurs,
- des coopérations collectivités / entreprises pour créer de nouveaux services : encourager la création ou le développement de services mixtes (publics/privés) dans une logique pouvant aller du multiservices à la SCIC + faciliter l'investissement des collectivités dans la création d'équipements destinés à l'accueil d'activités économiques et de services à la population.

Les entreprises et les collectivités devront envisager de s'adresser, non plus à des publics ciblés et cloisonnés à l'ensemble des habitants d'un territoire, pour revendiquer une posture d'offreur de services au territoire.

Articulation avec le FEADER : ce dernier prendra en charge ces enjeux dans les territoires ruraux.

#### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Entreprises et groupements d'entreprises, associations, collectivités territoriales, autres porteurs de projets pertinents.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 3 : Améliorer la compétitivité des PME



**Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises**

#### **Objectif spécifique 3**

**[ Accroître l'entrepreneuriat et la pérennité des entreprises nouvelles créées ]**

#### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :

- leur caractère structurant à l'échelle du territoire (envergure régionale, réponse à un schéma local d'organisation des services, mutualisation/partenariats novateurs) ainsi qu'en terme de masse critique,
- leur caractère innovant (dimension d'innovation sociale, contribution à la RIS3),
- la prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité hommes-femmes, égalité des chances et lutte contre la discrimination).

#### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

#### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IC 1	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprise	FEDER	Région en transition	1 300			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 4	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprise	FEDER	Région en transition	1 300			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 5	Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprise	FEDER	Région en transition	130			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 8	Augmentation de l'emploi dans les entreprises	Equivalent temps plein	FEDER	Région en transition	26			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 3 : Améliorer la compétitivité des PME



**Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation**

#### Objectif spécifique 4

**[ Augmenter le chiffre d'affaires total et à l'export des entreprises ]**

#### Résultat attendu

Le résultat attendu est l'augmentation du chiffre d'affaires total et à l'export des entreprises. Cet objectif devrait ainsi contribuer à :

- l'émergence d'entreprises de taille intermédiaire (ETI),
- la création d'emplois pérennes.

L'analyse du tissu industriel picard fait ressortir :

- une sur-représentation des petites PME au détriment des ETI (95 % d'entreprises de moins de 20 salariés),
- une carence en matière de centres décisionnels localisés sur le territoire,
- une grande diversité quant aux filières représentées,
- un poids important de la sous-traitance industrielle dépendante de grands donneurs d'ordre souvent situés en dehors du territoire.

Les principaux enjeux auxquels est confronté le tissu industriel picard sont les suivants :

- développer des activités à plus grande valeur ajoutée,
- atteindre une taille critique d'entreprise par croissance interne et externe et la capacité à mobiliser les ressources financières pour accompagner cette croissance.

Dès lors, les actions financées dans le cadre de cet objectif spécifique 4 viseront :

- à renforcer la structure financière des entreprises et favoriser leur accès aux crédits,
- à soutenir le développement international des entreprises, levier essentiel de croissance,
- à favoriser l'échange d'expériences, la collaboration et le partenariat interentreprises, source de valeur ajoutée par l'accès à la connaissance.

**Indicateurs de résultat spécifique**

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IRS	Part du CA des PME régionales consacrée à l'export (ayant au moins un établissement en Picardie)	%	Région en transition	12,54	2009	14,0	INSEE	Réactualisation tous les 2-3 ans dans le cadre du PRIE 2014

**Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement**

Principaux groupes cibles : entreprises, laboratoires publics et privés, centres techniques et de transfert.

Applicable sur l'ensemble du territoire

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 3 : Améliorer la compétitivité des PME



**Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation**

#### Objectif spécifique 4

**[ Augmenter le chiffre d'affaires total et à l'export des entreprises ]**

#### Type d'action 4a

**Abondement des outils financiers régionaux innovants pour accompagner le développement et la compétitivité des entreprises**

##### Exemples d'actions :

- fonds de garantie régionaux,
- fonds d'investissement régionaux ou interrégionaux.

Ce type d'actions a pour vocation de donner aux entreprises les moyens financiers de leur croissance interne et externe :

- en renforçant leur haut de bilan,
- en leur facilitant l'accès au crédit par une prise de risque partagée notamment sur les volets international, innovation, amorçage et reprise d'entreprises.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

BPI France, gestionnaires de fonds dédiés, entreprises, SATT, investisseurs publics ou privés.

#### Type d'action 4b

**Soutien à l'internationalisation des entreprises régionales**

##### Exemples d'actions :

- études de marché, actions collectives de prospection,
- actions collectives de préparation à la démarche export (structuration interne de l'entreprise),
- structuration et animation d'un réseau régional d'acteurs et d'ambassadeurs de la Picardie autour d'une démarche de marketing territorial.

Ce type d'actions a pour vocation de permettre aux entreprises de se développer en dehors du marché national, en s'appuyant notamment sur des produits et services innovants.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Entreprises, groupements d'entreprises, pôles de compétitivité, universités, établissements d'enseignement supérieur, centres techniques, réseau consulaire, agences publiques de développement, collectivités territoriales.

### Type d'action 4c

#### Soutien aux collaborations inter-entreprises

##### Exemples d'actions :

- animation des filières stratégiques régionales,
- soutien aux grappes d'entreprises,
- formations/actions collectives thématiques telles que les collaborations commerciales (groupement d'entreprises pour présenter une offre conjointe à un client), collaborations RH (groupement d'employeurs, formation-action, écologie industrielle),
- constitution de réseaux.

Ce type d'action a pour vocation d'améliorer la performance et la compétitivité des entreprises en encourageant l'échange d'expériences, la collaboration et le partenariat. Elle peut prendre place dans un cadre territorial (grappes, clusters), régional (filières, actions thématiques) ou de relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Tous porteurs d'actions collectives : entreprises, clusters, groupements d'entreprises, SPL, Syndicats, branches professionnelles, filières, associations, pôle de compétitivité, centres techniques, universités, écoles, associations, collectivités territoriales, réseau consulaire.

#### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard de :

- leur impact sur l'économie régionale : création ou pérennisation d'emplois, renforcement de la chaîne de valeur, partenariats inter-entreprises, partenariats avec la recherche publique, envergure et masse critique,
- l'effet de levier sur le développement des entreprises bénéficiaires directes ou ultimes, le gain en compétitivité et en compétence,
- la cohérence avec la RIS3,
- la mobilisation des acteurs privés.

#### Utilisation prévue des instruments financiers

La mobilisation d'instruments financiers (art. 37 du règlement général) sera favorisée pour le type d'action 4a "abondement des outils financiers régionaux innovants pour accompagner le développement et la compétitivité des entreprises" dans une logique d'expérimentation car aucune expérience concluante n'a pu aboutir dans le cadre du PO 2007-2013 (tentatives sur les mesures 1.3.3 / PME et 2.1.5 / énergie avortées cause insécurité du montage juridique). La Région a toutefois capitalisé une expérience sur ses dispositifs régionaux de soutien au développement économique (cf. fonds Picardie Investissement ; Picardie Avenir ; Picardie Active). L'évaluation préalable, dont le cahier des charges est actuellement en cours de rédaction, permettra de définir s'il y a un terreau suffisant en la matière et si la mobilisation de FEDER par ce biais est opportune.

#### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Objectif thématique 3 : Améliorer la compétitivité des PME



**Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation**

**Objectif spécifique 4**  
**[ Augmenter le chiffre d'affaires total et à l'export des entreprises ]**

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IC 1	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprise	FEDER	Région en transition	940			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 3	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien autre que des subventions	Entreprise	FEDER	Région en transition	270			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 4	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprise	FEDER	Région en transition	940			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 5	Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprise	FEDER	Région en transition	94			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 7	Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (hors subventions)	Euros	FEDER	Région en transition	12 000 000,00			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Cadre de performance de l'axe prioritaire

Type d'indicateur (Étape clé de mise en œuvre, indicateur financier, indicateur de réalisation et, le cas échéant, indicateur de résultat)	Identificateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)			Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
						H	F	T	H	F	T		
Indicateur de réalisation	IS 1	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI	Opération (= investissement matériel, immobilier ou plan d'action)	FEDER	Région en transition	15			52			Synergie	
Indicateur de réalisation	IC 4	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprise	FEDER	Région en transition	800			2 240			Synergie	
Indicateur de réalisation	IC 24	Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien	Equivalents Temps Plein	FEDER	Région en transition	32			149			Synergie	
Indicateur financier	IF	Montant total des dépenses certifiées	Euro	FEDER	Région en transition	60 000 000,00			215 500 000,00			Synergie	



## Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire

### Domaine d'intervention

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	002. Processus de recherche et d'innovation dans les grandes entreprises	2 000 000,00
FEDER	En transition	058. Infrastructures de recherche et d'innovation (publiques)	29 000 000,00
FEDER	En transition	059. Infrastructures de recherche et d'innovation (privées, y compris les parcs scientifiques)	700 000,00
FEDER	En transition	060. Activités de recherche et d'innovation dans les centres de recherche publics et les centres de compétence, y compris la mise en réseau	7 000 000,00
FEDER	En transition	061. Activités de recherche et d'innovation dans les centres de recherche privés, y compris la mise en réseau	7 000 000,00
FEDER	En transition	062. Transfert de technologie et coopération entre universités et entreprises, principalement au profit des PME	11 000 000,00
FEDER	En transition	063. Soutien aux groupes et réseau d'entreprises, principalement au profit des PME	4 200 000,00
FEDER	En transition	065. Infrastructures et processus de recherche et d'innovation, transferts de technologies et coopération dans des entreprises mettant l'accent sur l'économie à faible intensité de carbone et la résilience au changement climatique	2 100 000,00
FEDER	En transition	066. Services d'appui avancé aux PME et groupes de PME (y compris services de gestion, de commercialisation et de conception)	15 400 000,00
FEDER	En transition	067. Développement commercial des PME, soutien à l'esprit d'entreprise et à l'incubation (y compris le soutien aux entreprises issues de l'essaimage)	14 600 000,00

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 1 : Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

#### Forme de financement

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Subvention non remboursable	88 800 000,00
FEDER	En transition	03. Soutien par le biais d'instruments financiers capital-risque et fonds propres ou équivalent	4 200 000,00

#### Type de territoire

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	07. Sans objet	93 000 000,00

#### Mécanisme de mise en oeuvre territoriale

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Investissement territorial intégré - dans le domaine urbain	1 000 000,00
FEDER	En transition	07. Sans objet	92 000 000,00



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

Le soutien aux infrastructures numériques est essentiel au regard des caractéristiques territoriales de la région et pour favoriser une économie compétitive.

Par ailleurs, le développement des produits et des usages sera soutenu pour :

- proposer une offre adaptée aux entreprises et aux laboratoires de recherche picards,
- poursuivre l'effort de sensibilisation et de formation des entreprises picardes qui accusent un certain retard dans l'appropriation du numérique,
- élever les niveaux de compétences (actions en matière d'éducation et de formation),
- accompagner le déploiement des services ou des actions numériques à destination des usagers,
- favoriser la création de biens communs numériques (économies d'échelle et de coûts, création de nouveaux services...).



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

#### Objectif thématique 2 : Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité



**Étendre le déploiement de la large bande et la diffusion de réseaux à grande vitesse et soutenir l'adoption des technologies et réseaux émergents pour l'économie numérique**

#### **Objectif spécifique 5**

**[ Déployer les infrastructures très haut débit sur les territoires où le marché est défaillant ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est l'augmentation du taux de couverture en très haut débit (THD) sur les territoires prioritaires de la région et exclusivement hors zones couvertes par les opérateurs privés (zones AMII ; recensement DATAR).**

La stratégie de cohérence régionale sur le numérique et les trois Schémas directeurs d'aménagement numérique départementaux (SDTAN) validés en 2011/2012 ont pour objet d'établir une projection opérationnelle des infrastructures très haut débit et notamment le raccordement des entreprises et établissements en fibre optique permettant l'accès à des débits supérieurs à 30 Mbps.

D'ici 10 ans, près de 70 % des foyers picards doivent être couverts par la fibre optique. Le passage total à la fibre pour tous les Picards est estimé à 30 années selon les départements concernés. A terme, ce réseau viendra remplacer le réseau historique France Télécom cuivre.

En Picardie, les investissements des déploiements seront assurés par les opérateurs nationaux (Orange et SFR) en zone urbaine (zones identifiées suite à l'appel à manifestation d'intention d'investissements menée par la DATAR ; ces zones AMII sont les Communautés d'Agglomérations principalement) et par les collectivités sur les territoires jugés moins rentables (le reste...) qui ont produit dans ce but des Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) élaborés en 2011/2012.

Le nombre de prises FTTH (Fibre jusqu'au domicile) à créer est fixé à 950 000 environ. Les premiers investissements ont eu lieu en 2013. A l'heure actuelle 445 760 prises FTTH seront à la charge des collectivités.

Afin de ne pas entraîner une fracture numérique qui mettrait en péril l'attractivité des territoires non desservis par les opérateurs privés et la compétitivité des entreprises présentes sur ceux-ci, les Départements accéléreront progressivement, au cours de la programmation 2014-2020, le déploiement du THD sur ces territoires. Ces investissements colossaux nécessitent de nouveaux cofinancements. Ces projets d'envergure, sont synonymes de compétitivité pour la région, mais également de création massive d'emplois pérennes (en lien avec la création du réseau et sa maintenance).

La RIS3 fait par ailleurs ressortir les besoins et capacités de conception numérique et de modélisation dans les domaines de spécialisation retenus. Il est donc opportun de participer au financement du raccordement dans le cadre d'offres FTTO (Fiber To The Office) des entreprises et laboratoires de recherche picards sur les derniers mètres, afin de ne pas freiner le développement de l'innovation, de la recherche et des entreprises.

Le FEDER 2014-2020 interviendra donc en complément des efforts entrepris par les collectivités, dans le cadre des SDTAN, et le choix a été fait de se concentrer notamment sur le raccordement des entreprises/"établissements" (au sens de l'INSEE) et bâtiments publics prioritaires.

Enfin, les fonds européens peuvent apporter une réelle valeur ajoutée à tout projet d'envergure régionale, tel qu'un point d'échange Internet régional (GIX / Global Internet eXchange) ou de Datacenter régional.

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR7	Nombre de prises créées pour un accès à large bande d'au moins 30 Mbips (hors zones AMII)	Prise	Région en transition	81 354	2013	500 000	Départements et opérateurs	Annuelle

#### Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement

Principaux groupes cibles : monde de l'entreprise, de la recherche et de l'innovation, population picarde.

Applicable sur les territoires non desservis pas les opérateurs privés (hors zones AMII).

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

#### Objectif thématique 2 : Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité

priorité d'investissement  
**2a**

**Étendre le déploiement de la large bande et la diffusion de réseaux à grande vitesse et soutenir l'adoption des technologies et réseaux émergents pour l'économie numérique**

#### Objectif spécifique 5

**[ Déployer les infrastructures très haut débit sur les territoires où le marché est défaillant ]**

#### Type d'action 5a

**Soutien au raccordement des entreprises/établissements\* et bâtiments publics prioritaires dans le cadre des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numériques**

##### Exemples d'actions :

- allongement par capillarité des RIP (Réseau d'initiative publique) et création de prises fibre optique,
- adductions dans le cadre d'offres FTTO pour les entreprises et établissements,
- création d'un point d'échange internet régional.

Ce type d'action a pour vocation d'apporter le THD aux entreprises et principaux bâtiments publics picards et ainsi améliorer la compétitivité du territoire.

##### Territoires spécifiques :

Applicable sur les territoires non desservis par les opérateurs privés (hors zones AMII).

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales et leurs groupements.

*\* Le terme "établissement" est entendu au sens de la définition INSEE.*

#### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Priorisation sur le raccordement des entreprises/établissements et/ou bâtiments publics picards.

#### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

#### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.



Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IS 2	Nombre de prises créées dans les entreprises et établissements (hors zones AMII)	Prise	FEDER	Région en transition	89 254			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

#### Objectif thématique 2 : Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité



#### Développer des produits et des services TIC, le commerce en ligne, et améliorer la demande de TIC

##### Objectif spécifique 6

[ Augmenter l'usage des services numériques par les entreprises et les structures de recherche ]

##### Résultat attendu

Le résultat attendu est double. Il s'agit d'une part, du renforcement de l'usage des outils et services du numérique par les acteurs économiques déjà sensibilisés et demandeurs ; et, d'autre part, de l'acculturation numérique chez les entreprises en retard.

Lors de la précédente programmation, les études de l'observatoire numérique picard (Renupi) avaient permis de déceler que nos entreprises accusaient un certain retard dans l'appropriation du numérique, notamment par une utilisation moindre des services à valeur ajoutée, que la moyenne nationale. Le chiffre d'affaire constaté du commerce électronique et l'absence de pure players locaux tendent à confirmer cet état. Les entreprises et les commerces de la région doivent donc encore développer le commerce en ligne et les démarches interactives avec leurs clients. L'organisation de programmes de sensibilisation et de formation par les chambres consulaires a permis d'endiguer cette tendance, mais des efforts restent à faire.

La RIS3 fait, par ailleurs, ressortir des besoins et des capacités de conception numérique et de modélisation sur plusieurs marchés de spécialisation retenus (éco-conception des véhicules, matériaux innovants).

Cette priorité est mobilisée afin de :

- poursuivre les programmes de sensibilisation et de formation auprès des acteurs économiques tout en structurant les réseaux d'appui pour mutualiser les bonnes pratiques et l'investissement (en particulier dans les supports de formation),
- soutenir les actions collectives ou ciblées concernant des ensembles d'acteurs économiques par secteur d'activités et/ou par proximités géographiques ou encore par fonction,
- favoriser le développement ou l'amélioration des services aux entreprises grâce au numérique (services d'accompagnement, de conseils, de formations, de veille, ...),
- développer les outils numériques propices à la recherche et au développement de la filière numérique.

Cette priorité d'investissement s'articulera avec d'autres priorités d'investissement du programme :

- La région compte, en effet, de véritables « pépites » sur les logiciels libres, les applications de e-santé, de formation à distance ou encore d'administration de réseaux d'infrastructures. A cet égard, la grappe d'entreprises spécialisée dans le logiciel libre « Intelli'N » permet de participer à la consolidation d'une filière numérique dans la région qui reste aujourd'hui modeste, malgré des savoir-faire conséquents. Cette filière pourra bénéficier du soutien du FEDER dans le cadre des priorités d'investissement 3a et 3d notamment.
- Le déploiement des infrastructures numériques nécessitera la mise en œuvre d'un programme de professionnalisation d'intervenants du génie civil ou du déploiement de réseaux, ainsi que d'une politique de formation à certains métiers spécifiques et techniques liés à la pose et au raccordement de la fibre optique. Grâce à la création d'activités dans ce domaine, il est estimé que 15 000 emplois seront créés en France : au regard des ambitions portées en Picardie sur l'aménagement numérique du territoire, un besoin de main d'œuvre qualifiée est évident (les actions de formation pourront notamment être soutenues par du FSE).

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR8	Taux d'entreprises picardes utilisant des outils TIC de manière avancée et expertes dans leurs activités	%	Région en transition	A définir via un plan d'actions dans le cadre du baromètre de l'innovation des entreprises	2015	cf. plan d'actions	Baromètre de l'innovation des entreprises	Biennale

#### Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement

Principaux groupes cibles : monde de la recherche, de l'innovation, des entreprises.

Applicable sur l'ensemble du territoire.

Le recours aux chèques TIC pourra être envisagé le cas échéant.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

#### Objectif thématique 2 : Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité



#### Développer des produits et des services TIC, le commerce en ligne, et améliorer la demande de TIC

##### Objectif spécifique 6

[ Augmenter l'usage des services numériques par les entreprises et les structures de recherche ]

##### Type d'action 6a

###### Equiper des centres de recherche et des entreprises en outils numériques

###### Exemples d'actions :

- cloud régional et pôle de calcul haute performance,
- réseau de salles de réalité virtuelle,
- plate-forme collaborative,
- plate-forme de pré-certification virtuelle.

Ce type d'action a pour vocation d'améliorer l'utilisation des outils numériques au sein des centres de recherches et des entreprises.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Centres de recherche, établissements d'enseignement supérieur, entreprises.

##### Type d'action 6b

###### Accompagnement des acteurs économiques aux mutations numériques

###### Exemples d'actions :

- sensibilisation / formations,
- actions collectives : collaborations commerciales (groupement d'entreprises pour présenter une offre conjointe à un client ou réaliser un achat mutualisé / convergence technologique), collaborations RH (formation-action, conseil, écologie industrielle),
- plateformes / mutualisation d'équipements innovants,
- accompagnement de réseaux d'entreprises numériques.

Ce type d'action vise à ce que les acteurs économiques utilisent mieux les nouveaux outils numériques. Le recours aux « chèques pour l'innovation TIC » pourra être envisagé le cas échéant.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Entreprises, groupements d'entreprises, pôles de compétitivité, chambres consulaires, établissements d'enseignement supérieur.

**Principes directeurs régissant la sélection des opérations**

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- leur inscription dans la stratégie numérique régionale et leur contribution à la RIS3,
- leur caractère structurant (échelle territoriale/envergure régionale, impact économique/gain en compétitivité) et partenarial (mutualisation entre acteurs/duplicabilité),
- la prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable notamment).

**Utilisation prévue des instruments financiers**

Non prévu pour cet objectif spécifique.

**Utilisation prévue des grands projets**

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

#### Objectif thématique 2 : Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité



Développer des produits et des services TIC, le commerce en ligne, et améliorer la demande de TIC

#### Objectif spécifique 6

[ Augmenter l'usage des services numériques par les entreprises et les structures de recherche ]

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IC 1	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprise	FEDER	Région en transition	650			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 4	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprise	FEDER	Région en transition	650			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

#### Objectif thématique 2 : Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité



**Renforcer les applications TIC dans les domaines de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne (télésanté)**

#### Objectif spécifique 7

**[ Augmenter les usages numériques au sein de la population et en particulier les jeunes ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est l'augmentation des usages numériques au sein de la population et en particulier des jeunes.**

Même si la Picardie bénéficie d'un bon taux d'équipements (plus de 150 espaces publics numériques / cyberbases dans la région) et d'usages TIC par rapport aux moyennes nationales, il s'avère néanmoins que la région présente encore des difficultés en matière d'inclusion numérique. En effet, les usages TIC sont fortement liés aux indicateurs socio-économiques traditionnels et en ce domaine les taux d'illettrisme et les niveaux de qualification des Picards induisent une sous-utilisation du potentiel numérique. Au regard de nombreuses études qui confèrent au numérique des apports bénéfiques dans les apprentissages, la Picardie a ainsi tout intérêt à développer les usages numériques dans l'éducation et la formation.

Au regard des nouveaux besoins de la population, il s'avère, par ailleurs, important de développer la nature, la variété, la qualité, la productivité et la généralisation d'offres de services d'intérêt général, en particulier par des services d'information de proximité, d'administration en ligne, d'assistance personnelle, d'accès à la santé, de soutiens sociaux, éducatifs, sanitaires, d'aide à la mobilité et à l'usage des transports, de maîtrise des enjeux environnementaux, d'accès à la connaissance, de ressources culturelles, patrimoniales, touristiques...

Dans un contexte de crise, les acteurs doivent favoriser la réduction des dépenses publiques. Les logiques de mutualisation de plateformes ou de données peuvent contribuer à cet objectif. Ainsi, le développement de l'infrastructure de données géographiques (GéoPicardie) a permis d'importantes économies d'échelle et a favorisé le déploiement d'outils facilitant la définition, l'application et l'évaluation des politiques publiques. Il conviendra aussi de faciliter les démarches OpenData qui incitent à la création de nouveaux services.

Cette priorité est mobilisée afin de :

- développer et promouvoir les usages numériques dans l'éducation et la formation,
- d'accompagner le déploiement des services ou des actions numériques à destination des usagers,
- favoriser la création de biens communs numériques.



**Indicateurs de résultat spécifique**

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR9	Taux d'appropriation des outils numériques par les jeunes	%	Région en transition	A définir via un plan d'actions	-	cf. plan d'actions	A définir via un plan d'actions	A définir via un plan d'actions

**Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement**

Principaux groupes cibles : monde de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation et de l'apprentissage, personnes en formation ; population picarde.

Applicable sur l'ensemble du territoire.

Ces typologies d'actions pourront être mobilisées dans le cadre d'un ITI.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

#### Objectif thématique 2 : Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité



**Renforcer les applications TIC dans les domaines de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne (télésanté)**

#### Objectif spécifique 7

**[ Augmenter les usages numériques au sein de la population et en particulier les jeunes ]**

#### Type d'action 7a

##### Développement et promotion des usages numériques dans l'éducation et la formation

###### Exemples d'actions :

- soutien à l'acquisition et au développement des équipements numériques, des plateformes éducatives et des ressources en ligne,
- déploiement d'un service de portefeuille numérique des compétences pour tous les Picards,
- soutien au développement des contenus et services de formation à distance.

Ce type d'action a pour vocation d'améliorer les pratiques pédagogiques grâce aux usages numériques et de faciliter l'accès aux formations. Ce type d'action s'articulera avec les priorités d'investissement du FSE.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales, établissements publics, associations.

#### Type d'action 7b

##### Accompagnement du déploiement des services ou des actions numériques à destination des usagers

###### Exemples d'actions :

- soutien des actions d'e-inclusion (ex reconditionnement informatique pour accroître le taux d'équipement des bénéficiaires de minimas sociaux),
- soutien du développement de téléservices citoyens (e-administration, informations ou services de proximité, lien social, mobilité multimodale ...),
- utilisation des TIC pour améliorer les conditions de travail (télétravail, simulation, ...),
- déploiement des TIC au service de la santé et du bien-être (développement des services à la personne, l'aide à l'autonomie, le maintien à domicile, ...),
- organisation de la mutualisation de moyens et la gouvernance TIC entre collectivités pour le développement de nouveaux outils et de services.

Ce type d'action a pour vocation à favoriser l'accès aux TIC pour tous.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Associations, organismes et collectivités territoriales de proximité.

**Type d'action 7c**

**Appui à la création de biens communs numériques**

Exemples d'actions :

- mutualisation de plateformes et ouverture des données publiques par un soutien à la constitution, l'organisation et le partage des données,
- développement de l'informatique libre et non marchande dans l'optique d'une amélioration de services rendus aux collectivités et aux usagers,
- numérisation et diffusion des contenus publics et patrimoniaux.

Types de bénéficiaires/opérateurs :

Associations, organismes et collectivités territoriales de proximité, groupements de droit privé

Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Appels à projets. Projets structurants ou de mutualisation entre acteurs.

Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
ISN 2	Nombre de services & applications développés/mis en ligne	Services & applications	FEDER	Région en transition	44			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

#### Cadre de performance de l'axe prioritaire

Type d'indicateur (Étape clé de mise en œuvre, indicateur financier, indicateur de réalisation et, le cas échéant, indicateur de résultat)	Identificateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)			Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
						H	F	T	H	F	T		
Indicateur de réalisation	IS 2	Nombre de prises fibre optique créées dans les entreprises/établissements et bâtiments publics prioritaires (hors zones AMII)	Prise	FEDER	Région en transition	22 921			89 254			Synergie	
Indicateur financier	IF	Montant total des dépenses certifiées	Euro	FEDER	Région en transition	32 000 000,00			129 000 000,00			Synergie	

## Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire

### Domaine d'intervention

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	004. Investissement productif lié à la coopération entre les grandes entreprises et les PME pour le développement de produits et services de technologie de l'information et de la communication («TIC»), du commerce en ligne et le renforcement de la demande en TIC	1 000 000,00
FEDER	En transition	046. TIC : Réseau haut débit à grande vitesse (accès/boucle locale; >= 30 Mbps)	20 000 000,00
FEDER	En transition	078. Services et applications d'administration en ligne (y compris passation des marchés publics en ligne, mesures dans le domaine des TIC soutenant la réforme de l'administration publique, mesures dans le domaine de la cybersécurité, de la confiance et du respect de la vie privée, de la justice et de la démocratie en ligne)	1 000 000,00
FEDER	En transition	079. Accès aux informations du secteur public (y compris les données ouvertes, la culture en ligne, les bibliothèques numériques, les contenus numériques et le tourisme en ligne)	1 500 000,00
FEDER	En transition	080. Services et applications en matière d'inclusion en ligne, d'accessibilité en ligne, d'apprentissage et d'éducation en ligne, culture numérique	5 000 000,00
FEDER	En transition	081. Solutions TIC relevant le défi du vieillissement actif et en bonne santé et services et applications de santé en ligne (y compris les soins en ligne et l'assistance à l'autonomie à domicile)	1 500 000,00
FEDER	En transition	082. Services et applications TIC pour les PME (y compris le commerce électronique, le e-Business, les processus d'entreprise en réseau, les laboratoires vivants, les entrepreneurs web, les start-ups en matière de TIC, etc.)	3 000 000,00

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 2 : Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

#### Forme de financement

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Subvention non remboursable	33 000 000,00

#### Type de territoire

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	07. Sans objet	33 000 000,00

#### Mécanisme de mise en oeuvre territoriale

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Investissement territorial intégré - dans le domaine urbain	1 000 000,00
FEDER	En transition	07. Sans objet	32 000 000,00



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

La stratégie du PO fortement axée sur le développement durable fait de l'axe 3 un élément essentiel. L'objectif de cet axe est de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de préserver les ressources dans une logique de développement du territoire et d'amélioration du bien-être de la population picarde.

Cela induit à favoriser au sein de l'axe, l'objectif thématique 4 « Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO<sub>2</sub> dans l'ensemble des secteurs » dans le but de traiter la réduction des émissions de carbone en agissant sur le développement d'une mobilité durable, l'efficacité énergétique dans le bâtiment et la production des énergies renouvelables.





## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs



#### Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables

##### Objectif spécifique 8

[ Doubler la production d'énergies renouvelables d'ici 2020 ]

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est le doublement de la production d'énergies renouvelables à l'horizon 2020 afin de répondre aux objectifs stratégiques du SRCAE.**

En 2010, si la production d'énergie en Picardie est à 88 % d'origine renouvelable, elle ne couvre que 10 % de la consommation régionale, tandis qu'au niveau national, la production d'énergie renouvelable représente 13 % de la production énergétique française. S'appuyant sur un important potentiel de développement des énergies renouvelables, et plus particulièrement de l'éolien et du bois-énergie, de nombreuses actions ont déjà été engagées pour répondre aux objectifs du Grenelle de l'Environnement (schémas éoliens territoriaux, réseaux de chaleur biomasse, plan solaire...). Il s'agit pour la Picardie, à l'horizon 2020, de porter à hauteur de 23 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique final, ce qui correspondrait donc à produire environ 1 Mtep, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. L'économie régionale, s'appuyant progressivement sur ces ressources locales, sera ainsi moins soumise aux impacts de la volatilité des prix des énergies fossiles.

Mais cette priorité est aussi mobilisée pour développer cette production d'énergies renouvelables, tout en optimisant les retombées économiques positives (création de valeur ajoutée, d'emplois locaux non délocalisables, de nouvelles filières, etc.) pour les territoires.

L'important potentiel éolien de la Picardie résulte :

- d'une situation géographique favorable (proximité au littoral, gisement éolien élevé, grands espaces de cultures intensives...),
- et d'une volonté politique forte : objectif 2800 MW pour 2020.

Le développement de l'éolien en Picardie se fait donc à un rythme soutenu, sans pour autant nécessiter pour l'instant d'importantes dépenses publiques.

L'essentiel de l'action régionale sur l'éolien vise donc à profiter de ce développement éolien pour favoriser la structuration de la filière. Il faut ainsi rappeler que :

- de gros investissements ont déjà été engagés (exemple le centre de formation et de ressources WINDLAB qui a mobilisé 2 millions d'euros),
- le développement et la structuration de la filière amène de la mise en relation, l'organisation de rencontres d'affaires, de l'accompagnement à l'export qui ne sont pas toujours des postes de dépenses élevés,
- le soutien à la R&D pourra également bénéficier des moyens financiers de l'axe 1.

Si les objectifs de production des filières éolienne et bois énergie sont en passe d'être atteints pour 2020 (actuellement 1 200 MW en exploitation, 1 000 MW en instruction, 600 MW à développer sur 2 800 MW en éolien et quasi-totalité de la programmation en matière de chaufferies / réseau de chaleur biomasse en fonctionnement ou en construction), il convient de favoriser les interventions vers les filières émergentes en région (méthanisation, géothermie et solaire). Ainsi les filières matures seront accompagnées dans une logique d'animation de filières tandis que les filières émergentes seront accompagnées sur l'aide à la réalisation (études de faisabilité, subventions d'investissement).

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR10	Production totale d'énergie renouvelable en région	GWh	Région en transition	5 729	2009	13 748	ADEME-DREAL-CRP	Tous les 3 ans dans le cadre du SRCAE

#### Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement

Principaux groupes cibles : Acteurs publics, acteurs économiques et sociaux et de la formation, territoires.

Applicable sur l'ensemble du territoire.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs

priorité d'investissement  
**4a**

#### Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables

##### Objectif spécifique 8

[ Doubler la production d'énergies renouvelables d'ici 2020 ]

##### Type d'action 8a

#### Soutien à des projets de production d'énergies renouvelables sur les filières émergentes en région

##### Exemples d'actions :

- unités de méthanisations agricoles et industrielles,
- chaufferies industrielles/tertiaires biomasse ou géothermales, notamment basées sur les nouvelles technologies de combustion de la biomasse (gazéification, foyers bas NOx, nouveaux systèmes de traitement des fumées...),
- réseau de chaleur à plus de 50 % d'énergies renouvelables ou de récupération (géothermie, biomasse, etc.),
- nouvelles technologies émergentes pour les applications de chauffage/climatisation des locaux industriels et tertiaires.

Ce type d'actions a pour vocation d'augmenter la production d'énergies renouvelables en région, tout en favorisant des technologies qui nécessitent un retour d'expérience et pour lesquelles nous manquons de recul sur leurs performances.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Entreprises, organisations professionnelles, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur, Etat.

##### Type d'action 8b

#### Accompagnement des territoires volontaires pour développer des productions d'énergie délocalisées tendant à des bilans énergétiques (production/consommation) positifs

##### Exemples d'actions :

- développement des smart grids (réseaux et compteurs communicants permettant l'insertion optimale des productions décentralisées),
- combinaison d'actions locales de maîtrise de la demande d'électricité avec des productions d'énergies renouvelables intermittentes,
- expérimentation de solution de stockage d'énergie en grandeur réelle,
- soutien aux investissements centrés sur la mobilisation de la ressource bois énergie et notamment en forêt privée (équipements de valorisation, de conditionnement, plateformes, etc.).

Ce type d'action a pour vocation de démontrer la faisabilité de l'insertion massive des énergies renouvelables dans le mix énergétique à l'échelle locale dans l'optique d'une généralisation à l'échelle européenne.

Ce type d'action pourra être mobilisé dans le cadre d'un ITI urbain.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales, entreprises.

### Type d'action 8c

#### Impulsion, structuration et animation des filières d'énergies renouvelables

##### Exemples d'actions :

- soutien aux projets de diversification,
- soutien aux projets collaboratifs de R&D,
- soutien à l'animation et la formation de groupements d'entreprises voire de clusters dédiés.

Ce type d'action a pour vocation d'optimiser les retombées socio-économiques sur les territoires, tout en organisant et maîtrisant le développement de ces productions renouvelables.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Entreprises, organisations professionnelles, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur.

#### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- réduction à la dépendance énergétique du territoire,
- cohérence avec les priorités du SRCAE (filières émergentes en région, nouvelles technologies, production d'énergies délocalisées avec bilans énergétiques positifs...),
- création d'activité et d'emplois sur le territoire, rentabilité économique du projet pertinente,
- caractère structurant de l'opération (envergure régionale, exemplarité/duplicabilité),
- prise en compte des priorités transversales de l'UE (égalité des chances notamment).

#### Utilisation prévue des instruments financiers

En réflexion sur l'action 8a.

#### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

#### Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IC 30	Capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables	MW	FEDER	Région en transition	12,10			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 34	Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	Tonnes de CO2eq	FEDER	Région en transition	11 750,00			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs



#### Favoriser l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables dans les entreprises

##### Objectif spécifique 9

[ Favoriser les modes de production les moins consommateurs en énergie dans les entreprises ]

##### Résultat attendu

**Le résultat attendu est la diminution de la consommation d'énergie finale ainsi que la réduction de la consommation de ressources dans les entreprises (process et utilités).**

Le secteur industriel pèse à hauteur de 30 % du total de la consommation énergétique régionale avec 1 709 ktep/an. Cette part de l'industrie est supérieure à la moyenne nationale (24 %). Cet écart s'explique par la nature des activités industrielles fortement consommatrices d'énergie : industries chimiques, sidérurgie, agroalimentaire, industrie du papier-carton et celle du verre consomment à elles seules environ les deux tiers de l'énergie brute totale utilisée par l'industrie en Picardie. Depuis le premier choc pétrolier, les industriels picards ont engagé des programmes d'économie ou de substitution d'énergie et cet intérêt ne s'est pas démenti après le contre choc pétrolier.

Des objectifs ambitieux de réduction des consommations d'énergie pour le secteur industriel picard sont affichés dans le SRCAE, adopté début 2012. Il s'agit d'ici 2020 de diminuer les émissions de CO<sub>2</sub> liées aux activités industrielles de 11 % et les consommations d'énergie associées de 7 %. Cet objectif s'appuie à la fois sur le système communautaire d'échange des quotas d'émissions (PNAQ qui touche les 40 sites les plus émetteurs) et sur les opérations de maîtrise de l'énergie à réaliser dans les autres établissements industriels de plus petites tailles (plusieurs centaines de sites potentiels). Si des sauts technologiques sur les process de production permettront d'accélérer l'amélioration de la performance énergétique, des progrès conséquents peuvent être aussi réalisés en matière « d'écologie industrielle », concept qui permet notamment d'optimiser et de mutualiser l'utilisation de ressources énergétiques entre entreprises ou au sein du territoire.

Pour les entreprises, les enjeux sont multiples. Mais désormais, l'un des enjeux majeurs de la compétitivité réside dans leurs capacités à adopter un processus de production innovant et décarboné, afin de réduire les coûts de fabrication et de traitement en économisant l'énergie et les matières premières et en limitant les flux de déchets et de rejets, d'améliorer la compétitivité avec un souci d'éco-innovation tant au niveau du procédé (écotechnologie) que de la conception de nouveaux produits (écoconception) et de développer des activités à plus forte valeur ajoutée.

De plus, cette démarche participe à l'amélioration de l'image de l'entreprise et renforce les relations avec ses partenaires industriels, commerciaux, ses clients, ses assureurs, ses banques, l'administration, les riverains et les associations et la collectivité dans laquelle elle est située.

De plus, cette démarche participe à l'amélioration de l'image de l'entreprise et renforce les relations avec ses partenaires industriels, commerciaux, ses clients, ses assureurs, ses banques, l'administration, les riverains et les associations et la collectivité dans laquelle elle est située.

Enfin, même si ces enjeux sont de mieux en mieux intégrés à la gestion globale des entreprises (essentiellement des entreprises appartenant à des grands groupes), force est de constater que les PME-TPE ont besoin de plus d'accompagnement.

Le soutien au développement de la production sobre et propre et donc aux éco technologies qui s'intègre dans une économie circulaire est devenu un objectif prioritaire en termes de compétitivité des entreprises picardes et d'attractivité du territoire régional.

*Les objectifs SRCAE ont été basés sur l'année de référence 2007. Or les effets de la crise sur l'activité industrielle ont entraîné une forte diminution de la consommation finale de l'industrie entre 2007 et 2010. La valeur cible s'entend donc à activité constante.*

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR11	Consommation d'énergie finale de l'industrie	GWh	Région en transition	17 966	2010	17 964	ADEME-DREAL-CRP	Tous les 3 ans dans le cadre du SRCAE

#### Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement

Principaux groupes cibles : acteurs économiques, territoires.

Applicable sur l'ensemble du territoire.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs



#### Favoriser l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables dans les entreprises

##### Objectif spécifique 9

[ Favoriser les modes de production les moins consommateurs en énergie dans les entreprises ]

##### Type d'action 9a

**Amélioration de la performance énergétique des entreprises au niveau des process et des utilités industrielles**

###### Exemples d'actions :

- récupération et valorisation d'énergie thermique dans les procédés industriels,
- amélioration de l'efficacité énergétique des utilités,
- réalisation d'études / comparatifs techniques mutualisés sur les gisements d'économie d'énergie, y compris au niveau logistique...

Ce type d'action a pour vocation de stimuler la prise en compte des aspects maîtrise de l'énergie dans les projets d'adaptation, de modernisation/extension des entreprises en favorisant la diffusion des compétences et des savoir-faire.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Toutes entreprises, organisations professionnelles, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur.

##### Type d'action 9b

**Promotion des démarches d'entreprises et inter-entreprises (investissements, organisations...) permettant d'améliorer leur performance énergétique et économique (économie circulaire notamment par la mutualisation / échange de flux et l'éco conception)**

###### Exemples d'actions :

- investissements permettant des synergies en matière de valorisation énergétique (récupération de chaleur fatale, réseau de chaleur, valorisation de biogaz, etc.) et de valorisation de co-produits (rebus de production, etc.),
- investissements permettant des mutualisations d'équipements et de moyens notamment dans l'organisation du transport de marchandises par les modes alternatifs à la route,
- soutien au fonctionnement pour la mise en place de ces démarches (animation territoriale, opérateurs dédiés, plateforme d'échanges et d'information sur les matières valorisables, etc.).

Ce type d'action a pour vocation de stimuler la réalisation concrète de démarche d'écologie industrielle sur le territoire.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Entreprises, organisations professionnelles, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur.



### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Les projets devront prouver que les technologies prévues apportent aussi bien un gain en énergie primaire qu'en énergie finale. Les projets s'appuyant sur des démarches d'éco-conception de produits, de préférence grand public, duplicables en grande diffusion, sont particulièrement fléchés et ce d'autant plus qu'elles intégreront les trois « piliers », social/sociétal – environnement – économique du développement durable. Conformément à l'article 3.3(b) du Règlement 1301/2013 du 17 décembre 2013, le FEDER ne soutient pas les investissements visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant d'activités énumérées à l'annexe 1 de la directive 2003/87/CE.

### Utilisation prévue des instruments financiers

Mobilisation potentielle d'instruments financiers (évaluation ex ante art 37 prévue).

### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

### Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IC 1	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprise	FEDER	Région en transition	10			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 2	Nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprise	FEDER	Région en transition	10			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 34	Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	Tonnes de CO2eq	FEDER	Région en transition	8 020,00			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs



**Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics et dans le secteur du logement**

#### **Objectif spécifique 10**

**[ Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments publics et le logement ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est la diminution de la consommation d'énergie dans les bâtiments du secteur tertiaire et du logement.**

Sur la période 2007-2013, 7,3 millions d'euros de FEDER ont été mobilisés pour la réhabilitation thermique du parc de logement social (pour 33 millions d'euros de travaux), ce qui a permis de toucher 2 500 logements. Les résultats ont été probants : une diminution par 2,5 des consommations d'énergie a été constatée après travaux grâce à une isolation améliorée en moyenne de 62 % (voire 76 % sur certains sites). Pour les bénéficiaires finaux, cela s'est traduit par une diminution de leur budget énergie en moyenne de 8 euros par mois et par logement.

Les études jointes en annexe apportent par ailleurs un diagnostic complet de la situation actuelle sur le territoire picard :

- sur le parc social : l'étude de la Calade « Diagnostic énergétique du parc HLM picard et scénarii d'amélioration pour l'élaboration d'un Plan de Stratégie Energétique »,
- sur le logement privé : « Etude pour établir un plan d'actions en matière de lutte contre la précarité énergétique » (CREDOC / Atema Conseil – Phase diagnostic), ainsi que le volet Bâtiment du SRCAE ou encore le « bilan 2013 du parc privé – ANAH ».

Sur un total de plus de 850 000 logements dont 755 000 résidences principales, la région compte 46 % de logements anciens, contre 40 % en France, et 6,6 % de logements sans confort, contre 5,2 % au plan national. Le parc picard a été construit à plus de 70 % avant la première réglementation thermique de 1975 et comporte une part de maisons individuelles un peu plus élevée qu'à l'échelle nationale. Le niveau des émissions de gaz à effet de serre résulte des caractéristiques du parc de logement : 82 % des émissions sont le fait des logements construits avant 1975. Plus globalement, le secteur résidentiel compte pour les deux tiers des émissions du bâti, le secteur du bâti représentant lui-même un quart des émissions régionales.

Les besoins en matière de rénovation thermique apparaissent donc particulièrement importants. Cumulée à la faiblesse des revenus, la mauvaise qualité thermique des logements et le coût croissant de l'énergie placeraient près de 140 000 ménages picards en situation de précarité énergétique, consacrant plus de 10 % de leurs revenus au chauffage de leur habitation, d'après l'étude sur la précarité énergétique en Picardie conduite par le Conseil régional de Picardie en 2012.

De plus, il paraît nécessaire de préparer les bâtiments actuels aux évolutions du climat à venir, en intégrant en particulier la notion de confort d'été pour des températures plus élevées, sans oublier la qualité de l'air intérieur. Cette priorité est mobilisée afin de :

- répondre aux objectifs du SRCAE en matière de rénovation énergétique des bâtiments (notamment passer à 13 000 logements en rénovation basse consommation par an),
- promouvoir un urbanisme sobre en carbone, aussi bien par le concept de ville et d'aménagement du territoire durables.

Cette priorité d'investissement sera fortement articulée avec le FSE qui est mobilisé pour développer les compétences des salariés dans ce secteur et développer une offre de formation adaptée aux besoins des entreprises.

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR12	Consommation énergétique finale des secteurs résidentiels et du tertiaire	GWh	Région en transition	21 377	-	18 886	ADEME-DREAL-CRP	Tous les 3 ans dans le cadre du SRCAE

#### Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement

Principaux groupes cibles : territoires, acteurs économiques et sociaux et de la formation.

Applicable sur l'ensemble du territoire.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs



**Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics et dans le secteur du logement**

#### Objectif spécifique 10

**[ Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments publics et le logement ]**

#### Type d'action 10a

**Accompagnement des maîtres d'ouvrage publics dans des projets d'amélioration de la performance énergétique de leurs bâtiments (neufs et anciens)**

##### Exemples d'actions :

- soutien financier à des opérations de réhabilitations thermiques visant des niveaux de performance énergétique et environnementale élevés, favorisant l'intégration des énergies renouvelables,
- soutien à la construction de bâtiments à haute performance énergétique, en vue d'atteindre des bâtiments à énergie positive ou bien présentant une consommation d'énergie sensiblement inférieure aux exigences réglementaires et à coût global réduit,
- soutien financier à l'assistance à maîtrise d'ouvrage en conduite d'opération visant une qualité environnementale du bâtiment,
- audit énergétique ciblant des parcs immobiliers de taille significative permettant la définition de programmes de travaux ambitieux.

Ce type d'action a pour vocation de soutenir une demande dynamique en matière d'efficacité énergétique dans les bâtiments.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Etat, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur, établissements publics et autres acteurs publics.

#### Type d'action 10b

**Soutien à la réhabilitation thermique du parc de logement social et à destination des ménages du parc privé en situation de précarité énergétique**

##### Exemples d'actions :

- poursuite et amplification de l'effort entrepris depuis 2011 en faveur de la réhabilitation performante dans le parc de logements locatifs sociaux,
- soutien à la réhabilitation thermique de logements énergivores du parc privé destiné à des ménages à revenus modestes.

Ce type d'action a pour vocation d'identifier des nouvelles voies d'efficacité énergétique optimisée grâce à la réalisation de travaux d'économie d'énergie dans l'habitat, permettant également la prise en compte des coûts d'entretien et de maintenance après travaux ainsi qu'une connaissance plus précise de la consommation d'énergie/charges locatives d'un ménage avant / après travaux (analyse en coût global des projets).

Principaux groupes cibles : Populations à revenus modestes ou en situation de précarité énergétique.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Bailleurs sociaux ou autres propriétaires de logement(s) visés à l'article R. 323-1 du code de la construction et de l'habitation, syndicats de copropriétaires représentant un nombre significatif de propriétaires occupants et/ou de propriétaires bailleurs potentiellement bénéficiaires des aides de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), autres propriétaires occupants à revenus modestes et/ou propriétaires bailleurs, établissements publics.

**Type d'action 10c**

**Expérimentation en matière d'instruments financiers innovants pour la rénovation énergétique des logements privés**

Exemples d'actions :

- soutien à des opérations pilotes de tiers financement,
- création d'instruments financiers appropriés permettant le financement d'investissements dédiés à la rénovation énergétique performante du parc privé

Principaux groupes cibles : Populations à revenus modestes, en situation de précarité énergétique ou en passe de l'être à court ou moyen terme.

Types de bénéficiaires/opérateurs :

Propriétaires occupants ou bailleurs n'ayant pas accès à des financements bancaires adaptés à leur projet de réhabilitation thermique des bâtiments, collectivités territoriales, établissements publics, associations, entreprises.

**Type d'action 10d**

**Structuration et animation de la filière éco-bâtiment**

Exemples d'actions :

- mise en place d'opérateurs locaux pour la rénovation énergétique des parcs de bâtiments (aide à l'investissement et au fonctionnement de structures dédiées de type agence locale),
- groupements d'entreprises permettant de répondre aux enjeux de la rénovation énergétique (aide à la décision, soutien à l'animation et aux investissements collectifs en matière de matériel de mesure et d'autocontrôle),
- soutien à la R&D aval en matière de développement d'éco-matériaux, de déconstruction et d'assemblage de matériaux et d'impacts sanitaires,
- outils de formation dédiée à la performance énergétique dans le bâtiment (plateformes).

Ce type d'action a pour vocation de stimuler une offre performante en région (professionnalisation, excellence), permettant de répondre aux enjeux bâtiments du SRCAE (massification des opérations).

Types de bénéficiaires/opérateurs :

Entreprises, organisations professionnelles, Etat, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur, agences locales de l'énergie.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs



**Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics et dans le secteur du logement**

#### **Objectif spécifique 10**

**[ Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments publics et le logement ]**

#### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- Pour le logement social : appels à projets définissant le niveau d'ambition souhaité : preuve d'une amélioration très significative de la performance énergétique des logements sociaux les plus énergivores, réduction des charges énergétiques mais aussi évolution des loyers et charges locatives avant et après travaux ;
- Pour le logement privé : l'application de critères précis d'allocation d'aides, tels que ceux définis par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) ou ceux définis pour l'obtention de la prime rénovation énergétique au niveau national et distribuée par l'Agence de services et de paiement (ASP) dans le cadre du Plan de rénovation énergétique de l'habitat (PREH). Ces éléments seront à préciser en fonction des résultats de l'évaluation préalable lancée sur le sujet.

#### Utilisation prévue des instruments financiers

La mobilisation du FEDER en faveur de la réhabilitation du parc privé via des instruments financiers (cf. action 10c, dans le cadre du Service public de l'efficacité énergétique / SPEE mis en place en région) fera l'objet d'une évaluation ex ante, actuellement en cours de lancement.

#### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IC 31	Nombre de ménages dont le classement en matière de consommation énergétique s'est amélioré	Ménages	FEDER	Région en transition	2 213			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 32	Diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics	kWh/an	FEDER	Région en transition	10 000 000,00			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 34	Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	Tonnes de CO2eq	FEDER	Région en transition	8 930,00			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs



**Favoriser les stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer**

#### **Objectif spécifique 11**

**[ Favoriser une mobilité durable et réduire l'auto-solisme, en particulier en milieu urbain ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est la réduction des émissions de GES et de la consommation énergétique dues au secteur des transports. Indirectement, en promouvant une mobilité durable pour tous les Picards, le résultat attendu est la diminution à plus long terme de l'utilisation de la voiture individuelle, d'une part, et la réduction de la vulnérabilité des populations picardes en matière d'accessibilité, d'autre part.**

En Picardie, près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre relèvent du secteur des transports de marchandises et de personnes. Le transport par la route, en particulier pour les personnes, engendre l'essentiel de ces émissions. Deux chiffres illustrent l'intérêt de proposer une alternative à l'usage de la voiture, notamment pour les trajets du quotidien :

- en France, les Picards sont ceux qui réalisent les plus longues distances domicile-travail avec près de 20 km l'aller,
- 80 % des Picards ayant un emploi et ne travaillant pas à leur domicile, utilisent un véhicule automobile pour se rendre sur leur lieu de travail.

Fort de ces constats, le SRCAE a identifié 7 gisements pour atteindre les objectifs européens et nationaux de réduction des émissions : densification urbaine, mixité fonctionnelle, développement des transports en commun, covoiturage et promotion du vélo, amélioration des motorisations et introduction électrique, éco conduite et télétravail.

Aussi, cette priorité est mobilisée afin de :

- proposer une alternative à l'usage de la voiture en traitant les déplacements du quotidien, en accompagnant notamment le renforcement de l'attractivité des transports collectifs pour les trajets les plus longs et le développement des modes actifs pour les déplacements de grande proximité ;
- permettre un accès à la mobilité pour tous.



**AXE 3**  
**Objectif Thématique 4**  
**Priorité d'investissement 4e**  
**Objectif spécifique 11**

Type d'action  
 11a  
 11b  
 11c  
 11d  
 11e  
 11f

Les actions envisagées seront pour l'essentiel développées dans le cadre des ITI urbains et visent à diminuer l'émission de GES : outre le covoiturage (mutualisation du parc et amélioration du taux d'utilisation, autopartage, recours à des véhicules électriques, ...), la maximisation de l'articulation entre covoiturage et TER sera une des priorités. Par ailleurs, le soutien au développement de la billettique permettra de faciliter les déplacements des usagers utilisant plusieurs réseaux (plus d'un quart des utilisateurs du TER combinent leur parcours avec un car/bus).

**Indicateurs de résultat spécifique**

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR13	Volume des émissions de CO2 produit par les navetteurs picards (déplacements domicile-travail ou -études)	Teq CO2	Région en transition	658 000,00	2011	559 300,00	INSEE	Tous les 2-3 ans

**Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement**

Principaux groupes cibles : population picarde notamment les plus vulnérables et les personnes à mobilité réduite (PMR).

Applicable sur l'ensemble du territoire.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs

4e  
priorité d'investissement

**Favoriser les stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer**

#### Objectif spécifique 11

**[ Favoriser une mobilité durable et réduire l'auto-solisme, en particulier en milieu urbain ]**

#### Type d'action 11a

##### Solutions alternatives à la pratique auto-soliste

###### Exemples d'actions :

- appui à l'émergence des nouveaux services à la mobilité : déploiement de dispositifs permettant le développement du covoiturage pour les trajets du quotidien, l'autopartage, la mobilité électrique, des navettes fluviales ou du transport par voie d'eau en milieu urbain, etc.,
- accompagnement des actions de communication et de sensibilisation permettant de faciliter le changement de comportements en mobilité, dont les opérations de marketing direct, de conseil en mobilité et de test des transports collectifs,
- encouragement au recours aux modes actifs, et au vélo en particulier (complémentarité usages loisirs et quotidiens), pour accéder aux principaux pôles générateurs de déplacements, en priorité les gares ; actions de sensibilisation à la pratique des modes actifs, mise en place de services en faveur du vélo (stationnement, vélo-école...), élaboration de schémas sur les modes actifs, réalisation d'aménagements cyclables, actions visant à apaiser la circulation en milieu urbain,
- aide à la mise en place de cadres partenariaux facilitant la bonne articulation entre aménagement du territoire et organisation des services de transports, du type « contrat d'axe ».

Ce type d'action a pour vocation de proposer à la population une alternative crédible et efficace à la voiture particulière. Au-delà des performances de la solution, il s'agit également de jouer sur les comportements afin de convaincre et de rendre pérennes les bonnes pratiques.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Autorités organisatrices de transports (AOT), collectivités territoriales, Etat, syndicats des transports, associations, établissements publics, SNCF, RFF.

#### Type d'action 11b

##### Renforcement du rôle des gares comme lieux stratégiques pour l'aménagement du territoire, en accompagnant plus particulièrement les services de rabattement vers les gares

###### Exemples d'actions :

- aide aux services de transports à la demande facilitant l'accès aux principales gares,
- développement d'itinéraires cyclables desservant la gare et mise en place des services associés,
- études pré-opérationnelles et actions permettant de s'appuyer sur les étoiles ferroviaires d'Amiens et de Creil pour participer au rayonnement de ces agglomérations et faciliter en particulier la desserte périurbaine.

Ce type d'action a pour vocation d'améliorer les conditions de rabattement, de tourner davantage l'urbanisation et l'aménagement vers le rail et d'améliorer les dessertes périurbaines.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales, Autorités organisatrices de transports (AOT), associations, syndicats des transports, opérateurs de transport.

### Type d'action 11c

**Meilleure connaissance des besoins et des comportements en mobilité des habitants pour orienter leurs usages vers des pratiques de déplacement durables et aider à la définition des principes d'aménagement**

Exemples d'actions :

- réalisation d'études spécifiques quantitative et qualitative (comportements en mobilité et choix modal, interactions entre lieu de vie et usage des transports, profil des habitants des quartiers de gare...),
- mise à disposition des données transports, comme support de développement d'outil d'aide au voyage (open data).

Ce type d'action a pour vocation, d'une part, de mieux connaître la demande en déplacements pour imaginer les solutions de transports à proposer et, d'autre part, de comprendre les habitudes et les attentes des Picards pour pouvoir adopter des stratégies comportementales visant une mobilité durable.

Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales, autorités organisatrices de transports (AOT), Etat.

### Type d'action 11d

**Appui à la coordination des réseaux de transports et au renforcement de l'intermodalité**

Exemples d'actions :

- accompagnement à la définition et à la création de véritables pôles d'échanges multimodaux, avec une attention particulière sur leur caractère innovant et expérimental,
- appui à l'interopérabilité des différents réseaux (partage des données, billettique, etc.),
- favoriser les liens entre les réseaux de transport et faciliter la mise en réseau des acteurs des transports, en facilitant le cas échéant la création de syndicats mixtes de transports collectifs type SRU et en accompagnant leur montée en puissance.

Ce type d'actions a pour vocation de faciliter le passage d'un réseau de transport collectif à un autre, notamment pour les usagers PMR, afin d'atténuer la gêne ressentie et de rendre acceptable pour l'utilisateur cette rupture de charge, comme alternative à la voiture. Elles portent à la fois sur les liens physiques entre les réseaux et sur l'intermodalité « dématérialisée » (information, tarification combinée, etc.).

Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales, autorités organisatrices de transports (AOT), opérateurs de transport.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs

4e  
priorité d'investissement

**Favoriser les stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer**

#### Objectif spécifique 11

**[ Favoriser une mobilité durable et réduire l'auto-solisme, en particulier en milieu urbain ]**

#### Type d'action 11e

**Accompagnement des ménages les plus fragiles, notamment ceux des quartiers prioritaires, et aux plus dépendants à la voiture en leur permettant d'avoir une mobilité durable**

##### Exemples d'actions :

- s'appuyer sur des liaisons en transports urbains performantes pour désenclaver des quartiers prioritaires, et leur proposer en particulier un accès aux services.

Ce type d'action a pour vocation de permettre la mobilité des personnes les plus recluses, en leur proposant notamment un accès aux services via une offre en transports collectifs adaptée ou des cheminements piétons et cyclables facilités.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Etat, collectivités territoriales, Autorités organisatrices de transport (AOT).

#### Type d'action 11f

**Promotion d'un urbanisme durable et polarisé (dans les pôles secondaires au sens de l'INSEE)**

##### Exemples d'actions :

- études destinées à concevoir des projets d'aménagement durable, en particulier de type éco-quartiers ou quartiers durables, à développer l'urbanisation à proximité des gares, ou à préparer une politique foncière pour une urbanisation durable ; accompagnement des maîtres d'ouvrage en ingénierie technique, juridique et financière,  
- opérations démonstratives axées sur la densification et la rénovation du tissu bâti, la revitalisation des centres-bourgs, les aménagements publics de qualité et propices aux modes doux, la performance énergétique.

Ce type d'action a pour vocation de créer une cohérence avec l'OS précédent en évitant d'ajouter ou de substituer à une précarité énergétique liée aux consommations des logements celle liée aux déplacements des ménages, en particulier ceux effectués en voiture particulière.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Agences locales de l'énergie, agences d'urbanisme, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur, SCIC, SEM, établissements publics fonciers.

**Principes directeurs régissant la sélection des opérations**

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- intégration dans le cadre d'une stratégie urbaine intégrée (cf. cahiers de charges pour l'appel à projets des ITI urbains),
- cohérence avec les priorités du SRCAE,
- envergure régionale, exemplarité / duplicabilité,
- prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité des chances).

**Utilisation prévue des instruments financiers**

Non prévu pour cet objectif spécifique.

**Utilisation prévue des grands projets**

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Objectif thématique 4 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs

4e  
priorité d'investissement

Favoriser les stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer

#### Objectif spécifique 11

[ Favoriser une mobilité durable et réduire l'auto-solisme, en particulier en milieu urbain ]

#### Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
ISN 3	Nombre de nouveaux services de mobilité créés	Services	FEDER	Région en transition	14			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 34	Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	Tonnes de CO2eq	FEDER	Région en transition	3 400,00			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

**AXE 3**  
**Objectif Thématique 4**  
**Priorité d'investissement 4e**  
**Objectif spécifique 11**

Type d'action  
11a  
11b  
11c  
11d  
11e  
11f

SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

Cadre de performance de l'axe prioritaire

Type d'indicateur (Étape clé de mise en œuvre, indicateur financier, indicateur de réalisation et, le cas échéant, indicateur de résultat)	Identificateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)			Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
						H	F	T	H	F	T		
Indicateur de réalisation	IC 34	Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2	MW	FEDER	Région en transition	7 110			32 100			Synergie	
Indicateur financier	IF	Montant total des dépenses certifiées	euro	FEDER	Région en transition	60 000 000,00			238 100 000,00			Synergie	



## Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire

### Domaine d'intervention

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	009. Energies renouvelables : énergie éolienne	500 000,00
FEDER	En transition	010. Energies renouvelables : énergie solaire	500 000,00
FEDER	En transition	011. Energies renouvelables : énergie de la biomasse	5 500 000,00
FEDER	En transition	012. Autres types d'énergies renouvelables (y compris l'énergie hydroélectrique, géothermique, et marine) et intégration des énergies renouvelables (y compris stockage, infrastructures de production de gaz et d'hydrogène renouvelable à partir de l'électricité)	2 500 000,00
FEDER	En transition	013. Rénovation en vue d'accroître l'efficacité énergétique du parc logement existant, projets de démonstration et actions de soutien	5 000 000,00
FEDER	En transition	014. Rénovation en vue d'accroître l'efficacité énergétique du parc de logements existant, projets de démonstration et actions de soutien	22 000 000,00
FEDER	En transition	016. Cogénération et chauffage urbain à haut rendement	3 000 000,00
FEDER	En transition	043. Infrastructures et promotion des transports urbains propres (y compris les équipements et le matériel roulant)	3 000 000,00
FEDER	En transition	044. Systèmes de transport intelligents (y compris l'introduction de la gestion de la demande, les systèmes de péage, les systèmes informatiques de suivi, de contrôle et d'information)	2 000 000,00
FEDER	En transition	069. Soutien aux processus productifs respectueux de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources dans les PME	3 000 000,00
FEDER	En transition	070. Promotion de l'efficacité énergétique dans les grandes entreprises	2 000 000,00
FEDER	En transition	071. Développement et promotion d'entreprises spécialisées dans la fourniture de services contribuant à l'économie à faible intensité de carbone et à la résilience face au changement climatique (y compris le soutien à ces services)	4 000 000,00

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 3 : Favoriser la mutation vers une économie décarbonée

#### Forme de financement

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Subvention non remboursable	43 000 000,00
FEDER	En transition	04. Soutien par le biais d'instruments financiers: prêt ou équivalent	10 000 000,00

#### Type de territoire

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	07. Sans objet	53 000 000,00

#### Mécanisme de mise en oeuvre territoriale

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Investissement territorial intégré - dans le domaine urbain	5 000 000,00
FEDER	En transition	07. Sans objet	48 000 000,00



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

Le regroupement au sein de l'axe 4 de l'objectif thématique 5 « Favoriser l'adaptation au changement climatique ainsi que la prévention et la gestion des risques » et de l'objectif thématique 6 « Préserver et protéger l'environnement et encourager une utilisation rationnelle des ressources » permet à la Picardie d'appréhender de manière globale les pressions auxquelles ses territoires et ses espaces naturels font face, dans une logique alliant prévention, préservation et valorisation de ses ressources naturelles, paysagères et de sa biodiversité. Cela se justifie au regard du caractère à la fois remarquable et sensible de certains milieux ainsi qu'au vu de l'impact économique de certaines catastrophes (littoral, inondations notamment).

Réduire la vulnérabilité des territoires et des espaces naturels picards, protéger et développer ces derniers participent en effet de la qualité de vie des habitants mais aussi de l'attractivité et du potentiel de développement économique de la région.



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

#### Objectif thématique 5 : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques



**Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe**

#### **Objectif spécifique 12**

**[ Augmenter la résilience du territoire aux risques naturels et au changement climatique ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est la réduction des dommages causés aux personnes et aux biens par la mise en œuvre de solutions durables tenant notamment compte de la fonctionnalité des milieux naturels.**

La Picardie est concernée par de nombreux aléas naturels, dont les principaux sont :

- submersions marines, érosions du trait de côte, mouvements de terrain sur falaise,
- inondations par débordement de cours d'eau (Somme, Bresle, Authie, Aisne, Oise), remontées de nappe, ruissellements et coulées de boue (39 % des communes picardes sont classées en « risque majeur » pour les inondations),
- mouvements de terrain par effondrement, affaissement, glissement, tassement de cavités souterraines (8 communes / 10 concernées).

404 848 habitants sont concernés par le risque d'inondation (PPRI 2010). Sur le risque littoral, 1 700 personnes sont directement menacées et 30 000 potentiellement menacées suivant l'intensité des événements (source PAPI). Les conséquences de ces risques récurrents pour les territoires se mesurent en termes de sécurité des personnes et des biens, et financiers et impliquent des changements importants de pratiques (adaptation de l'urbanisme et des activités...).

L'adaptation au changement climatique est également un enjeu fort pour la Picardie. Diverses actions permettent de répondre aux objectifs fixés par le SRCAE en la matière et réduire ainsi les impacts négatifs sur les ressources naturelles ou améliorer la capacité d'adaptation :

- Anticiper et limiter les dégâts éventuels par intervention préventive sur les facteurs qui vont déterminer l'ampleur des dégâts (cf. urbanisation des zones à risques),
- Organiser des moyens de remise en état rapide après avoir subi les impacts liés au changement climatique,
- Faire évoluer les modes de vie pour éviter les risques (cf. consommation d'eau).

Ces projets, portant sur les risques et l'adaptation, sont soutenus par des politiques publiques en cours d'application ou émergentes (stratégie nationale de gestion du risque inondation, stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, mise en place de PAPI, SRCAE, PCET).

La mobilisation du FEDER permettra d'une part d'aller au terme de certains projets devant être échelonnés au vu de l'importance des engagements financiers demandés aux collectivités et du temps nécessaire à la maturation d'approches novatrices pour le traitement des risques. D'autre part, il s'agit d'en lancer de nouveaux, soit pour répondre à un risque récemment connu (ex. sur le bassin versant de la Verse), soit pour concrétiser des démarches de réflexion et de programmation lancées antérieurement (cas du PAPI littoral picard).

Cette priorité est ainsi mobilisée afin de :

- renforcer les stratégies globales de prévention des risques naturels (coordination / accompagnement en ingénierie, travaux de prévention). L'accent est mis sur le développement de 2 nouvelles approches : réduction de la vulnérabilité du bâti y compris à travers l'aménagement du territoire et utilisation maximisée des capacités de régulation des milieux naturels afin d'offrir des solutions durables et de moindre coût,
- permettre l'adaptation de la société au changement climatique : gestion intelligente des eaux pluviales, lutte contre les îlots de chaleur urbains, dispositifs pour comprendre les liens nappe-milieux et réduire la vulnérabilité du territoire au manque d'eau.

Articulation avec le FEADER : l'adaptation au changement climatique des activités agricoles/sylvicoles sera traitée par le FEADER.

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR14	Nombre de communes prises en compte dans une démarche d'animation (PAPI, TRI ou étude) sur la prévention des risques	Commune	Région en transition	24	2013	216,00	DREAL, préfecture, CRP, collectivités	à mi-parcours

#### Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement

Principaux groupes cibles : acteurs économiques, élus locaux, habitants.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

#### Objectif thématique 5 : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques

Priorité d'investissement  
**5b**

**Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe**

#### Objectif spécifique 12

**[ Augmenter la résilience du territoire aux risques naturels et au changement climatique ]**

#### Type d'action 12a

##### Travaux et actions de prévention et de gestion des submersions marines et érosion du trait de côte

###### Exemples d'actions :

- travaux de prévention de l'aléa et de réduction de la vulnérabilité inscrites au PAPI littoral (travaux dont études opérationnelles, acquisitions), notamment les démarches innovantes et/ou expérimentales de recul stratégique, de dépoldérisation et de gestion douce),
- stratégies et démarches interrégionales et de façade maritime : gouvernance, amélioration de la connaissance y compris instrumentation, suivi du trait de côte, outils d'aide à la décision, démarche d'animation (PAPI et ROLNP notamment),
- systèmes d'alerte, gestion de crise, sensibilisation et culture du risque.

Ce type d'action a pour vocation de gérer le plus en amont possible le risque inondation, en décidant collectivement et avec des instances de gouvernance adaptée.

###### Territoires spécifiques :

Territoires du littoral.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Organismes de recherche, établissements publics, syndicats mixtes, collectivités territoriales, associations.

#### Type d'action 12b

##### Actions de prévention et de gestion des inondations (débordement de cours d'eau, remontée de nappes)

###### Exemples d'actions :

- études opérationnelles et travaux d'aménagement pour la protection des personnes et des biens allant dans le sens de la réduction de l'aléa et de la diminution de la vulnérabilité en cohérence avec la protection de la biodiversité, la protection et restauration de la fonctionnalité de milieux naturels visant à la réduction des risques d'inondation,
- amélioration de la connaissance, prévision,
- sensibilisation, culture du risque, gestion de crises,
- démarches d'animation (PAPI notamment), planification,
- stratégies de bassins et démarches interrégionales.

Ce type d'action a vocation à gérer le plus en amont possible le risque inondation, en décidant collectivement et avec des instances de gouvernance adaptées, des travaux les plus pertinents.

###### Territoires spécifiques :

Bassins de Somme, Oise, Aisne, Bresle, Authie, Marne.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales et leurs groupements, associations.



### Type d'action 12c

#### Actions liées aux effondrements de terrain

Exemples d'actions :

- études opérationnelles et travaux pour la réduction des dommages aux personnes et aux biens,
- amélioration de la connaissance, prévision,
- sensibilisation, culture du risque, exercice de gestion de risque,
- démarches d'animation, notamment pour une meilleure prise en compte dans les documents de planification.

Ce type d'action a pour vocation à gérer cette problématique le plus en amont pour éviter les catastrophes.

Territoires spécifiques :

Plateau picard, Santerre, Amiénois, Sud de l'Oise, Sud de l'Aisne, Laonnois.

Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales et leurs groupements.

### Type d'action 12d

#### Actions d'adaptation au changement climatique

Exemples d'actions :

- amélioration de la connaissance : sur les impacts du changement climatique et les stratégies à mettre en œuvre, notamment, étude régionale sur l'approfondissement des modèles climatiques à l'échelle de la Picardie et définition d'une stratégie régionale d'adaptation, études spécifiques sur des problématiques telles que le manque d'eau pour la compatibilité entre milieux naturels et activités,
- démarches d'animation : meilleure prise en compte de l'adaptation dans les documents de planification, les projets d'aménagement et la gouvernance territoriale,
- projets d'aménagement ambitieux par intégration de la nature en ville pour la lutte contre les îlots de chaleur et la gestion des eaux pluviales alternative,
- actions de sensibilisation, diffusion d'une culture de l'adaptation.

Ce type d'action vise à ancrer dans les pratiques menées par les territoires (acteurs publics ou économiques) la question du changement climatique et de l'adaptation afin d'anticiper au maximum les évolutions et tamponner les risques induits.

Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales et leurs groupements, chambres consulaires, associations, établissements publics, Etat.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

#### Objectif thématique 5 : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques



**Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe**

#### **Objectif spécifique 12**

**[ Augmenter la résilience du territoire aux risques naturels et au changement climatique ]**

#### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Les programmes de prévention des inondations avec un volet de réduction de la vulnérabilité ambitieux seront privilégiés.

Pour les projets de réduction de l'aléa, sont requis :

- une analyse coût bénéfice ou analyse multicritères positive,
- une approche permettant de garantir une restauration de la fonctionnalité naturelle des milieux,
- la préservation du paysage.

Prévention des effondrements de terrain : le traitement doit être moins coûteux que le délaissement.

Adaptation en changement climatique : les projets seront sélectionnés sur :

- l'ambition des objectifs en matière d'adaptation,
- l'existence de mesures d'atténuation sur le même territoire.

#### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

#### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IC 20	Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations	Personnes	FEDER	Région en transition	10 962			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

#### Objectif thématique 6 : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources



**Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes**

#### **Objectif spécifique 13**

**[ Augmenter la superficie et la connectivité des espaces naturels préservés ou restaurés ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est l'augmentation du nombre, de la superficie et, si nécessaire, de la connectivité des espaces naturels préservés ou restaurés, et de leur contribution à la préservation de la diversité biologique, à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité du territoire.**

Les espaces naturels picards, les paysages spécifiques et la biodiversité qu'ils hébergent souffrent d'un ensemble de pressions qui se sont accentuées au cours des 10 dernières années (destruction, fragmentation, dégradation par pollution ou déficit d'entretien, développement des espèces invasives...) et qui nécessitent la poursuite d'une mobilisation en faveur de leur conservation et de leur restauration.

L'érosion du patrimoine biologique est forte et on considère que la Picardie a perdu 12,8 % de sa flore en un peu plus d'un siècle (contre 11,7 dans le Nord-Pas-de-Calais et 9,4 en Haute-Normandie).

Afin d'enrayer cette perte d'espèces, il est nécessaire d'agir pour la préservation notamment des très nombreux espèces ou habitats rares, menacés ou vulnérables (ex : sonneur à ventre jaune, butor étoilé, crambe maritime, anguille européenne...).

Bien que les maîtrises foncières et d'usage des espaces les plus patrimoniaux par des gestionnaires spécialisés aient montré leur efficacité, le développement et la valorisation d'un réseau de sites protégés et gérés restent incontournables pour enrayer cette perte de biodiversité.

De plus, l'intégration renforcée des enjeux environnementaux par les activités sylvicoles et agricoles ou encore par les projets d'aménagement (infrastructures, développement urbain) reste un enjeu majeur pour lequel subsistent de fortes marges de progrès.

Or tous ces espaces naturels fournissent des services socio-économiques encore sous évalués. Parmi les plus évidents, on peut citer leur participation à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité (touristique notamment) du territoire. Espace de respiration entre 2 régions fortement urbanisées, la Picardie a en effet vocation à préserver et à valoriser son potentiel naturel et à capitaliser sur cet atout pour renforcer son attractivité.

Outre la protection et la mise en valeur des espaces naturels remarquables et des paysages typiques, un nouveau champ d'action important s'ouvre depuis peu : le renforcement ou la recréation des corridors écologiques que ce soient des milieux terrestres ou aquatiques. Ceci est notamment mis en œuvre par le Schéma régional des continuités écologiques qui est en cours de définition et qui donnera lieu à un plan d'action.

Le FEDER est ainsi mobilisé afin de :

- améliorer la connaissance de la biodiversité et du fonctionnement des écosystèmes,
- maintenir ou restaurer un niveau satisfaisant de certaines populations animales ou végétales, en particulier les espèces considérées comme rares, menacées ou vulnérables, au-delà des seuls sites Natura 2000,
- consolider/étendre le réseau de sites préservés et valorisés, offrant une nature de proximité de qualité à une part sans cesse croissante de la population,
- renforcer les continuités écologiques,
- améliorer la prise en compte de la diversité des services rendus par certains territoires et renforcer la valorisation touristique du patrimoine naturel par des aménagements et une promotion adaptés,
- améliorer la qualité écologique des cours d'eau, protéger les zones humides.

Lignes de partage FEDER/FEADER : le FEADER financera les contrats Natura 2000 : élaboration et animation des DOCOB.

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR15	Superficie des espaces naturels préservés ou restaurés	ha	Région en transition	à définir via un plan d'action en lien avec les institutions et structures naturalistes expertes	2015	Cf plan d'actions	Cf. plan d'actions	Annuelle

#### Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement

Principaux groupes cibles : territoires, élus locaux, grand public, propriétaires privés, associations, organisations professionnelles (CRPF) et établissements publics (ONF...), agriculteurs, forestiers.

Applicable sur l'ensemble du territoire dans le respect des règles régissant l'achat de biens immobiliers (terrains).

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

#### Objectif thématique 6 : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources



**Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes**

#### Objectif spécifique 13

**[ Augmenter la superficie et la connectivité des espaces naturels préservés ou restaurés ]**

#### Type d'action 13a

**Amélioration et valorisation de la connaissance en vue d'une prise en compte accrue de la biodiversité dans les outils de planification et, plus généralement, d'une meilleure aide à la décision**

##### Exemples d'actions :

- enrichissement / modernisation des banques de données régionales sur la faune, la flore et les habitats, sur la base d'une participation renforcée de la population à la veille écologique et d'une supervision/validation scientifique,
- réalisation d'études / expertises spécifiques sur le fonctionnement des écosystèmes et trames vertes et bleues locales,
- développement d'une stratégie globale de diffusion des connaissances via des publications (ouvrages), des outils numériques et des colloques/séminaires,
- sensibilisation des différents publics aux enjeux de la biodiversité et aux pratiques favorables à son maintien,
- renforcement de l'ingénierie territoriale,
- création d'un observatoire régional de la biodiversité.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales et leurs groupements (syndicats mixtes, communautés de communes et d'agglomération, structures porteuses de SCOT, associations de préfiguration de PNR...), universités, associations d'étude et de protection de la nature, associations d'usagers (fédérations de pêche, de chasse...), propriétaires forestiers, établissements publics.

#### Type d'action 13b

**Restauration, gestion et valorisation du réseau écologique régional et des paysages emblématiques**

##### Exemples d'actions :

- acquisition, restauration, équipement d'espaces naturels remarquables (y compris plans de gestion préalables),
- préservation des populations d'espèces les plus menacées,
- opérations de lutte contre les espèces exotiques envahissantes,
- protection et restauration des corridors écologiques,
- préservation de paysages emblématiques...

Articulation avec le FEADER qui interviendra de façon complémentaire en zones Natura 2000 avec les outils spécifiques suivants : contrats Natura 2000, élaboration des DOCOB et de plans de gestion, animation des sites Natura 2000 ; + valorisation touristique en milieu rural.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Conservatoire du littoral, conservatoire d'espaces naturels de Picardie, Départements, collectivités territoriales et leurs groupements, associations, établissements publics, propriétaires forestiers, uniquement personnes publiques ou structures dédiées (comme le conservatoire d'espaces naturels de Picardie) pour les acquisitions.

**Type d'action 13c**

**Actions de protection des sols dans  
l'aménagement en milieu urbain et rural  
(lutte contre l'érosion)**

Exemples d'actions :

- démarches d'animation,
- études et investissements dans l'hydraulique douce.

Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales, associations, autres acteurs publics.

**Principes directeurs régissant la sélection des opérations**

- Cohérence des projets avec la Stratégie régionale pour le patrimoine naturel et le SRCE.
- Qualité de l'argumentaire et de l'expertise mobilisable pour la conception et/ou la mise en œuvre du projet.
- Multiplicité des types de bénéfices susceptibles d'être apportés par l'opération.
- Importance de l'enjeu patrimonial au vu des critères définis par les référentiels européens, nationaux et régionaux : Directives FFH et Oiseaux, orientations nationales TVB, SDAGE et classement des cours d'eau, SRCE, listes rouges UICN.
- Importance de la responsabilité de la Picardie dans la conservation de certains taxons à une échelle supra-régionale.
- Prise en compte du volet sensibilisation, éducation à l'environnement.
- Qualité et durabilité de la gouvernance du projet, perspective de long terme du projet.
- + pour l'action 13.c : cohérence des actions étudiées à l'échelle d'un bassin versant ou sous-bassin versant.

**Utilisation prévue des instruments financiers**

Non prévu pour cet objectif spécifique.

**Utilisation prévue des grands projets**

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

**AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie**

**Objectif thématique 6 : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources**



**Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes**

**Objectif spécifique 13**

**[ Augmenter la superficie et la connectivité des espaces naturels préservés ou restaurés ]**

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IS 5	Nombre de données dans les bases de données faunistiques et floristiques	Donnée	FEDER	Région en transition	1 000 000,00			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 23	Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation	Ha	FEDER	Région en transition	200			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)





## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

#### Objectif thématique 6 : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources



**Agir en vue d'améliorer l'environnement urbain, de revitaliser les villes, de réhabiliter et de décontaminer les friches industrielles (y compris les zones de reconversion), de réduire la pollution atmosphérique et de favoriser les mesures de réduction du bruit**

**Objectif spécifique 14**  
**[ Requalifier les espaces urbains dégradés ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est une amélioration et/ou une augmentation de l'offre d'espaces urbains, lieux de socialisation et d'échanges, notamment par l'intégration d'espaces naturels et paysagers.**

Les quartiers en difficulté souffrent d'une image souvent détériorée. La stigmatisation de ces quartiers rend difficile, pour leurs habitants, l'accès aux différentes opportunités d'épanouissement qui fondent la qualité de vie en milieu urbain. Certains dispositifs existent déjà, notamment dans le cadre d'opérations menées par l'Agence nationale de renouvellement urbain (ANRU). Toutefois, ils ne permettent pas d'agir sur l'ensemble des quartiers. Il s'agit ici de faire évoluer ces quartiers vers des espaces urbains « ordinaires » caractérisés par la diversité des fonctions, l'ouverture et les relations avec le reste de la ville, la qualité des espaces publics.

Au regard de ces éléments, cet objectif spécifique est mis en place afin d'agir dans ces espaces, de relier les quartiers entre eux, d'en faire des espaces conviviaux, accessibles, durables et en accord avec les aspirations des habitants. En effet, la présence d'espaces publics de qualité contribue à l'amélioration de l'inclusion sociale des populations.

L'introduction dans la ville d'espaces ouverts naturels, paysagers, véritables lieux de « respiration », peut contribuer à cet objectif. La redécouverte des abords des fleuves notamment par une requalification peut permettre de réaliser une meilleure liaison interquartiers et introduire de nouveaux espaces naturels et de loisirs.

Par ailleurs, les délaissés urbains et /ou les friches, espaces bâtis ou non utilisés pour des activités industrielles, commerciales, ferroviaires ou militaires, vacants ou largement sous-utilisés, sont assez répandus en Picardie. La dégradation et l'abandon croissants de sites de natures diverses, dont la majeure partie se situe en zone urbaine, génèrent des problèmes de salubrité et de cadre de vie (sols pollués, vétusté des bâtiments...), de déficit d'attractivité et plus globalement de gestion durable de l'espace (abandons de vastes superficies, réorganisations urbaines entravées, développement périphérique des villes...).

L'accompagnement par un appui technique et financier des porteurs de projet pour la mise en œuvre d'une stratégie globale de requalification d'espaces (espaces publics dégradés, parcs, berges non-aménagées, friches...) permet de développer une nouvelle image de la ville, tout en favorisant la cohésion sociale.

Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR16	Superficie des espaces non bâtis accessibles au public sur les EPCI sélectionnés en ITI	ha	Région en transition	A construire en partenariat avec les EPCI sélectionnés dans le cadre des ITI urbains	2015	A définir via un plan d'actions spécifique (cf annexe)	Cf. plan d'actions	Annuelle

Actions à soutenir dans le cadre de la priorité d'investissement

Principaux groupes cibles : population urbaine des territoires retenus dans le cadre d'un ITI urbain, en particulier des quartiers paupérisés ou en voie de paupérisation.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

#### Objectif thématique 6 : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources



**Agir en vue d'améliorer l'environnement urbain, de revitaliser les villes, de réhabiliter et de décontaminer les friches industrielles (y compris les zones de reconversion), de réduire la pollution atmosphérique et de favoriser les mesures de réduction du bruit**

**Objectif spécifique 14**  
**[ Requalifier les espaces urbains dégradés ]**

#### Type d'action 14a

**Restructuration qualitative des espaces urbains afin d'en faire des espaces mieux partagés, accueillant des usages multiples et inscrits dans une perspective durable**

##### Exemples d'actions :

###### 1. travaux :

- de restructuration qualitative des espaces publics hors ANRU : pose de mobiliers urbains durables, aménagements paysagers, circulations douces, signalétique patrimoniale,
- de réhabilitation de délaissés urbains, de friches,
- démarches de réflexion sur l'amélioration de la qualité des espaces publics intégrant une approche en coût global visant des économies de ressources (gestion eau, coût d'entretien...),
- projets d'aménagement intégrant la reconquête et/ou renaturation des berges ,
- d'aménagement de parcs urbains ;

###### 2. études pré-opérationnelles et de faisabilité, en amont d'un projet d'investissement sur l'espace urbain ;

3. charte paysagère, plans paysage dans le cadre d'une stratégie intégrée de requalification des espaces urbains à l'échelle de l'agglomération – Définissant des prescriptions techniques à respecter dans le cadre des futurs projets opérationnels de requalification.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Collectivités territoriales ou autres concessionnaires et mandataires d'une collectivité (SEM, SPLA...), EPFL, autres acteurs publics, structures parapubliques et associations.

#### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Le mode de sélection des projets sera précisé dans le cadre du cahier des charges de l'appel à projets ITI urbains.

Les projets pourront être sélectionnés sur la prise en compte des éléments suivants :

- approche en coût global visant l'économie du projet (coût de travaux + coût de gestion),
- prise en compte de systèmes permettant des économies de ressources (gestion des eaux, des déchets, etc.),
- intégration de système innovant de gestion d'espaces pollués en délaissés urbains,
- place de la végétalisation dans les projets d'aménagements,
- démarches de projet intégrant une certification type HQE Aménagement à l'échelle d'un quartier ou HQE Infrastructure.

#### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

#### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IC 37	Population vivant dans des zones bénéficiant de stratégies de développement urbain intégré	Personnes	FEDER	Région en transition	398 772			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
IC 38	Espaces non bâtis créés ou réhabilités dans les zones urbaines	m²	FEDER	Région en transition	135 739,00			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

#### Cadre de performance de l'axe prioritaire

Type d'indicateur (Étape clé de mise en œuvre, indicateur financier, indicateur de réalisation et, le cas échéant, indicateur de résultat)	Identificateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)			Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
						H	F	T	H	F	T		
indicateur de réalisation	IC 20	Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations	Personne	FEDER	Région en transition	668			10 962			Synergie	
indicateur de réalisation	IC 23	Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation	Ha	FEDER	Région en transition	70,00			200,00			Synergie	
indicateur financier	IF	Montant total des dépenses certifiées	Euro	FEDER	Région en transition	20 000 000			74 160 000			Synergie	
indicateur de réalisation	IS 5	Nombre de données dans les bases de données faunistiques et floristiques	Donnée	FEDER	Région en transition	540 000,00			1 000 000,00			Synergie	

## Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire

### Domaine d'intervention

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	085. Protection et amélioration de la biodiversité, protection de la nature et infrastructure verte	11 000 000,00
FEDER	En transition	087. Mesures d'adaptation au changement climatique, prévention et gestion des risques liés au climat, comme l'érosion, les incendies, les inondations, les tempêtes et les sécheresses, y compris les campagnes de sensibilisation, les systèmes et les infrastructures de protection civile et de gestion des catastrophes	9 000 000,00
FEDER	En transition	089. Réhabilitation des sites industriels et des terrains contaminés	2 000 000,00

### Forme de financement

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Subvention non remboursable	22 000 000,00

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 4 : Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

#### Type de territoire

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	07. Sans objet	22 000 000,00

#### Mécanisme de mise en oeuvre territoriale

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Investissement territorial intégré - dans le domaine urbain	4 000 000,00
FEDER	En transition	07. Sans objet	18 000 000,00





## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 5 : Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes Picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences

#### Objectif thématique 8 : Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main d'oeuvre



**Intégration durable sur le marché du travail des jeunes (IEJ), en particulier ceux qui sont sans emploi et qui ne suivent ni enseignement ni formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse**

#### **Objectif spécifique 15**

**[ Accroître le nombre de jeunes Picards qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, intégrant des parcours d'insertion professionnelle ]**

Le taux de chômage des jeunes Picards de 15 à 24 ans touchés de plein fouet par la crise économique a atteint un niveau critique (passant de 17,9 % en 2008 à 28,2 % en 2012, Eurostat : Taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans - Région NUTS 2).

Ce public, particulièrement exposé au chômage, ne bénéficie pas de l'accès à l'emploi durable. La part des jeunes de 15 à 24 ans qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation est plus importante en Picardie qu'en France (24,6 % en 2012), parmi ceux-ci, bon nombre ne sont pas qualifiés.

Ces constats appellent une action immédiate, forte et ciblée en faveur de l'emploi des jeunes, sur lesquels reposera le potentiel productif de l'économie régionale dans les années à venir. L'éligibilité de la Picardie à l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) doit y contribuer. Le volet formation sera mis en œuvre par la Région dans le cadre de son PO FEDER/FSE. Les volets emploi et inclusion seront gérés par l'État, dans le cadre de son PO spécifique.

Dans un souci de visibilité, d'évaluation et de suivi, un plan d'actions spécifique, articulant les actions relevant du PO national IEJ et celles relevant du PO FEDER/FSE pour la Picardie, sera élaboré et mis en œuvre.

#### **Résultat attendu**

Les résultats attendus sont :

- l'augmentation du nombre de jeunes nouvellement qualifiés dans des domaines et à un niveau compatibles avec celui des emplois offerts par les entreprises,
- l'élévation générale du niveau de formation et de qualification de tous les publics, et notamment, des jeunes afin de sécuriser l'emploi et favoriser la mobilité professionnelle,
- l'augmentation du nombre de jeunes recrutées à l'issue de leur cursus de formation.

Les actions mises en œuvre au titre de l'IEJ seront cofinancées à partir de 2016 au titre de la PI 10iii.

L'IEJ affiche comme principal objectif la cohésion sociale, territoriale et économique pour les publics les plus fragilisés face à l'insertion. Pour ces publics, la réussite d'un accompagnement vers l'emploi durable nécessite de mobiliser des prestations de différentes natures devant se combiner de manière spécifique selon les situations et le projet de chacun : conseil, accompagnement psychologique, soutien pédagogique, aide sociale, hébergement, rémunération...

Les actions de l'IEJ constitueront une première étape vers la qualification, elles seront organisées dans les territoires au plus près des personnes afin de permettre une sécurisation des trajectoires professionnelles autorisant des parcours plus ou moins longs en fonction des besoins de chacun, intégrant différentes phases de remobilisation, de remise à niveau, de découverte des métiers, de pré-qualification... permettant d'élaborer et de valider un véritable projet professionnel en vue d'accéder à une qualification / à un emploi.

Ainsi, cette priorité est mobilisée afin de :

- permettre à chaque jeune, sorti du système scolaire, engagé dans une démarche d'orientation, de tester un métier par une mise en situation sur un plateau technique d'un organisme de formation,
- permettre la diversification des choix professionnels en ciblant particulièrement les secteurs en tension de l'économie régionale, notamment les métiers de l'économie verte (gestion des déchets, rénovation thermique, énergie renouvelable),
- permettre l'acquisition d'un socle de compétences de base, tant sur le plan du savoir-être que du savoir-faire, afin de sécuriser l'insertion et l'intégration professionnelle.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 5 : Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes Picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences

#### Objectif thématique 8 : Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main d'oeuvre



**Intégration durable sur le marché du travail des jeunes (IEJ), en particulier ceux qui sont sans emploi et qui ne suivent ni enseignement ni formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse**

#### Objectif spécifique 15

**[ Accroître le nombre de jeunes Picards qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, intégrant des parcours d'insertion professionnelle ]**

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des valeurs cibles	Valeur de référence			Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
				M	F	T			M	F	T		
CR01	Participants chômeurs qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	471	830	1 301	Nombre	2010	2 486	4 380	6 866	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR02	Participants chômeurs qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	64	88	152	Nombre	2010	578	795	1 373	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR03	Participants chômeurs qui suivent un enseignement/une formation, ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	64	88	152	Nombre	2010	578	795	1 373	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR04	Participants chômeurs de longue durée qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme	Nombre	Chômeurs de longue durée	188	332	520	Nombre	2010	994	1 752	2 746	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR05	Participants chômeurs de longue durée qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation	Nombre	Chômeurs de longue durée	520	0	520	Nombre	2010	1 473	273	2 746	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR06	Participants chômeurs de longue durée qui suivent un enseignement/une formation, ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Nombre	Chômeurs de longue durée	118	3	131	Nombre	2010	1 237	136	1 373	Synergie	Tous les ans à partir de 2016

**AXE 5**  
**Objectif Thématique 8**  
**Priorité d'investissement 8ii**  
**Objectif spécifique 15**

Type d'action  
15a

**Indicateurs de résultat spécifique (suite)**

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des valeurs cibles	Valeur de référence			Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
				M	F	T			M	F	T		
CR07	Participants inactifs ne suivant ni enseignement ni formation qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme	Nombre	Personnes inactives ne suivant ni enseignement ni formation	109	0	109	Nombre	2010	1 249	124	1 373	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR08	Participants inactifs ne suivant ni enseignement ni formation qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation	Nombre	Personnes inactives ne suivant ni enseignement ni formation	109	0	109	Nombre	2010	1 237	136	1 373	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR09	Participants inactifs ne suivant ni enseignement ni formation qui suivent un enseignement/une formation, qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Nombre	Personnes inactives ne suivant ni enseignement ni formation	44	0	44	Nombre	2010	1 236	137	1 373	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR10	Participants suivant un complément de formation, un programme de formation menant à une qualification, un apprentissage ou un stage six mois après la fin de leur participation	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	24	40	64	Nombre	2010	515	858	1 373	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR11	Participants exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	64	119	183	Nombre	2010	480	893	1 373	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR12	Participants exerçant une activité d'indépendant six mois après la fin de leur participation	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	18	13	31	Nombre	2010	797	576	1 373	Synergie	Tous les ans à partir de 2016

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 5 : Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes Picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences

#### Objectif thématique 8 : Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main d'oeuvre



**Intégration durable sur le marché du travail des jeunes (IEJ), en particulier ceux qui sont sans emploi et qui ne suivent ni enseignement ni formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse**

#### Objectif spécifique 15

**[ Accroître le nombre de jeunes Picards qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, intégrant des parcours d'insertion professionnelle ]**

#### Type d'action 15a

##### Actions de formation sous maîtrise d'ouvrage régionale dans le cadre de ses compétences

##### Exemples d'actions :

- actions permettant l'élaboration d'un projet professionnel au regard des expériences personnelles et professionnelles, des motivations, des centres d'intérêts, des aptitudes... des opportunités de formation et d'emploi sur le territoire,
- actions favorisant l'élargissement des choix professionnels par une meilleure connaissance des conditions d'exercice des métiers, notamment ceux considérés comme « porteurs »,
- actions de sécurisation de l'intégration professionnelle permettant d'acquérir ou de compléter un socle de compétences de bases, tant sur le plan du savoir-être que du savoir-faire, afin de réussir l'insertion et l'intégration professionnelle des publics cibles.

##### Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux :

Jeunes âgés de moins de 25 ans sans emploi et ne suivant ni enseignement, ni formation, résidant en Picardie, inactifs ou chômeurs (y compris les chômeurs de longue durée), inscrits ou non en tant que demandeurs d'emploi.

##### Types de bénéficiaires/opérateurs :

- Conseil régional,
- autres collectivités territoriales,
- associations,
- organismes de formation.

Les actions mises en œuvre dans le cadre de l'IEJ doivent permettre aux participants, chômeurs ou inactifs, de recevoir une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation. La PI 8ii du PO Picardie se focalise sur les actions de formations des demandeurs d'emploi relevant de l'IEJ, d'autres actions (notamment par rapport au repérage et l'accompagnement, y compris personnalisé des NEET) seront cofinancées dans le cadre du PON IEJ.

### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Deux procédures financières sont à la disposition de la Région pour mettre en œuvre son programme de formation : l'achat de prestation ou la mise en place d'un Service public régional de formation (SPRF).

Les actions de formation proposées doivent répondre aux besoins de qualification, notamment pour de nouveaux métiers, des secteurs fortement créateurs d'emplois ou des métiers en tension, tels ceux liés au secteur de l'économie verte, comme, par exemple, la gestion des déchets, la rénovation thermique ou l'énergie renouvelable.

Elles doivent s'articuler avec les besoins des entreprises en main-d'œuvre qualifiée. Une prise en compte particulière des jeunes de moins de 25 ans issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville sera privilégiée.

+ Prise en compte des principes d'égalité hommes-femmes, de non-discrimination et de développement durable : les cahiers des charges relatifs aux actions spécifiques à l'IEJ induiront l'obligation pour les partenaires de décrire les modalités prévues pour lutter contre toutes les formes de discrimination et pour contribuer au développement durable (proposition de covoiturage pour les formations, préférence pour les supports numériques,...). La sélection des actions de formation se fera aussi en fonction du respect de la conciliation vie professionnelle / vie personnelle. Enfin les actions liées à la découverte des métiers contribueront à lutter contre les stéréotypes liés à certains métiers estimés davantage « masculins ».

### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 5 : Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes Picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences

#### Objectif thématique 8 : Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main d'oeuvre



**Intégration durable sur le marché du travail des jeunes (IEJ), en particulier ceux qui sont sans emploi et qui ne suivent ni enseignement ni formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse**

#### Objectif spécifique 15

**[ Accroître le nombre de jeunes Picards qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, intégrant des parcours d'insertion professionnelle ]**

#### Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IEJ 01	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	Nombre de chômeurs	IEJ		5 156	8 577	13 733	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
IEJ 06	Moins de 25 ans	Nombre	IEJ		5 156	8 577	13 733	Synergie	Tous les ans à partir de 2016



### Innovation sociale

Dans le cadre de l'axe 5, les actions cofinancées par le FSE sont axées sur les publics en difficultés et éloignés de l'emploi. Le recours au FSE participe à l'innovation sociale en ce qu'il contribue à l'émergence de modalités et de démarches innovantes, en termes de formation : solutions nouvelles et en adéquation avec les attentes et les besoins du marché. Ces actions contribuent au développement de l'innovation sociale ; une innovation recherchée pour la formation tout au long de la vie dans l'individualisation du parcours de formation.

### Coopération transnationale

Sans objet.

### Contribution à la réalisation des objectifs thématiques n° 1 à 7

Les priorités du FSE retenues au titre de l'axe 5 contribueront à réaliser les objectifs formulés dans les axes 1, 2, 3 et 4. En effet, favoriser le développement de la qualification de la population régionale participe au renforcement de la compétitivité des entreprises régionales. De même, l'objectif est de qualifier et / ou de faire monter en compétences les individus, en particulier dans les secteurs de la RIS3. Le FSE contribuera également au développement de l'axe prioritaire n° 2 – TIC où une attention particulière pour le FSE sera portée aux actions de formation via les outils de formation ouverte et à distance (FOAD) contribuant ainsi aux objectifs de l'OT 2 en matière de développement d'outils numériques non marchands. Le FSE pourra intervenir, en lien avec les priorités de l'axe 3, pour la mise en adéquation des besoins et savoir-faire dans le domaine du développement d'une économie décarbonnée, en favorisant les parcours de qualification dans les domaines de l'efficacité énergétique par exemple.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 5 : Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes Picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences

#### Cadre de performance de l'axe prioritaire

Type d'indicateur (Étape clé de mise en œuvre, indicateur financier, indicateur de réalisation et, le cas échéant, indicateur de résultat)	Identificateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)			Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
						H	F	T	H	F	T		
indicateur financier	IF	Montant total des dépenses certifiées	Euro	FSE	Région en transition	13 696 988,00			19 073 808,00			Synergie	
indicateur de résultat	CR 10	Participants suivant un complément de formation, un programme de formation menant à une qualification, un apprentissage ou un stage six mois après leur participation	Personne	IEJ		24	40	64	515	858	1 373	Synergie	

#### Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire

##### Domaine d'intervention

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
IEJ		103. Intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui sont sans emploi et qui ne suivent ni enseignement ni formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse	14 305 356,00

### Forme de financement

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
IEJ		01. Subvention non remboursable	14 305 356,00

### Type de territoire

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
IEJ		07. Sans objet	14 305 356,00

### Mécanisme de mise en oeuvre territoriale

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
IEJ		07. Sans objet	14 305 356,00

### Thème secondaire du FSE (FSE et IEJ uniquement)

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
IEJ		08. Sans objet	14 305 356,00

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 6 : Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences

Le développement des compétences par la formation tout au long de la vie constitue le cœur de la stratégie picarde pour soutenir une croissance inclusive. La formation a pour vocation de conduire les demandeurs d'emploi vers une insertion professionnelle durable. À ce titre, l'axe prioritaire 6 s'appuie principalement sur l'objectif thématique 10 du Cadre stratégique commun (CSC).

Par ailleurs, le soutien au développement de l'Économie sociale et solidaire (ÉSS), potentiellement très créatrice d'emplois dans le contexte picard doit également être intégré.

Ainsi, le souci de valoriser les gisements d'emplois les plus prometteurs à l'échelle de la Picardie conduit à positionner l'axe 6 sur les objectifs thématiques 9 et 10, ce dernier restant la colonne vertébrale de la stratégie régionale.



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 6 : Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences

#### Objectif thématique 9 : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination



**La promotion de l'entrepreneuriat social et de l'intégration professionnelle dans les entreprises sociales et la promotion de l'économie sociale et solidaire, afin de faciliter l'accès à l'emploi**

#### **Objectif spécifique 18**

**[ Augmenter les créations et le taux de survie des entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est la multiplication des projets d'économie sociale et solidaire et la consolidation et le développement des emplois dans le secteur par la professionnalisation.**

L'économie sociale et solidaire est vectrice de citoyenneté par ses pratiques démocratiques. Elle est productrice d'une économie diversifiée dans ses formes, ses contenus et ses acteurs et encourage le développement d'emplois et de services pour tous. Elle se positionne comme alternative à l'entreprise capitaliste en résistant plutôt mieux à la crise que le reste de l'économie.

Le secteur de l'ESS compte 5 400 établissements et 58 000 salariés en Picardie soit 10 % des emplois régionaux.

La Picardie a été particulièrement touchée par la crise financière, licenciements, délocalisations et fermetures d'entreprises, générant de sérieuses difficultés pour de nombreux habitants.

Le développement et la consolidation de ce secteur d'activité par la formation et l'accompagnement des nouveaux entrepreneurs et des entrepreneurs existants représentent un véritable enjeu pour la cohésion sociale et territoriale de la Picardie.

Cette priorité est mobilisée afin d'accompagner le développement de l'ESS et de :

- consolider les emplois et les structures par la professionnalisation,
- encourager les nouvelles initiatives d'ESS,
- favoriser la création d'entreprises d'ESS.

Cette priorité s'articulera avec les priorités d'investissement 3a et 3d de l'axe 1 qui vise principalement la diffusion de l'innovation sociale dans les projets de recherche, de transfert, de développement d'entreprises et de services ainsi que d'organisation.

Le FSE vise prioritairement la qualification et la professionnalisation des acteurs et des porteurs de projet quand le FEDER vise la création d'activités et d'emplois.

### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des valeurs cibles	Valeur de référence			Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
				M	F	T			M	F	T		
IS	Taux de survie à 3 ans des entreprises créées à l'issue de l'accompagnement	Taux		0	0	48	Proportion	2012	0	0	70	Synergie	Tous les ans à partir de 2016

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 6 : Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences

#### Objectif thématique 9 : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination



**La promotion de l'entrepreneuriat social et de l'intégration professionnelle dans les entreprises sociales et la promotion de l'économie sociale et solidaire, afin de faciliter l'accès à l'emploi**

#### Objectif spécifique 18

**[ Augmenter les créations et le taux de survie des entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) ]**

#### Type d'action 18a

##### Actions de soutien à la création des entreprises d'économie sociale et solidaire

###### Exemples d'actions :

- ingénierie de projets sous toutes ses formes (chef de projet, conseil externe),
- coaching.

Ces actions permettront de renforcer le secteur de l'ESS en accompagnant la création de nouveaux projets.

###### Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux :

Micro-porteurs de projet d'économie sociale et solidaire : associations, entreprises, collectif d'entreprises

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Associations, entreprises.

#### Type d'action 18b

##### Actions de soutien à la consolidation et au développement des entreprises d'économie sociale et solidaire

###### Exemples d'actions :

- audit, consulting,
- actions collectives (par exemple, un projet qui réunit plusieurs structures dans le but de créer une entreprise d'ESS : société coopérative d'intérêt collectif, maison des services aux salariés des entreprises).

Ces actions permettront aux structures de l'ESS existante de bénéficier d'un regard externe sur leur activité en vue d'une consolidation ou d'un développement.

###### Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux :

Associations et entreprises de l'économie sociale et solidaire.

###### Types de bénéficiaires/opérateurs :

Structures d'accompagnement des acteurs de l'ESS.



### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Les modalités de sélection des opérateurs se feront par appel à proposition ou appel à manifestation d'intérêt.

Elles permettront de retenir des opérations dont les porteurs :

- seront en capacité, de par leur expérience dans l'accompagnement, d'expertiser les projets et d'évaluer leurs besoins d'accompagnement,
- démontreront leur capacité à s'entourer et à mobiliser les collectifs adaptés aux porteurs de projets et entrepreneurs à accompagner.

### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

### Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO 23	Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (y compris de coopératives et d'entreprises de l'économie sociale) bénéficiant d'un soutien	Nombre	FSE	Région en transition			80	Synergie	Tous les ans à partir de 2016

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 6 : Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences

**Objectif thématique 10 : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie**



**Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises**

#### **Objectif spécifique 16**

**[ Augmenter le nombre de demandeurs d'emplois intégrant des actions de qualification pour une insertion durable ]**

#### Résultat attendu

Les résultats attendus sont :

- le maintien du niveau de formation,
- la réponse à un besoin de compétence très spécifique lié à une activité professionnelle.

De l'analyse des conditions d'accès à l'emploi en Picardie ressort que les employeurs ont naturellement tendance à exiger des compétences transversales non forcément appréhendées durant des phases de qualification, que ce soit en formation initiale ou en formation continue. En complément de l'ensemble des dispositifs permettant l'accès à une qualification reconnue, une offre de formation doit se développer afin de favoriser l'employabilité des personnes. Ainsi, les Certificats d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) permettent l'accès à des emplois dans les métiers de la manutention et de la conduite d'engins de sécurité aussi bien dans le domaine de la logistique, des travaux publics, que dans toutes les entreprises industrielles qui utilisent les engins concernés par les différentes catégories de CACES. De même, la détention de compétences en langue devient de plus en plus indispensable afin d'accéder à l'emploi dans différents secteurs professionnels : commerce, hôtellerie, restauration, tourisme...

#### **Objectif spécifique 17**

**[ Accroître la qualification des demandeurs d'emplois par une offre de formation qualifiante répondant aux besoins de l'économie régionale ]**

#### Résultat attendu

Les résultats attendus sont :

- l'augmentation du nombre de personnes nouvellement qualifiées dans des domaines et à un niveau compatibles avec celui des emplois offerts,
- l'élévation générale du niveau de formation et de qualification des demandeurs d'emploi, afin de sécuriser l'emploi et de favoriser la mobilité professionnelle,
- l'augmentation du nombre de seniors accédant à des formations qualifiantes notamment dans le cadre de réorientation professionnelle,
- l'augmentation du nombre de personnes recrutées à l'issue de leur cursus de formation,
- l'insertion durable sur le marché de l'emploi.

La formation tout au long de la vie constitue un enjeu majeur de la Picardie. Les inégalités d'accès à la formation tout au long de la carrière y sont plus importantes que dans d'autres régions. Les emplois liés à la « nouvelle économie » et aux secteurs d'activités principaux de l'économie picarde impliquent un niveau croissant de formation et de compétences. Il existe un véritable enjeu pour que les personnes les plus éloignées de l'emploi puissent accéder, en maîtrisant suffisamment les savoirs fondamentaux, prérequis, à ces actions de formation.

Cet objectif spécifique vise à permettre à la Picardie d'avoir une main d'œuvre mieux formée et adaptée au marché de l'emploi.

En cohérence avec le Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDFP), des actions de formations qualifiantes des demandeurs d'emploi sont programmées. Il y a une réelle corrélation entre qualification et emploi pour l'ensemble de la population : plus qu'ailleurs, la qualification protège du chômage.

Conformément au CPRDFP, un travail de coordination a été mis en place pour permettre l'identification des besoins avec les acteurs des réseaux d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement (AIOA), en lien avec les branches professionnelles. La déclinaison opérationnelle des accords cadre sectoriels avec les branches professionnelles permettra d'affiner d'avantage cette identification des besoins de formation.

Cette priorité est mobilisée afin de :

- accroître les possibilités offertes aux bénéficiaires d'élargir les choix professionnels grâce à une meilleure connaissance des métiers porteurs au niveau régional et à un accompagnement par des professionnels compétents,
- maîtriser les savoirs fondamentaux et les compétences techniques de base pour poursuivre sa formation professionnelle par des actions qualifiantes,
- accroître les compétences et l'employabilité des demandeurs d'emploi,
- sécuriser les parcours des bénéficiaires en leur permettant d'acquérir une qualification de niveau V dans des secteurs professionnels en tension, tels que les métiers liés à l'économie verte (gestion des déchets, rénovation thermique, énergie renouvelable),
- permettre aux personnes d'accéder à la qualification afin de favoriser leur insertion professionnelle durable.

En articulation avec la PI 8ii relative à l'IEJ, les actions en direction des NEET seront soutenues dans le cadre de l'axe 5. Au terme de l'IEJ, ces actions seront soutenues par le FSE au titre de la PI 10iii de l'axe 6.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 6 : Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences

**Objectif thématique 10 : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie**

Priorité d'investissement  
**10iii**

**Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises**

#### Objectif spécifique 16

[ Augmenter le nombre de demandeurs d'emplois intégrant des actions de qualification pour une insertion durable ]

#### Objectif spécifique 17

[ Accroître la qualification des demandeurs d'emplois par une offre de formation qualifiante répondant aux besoins de l'économie régionale ]

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des valeurs cibles	Valeur de référence			Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
				M	F	T			M	F	T		
CR02	Participants suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation	Nombre	Personnes inactives ne suivant ni enseignement ni formation	14	5	19	Nombre	2012	3 076	1 098	4 174	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR03	Participants obtenant une qualification au terme de leur participation	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	401	338	739	Nombre	2012	15 856	13 364	29 220	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR04	Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	191	0	191	Nombre	2012	6 929	1 419	8 348	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR06	Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, six mois après la fin de leur participation	Nombre	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	95	93	188	Nombre	2012	4 218	4 130	8 348	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CR08	Participants de plus de 54 ans exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, six mois après la fin de leur participation	Nombre	Participants de plus de 54 ans qui sont sans emploi, y compris les chômeurs de longue durée, ou personnes inactives ne suivant ni enseignement ni formation	1	6	7	Nombre	2012	4	22	26	Synergie	Tous les ans à partir de 2016

### Type d'action 16a

**Actions de portée générale :  
organisation et financement d'actions  
dans le domaine de la formation professionnelle continue**

Exemples d'actions :

- formations pré qualifiantes permettant d'accéder à une formation préparant un premier niveau de qualification,
- formations aux compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (par exemple, le programme "Compétences clés"),
- actions de lutte contre l'illettrisme : actions de prévention et d'acquisition d'un socle connaissances et de compétences (par exemple, les ateliers de lutte contre l'illettrisme),
- actions de formation professionnelle au bénéfice des détenus,
- actions d'insertion et de formation professionnelle à destination des jeunes et des adultes rencontrant des difficultés d'apprentissage ou d'insertion, afin de leur permettre de bénéficier d'un parcours individualisé comportant un accompagnement à caractère pédagogique, social ou professionnel.

Ces actions doivent permettre :

- de construire une première étape d'un parcours vers la qualification et / ou l'emploi,
- d'acquérir un socle commun de connaissances et de compétences, tant sur le plan du savoir-être que du savoir-faire, afin de permettre de réussir et de sécuriser l'insertion et l'intégration professionnelle.

Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux :

Demandeurs d'emploi, jeunes et adultes.

Types de bénéficiaires/opérateurs :

Conseil régional, autres collectivités territoriales, associations, organismes de formation.

### Type d'action 17a

**Formation des demandeurs d'emploi :  
actions de formation professionnelle  
visant à favoriser l'accès et le retour à l'emploi**

Exemples d'actions :

- sécurisation des parcours de formations professionnelles,
- actions de formation qualifiantes,
- parcours intégrés qualifiants (formations individualisées permettant l'accès à la qualification),
- actions de mobilisation vers le projet personnel et professionnel de qualification (par exemple, actions visant à permettre aux bénéficiaires de faire le point sur leurs atouts et d'élargir leurs perspectives professionnelles, puis d'élaborer et de valider le projet afin d'approfondir les connaissances sur les métiers et confirmer les choix par une mise en situation professionnelle).

Ces actions doivent permettre :

- d'acquérir les compétences et connaissances nécessaires à la validation prévue,
- d'obtenir une qualification reconnue au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) favorisant une insertion professionnelle durable,
- d'acquérir les compétences professionnelles pour occuper l'emploi visé.

Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux :

Personnes sans qualification, demandeurs d'emploi jeunes, adultes et seniors, personnes issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Types de bénéficiaires/opérateurs :

Conseil régional, autres collectivités territoriales, associations, organismes de formation.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 6 : Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences

**Objectif thématique 10 : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie**

10iii  
priorité d'investissement

**Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises**

#### **Objectif spécifique 16**

**[ Augmenter le nombre de demandeurs d'emplois intégrant des actions de qualification pour une insertion durable ]**

#### **Objectif spécifique 17**

**[ Accroître la qualification des demandeurs d'emplois par une offre de formation qualifiante répondant aux besoins de l'économie régionale ]**

#### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Deux procédures financières sont à la disposition de la Région pour mettre en œuvre son programme de formation : l'achat de prestations ou la mise en place d'un Service public régional de formation (SPRF). Les actions de formation proposées doivent répondre aux besoins de qualification, notamment pour de nouveaux métiers, des secteurs fortement créateurs d'emplois ou des métiers en tension (métiers liés à la gestion des déchets, de la rénovation thermique, de l'énergie renouvelable notamment, dans les secteurs de l'économie verte). Elles doivent s'articuler avec les besoins des entreprises en main-d'œuvre qualifiée.

Conformément au Plan régional d'insertion des travailleurs handicapés (PRITH) concernant l'accès à la formation des travailleurs handicapés, un référent handicap formé doit assurer un lien entre l'organisme et le public et, à compétence égale, l'accès d'un travailleur handicapé est prioritaire dans la formation. Une prise en compte particulière des personnes issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville sera privilégiée.

#### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

#### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

**AXE 6**  
**Objectif Thématique 10**  
**Priorité d'investissement 10iii**  
**Objectif spécifique 16 et 17**

Type d'action  
16a  
17a

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO 01	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	Nombre	FSE	Région en transition	22 518	19 225	41 743	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CO 07	Plus de 54 ans	Nombre	FSE	Région en transition	2 299	1 875	4 174	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CO 09	Titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1) ou du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2)	Nombre	FSE	Région en transition	10 887	14 159	25 046	Synergie	Tous les ans à partir de 2016
CO 10	Titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (CITE 3) ou de l'enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4)	Nombre	FSE	Région en transition	10 261	10 610	20 871	Synergie	Tous les ans à partir de 2016

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 6 : Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences

**Objectif thématique 10 : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie**



**Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises**

#### **Objectif spécifique 16**

**[ Augmenter le nombre de demandeurs d'emplois intégrant des actions de qualification pour une insertion durable ]**

#### **Objectif spécifique 17**

**[ Accroître la qualification des demandeurs d'emplois par une offre de formation qualifiante répondant aux besoins de l'économie régionale ]**

#### **Innovation sociale**

La situation selon laquelle l'innovation est souvent appréciée sous l'angle de la technologie évolue avec la stratégie régionale d'innovation pour une spécialisation intelligente (RIS3), qui décline l'innovation sous toutes ses formes, technologiques et non technologiques, et en particulier l'innovation sociale.

#### **Des solutions innovantes pour répondre aux besoins des participants aux actions de formation**

Les actions de formation cofinancées par le FSE doivent innover pour s'adapter toujours plus aux capacités d'apprentissage et aux besoins des personnes dont la qualification ne permet pas l'accès ou le retour à l'emploi.

De nouvelles modalités d'orientation et d'intégration des publics cibles vont devoir être trouvées pour améliorer l'appétence pour la formation des personnes qui en ont le plus besoin, mais qui sont souvent aussi, paradoxalement, celles qui en sont le moins demandeuses.

La Région organise la mise en réseau des acteurs et des projets, afin de favoriser la diffusion des bonnes pratiques et la mutualisation de l'innovation au niveau régional.

Le numérique permet d'imaginer une grande diversité d'accès aux savoirs, agrandit considérablement la palette des modalités de formation et engage les intervenants à revoir leurs enseignements en se plaçant du point de vue de l'apprenant. De plus, elles pourront investir de nouveaux champs, en explorant ce que le numérique peut apporter aux personnes en difficulté dans leurs apprentissages ou en quoi la réalité virtuelle peut améliorer la formation professionnelle.

La loi du 5 mars 2014 sur la formation professionnelle, l'emploi et la démocratie sociale crée le Compte personnel de formation (CPF). Cet outil offre des pistes pour trouver des solutions innovantes afin de répondre aux besoins de qualification de la population, et les actions cofinancées par le FSE ont vocation à soutenir ces solutions, en s'assurant de leur utilisation par les publics cibles.



### **Des solutions innovantes pour répondre aux besoins de la population : la Silver économie**

Il s'agit de permettre et d'encourager les innovations qui vont accompagner l'avancée en âge et faire reculer la perte d'autonomie.

En France, les personnes âgées de 60 ans ou plus sont aujourd'hui 15 millions. En 2030, elles seront 20 millions. L'entrée des « baby-boomers » dans le champ de l'âge et l'accroissement de l'espérance de vie représentent un nouveau défi pour notre société. Nous sommes à l'aube d'une véritable transition démographique et il est de notre devoir d'anticiper les mutations à venir. Les innovations et les nouveaux besoins font naître de nouveaux services, l'accroissement de la demande nécessite des adaptations structurelles... La création de la Silver économie permettra de répondre à un certain nombre de ces exigences de demain.

La Silver économie est une filière qu'il faut organiser et structurer, de manière à regrouper et fédérer toutes les entreprises agissant pour ou avec les personnes âgées afin de donner aux entreprises les moyens d'imaginer, de développer et de distribuer des produits et des services qui serviront l'autonomie des âgés de demain.

Création de services personnalisés, de technologies pour l'autonomie, domotique, objets connectés, autant de biens et services qui seront bientôt indispensables et qui se développeront fortement dans les prochaines années. C'est pourquoi cette nouvelle filière représente une promesse de croissance et d'emplois pour les années à venir. La DARÉS estime que la Silver économie peut entraîner 300 000 créations d'emplois nettes, d'ici à 2020.

L'offre de nouveaux services aura un impact sur l'offre de formation. Les actions de formation cofinancées par le FSE vont tenir compte du potentiel d'emplois et des besoins de compétences pour ces secteurs en adaptant les contenus de formation délivrés aux demandeurs d'emploi.

Au même titre qu'il s'agit de préparer la transition énergétique, la Silver économie contribuera à anticiper la transition démographique à venir.

### **Coopération transnationale**

En complémentarité avec le FSE, le développement des usages numériques en formation ou l'expérimentation du CPF sont envisagés.

La Région veut encourager le programme Erasmus +. Objectif : donner une dimension européenne à la formation, en offrant aux structures et aux individus des opportunités de mobilité européenne ou de coopération avec d'autres structures de formation. Elle souhaite privilégier le secteur des énergies renouvelables, qui permet aux demandeurs d'emploi de se positionner sur un marché de l'emploi très dynamique à l'échelle européenne.

Des coopérations peuvent être envisagées pour développer la qualité de la formation dans l'usage du numérique en formation pour les personnes en difficulté, ou dans le développement de la formation par le CPF en s'inspirant des bonnes pratiques des Etats qui l'ont déjà expérimenté.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 6 : Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences

**Objectif thématique 10 : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie**



**Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises**

#### **Objectif spécifique 16**

**[ Augmenter le nombre de demandeurs d'emplois intégrant des actions de qualification pour une insertion durable ]**

#### **Objectif spécifique 17**

**[ Accroître la qualification des demandeurs d'emplois par une offre de formation qualifiante répondant aux besoins de l'économie régionale ]**

#### **Contribution des actions aux objectifs thématiques 1 à 7**

La contribution de l'OT 10 aux OT 1 et 3 se fait par la recherche de concordance entre les domaines prioritaires des actions de formations professionnelles et les domaines visés par la RIS3. Le choix des domaines de la RIS3 inclut un critère de potentiel d'emploi, et les actions du FSE vont y contribuer en incitant les demandeurs d'emploi, prioritairement les moins qualifiés, à acquérir des compétences et des qualifications dans ces domaines.

L'intérêt est double : pour les demandeurs d'emploi, ces qualifications devraient leur permettre d'accéder à des emplois de bonne qualité, avec des perspectives de développement à court, moyen et long terme, voire de créer leur entreprise. Pour les entreprises, ces actions vont permettre de trouver des personnes qualifiées, capables d'occuper les emplois générés et de concrétiser les projets.

La contribution de l'OT 10 à l'OT 2 a été évoquée à plusieurs reprises. Les actions du FSE vont donner aux projets de l'OT 2 la possibilité de se développer, et pour une partie d'entre eux, de trouver leur modèle économique. Le développement des usages du numérique en formation devrait pouvoir se développer en faisant interagir les deux OT : la création d'outils et de services dans le cadre de l'OT 2, et leur intégration dans les usages dans l'OT 10.

Dans le même temps, les actions du FSE vont contribuer à lutter contre l'e-exclusion, en familiarisant les publics en difficulté avec l'utilisation des TIC, dans le cadre d'une formation comme dans leur quotidien.

La contribution de l'OT 10 aux OT 4 et 6 s'analyse de manière similaire. Il s'agit d'intégrer dans certaines formations qualifiantes des compétences dans le domaine du développement durable ou des énergies renouvelables. À moyen terme, toutes les personnes issues d'actions financées par le FSE doivent permettre à l'entreprise qui les embauche de disposer des compétences nécessaires à l'obtention des labels « Reconnaissance Grenelle de l'environnement » (RGE) ou de se positionner sur des marchés publics incluant des clauses sociales ou environnementales.

**AXE 6**  
**Objectif Thématique 10**  
**Priorité d'investissement 10iii**  
**Objectif spécifique 16 et 17**

Type d'action  
16a  
17a

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 6 : Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences

#### Cadre de performance de l'axe prioritaire

Type d'indicateur (Étape clé de mise en œuvre, indicateur financier, indicateur de réalisation et, le cas échéant, indicateur de résultat)	Identificateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)			Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
						H	F	T	H	F	T		
Indicateur de réalisation	CO 01	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	Participants	FSE	Région en transition	13 853	11 827	25 680	22 518	19 225	41 743	Synergie	
indicateur financier	IF	Montant total des dépenses certifiées	Euro	FSE	Région en transition	58 095 504,00			96 139 135,78			Synergie	

#### Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire

##### Domaine d'intervention

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	En transition	113. Promotion de l'entrepreneuriat social et de l'intégration professionnelle dans les entreprises sociales et promotion de l'économie sociale et solidaire, afin de faciliter l'accès à l'emploi	5 000 000,00
FSE	En transition	117. Amélioration de l'égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises	57 683 481,00

### Forme de financement

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	En transition	01. Subvention non remboursable	62 683 481,00

### Type de territoire

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	En transition	07. Sans objet	62 683 481,00

### Mécanisme de mise en oeuvre territoriale

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	En transition	01. Investissement territorial intégré - dans le domaine urbain	5 000 000,00
FSE	En transition	07. Sans objet	57 683 481,00

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 7 : Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables

#### Objectif thématique 9 : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination



**Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité**

#### **Objectif spécifique 19**

**[ Améliorer l'offre de services accessibles aux populations des quartiers paupérisés ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est une amélioration de l'offre de services publics au travers d'équipements publics favorisant une meilleure inclusion sociale des populations vulnérables.**

Cette priorité est mobilisée afin de permettre une meilleure inclusion sociale des populations vivant dans les quartiers les plus paupérisés par une offre de services publics de qualité.

La pauvreté en Picardie en 2009 se concentre majoritairement dans les villes. En 2011, la Picardie est au 6<sup>ème</sup> rang / 22 régions françaises où la pauvreté est la plus présente (INSEE). Celle-ci touche tout particulièrement les familles monoparentales (34,4 %) et de plus en plus de jeunes (23,1 % des -de 20 ans).

Les dernières données 2013-2014 de l'OR2S montrent que la Picardie a la densité médicale libérale la 2<sup>ème</sup> plus faible de France (la plus faible pour ce qui concerne les spécialistes). L'espérance de vie est inférieure de près de 2 ans par rapport à la moyenne nationale. L'étude de l'OR2S sur le non-recours aux soins montre qu'en milieu urbain, où les professionnels ne veulent pas s'installer alors que 50 % devraient partir en retraite dans les 5 ans à venir, ces situations sont aggravées de par les délais, la raréfaction des guichets uniques, la méconnaissance des dispositifs ou encore la barrière de la langue (OR2S).

La liste des 1 300 quartiers prioritaires de la politique de la ville qui remplaceront au 1<sup>er</sup> janvier 2015 l'ensemble des autres zonages, a été communiquée le 17 juin 2014. C'est sur le critère unique de la faiblesse du revenu des habitants que sont, avec cette nouvelle carte, identifiées toutes les concentrations urbaines de pauvreté.

700 communes sont concernées à l'échelon national, dont 23 en Picardie. Malheureusement la Picardie est une des rares régions à voir son nombre de communes et quartiers augmenter dans un contexte national de réduction par 2 de la géographie des quartiers prioritaires. En Picardie, 45 quartiers relèvent de cette politique dont les 3/4 se situent dans les 10 plus grandes agglomérations.

Par délibération du 26 septembre 2014, la Région a défini trois priorités régionales mises en avant lors de l'élaboration des contrats de ville :

- la réussite éducative en lien avec l'élaboration du Projet éducatif régional global pour les jeunes Picards élaboré conjointement par la Région et l'Etat,
- l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat en lien avec une vision innovante, notamment en matière d'Economie sociale et solidaire,
- l'aménagement urbain intégré au travers d'une stratégie globale de développement permettant d'inscrire les quartiers dans une dynamique d'agglomération.

Au regard de ces éléments, la présence d'équipements publics facilement accessibles contribue à l'amélioration d'une inclusion sociale des populations. En effet, les échanges et les activités développés dans le cadre d'équipements offrant des services de qualité à la population permettent de faire progresser le «faire société» et d'améliorer la rencontre de différentes classes sociales au sein d'espace «ségrégué» en milieu urbain.

L'offre de services de proximité dans les domaines sociaux, éducatifs et sanitaires sera développée : offre médicale, associative (associations d'accompagnement social, culturel, ...), services publics (en amont au travers de la prévention ; en aval en accompagnement, et pour les situations sociales les plus fragilisées en curatif), etc.

Lignes de partage FEDER/FEADER : les services de proximité en milieu rural seront pris en charge par le FEADER.

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR17	Taux d'équipement par pôles urbains pour 1000 habitants (à définir via un plan d'actions)	‰	Région en transition	0,00		0,00	à définir dans le cadre du plan d'action spécifique (mise en place d'un logiciel de quantification des services de proximité)	cf annexe

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 7 : Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables

#### Objectif thématique 9 : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

9a

**Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité**

#### Objectif spécifique 19

**[ Améliorer l'offre de services accessibles aux populations des quartiers paupérisés ]**

#### Type d'action 19a

##### Financement d'équipements publics

La présente action vise le financement d'équipements publics, relevant des thématiques suivantes :

- Enfance /Jeunesse : développement des structures d'accueil petite enfance et jeunesse.  
Exemples d'actions : crèche, halte-garderie, Relais Assistantes Maternelles, Centre de loisirs sans hébergements...
- Santé : création de maisons médicales pluridisciplinaires et/ou centres de santé dans les zones urbaines sous-dotées en offres de soins et/ou présentant des difficultés d'accès à cette offre.
- Culture : développement et amélioration de l'offre en équipements culturels.  
Exemples d'actions : bibliothèques, médiathèques, salle de musique...
- Accompagnement social des populations vulnérables : création d'équipements multiservices  
Exemples d'actions : maison des associations, centres sociaux...

Sera financé l'investissement physique (travaux et honoraires d'études liés à la réalisation du projet) relatif aux équipements listés ci-dessus au regard d'un projet d'animation et de fonctionnement démontrant l'amélioration de l'offre de service envers les populations vulnérables des quartiers les plus paupérisés.

Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux : Personnes en situation de difficultés sociales ou d'isolement, en milieu urbain. Ces actions seront mobilisées dans le cadre d'un ITI urbain. Ligne de partage FEDER/FEADER : le FEADER prendra en charge cette problématique en milieu rural.

Types de bénéficiaires / opérateurs : Collectivités territoriales et leurs groupements, acteurs publics, associations.



### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Appel à projets dans le cadre d'une démarche Investissement territorial intégré. Le mode de sélection des projets sera précisé dans le cadre du cahier des charges de l'appel à projets ITI urbains.

Néanmoins, les projets seront sélectionnés sur la prise en compte d'une approche globale et la qualité du service rendu, en termes d'accueil, de rapidité et de pertinence des réponses apportées à l'utilisateur.

Les éléments suivants pourront permettre une sélection des projets au regard :

- de l'implantation urbaine (accessibilité intrinsèque du bâti et de transport...),
- du rayonnement du projet envisagé selon différentes échelles géographiques en termes de populations ciblées,
- de l'amélioration de l'offre de service par rapport à l'existant et à l'enjeu de l'inclusion sociale des populations vulnérables,
- de l'intégration de clauses sociales d'insertion dans le cadre des marchés publics passés,
- d'une approche en coût global visant l'économie du projet (coût de travaux + coût de gestion),
- de la prise en compte de systèmes permettant des économies de ressources (gestion des eaux, des déchets, de l'énergie notamment au travers de certification des projets (HQE) et/ou de label (HPE),...).

Prise en compte des principes d'égalité hommes-femmes, de non-discrimination et de développement durable :

- En 2009, un tiers des familles monoparentales picardes sont pauvres (vivent avec moins de 954 euros par mois). De plus, pour 80 % d'entre elles, le chef de famille est une femme, plus fréquemment en situation d'emploi précaire que les hommes (temps partiel, CDD). L'ouverture et l'accessibilité des équipements de petite enfance et jeunesse à ces familles monoparentales essentiellement féminines, permettra d'améliorer l'égalité hommes-femmes. En effet, le temps libéré par une offre de garde et d'accueil optimisée permettra à ces chefs de famille féminines de dégager du temps afin de favoriser leur réinsertion sociale ou d'améliorer leur insertion professionnelle dans le monde du travail.
- Un Picard de moins de 30 ans sur cinq est pauvre, car la population est touchée par un taux de chômage plus élevé. L'offre d'équipements multifonctionnels, l'amélioration de l'offre culturelle et le développement de structures d'accueil petite enfance et jeunesse dans ces quartiers paupérisés permettront de lutter contre les discriminations socio-spatiales et éducatives par : une meilleure prise en charge de l'enfance pour une égalité des chances dès le plus jeune âge, une offre culturelle ouverte à tous, des lieux de rencontre ouverts et multifonctionnels à tous types d'associations, permettant le développement de rencontres multigénérationnelles, multiculturelles, multi-genres, ...
- La prise en compte du développement durable sera primordial dans le cadre des projets proposés, tant par son aspect social comme préalablement exposé, mais aussi au travers des trois autres dimensions de ce concept. La dimension liée à l'économie pourra être évaluée par la création d'emplois dans le cadre de la construction et du fonctionnement de ces équipements et le recours à des clauses sociales d'insertion dans le cadre des marchés publics passés afin de permettre la réinsertion de population paupérisée de ces quartiers. L'aspect environnemental de ces projets sera évalué et pourra être un critère de sélection des projets (les démarches HQE, réglementation thermique 2012 et labellisation, recensement, prévention et limitation des risques sanitaires environnementaux, ...). Le dernier pilier du développement durable, la gouvernance, pourra se concrétiser au travers du niveau de participation citoyenne à la conception, mise en œuvre et à la vie du bâtiment.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

**AXE 7 : Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables**

**Objectif thématique 9 : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination**



**Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité**

**Objectif spécifique 19**

**[ Améliorer l'offre de services accessibles aux populations des quartiers paupérisés ]**

### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO 35	Capacités des infrastructures de garde d'enfants ou d'enseignement bénéficiant d'un soutien	Personnes	FEDER	Région en transition	114			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
CO 36	Population couverte par des services de santé améliorés	Personnes	FEDER	Région en transition	398 772			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)
CO 39	Bâtiments publics ou commerciaux construits ou rénovés dans les zones urbaines	m²	FEDER	Région en transition	11 665			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 7 : Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables

#### Objectif thématique 9 : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination



**Fournir un soutien à la revitalisation physique, économique et sociale des communautés défavorisées en zones urbaines et rurales**

#### Objectif spécifique 20

**[ Adapter l'offre d'hébergement et d'accès au logement des communautés marginalisées ]**

#### Résultat attendu

**Le résultat attendu est de proposer une offre d'hébergements et de logements de qualité et adaptée aux nouveaux besoins (dignité, intimité, autonomie) ainsi qu'aux nouvelles formes de pauvreté et de précarité qui touchent des populations marginalisées (notamment les familles monoparentales, les personnes isolées, les travailleurs migrants...). Il s'agit d'une étape majeure dans l'insertion sociale.**

La Picardie a un fort taux de chômage et 15,3 % des Picards vivent sous le seuil de pauvreté (14,1 au niveau national). Cela est plus prégnant pour les familles monoparentales (34,4 % en Picardie), les personnes isolées, les familles nombreuses, les personnes immigrées et les jeunes (23, 1 % des moins de 20 ans, INSEE, 2011). Cette situation est encore plus critique pour les personnes vulnérables et les communautés marginalisées. 128 000 personnes souffriraient de mal logement en Picardie (6,3 % de la population picarde contre 5,6 % au niveau national CESER, 2012) :

- 4 000 personnes seraient sans abri et vivraient en habitations mobiles ou sans abri fixe,
- 4 000 autres seraient sans domicile et accueillies en hébergement social ou en hôtel,
- 120 000 personnes, propriétaires occupants ou locataires seraient logés dans un habitat potentiellement indigne ou très dégradé.

Par « communautés marginalisées », il faut entendre populations ou groupes de personnes vulnérables confrontées à de graves problèmes de logement sur un territoire donné, ainsi qu'à une pluralité de difficultés à surmonter (dans des domaines tels que la santé, l'emploi, la formation, la scolarisation, les transports...) et dont l'inclusion dans la société nécessite un accompagnement adapté dans le cadre d'une approche intégrée (annexe à la circulaire DIACT du 16 mars 2011).

Ces communautés marginalisées, malgré une priorité d'accès donnée chaque fois que possible au logement, l'hébergement est devenu un recours systématique dans le cadre d'un parcours résidentiel. Est entendu par parcours résidentiel, le type d'hébergement et/ou logement pouvant répondre au besoin d'une personne au regard de sa situation socio-économique et de l'urgence sanitaire et sociale qui en découle.

Cette priorité est mobilisée afin de :

- conforter l'hébergement comme premier filet de sécurité et d'accompagnement des communautés marginalisées picardes vers l'insertion et le logement,
- améliorer la transition entre hébergement et logement,
- faciliter l'accompagnement de la personne dans son parcours résidentiel et d'insertion.

Par ailleurs, les offres de logements qui seront soutenues s'inscriront dans une dynamique globale d'accompagnement des personnes concernées, notamment en cohérence avec les Plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) : réinsertion sociale par l'éducation, la formation, l'emploi et l'accès aux soins, afin de garantir une intégration à long terme. Le recours à de l'habitat participatif ou à des logements solidaires intergénérationnels seront également favorisés.

#### Indicateurs de résultat spécifique

Identificateur	Indicateurs de résultat	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR18	Nombre de places aménagées au titre des populations les plus désocialisées	Place	Région en transition	7 137	2011	7 500	Etude CESER 2012, étude FJT 2012, diag 360° Somme et Oise (en cours et non finalisé)	à mi-parcours

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

**AXE 7 : Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables**

**Objectif thématique 9 : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination**

9b  
priorité d'investissement

**Fournir un soutien à la revitalisation physique, économique et sociale des communautés défavorisées en zones urbaines et rurales**

**Objectif spécifique 20**

**[ Adapter l'offre d'hébergement et d'accès au logement des communautés marginalisées ]**

### Type d'action 20a

#### Réhabilitation des centres d'hébergement (CHU, CHRS et CADA)

En lien avec les Plans départementaux d'accueil, d'hébergement et d'insertion (PDAHI) ou tout dispositif de planification territorialisés en vigueur. Cela vise à garantir aux usagers la sécurité, l'intimité et la dignité.

Il s'agit de réaliser les transformations nécessaires afin d'éviter les solutions d'hébergement collectives fréquentes avant travaux en privilégiant autant que possible les chambres individuelles et en améliorant également l'état global et le confort des structures d'hébergement les plus dégradées, voire insalubres.

Seront retenus relevant de ces catégories : les projets de réhabilitation et la démolition / reconstruction.

Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux : communautés marginalisées : travailleurs migrants, demandeurs d'asiles, jeunes, personnes isolées et familles monoparentales relevant de l'hébergement et du logement temporaire. Ces actions pourront être mobilisées dans le cadre d'un ITI urbain.

Types de bénéficiaires / opérateurs :

Bailleurs sociaux, associations agréées par l'Etat, CCAS

### Type d'action 20b

#### Réhabilitation des logements temporaires (Maison relais, résidences sociale, FJT et FTM)

Seront retenus :

- la réhabilitation,
- la démolition / reconstruction,
- la restructuration des foyers.

Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux : communautés marginalisées : travailleurs migrants, demandeurs d'asiles, jeunes, personnes isolées et familles monoparentales relevant de l'hébergement et du logement temporaire. Ces actions pourront être mobilisées dans le cadre d'un ITI urbain.

Types de bénéficiaires / opérateurs :

Bailleurs sociaux, associations agréées par l'Etat

### Principes directeurs régissant la sélection des opérations

Appels à projets régional et/ou dans le cadre de l'appel à projets d'un ITI urbain.

La pertinence des projets sera appréciée selon :

- le projet social d'accompagnement des usagers (en termes de réinsertion sociale par l'éducation, la formation et l'emploi et au travers de la santé des usagers de ces logements, afin de garantir une intégration à long terme des personnes concernés) des structures gestionnaires,
- l'analyse des besoins du public cible, adaptation des réponses proposées,
- l'équilibre de financement du fonctionnement de la structure et du partenariat mobilisé,
- l'implantation urbaine (accessibilité),
- l'amélioration de l'offre de service et l'enjeu de l'inclusion sociale,
- l'intégration de clauses sociales d'insertion dans le cadre des marchés publics passés,
- d'une approche en coût global.

### Utilisation prévue des instruments financiers

Non prévu pour cet objectif spécifique.

### Utilisation prévue des grands projets

Aucun grand projet identifié au titre de cet objectif spécifique lors de la rédaction du PO.

### Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IS 6	Nombre de logements aménagés et réhabilités au titre des populations les plus désocialisées	Logement	FEDER	Région en transition	309			Synergie	annuelle (saisie par opération à chaque demande de solde)

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 7 : Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables

#### Cadre de performance de l'axe prioritaire

Type d'indicateur (Étape clé de mise en œuvre, indicateur financier, indicateur de réalisation et, le cas échéant, indicateur de résultat)	Identificateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)			Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
						H	F	T	H	F	T		
Indicateur de réalisation	IC 39	Bâtiments publics ou commerciaux construits ou rénovés en zone urbaine	m²	FEDER	Région en transition	510			11 665			Synergie	
Indicateur financier	IF	Montant total des dépenses certifiées	Euro	FEDER	Région en transition	7 000 000,00			45 350 000,00			Synergie	

#### Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire

##### Domaine d'intervention

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	052. Infrastructures éducatives pour l'éducation et l'accueil de la petite enfance	2 000 000,00
FEDER	En transition	053. Infrastructures de santé	1 000 000,00
FEDER	En transition	054. Infrastructures de logement	2 500 000,00
FEDER	En transition	055. Autres infrastructures sociales contribuant au développement régional et local	7 500 000,00



#### Forme de financement

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Subvention non remboursable	13 000 000,00

#### Type de territoire

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	07. Sans objet	13 000 000,00

#### Mécanisme de mise en oeuvre territoriale

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Investissement territorial intégré - dans le domaine urbain	12 500 000,00
FEDER	En transition	07. Sans objet	500 000,00

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 8 : Assistance technique FEDER

#### Objectif spécifique 21

#### [ Accompagner les autorités impliquées dans la mise en œuvre du programme opérationnel picard ]

##### Résultat attendu

##### Un pilotage et un appui efficace à la mise en œuvre du programme opérationnel.

Conformément à l'article 59 du règlement (UE) n° 1303/2013 les Fonds ESI peuvent soutenir des actions relatives à la préparation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information et à la communication, au réseautage, au règlement des plaintes ainsi qu'au contrôle et à l'audit.

L'expérience de la Région Picardie en tant qu'organisme intermédiaire au titre de la programmation 2007-2013 a permis une mise en exergue de points forts et de difficultés en matière de gestion, soulignés notamment par l'évaluation à mi-parcours du PO rencontrés aussi bien par les services gestionnaires que par les bénéficiaires. Les principaux obstacles avaient trait au montage des dossiers de plus en plus complexe nécessitant une expertise juridique et financière accrue (aides d'état, instruments financiers notamment), des modalités de justification de la dépense évoluant en cours de programmation, des exigences à la hausse en matière de vérification de la commande publique.

Des enseignements en vue d'organiser au mieux la programmation 2014-2020 ont ainsi pu être tirés et les principaux enjeux sont donc notamment :

- une montée en compétence des services non gestionnaires sur la période précédente et une professionnalisation continue des services déjà impliqués dans la gestion 2007/2013 ; la formation en est une clé essentielle, ainsi que les échanges d'expériences et de bonnes pratiques et le networking,
- une large diffusion auprès des territoires, mais aussi sur une amélioration de la lisibilité de l'intervention européenne, ce qui passe par une communication adaptée qui utilise tous les vecteurs mais aussi les potentialités du numérique,
- une présence plus étroite auprès des porteurs de projets grâce à des moyens technologiques et humains adaptés,
- un pilotage serré du programme par un système de suivi, de gestion et de contrôle performant et efficace notamment au regard du cadre de performance et des exercices de dégagement d'office.

L'objectif recherché par la mobilisation de crédits dédiés à l'assistance technique du programme est d'assurer d'une part une gestion conforme aux exigences réglementaires et d'autre part une consommation optimale des crédits dans le respect des objectifs fixés par le PO FEDER/FSE 2014-2020 Picardie, tout en garantissant la plus grande lisibilité de ces interventions. Ce dernier point est en effet primordial. L'enjeu est non seulement de fournir aux porteurs de projets picards une information facilitée et harmonisée sur les possibilités de financements européens et les exigences européennes mais également de faire connaître au plus grand nombre de Picards les actions financées par le PO et valoriser leur impact sur le développement de la région. Les actions lancées via l'assistance technique s'articulent avec celles identifiées dans le cadre de la stratégie nationale d'assistance technique inter fonds (SNATI) et mises en œuvre notamment à travers le programme national d'assistance technique inter fonds Europ'act 2014-2020. L'Autorité de Gestion envisage de déployer 40 ETP au total pour la gestion du FEDER, du FSE et du FEADER (dont 35 pour FEDER/FSE), ce qui va impliquer de créer 24 postes budgétaires supplémentaires au sein de la collectivité.

**Objectif spécifique 22**
**[ Fournir une aide à l'ingénierie adaptée aux territoires picards ]**
**Résultat attendu**

**Une appropriation accrue du programme opérationnel par les territoires picards, en particulier les candidats à une démarche intégrée (cf. section 4) pour lesquels cette approche est nouvelle.**

La volonté de favoriser des démarches territoriales intégrées dans le cadre de ce programme (cf section 4 du PO) doit impérativement être assortie d'un appui aux territoires concernés. Il s'agit par conséquent d'accompagner les candidats à un ITI :

- à la fois en amont lors de la définition d'une stratégie intégrée et de la mise en place d'une gouvernance à l'échelle de ce territoire (mise en place d'un chef de filat, définition des modalités de concertation, comités de pilotage, appui à l'élaboration de la stratégie intégrée, accompagnement pour la réponse aux appels à candidatures, etc) ;
- et en aval dans le montage et portage des projets s'inscrivant dans cette démarche (ingénierie de projets). Professionnaliser et aider à la structuration des porteurs de projets européens que sont les territoires, participe également de la réduction de la charge administrative des bénéficiaires, et de l'implication du partenariat régional.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 8 : Assistance technique FEDER

#### Objectif spécifique 21

[ Accompagner les autorités impliquées dans la mise en œuvre du programme opérationnel picard ]

#### Type d'action 21a

##### Accompagnement des autorités du programme en vue d'un fonctionnement efficace du programme

###### Exemples d'actions :

- rémunération des personnels impliqués dans l'animation, le pilotage, la gestion, le contrôle, le suivi et l'évaluation du PO et coûts de fonctionnement induits,
- recours à des prestations externes notamment pour les dépenses liées au suivi et à l'évaluation du programme,
- actions de professionnalisation, de formation et d'information des personnels impliqués dans la mise en œuvre du programme,
- création d'outils méthodologiques, évaluations, études, ingénierie, mises en réseau,
- conception, exploitation de systèmes électroniques d'échanges de données complémentaires avec les outils développés au niveau national et déploiement du système Synergie.

Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux : autorités du programme.

###### Types de bénéficiaires / opérateurs :

- autorité de gestion,
- autorité de certification,
- autorité d'audit,
- organismes intermédiaires.

#### Type d'action 21b

##### Communication sur le programme et animation du partenariat régional

###### Exemples d'actions :

- mise en œuvre du plan de communication (notamment des actions d'animation spécifiques visant à favoriser la mise en œuvre du programme et l'émergence de projets en faisant connaître les opportunités de cofinancement aux bénéficiaires potentiels),
- construction et alimentation du nouveau site Europe en Picardie,
- réunions d'information, actions de sensibilisation,
- kits publicité, valorisation des projets financés, démarches de dématérialisation.

###### Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux :

- porteurs de projets picards,
- grand public.

###### Types de bénéficiaires / opérateurs :

- autorité de gestion,
- organismes intermédiaires,
- autres partenaires via appels à candidatures.

Objectif spécifique 22

[ Fournir une aide à l'ingénierie adaptée aux territoires picards ]

Type d'action 22a

Accompagnement des démarches territoriales intégrées

Exemples d'actions :

- rémunération des personnels impliqués dans l'animation et la mise en œuvre des ITI,
- recours à des prestations externes notamment pour la mise en place de la gouvernance,
- actions de professionnalisation, de formation et d'information des personnels impliqués dans la mise en œuvre des ITI.

Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux :

- territoires picards,
- territoires spécifiques.

Ce type d'action est destiné aux territoires souhaitant s'intégrer dans une démarche intégrée (ITI).

Types de bénéficiaires / opérateurs :

- collectivités territoriales,
- EPCI,
- autres acteurs publics ou privés porteurs d'une démarche intégrée dans le cadre du PO.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 8 : Assistance technique FEDER

#### Objectif spécifique 21

[ Accompagner les autorités impliquées dans la mise en œuvre du programme opérationnel picard ]

#### Objectif spécifique 22

[ Fournir une aide à l'ingénierie adaptée aux territoires picards ]

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IS 7	Nombre de participants formés à la préparation, gestion, suivi, contrôle	Nombre	FEDER	-	280,00			Comptage du nombre de participants par session de formation	-
IS 8	Nombre d'équivalents temps plein dédiés à la préparation, gestion, suivi et contrôle	Nombre	FEDER	-	19,50			Autorité de gestion	-
IS 9	Nombre de réunions physiques d'animation, de pilotage, de suivi et de programmation spécifique à l'ITI	Nombre	FEDER	-	30,00			Comptage	-



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 8 : Assistance technique FEDER

#### Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire

##### Domaine d'intervention

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	121. Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle	3 203 414,00
FEDER	En transition	122. Évaluation et études	1 000 000,00
FEDER	En transition	123. Information et communication	1 500 000,00

##### Forme de financement

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	01. Subvention non remboursable	5 203 414,00



Type de territoire

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FEDER	En transition	07. Sans objet	13 000 000,00

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 9 : Assistance technique FSE

#### Objectif spécifique 23

#### [ Accompagner les autorités impliquées dans la mise en œuvre du programme opérationnel picard ]

##### Résultat attendu

##### Un pilotage et un appui efficace à la mise en œuvre du programme opérationnel.

Conformément à l'article 59 du règlement (UE) n° 1303/2013 les Fonds ESI peuvent soutenir des actions relatives à la préparation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information et à la communication, au réseautage, au règlement des plaintes ainsi qu'au contrôle et à l'audit.

L'expérience de la Région Picardie en tant qu'organisme intermédiaire au titre de la programmation 2007-2013 a permis une mise en exergue de points forts et de difficultés en matière de gestion, soulignés notamment par l'évaluation à mi-parcours du PO rencontrés aussi bien par les services gestionnaires que par les bénéficiaires. Les principaux obstacles avaient trait au montage des dossiers de plus en plus complexe nécessitant une expertise juridique et financière accrue (aides d'état, ingénierie financière notamment), des modalités de justification de la dépense évoluant en cours de programmation, des exigences à la hausse en matière de vérification de la commande publique.

Des enseignements en vue d'organiser au mieux la programmation 2014-2020 ont ainsi pu être tirés et les principaux enjeux sont donc notamment :

- une montée en compétence des services non gestionnaires sur la période précédente et une professionnalisation continue des services déjà impliqués dans la gestion 2007/2013 ; la formation en est une clé essentielle, ainsi que les échanges d'expériences et de bonnes pratiques et le networking,
- une large diffusion auprès des territoires, mais aussi sur une amélioration de la lisibilité de l'intervention européenne, ce qui passe par une communication adaptée qui utilise tous les vecteurs mais aussi les potentialités du numérique,
- une présence plus étroite auprès des porteurs de projets grâce à des moyens technologiques et humains adaptés,
- un pilotage serré du programme par un système de suivi, de gestion et de contrôle performant et efficace notamment au regard du cadre de performance et des exercices de dégagement d'office.

L'objectif recherché par la mobilisation de crédits dédiés à l'assistance technique du programme est d'assurer d'une part, une gestion conforme aux exigences réglementaires et d'autre part, une consommation optimale des crédits dans le respect des objectifs fixés par le PO FEDER/FSE 2014-2020 Picardie, tout en garantissant la plus grande lisibilité de ces interventions. Ce dernier point est en effet primordial. L'enjeu est non seulement de fournir aux porteurs de projets picards une information facilitée et harmonisée sur les possibilités de financements européens et les exigences européennes mais également de faire connaître au plus grand nombre de Picards les actions financées par le PO et valoriser leur impact sur le développement de la région. Les actions lancées via l'assistance technique s'articulent avec celles identifiées dans le cadre de la stratégie nationale d'assistance technique inter fonds (SNATI) et mises en œuvre notamment à travers le programme national d'assistance technique inter fonds Europ'act 2014-2020. L'Autorité de Gestion envisage de déployer 40 ETP au total pour la gestion du FEDER, du FSE et du FEADER (dont 35 pour FEDER/FSE), ce qui va impliquer de créer 24 postes budgétaires supplémentaires au sein de la collectivité.

Objectif spécifique 23

Type d'action 23a

Accompagnement des autorités du programme  
en vue d'un fonctionnement efficace du programme

Exemples d'actions :

- rémunération des personnels impliqués dans l'animation, le pilotage, la gestion, le contrôle, le suivi et l'évaluation du PO et coûts de fonctionnement induits,
- recours à des prestations externes notamment pour les dépenses liées au suivi et à l'évaluation du programme,
- actions de professionnalisation, de formation et d'information des personnels impliqués dans la mise en œuvre du programme,
- création d'outils méthodologiques, évaluations, études, ingénierie, mises en réseau,
- conception, exploitation de systèmes électroniques d'échanges de données complémentaires avec les outils développés au niveau national et déploiement du système Synergie.

Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux : autorités du programme.

Types de bénéficiaires / opérateurs :

- autorité de gestion,
- autorité de certification,
- autorité d'audit,
- organismes intermédiaires.

Type d'action 23b

Communication sur le programme  
et animation du partenariat régional

Exemples d'actions :

- mise en œuvre du plan de communication (notamment des actions d'animation spécifiques visant à favoriser la mise en œuvre du programme et l'émergence de projets en faisant connaître les opportunités de cofinancement aux bénéficiaires potentiels),
- construction et alimentation du nouveau site Europe en Picardie,
- réunions d'information, actions de sensibilisation,
- kits publicité, valorisation des projets financés, démarches de dématérialisation.

Principaux groupes cibles / bénéficiaires finaux :

- porteurs de projets picards,
- grand public.

Types de bénéficiaires / opérateurs :

- autorité de gestion,
- organismes intermédiaires,
- autres partenaires via appels à candidatures.

## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 9 : Assistance technique FSE

#### Objectif spécifique 23

[ Accompagner les autorités impliquées dans la mise en œuvre du programme opérationnel picard ]

Indicateurs de réalisation, par priorité d'investissement et, le cas échéant, par catégorie de région

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
IS 7	Nombre de participants formés à la préparation, gestion, suivi, contrôle	Nombre	FSE	-	280,00			Comptage du nombre de participants par session de formation	-
IS 8	Nombre d'équivalents temps plein dédiés à la préparation, gestion, suivi et contrôle	Nombre	FSE	-	19,50			Autorité de gestion	-



## SECTION 2 LES AXES PRIORITAIRES

### AXE 9 : Assistance technique FSE

#### Catégories d'intervention correspondant au contenu de l'axe prioritaire

##### Domaine d'intervention

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	En transition	121. Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle	1 510 427,00
FSE	En transition	122. Évaluation et études	500 000,00
FSE	En transition	123. Information et communication	500 000,00

##### Forme de financement

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	En transition	01. Subvention non remboursable	2 510 427,00

## Type de territoire

Fonds	Catégorie de région	Code	Montant en €
FSE	En transition	07. Sans objet	2 510 427,00







# **SECTION 3**

## **Plan de financement**

## SECTION 3 LE PLAN DE FINANCEMENT

### Enveloppe financière envisagée pour chacun des fonds et montants pour la réserve de performance (en €)

Fonds	Catégorie de région	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		Total	
		Dotation principale	Réserve de performance	Dotation principale	Réserve de performance	Dotation principale	Réserve de performance	Dotation principale	Réserve de performance	Dotation principale	Réserve de performance	Dotation principale	Réserve de performance	Dotation principale	Réserve de performance	Dotation principale	Réserve de performance
FEDER	Région en transition	27 778 200,00	1 773 077,00	28 334 344,00	1 808 575,00	28 901 541,00	1 844 779,00	29 479 967,00	1 881 700,00	30 069 951,00	1 919 359,00	30 671 723,00	1 957 770,00	31 285 482,00	1 996 946,00	206 521 208,00	13 182 206,00
FSE	Région en transition	9 389 098,00	341 903,00	9 517 478,00	408 346,00	9 517 048,00	607 471,00	9 707 518,00	619 629,00	9 901 795,00	632 030,00	10 099 954,00	644 678,00	10 302 060,00	657 578,00	68 434 951,00	3 911 635,00
IEJ		4 032 615,00	0,00	3 120 063,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 152 678,00	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>41 199 913,00</b>	<b>2 114 980,00</b>	<b>40 971 885,00</b>	<b>2 216 921,00</b>	<b>38 418 589,00</b>	<b>2 452 250,00</b>	<b>39 187 485,00</b>	<b>2 501 329,00</b>	<b>39 971 746,00</b>	<b>2 551 389,00</b>	<b>40 771 677,00</b>	<b>2 602 448,00</b>	<b>41 587 542,00</b>	<b>2 654 524,00</b>	<b>282 108 837,00</b>	<b>17 093 841,00</b>

## Enveloppe financière totale par fonds et cofinancement national (en €)

Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Base pour le calcul du soutien de l'Union (coût total éligible)	Soutien de l'Union (en euros) (a)	Contrepartie nationale (b) = (c) + (d)	Ventilation indicative de la contrepartie nationale		Financement total (e) = (a) + (b)	Taux de cofinancement (f) = (a)/(e)	Pour information Participation BEI (g)	Dotation principale (financement total moins la réserve de performance)		Réserve de performance		Montant de la réserve de performance en proportion du total du soutien de l'Union (l) = (j)/(a)*100
						Participation publique nationale (c)	Financement national privé (d)				Soutien de l'Union (h)=(a)-(i)	Contrepartie nationale (i) = (b) - (k)	Soutien de l'Union (j)	Contrepartie nationale (k) = (b) * ((j)/(a))	
Axe prioritaire 1	FEDER	Région en transition	Total	93 000 000,00	122 500 000,00	63 300 000,00	59 200 000,00	215 500 000,00	43,16%	0,00	87 271 285,00	114 954 112,00	5 728 715,00	7 545 888,00	6,16%
Axe prioritaire 2	FEDER	Région en transition	Total	33 000 000,00	96 000 000,00	88 110 000,00	7 890 000,00	129 000 000,00	25,58%	0,00	30 967 230,00	90 086 487,00	2 032 770,00	5 913 513,00	6,16%
Axe prioritaire 3	FEDER	Région en transition	Total	53 000 000,00	185 100 000,00	76 700 000,00	108 400 000,00	238 100 000,00	22,26%	0,00	49 735 248,00	173 698 008,00	3 264 752,00	11 401 992,00	6,16%
Axe prioritaire 4	FEDER	Région en transition	Total	22 000 000,00	52 160 000,00	51 460 000,00	700 000,00	74 160 000,00	29,67%	0,00	20 644 819,00	48 946 989,00	1 355 181,00	3 213 011,00	6,16%
Axe prioritaire 5	IEJ	s.o.	Total	14 305 356,00	4 768 452,00	4 768 452,00	0,00	19 073 808,00	75,00%	0,00	14 305 356,00	4 768 452,00			
Axe prioritaire 6	FSE	Région en transition	Total	62 683 481,00	42 055 654,00	42 055 654,00	0,00	104 739 135,00	59,85%	0,00	58 771 846,00	39 431 257,00	3 911 635,00	2 624 397,00	6,24%
Axe prioritaire 7	FEDER	Région en transition	Total	13 000 000,00	32 350 000,00	32 100 000,00	250 000,00	45 350 000,00	28,67%	0,00	12 199 212,00	30 357 270,00	800 788,00	1 992 730,00	6,16%
Axe prioritaire 8	FEDER	Région en transition	Total	5 703 414,00	3 802 276,00	3 802 276,00	0,00	9 505 690,00	60,00%	0,00	5 703 414,00	3 802 276,00			
Axe prioritaire 9	FSE	Région en transition	Total	2 510 427,00	1 673 618,00	1 673 618,00	0,00	4 184 045,00	60,00%	0,00	2 510 427,00	1 673 618,00			
<b>Total</b>	<b>FEDER</b>	<b>Région en transition</b>		<b>219 703 414,00</b>	<b>491 912 276,00</b>	<b>315 472 276,00</b>	<b>176 440 000,00</b>	<b>711 615 690,00</b>	<b>30,87%</b>		<b>206 521 208,00</b>	<b>461 845 142,00</b>	<b>13 182 206,00</b>	<b>30 067 134,00</b>	<b>6,00%</b>
<b>Total</b>	<b>FSE</b>	<b>Région en transition</b>		<b>65 193 908,00</b>	<b>43 729 272,00</b>	<b>43 729 272,00</b>	<b>0,00</b>	<b>108 923 180,00</b>	<b>59,85%</b>		<b>61 282 273,00</b>	<b>41 104 875,00</b>	<b>3 911 635,00</b>	<b>2 624 397,00</b>	<b>6,00%</b>
<b>Total</b>	<b>IEJ</b>	<b>s.o.</b>		<b>14 305 356,00</b>	<b>4 768 452,00</b>	<b>4 768 452,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 073 808,00</b>	<b>75,00%</b>		<b>14 305 356,00</b>	<b>4 768 452,00</b>	<b>0,00</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>299 202 678,00</b>	<b>540 410 000,00</b>	<b>363 970 000,00</b>	<b>176 440 000,00</b>	<b>839 612 678,00</b>	<b>35,64%</b>		<b>282 108 837,00</b>	<b>507 718 469,00</b>	<b>17 093 841,00</b>	<b>32 691 531,00</b>	

## SECTION 3 LE PLAN DE FINANCEMENT

### Initiative pour l'emploi des jeunes - dotations spécifiques du FSE et de l'IEJ (en €)

Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Base pour le calcul du soutien de l'Union (coût total éligible)	Soutien de l'Union (en euros) (a)	Contrepartie nationale (b) = (c) + (d)	Ventilation indicative de la contrepartie nationale		Financement total (e) = (a) + (b)	Taux de cofinancement (f) = (a)/(e)
						Participation publique nationale (c)	Financement national privé (d)		
5	FSE	Région en transition	Total	7 152 678,00	4 768 452,00	4 768 452,00	0,00	11 921 130,00	60,00%
5	IEJ		Total	7 152 678,00				7 152 678,00	100,00%
5	TOTAL			14 305 356,00	4 768 452,00	4 768 452,00	0,00	19 073 808,00	75,00%

## Ventilation du plan de financement par axe prioritaire, fonds, catégorie de région et objectif thématique (en €)

Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Objectif thématique	Soutien de l'Union	Contrepartie nationale	Financement total
Axe prioritaire 1	FEDER	Région en transition	<u>OT 1</u> Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation	63 000 000,00	83 000 000,00	146 000 000,00
		Région en transition	<u>OT 3</u> Renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises, du secteur agricole (pour le FEADER) et du secteur de la pêche et de l'aquaculture (pour le FEAMP)	30 000 000,00	39 500 000,00	69 500 000,00
Axe prioritaire 2	FEDER	Région en transition	<u>OT 2</u> Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité	33 000 000,00	96 000 000,00	129 000 000,00
Axe prioritaire 3	FEDER	Région en transition	<u>OT 4</u> Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs	53 000 000,00	185 100 000,00	238 100 000,00
Axe prioritaire 4	FEDER	Région en transition	<u>OT 5</u> Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques	9 000 000,00	25 750 000,00	34 750 000,00
		Région en transition	<u>OT 6</u> Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources	13 000 000,00	26 410 000,00	39 410 000,00
Axe prioritaire 5	IEJ	Région en transition	<u>OT 8</u> Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre	14 305 356,00	4 768 452,00	19 073 808,00
Axe prioritaire 5	FSE	Région en transition	<u>OT 8</u> Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination	5 000 000,00	3 600 000,00	8 600 000,00
Axe prioritaire 6	FSE	Région en transition	<u>OT 10</u> Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie	57 683 481,00	38 455 654,00	96 139 135,00
Axe prioritaire 7	FEDER	Région en transition	<u>OT 9</u> Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination	13 000 000,00	32 350 000,00	45 350 000,00
<b>TOTAL</b>				<b>290 988 837,00</b>	<b>534 934 106,00</b>	<b>825 922 943,00</b>

### Montant indicatif du soutien destiné à la réalisation des objectifs en matière de lutte contre le changement climatique (en €)

Axe prioritaire	Montant indicatif du soutien destiné à la réalisation des objectifs en matière de lutte contre le changement climatique	Part de la dotation totale pour le programme opérationnel
1	2 100 000,00	0,70%
3	48 200 000,00	16,11%
4	13 400 000,00	4,48%
<b>TOTAL</b>	<b>63 700 000,00</b>	<b>21,29%</b>









## **SECTION 4**

### **Approche intégrée du développement territorial**

## SECTION 4 APPROCHE INTÉGRÉE DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

La région souhaite mettre en place un investissement territorial intégré (ITI) destiné aux agglomérations picardes permettant de « contribuer au développement d'une approche urbaine intégrée, durable et solidaire ». Ce dispositif permettra la mise en place d'actions permettant le renforcement du lien agglomérations et quartiers prioritaires, et du lien agglomérations et centralité.

L'objectif est de :

- renforcer l'accessibilité aux services et aux fonctions urbaines pour l'ensemble des Picards,
- mais aussi d'améliorer la cohésion sociale entre les territoires, en particulier dans leur dimension urbaine.

Pour ce faire, la région s'appuiera sur les agglomérations de Picardie, et notamment le réseau des 10 villes piliers identifiées dans le cadre du Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT).

Il s'agit de construire avec ces partenaires, des stratégies intégrées permettant de relever les défis économiques, environnementaux, climatiques et sociaux. La Région incite à l'élaboration de stratégies d'agglomération visant à réduire les disparités socio-spatiales pour une meilleure cohésion.

Pour cela, il conviendra de faciliter la mise en réseau des atouts et fonctionnalités des agglomérations picardes, au travers du soutien à l'émergence de modes de gouvernance et le partages d'expériences, voire des mutualisations. Ces actions devront s'inscrire dans des dynamiques métropolitaines, en favorisant l'attractivité des grandes agglomérations picardes, au travers de deux espaces prioritaires : les quartiers de gare et les liens entre ville et vallée.

## Actions intégrées en faveur du développement urbain durable

S'il y a lieu, le montant indicatif du soutien du FEDER aux actions intégrées en faveur du développement urbain durable à mettre en œuvre conformément aux dispositions de l'article 7, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1301/2013, et la répartition indicative du soutien du FSE aux actions intégrées.

Il est demandé aux porteurs de projets de construire leur stratégie intégrée autour des quatre grandes problématiques suivantes :

### ● **Accompagner la ville renouvelée et solidaire (PI 2c, 3a, 4c, 9a, 9b, 8ii, 9iv, 9v, 10iii)**

Cet objectif doit « favoriser l'inclusion sociale en réduisant la pauvreté » par :

- une requalification urbaine des quartiers prioritaires et /ou des quartiers en voie de paupérisation et par la réalisation d'équipements structurants « facteurs de lien social »,
- un renforcement de la cohésion sociale à travers l'« inclusion sociale et économique ». Il s'agit de se mobiliser tout particulièrement sur les enjeux d'innovation en matière d'économie sociale et solidaire, appui à l'entrepreneuriat, sur la qualification, l'orientation et l'emploi des jeunes, sur la réussite éducative, sans oublier le déploiement des usages et des services numériques dans l'éducation et la formation ou à destination des usagers. L'amélioration des conditions d'hébergement et d'accès au logement des personnes vulnérables doit contribuer également à l'enjeu d'inclusion sociale.

Il est à noter que l'axe 6 « Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences » du présent PO permet de développer des actions en lien avec cette problématique, en mobilisant exclusivement du FSE. Les territoires sélectionnés pourront également mobiliser de l'IEJ (axe 5 du PO régional et PO national IEJ) ainsi que du FSE relevant du PO national.

### ● **Favoriser de nouvelles formes urbaines plus denses et plus durables (PI 6d, 6e et 4a, 4c et 4e)**

Cette approche environnementale de la ville a vocation à répondre aux enjeux d'un développement soutenable. Elle s'inscrit dans les objectifs de réduction « de gaz à effet de serre de 20 % par rapport au niveau de 1990, et d'augmentation de 20 % de l'efficacité énergétique ». Elle contribuera à l'adaptation des agglomérations au changement climatique et à l'impératif de protection des ressources.

### ● **Renforcer la place des quartiers de gare par une approche intégrée entre ces espaces et la ville, et développer l'efficacité des pôles de mobilité qui y sont liés (PI 4e)**

Cet objectif doit permettre de renforcer l'attractivité des quartiers de gare par la réalisation d'études stratégiques sur ces espaces spécifiques visant à réfléchir et à définir un projet stratégique d'aménagement en relation avec la ville. Cela est complété par une réflexion sur l'accès aux gares grâce à la coordination des réseaux et des aménagements d'intermodalité. Il doit également concourir au désenclavement des quartiers paupérisés.

## SECTION 4 APPROCHE INTÉGRÉE DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

- Appuyer l'intégration entre les espaces de vallées et le tissu urbain (PI 3a, 4e, 5b, 6d, 6e)

Cet objectif doit permettre de renforcer l'attractivité et la qualité de vie des espaces urbains picards. Favoriser la redécouverte de l'espace fluvial est une occasion pour réinvestir des sites délaissés à proximité des centres-villes, afin d'y insuffler une nouvelle dynamique.

La sélection des actions de développement urbain durable s'effectuera sur la base de stratégies urbaines intégrées en réponse à un appel à manifestation d'intérêt puis à un appel à projets (cahier des charges établi par l'autorité de gestion). Un appui à l'ingénierie sera mobilisable (assistance technique dédiée, cf. OS 22).

Comme indiqué en section 1 (p. 23-24), les autorités urbaines seront impliquées dans l'ensemble des procédures et démarches (élaboration de la stratégie intégrée, définition des opérations...).

### Actions intégrées en faveur du développement urbain durable - montants indicatifs du soutien du FEDER et du FSE (en €)

Fonds	Soutien du FEDER et du FSE (à titre indicatif) (en EUR)	Proportion de la dotation totale du fonds pour le programme
Total FEDER	30 000 000,00	13,65%
Total FSE	5 000 000,00	6,91%
<b>Total FEDER + FSE</b>	<b>35 000 000,00</b>	<b>11,70%</b>

## **Modalités des actions interrégionales et transnationales, au sein du programme opérationnel, faisant participer des bénéficiaires établis dans au moins un autre État membre (le cas échéant)**

Comme l'autorise l'article 96.3d du règlement (UE) n° 1303/2013, le programme ouvre la possibilité de l'éligibilité à des opérations de nature inter-régionales, transnationales et transfrontalières.

Les projets soutenus devront correspondre aux objectifs spécifiques des axes prioritaires du présent programme régional et concerneront plus spécifiquement les thèmes recherche et développement, compétitivité des entreprises, mobilité et aménagement urbain (OS 1, 2, 3, 4, 6, 7, 11 et 14).

Les opérations retenues devront participer à l'atteinte des résultats attendus.



## **SECTION 5**

**Besoins spécifiques des zones géographiques  
les plus touchées par la pauvreté ou des groupes  
cibles les plus menacés de discrimination  
ou d'exclusion sociale**

## SECTION 5 BESOINS SPÉCIFIQUES DES ZONES GÉOGRAPHIQUES LES PLUS TOUCHÉES PAR LA PAUVRETÉ OU DES GROUPES CIBLES LES PLUS MENACÉS DE DISCRIMINATION OU D'EXCLUSION SOCIALE (LE CAS ÉCHÉANT)

### Zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou groupes cibles les plus menacés de discrimination ou d'exclusion sociale

Un Picard sur sept (15,3 % ; INSEE, 2011) vit sous le seuil de pauvreté, plaçant la Picardie au 6<sup>ème</sup> rang des régions les plus pauvres, et les familles monoparentales sont cinq fois plus touchées par la pauvreté que les couples sans enfants (avec par ailleurs, une prédominance de femmes chefs de famille).

La crise économique a fait stagner le niveau de vie des Picards : en 2009, il était de 18 400 euros pour la moitié d'entre eux (INSEE), situant la Picardie au 14<sup>ème</sup> rang métropolitain. Le revenu net imposable moyen annuel était de 21 827 euros en 2010 (DGI), soit un peu plus de 2 000 euros de moins qu'au niveau national. Par ailleurs, 48,6 % des foyers fiscaux picards ne sont pas imposés sur le revenu (46 % au niveau national), avec une proportion de 53,6 % dans l'Aisne.

La pauvreté se concentre dans les villes : si le taux de pauvreté est de 10,6 % dans les campagnes picardes (soit 1 point de moins qu'en France), il atteint 17,1 % dans les villes (3 points de plus qu'en France), avec des situations très hétérogènes entre les territoires. (INSEE, 2009)

La Picardie se place parmi les régions qui ont des indices de mesures sanitaire et sociale les plus défavorables, avec une situation relativement contrastée entre les trois départements. Enfin, les jeunes sont plus touchés par la pauvreté car leur taux de chômage est plus élevé que pour les autres tranches d'âge et ils occupent plus fréquemment des emplois précaires et moins rémunérateurs. Un Picard de moins de 30 ans sur cinq est pauvre, ce qui n'est le cas que d'un Picard de plus de 75 ans sur dix (INSEE, 2009).

Pour toutes ces données, il existe un contraste infra territorial important.

Les 21 Zones urbaines sensibles de la région rassemblent 7 % de la population régionale, soit 130 000 habitants (INSEE, 2009). A l'image de la région, ces zones sont plus peuplées, plus jeunes, avec un profil de demandeurs d'emploi plus jeune et moins qualifié que dans la moyenne des ZUS de province.

La géographie prioritaire de la ville, en cours d'évolution, prévoit de cibler l'intervention publique sur les territoires en fonction de la faiblesse des revenus des habitants. Sur les 700 communes identifiées au niveau national, 23 sont en Picardie, avec six nouveaux territoires par rapport aux zonages précédents.

La Picardie est une des rares régions à voir son nombre de communes et de quartiers augmenter dans un contexte national de réduction par deux de la géographie des quartiers prioritaires. En Picardie, 45 quartiers relèvent de cette politique, dont les trois quarts se situent dans les 10 plus grandes agglomérations picardes. Les objectifs prioritaires des contrats à venir seront l'emploi des jeunes, la création d'entreprises, la sortie de la pauvreté des mères isolées et l'amélioration de la qualité de vie au quotidien.



### **Les sites identifiés en Picardie sont les suivants :**

Saint-Quentin, Laon, Soissons, Tergnier, Chauny, Château-Thierry, La Fère, Hirson, Villers-Cotterêts dans l'Aisne ; Villers-Saint-Paul, Nogent-sur-Oise, Creil, Montataire, Compiègne, Beauvais, Pont-Sainte-Maxence, Méru, Clermont, Liancourt, Crépy-en-Valois et Noyon dans l'Oise ; Amiens et Abbeville dans la Somme.

Au-delà du ciblage sur ces territoires prioritaires, les communautés marginalisées constituent une autre population susceptible de discrimination ou d'exclusion sociale. Par « communautés marginalisées », il faut entendre les populations ou les groupes de personnes vulnérables confrontées à de graves problèmes de logement sur un territoire donné, ainsi qu'à une pluralité de difficultés à surmonter (dans des domaines tels que la santé, l'emploi, la formation, la scolarisation, les transports, etc.) et dont l'inclusion dans la société nécessite un accompagnement adapté dans le cadre d'une approche intégrée (annexe à la circulaire DIACT du 16 mars 2011).

Le taux d'allocataires du Revenu de solidarité active, au 31 décembre 2011, est de 7,8 pour 100 ménages contre 6,9 en France hexagonale (avec une étendue de 1,8 à 14,9) (sources : CCMSA, CNAF, INSEE).

Ce taux de pauvreté relatif reste plus élevé pour les familles monoparentales (34,4 % en Picardie), les personnes isolées, les familles nombreuses, les personnes immigrées et de plus en plus de jeunes (23,1 % des moins de 20 ans).

Avec un quart de sa population de moins de 20 ans, la Picardie est l'une des plus jeunes régions françaises. Certains jeunes cumulent cependant de nombreuses difficultés (cf. Analyse n° 68 INSEE - Une précarité accrue pour les jeunes sans diplôme) :

- un décrochage scolaire précoce sans diplôme plus important qu'au niveau national,
- issus des familles les moins favorisées, ils créent plus tôt leur famille que les autres, particulièrement les jeunes filles dont la moitié ont fondé leur foyer et plus du tiers sont mères de famille entre 16 et 25 ans, ou sont en rupture familiale,
- un taux de chômage plus élevé que leurs aînés et que la moyenne française ; de plus lors de leur insertion dans la vie professionnelle, ils accèdent à des emplois plus précaires et plus souvent à temps partiel.

128 000 personnes souffriraient de mal logement en Picardie soit 6,3 % de la population picarde contre 5,6 % au niveau national (CESER, 2012) :

- 4 000 personnes seraient sans abri et vivraient en habitations mobiles ou sans abri fixe,
- 4 000 autres seraient sans domicile et accueillies en hébergement social ou en hôtel,
- 120 000 personnes, propriétaires occupants ou locataires seraient logés dans un habitat potentiellement indigne ou très dégradé.

En 2006, une personne sur 20 s'est retrouvée sans logement au cours de sa vie au niveau national soit environ 15 000 à 20 000 personnes en Picardie (INSEE).

## SECTION 5 BESOINS SPÉCIFIQUES DES ZONES GÉOGRAPHIQUES LES PLUS TOUCHÉES PAR LA PAUVRETÉ OU DES GROUPES CIBLES LES PLUS MENACÉS DE DISCRIMINATION OU D'EXCLUSION SOCIALE (LE CAS ÉCHÉANT)

Ces personnes « sans-abri » sont généralement en Picardie :

- des personnes vieillissantes fortement déstructurées socialement et sanitaires,
- des personnes sans domicile fixe de passage,
- des jeunes de moins de 25 ans.

Pour le logement en insertion, les besoins d'accueil pour parents isolés sont importants, car ceux-ci sont moins accueillis qu'avant dans le parc HLM.

Les CHRS (Centres d'hébergement et de réinsertion sociale) accueillent 2/3 de jeunes dans leurs effectifs alors que ce ne sont pas des structures dédiées à ce public.

Il convient également d'ajouter que les foyers jeunes travailleurs accueillent de plus en plus de public jeune en difficulté (plus d'un quart des jeunes accueillis ont des ressources inférieures à 460 euros et la rupture familiale est la deuxième raison d'admission en FJT (Etude FJT, 2012). La mission des FJT est ainsi de plus en plus sociale et éducative.

**Stratégie visant à répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou groupes cibles les plus menacés de discrimination ou d'exclusion sociale et, le cas échéant, contribution à l'approche intégrée définie dans l'accord de partenariat**

Face à ces difficultés prégnantes, le PO FEDER/FSE Picardie interviendra prioritairement sur les zones et les populations les plus vulnérables via des investissements territoriaux intégrés en milieu urbain (cf. section 4), pour lesquels 30 millions d'euros de FEDER et 5 millions d'euros de FSE ont été pré identifiés (soit 12 % de crédits fléchés, au-delà du seuil prévu par l'accord de partenariat). Les territoires pourront également mobiliser du FSE relevant du PO national pour développer leur stratégie d'actions.

Un appel à manifestation d'intérêt sélectif permettra de cibler les interventions sur plusieurs territoires. La qualité des candidatures sera notamment appréciée au regard de la prise en compte de la problématique des populations les plus pauvres et les plus menacées de discrimination ou d'exclusion sociale (notamment actions et gouvernance proposées), avec une vigilance particulière pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Les actions prévues dans le cadre des ITI concerneront notamment :

- le soutien à la création d'entreprises dans les quartiers prioritaires,
- l'inclusion numérique (usage des TIC par les populations qui en sont le plus éloignées),
- la lutte contre la précarité énergétique (via la réhabilitation thermique de logements),
- l'accès à la mobilité durable,
- la requalification des espaces urbains délaissés,
- l'accès aux services de proximité,
- l'amélioration de l'offre de logement temporaire/d'urgence pour les populations les plus en situation d'exclusion,
- ainsi que l'accès à la préqualification et à la qualification des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Une mobilisation de l'assistance technique est également prévue pour accompagner les territoires retenus dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt (appui à l'ingénierie).

La totalité des entrées thématiques du PO reste accessible aux territoires non retenus pour des ITI. On peut citer par exemple :

- le soutien à la réhabilitation thermique des logements sociaux et du parc privé pour les ménages en situation de précarité énergétique (12 millions d'euros de FEDER prévus),
- les actions cofinancées par du FSE, à destination des demandeurs d'emploi et des jeunes (cf. IEJ).

## SECTION 5 BESOINS SPÉCIFIQUES DES ZONES GÉOGRAPHIQUES LES PLUS TOUCHÉES PAR LA PAUVRETÉ OU DES GROUPES CIBLES LES PLUS MENACÉS DE DISCRIMINATION OU D'EXCLUSION SOCIALE (LE CAS ÉCHÉANT)

### Actions en vue de répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus menacés de discrimination ou d'exclusion sociale

Groupe cible/zone géographique	Principaux types d'actions prévues dans le cadre de l'approche intégrée	Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Priorité d'investissement
Territoires urbains / Populations marginalisées	Soutien à la création d'entreprises dans les quartiers prioritaires	1 - Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes	FEDER	En transition	3a - Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises
Territoires urbains / Populations marginalisées	Inclusion numérique (usage des TIC par les populations qui en sont le plus éloignées)	2 - Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion	FEDER	En transition	2c - Renforcer les applications TIC dans les domaines de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne (télésanté)
Territoires urbains / Populations marginalisées	Lutte contre la précarité énergétique (via la réhabilitation thermique de logements)	3 - Favoriser la mutation vers une économie décarbonée	FEDER	En transition	4a - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables
Territoires urbains / Populations marginalisées	Lutte contre la précarité énergétique (via la réhabilitation thermique de logements)	3 - Favoriser la mutation vers une économie décarbonée	FEDER	En transition	4b - Favoriser l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables dans les entreprises
Territoires urbains / Populations marginalisées	Lutte contre la précarité énergétique (via la réhabilitation thermique de logements)	3 - Favoriser la mutation vers une économie décarbonée	FEDER	En transition	4c - Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics et dans le secteur du logement
Territoires urbains / Populations marginalisées	Mobilité durable	3 - Favoriser la mutation vers une économie décarbonée	FEDER	En transition	4e - Favoriser les stratégies de développement à faible émission de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer

Groupe cible/zone géographique	Principaux types d'actions prévues dans le cadre de l'approche intégrée	Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Priorité d'investissement
Territoires urbains / Populations marginalisées	Requalification des espaces urbains délaissés	4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie	FEDER	En transition	6.e -Agir en vue d'améliorer l'environnement urbain, de revitaliser les villes, de réhabiliter et de décontaminer des friches industrielles (y compris les zones en reconversion), de réduire la pollution atmosphérique et de favoriser des mesures de réduction du bruit
Territoires urbains / Populations marginalisées	Accès à la pré-qualification et à la qualification des personnes les plus éloignées de l'emploi (NEET)	5 -Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes Picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences	IEJ		8.ii -Intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse
Territoires urbains / Populations marginalisées	Accès à la pré-qualification et à la qualification des personnes les plus éloignées de l'emploi (NEET)	6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences	FSE	En transition	10.iii -Une meilleure égalité d'accès à la formation tout au long de la vie pour toute les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises
Territoires urbains / Populations marginalisées	Soutien à la création d'entreprises dans les quartiers prioritaires	6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences	FSE	En transition	9.v -Promotion de l'entrepreneuriat social et l'intégration professionnelle dans les entreprises sociales et la promotion de l'économie sociale et solidaire, afin de faciliter l'accès à l'emploi
Territoires urbains / Populations marginalisées	Accès aux services de proximité	7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables	FEDER	En transition	9.a -Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité
Territoires urbains / Populations marginalisées	Amélioration de l'offre de logements temporaires/d'urgence pour les populations les plus en situation	7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables	FEDER	En transition	9.b -Fournir un soutien à la revitalisation physique, économique et sociale des communautés défavorisées en zones urbaines et rurales



## **SECTION 6**

**Besoins spécifiques des zones géographiques touchées par des handicaps naturels ou démographiques, graves ou permanents**

## SECTION 6 BESOINS SPÉCIFIQUES DES ZONES GÉOGRAPHIQUES QUI SOUFFRENT DE HANDICAPS NATURELS OU DÉMOGRAPHIQUES GRAVES ET PERMANENTS (LE CAS ÉCHÉANT)

Pas de zone à handicap géographique dans la région (pas de montagne notamment).







# **SECTION 7**

**Autorités et organismes responsables de  
la gestion, du contrôle et de l'audit  
et rôle des partenaires concernés**

## SECTION 7 AUTORITÉS ET ORGANISMES CHARGÉS DE LA GESTION, DU CONTRÔLE ET DE L'AUDIT, ET RÔLE DES PARTENAIRES CONCERNÉS

### Autorités et organismes compétents

Autorité/organisme	Nom de l'autorité/l'organisme, et du service ou de l'unité	Responsable de l'autorité/l'organisme (titre ou fonction)
Autorité de gestion	Conseil régional de Picardie	Claude GEWERC, Président
Autorité de certification	Direction régionale des finances publiques (DRFIP)	Gilbert GARAGNON, Directeur régional
Autorité d'audit	Commission Interministérielle de Coordination des Contrôles (CICC)	Jean-Louis ROUQUETTE, Président
Organisme en faveur duquel la Commission doit effectuer les paiements	Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel Écologie, développement durable et logement (SCBCM)	François JONCHÈRE, Administrateur civil

## Mesures prises pour associer les partenaires concernés à l'élaboration du programme opérationnel et rôle de ces partenaires dans la réalisation, le suivi et l'évaluation du programme

### 1) IMPLICATION DU PARTENARIAT EN COURS DU PROCESSUS D'ELABORATION DU PROGRAMME OPERATIONNEL

Comme le prévoit le Règlement portant dispositions communes en son article 5, l'autorité de gestion a veillé tout au long de l'élaboration du programme opérationnel à associer le partenariat : les acteurs régionaux ont été sollicités aux étapes clés de la construction du programme, sur la base de documents élaborés par les services de l'AG et des services de l'Etat.

Le partenariat mis en place s'entend à deux niveaux :

- **Un partenariat resserré** entre l'Etat et la Région dans le but de définir la stratégie du PO et de le rédiger. L'organisation retenue pour ce partenariat est la suivante :
  - des groupes de travail thématiques copilotés par un binôme Région-Etat et portant sur les thématiques principales de la stratégie (compétitivité/innovation, environnement, territoire, emploi/formation, transport/accessibilité), ainsi que sur des questions transversales (mutation vers une économie décarbonée, économie numérique, innovation sociale, pilotage/gouvernance). Ces groupes se sont réunis régulièrement et ont défini les grandes orientations de la stratégie du PO et ont fortement collaboré à la rédaction des axes prioritaires du PO et à la définition des indicateurs ainsi qu'aux sections transversales du PO (notamment coordination entre fonds, priorités horizontales, conditionnalités ex ante).
  - un comité de rédaction composé des départements Europe de la Région et du SGAR coordonne le travail des groupes de travail thématiques, consolide les différentes contributions, mobilise le partenariat élargi.

- **Un partenariat élargi**

La liste complète des partenaires sollicités est jointe en annexe de ce document :

- autorités régionales, locales, urbaines : services de l'Etat, conseils généraux, EPCI (communautés de communes, communautés d'agglomération), pays, parcs naturels régionaux,
- autres autorités publiques compétentes : universités, centres de transferts de technologies,
- partenaires économiques et sociaux : chambres consulaires, syndicats, membres du CESER, branches professionnelles,
- organismes représentant la société civile : associations (et notamment associations environnementales)...

## SECTION 7 AUTORITÉS ET ORGANISMES CHARGÉS DE LA GESTION, DU CONTRÔLE ET DE L'AUDIT, ET RÔLE DES PARTENAIRES CONCERNÉS

Le partenariat a été sollicité aux étapes clés de l'élaboration du programme :

- présentation du contexte des programmes 2014-2020 afin que le partenariat puisse être pleinement informé du cadre et de la concentration demandée pour la programmation 2014-2020,
- présentation du diagnostic stratégique régional (réunion du 23 octobre 2012) afin que le partenariat puisse prendre position sur les enjeux et les orientations du diagnostic proposé,
- séminaire de lancement de la concertation (09/04/2013),
- conférence des exécutifs du 09/04/2013 (temps spécifique dédié aux autorités régionales, locales et urbaines),
- présentation de la V0, identifiant les grandes priorités d'intervention (20/06/2013), sur la base d'un document de format volontairement large et pédagogique,
- consultation électronique sur la V1 du PO (du 1er au 30/10/2013), 50 contributions ont été reçues par l'autorité de gestion,
- présentation de la V1 (11/10/2013 - 300 participants), précisant les orientations thématiques et les priorités d'investissement, avec ateliers dédiés notamment à l'approche territoriale intégrée,
- réunions avec les porteurs de projets,
- conférence des exécutifs du 20/02/2014 (temps spécifique dédié aux autorités régionales, locales et urbaines) pour présenter la V2 du PO ainsi que la démarche ITI urbain,
- présentation de la V2 (20/02/2014 - 250 participants), précisant notamment les enveloppes allouées aux différentes priorités d'investissement,
- consultation du public dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (9/04 au 9/05/2014).

Le mode de consultation mis en place a tenu compte des règles du code de bonne conduite du partenariat élaboré par la CE, à savoir mise en place de délais adaptés aux temps de consultation, mise en place de canaux pour faciliter l'expression de partenaires, transparence dans la prise en compte des propositions.

Avant chaque réunion, les documents ont été mis en ligne sur le site [www.picardieurope.eu](http://www.picardieurope.eu) et les partenaires ont pu adresser leurs contributions via une boîte fonctionnelle ([europe@cr-picardie.fr](mailto:europe@cr-picardie.fr)). L'ensemble des contributions reçues (environ 50) a été synthétisée sous forme de tableau thématique analysant le degré de prise en compte envisageable des propositions.

Les contributions des partenaires ont permis de valider le choix des orientations proposées par l'AG et l'Etat. La mobilisation des partenaires le 11/10/2013 a particulièrement contribué à orienter la stratégie du PO en matière de cohésion territoriale et de recueillir leurs attentes en termes de mode de gouvernance à mettre en place.

Par ailleurs, l'AG a systématiquement rencontré les acteurs en faisant la demande pour leur présenter les programmes 2014-2020 et prendre en compte, dans la mesure du possible, leurs besoins/observations.

Dans le cadre de l'élaboration de la RIS3, l'autorité de gestion a également organisé des ateliers dédiés associant entreprises, universités et centres de recherches.

## **2) IMPLICATION DU PARTENARIAT DANS LA MISE EN OEUVRE, LE SUIVI ET L'EVALUATION DU PROGRAMME OPERATIONNEL**

Les partenaires seront associés dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme. Leur degré d'implication sera variable en fonction de leur rôle dans le développement de la région et selon les missions que requièrent la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du PO.

### **A) Gouvernance générale du programme**

- **La comitologie**

A l'échelle du partenariat régional, des instances de concertation, de suivi et de décision sont, par ailleurs, mises en place pour impliquer le partenariat :

#### Le Comité de suivi

##### *Son rôle*

Instance de pilotage global du programme, ce comité est présidé par le Président du Conseil régional. Il a pour mission de s'assurer de l'efficacité et de la qualité de la mise en œuvre du programme.

Dès sa mise en place, le Comité de suivi adopte son règlement intérieur.

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an et en tant que de besoin. L'autorité de gestion peut également consulter les membres du Comité de suivi par l'intermédiaire d'une procédure écrite.

Le Comité de suivi est commun au programme opérationnel FEDER/FSE, au volet régional du PON FSE et au PDR.

## SECTION 7 AUTORITÉS ET ORGANISMES CHARGÉS DE LA GESTION, DU CONTRÔLE ET DE L'AUDIT, ET RÔLE DES PARTENAIRES CONCERNÉS

Le Comité de suivi :

- examine annuellement le programme sous l'angle de son exécution et des progrès réalisés pour atteindre ses objectifs. Il tient compte des données financières, des indicateurs communs et des indicateurs spécifiques du programme, y compris l'évolution de la valeur des indicateurs de résultats et les progrès vers les valeurs cibles quantifiées, ainsi que des étapes définies dans le cadre de performance, des résultats des analyses qualitatives. Il approuve les rapports de mise en œuvre annuels et le rapport final avant qu'il ne soit soumis à la Commission ;
- examine toutes questions ayant une incidence sur la réalisation du programme, dont les conclusions des examens des performances ;
- est consulté et donne un avis sur toute modification du programme proposée par l'autorité de gestion ;
- est consulté sur le plan d'évaluation et examine les progrès sur la mise en œuvre du plan d'évaluation ;
- peut faire des observations à l'autorité de gestion en ce qui concerne la mise en œuvre et l'évaluation du programme, notamment au sujet d'actions liées à la réduction de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires. Il assure le suivi des actions menées à la suite de ses observations ;
- est informé annuellement de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la RIS3.

### *Sa composition*

Le Comité de suivi est composé de représentants de l'autorité de gestion, des représentants de l'Etat, de la CE, des organismes intermédiaires et des partenaires impliqués dans l'élaboration du programme.

Le Comité de suivi peut désigner en son sein des groupes de travail thématiques justifiant notamment une concertation spécifique. Il peut par ailleurs associer à titre consultatif et à qualité d'expert aux travaux du comité, toute personne ou organisme qualifié.

### Le Comité de programmation

#### *Son rôle*

Le Comité de programmation émet un avis sur les projets présentés et assure le suivi du programme dans un souci de transparence, de partenariat et de coordination entre les fonds.



Le Comité de programmation :

- donne un avis sur chacun des dossiers inscrits à l'ordre du jour par l'autorité de gestion sur proposition des services instructeurs (programmation, ajournement, ...) et en fonction des orientations du comité de suivi ;
- prend acte des communications ;
- prend connaissance de l'utilisation de l'assistance technique ;
- est associé à la préparation des rapports annuels de mise en œuvre des programmes et dans la préparation du rapport final ;
- participe à la définition des appels à propositions et à l'évaluation des propositions.

#### *Sa composition*

Le Président du Conseil régional ou son représentant préside le comité de programmation qui est commun au PO FEDER/FSE, au volet régional du PON FSE et au PDR. Les partenaires sont membres de ce comité, selon des modalités précisées dans le DSGC, dans le respect de l'article 5 du RE 1303/2013 et du code de conduite sur le partenariat.

Le Comité de programmation peut désigner en son sein des groupes de travail thématiques justifiant une concertation spécifique, notamment en ce qui concerne la communication, la conception des appels à propositions...

Un lien étroit sera institué entre le comité de programmation et le comité de pilotage de la RIS3 afin que le comité de programmation puisse prendre en compte les avis de ce comité dans son positionnement sur les dossiers relatifs aux domaines de spécialisation intelligente.

#### Le Comité de pilotage des évaluations

##### *Son rôle*

Le Comité de pilotage des évaluations aura pour mission d'élaborer le plan d'évaluation présenté au comité de suivi, d'orienter les travaux d'évaluation et de suivre les progrès sur la mise en œuvre du plan d'évaluation.

Il se réunira au moins une fois par an et en tant que de besoin.

## SECTION 7 AUTORITÉS ET ORGANISMES CHARGÉS DE LA GESTION, DU CONTRÔLE ET DE L'AUDIT, ET RÔLE DES PARTENAIRES CONCERNÉS

### ● L'implication du partenariat dans l'animation

En dehors de la comitologie, le partenariat régional sera associé à l'animation du programme :

- une animation qui s'appuie sur le réseau partenarial de la RIS3 ;
- une animation spécifique autour des ITI : l'expérience acquise lors de la programmation 2007-2013 sur les PUI a montré la nécessité de venir en appui des chefs de file et de leurs partenaires dans la mise en place des démarches intégrées urbaines.

### ● Les principes de fonctionnement du partenariat

La mise en place du partenariat nécessitera de mobiliser des crédits d'assistance technique FEDER et FSE. Ces moyens seront orientés notamment en matière de :

#### Accessibilité

- L'ensemble des documents étudiés en comité seront mis à disposition des membres des comités afférents, dans des délais raisonnables ;
- L'organisation des réunions dans des locaux accessibles aux personnes handicapées sera privilégiée.

#### Formation

Des moyens d'assistance technique seront mobilisés pour que les différents partenaires puissent assurer leur rôle, soient conscients de leurs fonctions et de leurs obligations de confidentialité.

#### Transparence

- La liste des membres des différents comités sera rendue publique sur le site internet dédié au PO FEDER/FSE 2014-2020 ;
- Des espaces extranet seront ouverts pour chaque comité afin que les membres puissent avoir accès à l'information facilement ;
- Un aperçu des opinions données par les partenaires au cours des différentes consultations et sur la façon dont elles ont été prises en compte sera retranscrit dans le compte-rendu de la consultation ou le cas échéant, dans les rapports de mise en œuvre, conformément aux recommandations du code de bonne conduite de la CE.

## B) Mise en oeuvre du programme

Afin de répondre aux exigences liées à la gestion des FESI, une Direction des Affaires européennes, rattachée à la Direction générale des services, a été mise en place au 01/09/2014. Outre la fonction « autorité de gestion » (avec la coordination du FEADER), elle a également en charge les programmes de CTE et la Délégation auprès de Bruxelles, afin de maximiser l'articulation entre les différents programmes.

Sous l'autorité du DGS, la DAE assure les missions suivantes :

- interface avec les services de la CE et les services de l'Etat,
- pilotage du programme,
- coordination de la programmation des aides et des instances correspondantes, préparation des instances de suivi,
- gestion du système d'information,
- instruction des dossiers pour lesquels la Région est maître d'ouvrage (dans le strict respect de la séparation fonctionnelle instructeur / bénéficiaire),
- appui métier aux services instructeurs,
- communication/animation des programmes,
- contrôle interne, maîtrise des risques et lutte contre la fraude.

L'instruction des dossiers déposés par des tiers est assurée par les directions opérationnelles, hiérarchiquement et fonctionnellement indépendantes de la DAE.

Les contrôles d'opérations sont assurés par le pôle audit de la Direction des Finances, unité indépendante de la DAE et des services instructeurs et/ou bénéficiaires. Ce pôle reçoit toutes les instructions utiles de la CICC à qui il rend compte de son activité.

La Région, autorité de gestion, pouvant être aussi bénéficiaire (notamment pour les opérations de marchés publics), l'indépendance fonctionnelle des autorités chargées des tâches d'autorité de gestion sera garantie dans la mesure où il s'agit d'un service hiérarchiquement et fonctionnellement indépendant des autres services du Conseil régional qui mettent en œuvre les opérations.

Une attention particulière sera portée à la prévention des risques, à la lutte antifraudes et contre la corruption. Un des agents prévus au sein de la DAE exercera ces missions (en lien avec le contrôle interne).

## SECTION 7 AUTORITÉS ET ORGANISMES CHARGÉS DE LA GESTION, DU CONTRÔLE ET DE L'AUDIT, ET RÔLE DES PARTENAIRES CONCERNÉS

### Allocation dédiée au renforcement des capacités (pour le FSE, le cas échéant)

Les Organisations non gouvernementales (ONG) ou les partenaires sociaux ne mettent pas en œuvre des actions de formation, au sens du présent programme et selon ses priorités et critères de sélection.

Les partenaires sociaux sont, par ailleurs, partie intégrante de la gouvernance du Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDFP). À ce titre, ils sont donc totalement intégrés au système de définition des orientations régionales en matière de formation.

Le seul levier de financement que le programme pourrait destiner aux ONG ou partenaires sociaux se situe au sein de l'axe prioritaire pour l'assistance technique. Cette possibilité sera mobilisée si des ONG ou partenaires sociaux devaient porter des initiatives relatives au programme, notamment en matière d'animation ou de communication.

Une somme de 25 000 euros pourrait être consacrée à ces actions.





## **SECTION 8**

**Coordination entre les fonds, le FEADER,  
le FEAMP et autres instruments nationaux  
et de l'Union européenne, ainsi qu'avec la BEI**

## SECTION 8 COORDINATION ENTRE LES FONDS, LE FEADER, LE FEAMP ET D'AUTRES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT DE L'UNION OU NATIONAUX, AINSI QU'AVEC LA BEI

Mécanismes qui assurent la coordination entre les Fonds, le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) et d'autres instruments de financement de l'Union et nationaux, ainsi qu'avec la Banque européenne d'investissement (BEI), en tenant compte des dispositions pertinentes du cadre stratégique commun.

Autorité de gestion pour le FEDER, le FEADER, le volet régional du FSE et autorité partenaire de plusieurs programmes de coopération, la Région veillera à maximiser les synergies entre les différents programmes et à éviter les chevauchements. Cela sera facilité par le fait qu'un seul service assurera la coordination de l'ensemble des FESI (gestion, programmation, animation, communication...). La mise en place d'instances inter fonds partenariales pour les programmes régionaux garantira également une bonne synergie entre les outils.

### Coordination avec les autres fonds ESI

#### ● Le PDR FEADER

Domaines du PO complémentaires et synergies / complémentarités :

Axe 1 : PI 1a, 1b et 3d (FEDER) / Mesure 4 (art.17) (FEADER).

- Investissements productifs dans les IAA : le FEDER intervient sur les investissements productifs consécutifs à un programme de recherche (PI 1b) et sur l'internationalisation des entreprises agro-alimentaires (PI 3d).

Axe 2 : les TIC relèvent exclusivement du PO FEDER/FSE.

Axe 3 : PI 4a et 4b (FEDER) / Mesure 4 (art.17) (FEADER) :

- Production d'énergie renouvelable : les investissements (dont méthanisation) relèvent uniquement du FEDER.

Axe 4 : PI 6d (FEDER) / Mesure 7 (art 20) (FEADER) :

- Préserver les zones Natura 2000 et les autres zones à haute valeur naturelle : FEDER et FEADER peuvent être mobilisés en zones Natura 2000, mais seul le FEADER sera mobilisable pour la mise en oeuvre des contrats Natura 2000, l'élaboration et la révision des DOCOB et des plans de gestion ainsi que l'animation des DOCOB liés aux sites Natura 2000.



- Études et actions de sensibilisation liées aux espèces et/ou habitats d'intérêt communautaire, restauration des continuités écologiques (également possible hors zones Natura 2000, dans une logique de préservation globale des espèces et des biocorridors concernés : mobilisation du FEDER.
- FEDER et FEADER pourront tous deux être mobilisés sur les sites Natura 2000, avec une ligne de partage claire permettant de maximiser les interventions et garantissant une bonne lisibilité pour les bénéficiaires potentiels.

Axe 5 : PI 8ii (FSE/IEJ) : l'IEJ est ciblé sur les NEET.

Axe 6 : PI 10iii (FSE) / Mesure 1 (art 14) (FEADER) : le PO FEDER/FSE intervient auprès des demandeurs d'emploi (hors champs agricole) et le PDR intervient auprès des actifs.

Axe 7 : PI 9a (FEDER) / Mesure 7 (art 20) (FEADER), i.e. à l'exception des pôles urbains appartenant aux établissements publics de coopération intercommunale des 10 villes piliers du SRADDT qui relèvent du FEDER (ITI).

Description des mécanismes de coordination : mise en place de comités interfonds et coordination de l'ensemble des FESI par un service unique.

## ● Le PON FSE

Domaines du PO complémentaires : le PO régional FEDER/FSE couvre prioritairement les actions menées au titre de l'OT 10, tandis que le volet déconcentré en Picardie du PON FSE « Emploi / Inclusion » couvre prioritairement les actions menées au titre des OT 8 et 9.

Exploitation des synergies et des complémentarités :

Prévention et lutte contre le décrochage scolaire

- Le volet déconcentré du PON FSE couvre les aspects amont et aval du décrochage scolaire (repérage, plates-formes d'appui et de suivi des décrocheurs et mise en réseau, notamment les actions du ministère chargé de l'éducation nationale.
- Le PO régional couvre les primo demandeurs d'emploi relevant du Service public régional de formation) pour les formations pré qualifiantes et qualifiantes, y compris les dispositifs de remise à niveau et d'aide aux choix.

## SECTION 8 COORDINATION ENTRE LES FONDS, LE FEADER, LE FEAMP ET D'AUTRES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT DE L'UNION OU NATIONAUX, AINSI QU'AVEC LA BEI

### Création / Reprise d'activité

- Le volet déconcentré du PON FSE couvre les mesures spécifiques d'appui aux têtes de réseau régionales.
- Le volet déconcentré du PO national pour la mise en œuvre de l'IEJ couvre les actions d'accompagnement par les Missions locales dans le cadre du CIVIS renforcé et les actions de parrainage.
- Le PO régional intervient en articulation avec la PI 3a dans le champ de l'établissement de bilans de compétences et de la formation des porteurs de projets de création / reprise et la PI 9v.

### Formation des salariés

- Le volet déconcentré du PON FSE couvre les actions en faveur des salariés relevant de l'OT 8, PI 5 ainsi que la formation professionnelle des salariés à la recherche d'une nouvelle orientation s'inscrivant dans la PI 10.3.
- Le PO régional n'intervient pas dans le domaine de la formation des salariés (le PO régional se concentre sur la formation professionnelle des demandeurs d'emploi).

### ● Le PON IEJ

Domaines du PO complémentaires : l'IEJ est ciblé sur les NEET sur la PI 8ii.

#### Exploitation des synergies et des complémentarités :

L'accord régional sur les lignes de partage entre les volets déconcentrés du PON FSE et du PON IEJ et le PO régional FEDER/FSE a été adopté par la CP du 20 juin 2014. Les actions relevant de l'IEJ seront intégrés dans les comités de suivi et de programmation. Le CREFOP et notamment sa commission « Emploi / Formation » seront sollicités pour la programmation, le suivi, l'évaluation.

- PO national IEJ : actions de repérage, remédiation, accompagnement.
- PO régional FEDER/FSE : formation, pré-qualification...

#### Description des mécanismes de coordination pour les PON FSE et IEJ :

La coordination s'appuiera sur la mise en œuvre d'une gouvernance adéquate, permettant à l'État et à la Région de coordonner la déclinaison stratégique et opérationnelle des thématiques concernées.

## ● Le PON EUROP'ACT

Domaines du PO complémentaires : Axe 7 OS 21 et axe 8 OS 23.

Exploitation des synergies et des complémentarités : les actions d'assistance technique mises en œuvres via le PO régional s'articulent avec celles identifiées dans le cadre de la stratégie nationale d'assistance technique inter fonds (actions mutualisables au niveau national relevant d'EUROPACT).

## ● L'axe interrégional « Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique interrégional de la Seine aux phénomènes météorologiques et préserver la biodiversité du fleuve » du PO Ile-de-France

Domaines du PO complémentaires : Axe 4 -PI 5b et 6d

Exploitation des synergies et des complémentarités : les opérations relevant de l'axe interrégional devront présenter un caractère interrégional, soit par la nature des projets, soit par l'étendue de leurs effets

Description des mécanismes de coordination : la Région est associée aux instances de gouvernance dédiées à cet axe interrégional.

## ● Les programmes de Coopération Territoriale Européenne

La Picardie est concernée par 5 programmes de CTE, actuellement en cours de rédaction :

- Programmes de coopération transfrontalière (INTERREG VA) : France Wallonie Vlaanderen (FWVL), France Manche Angleterre (FMA), Deux Mers (DM),
- INTERREG VB : Europe du Nord Ouest,
- INTERREG Europe.

## SECTION 8 COORDINATION ENTRE LES FONDS, LE FEADER, LE FEAMP ET D'AUTRES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT DE L'UNION OU NATIONAUX, AINSI QU'AVEC LA BEI

### Domaines du PO complémentaires :

- FWVL : axe 1/ PI1b, 3a et 3d, axe 4/ PI5b et 6d, axe 8/ PIa et 9 b ;
- FMA : axe 1/ PI1b, axe 4/ PI6d, axe 8/ PI9b ;
- DM : axe 1/ PI1b ;
- VBENO : axes 1, 3 et 4 ;
- Interreg Europe : axes 1, 3 et 4.

### Exploitation des synergies et des complémentarités :

- FWVL : l'existence de PI identiques permettra de développer des projets tant à un niveau régional que transfrontalier. Enfin, l'axe 8 est complété en transfrontalier par une PI spécifique à l'emploi et à la mobilité transfrontalière.
- FMA : complémentarité avec l'axe 1 concernant les travaux collaboratifs et complémentarité avec l'Axe 4 qui est complété en transfrontalier par la PI 6C permettant aux acteurs picards de développer des projets relatifs au patrimoine naturel et culturel en franco-britannique.
- DM : peu de complémentarités, hormis sur l'axe 1 et la recherche collaborative.
- VB ENO : nombreuses complémentarités, avec la dimension partenariale en plus, permettant une « montée en gamme » de certains projets portés par des acteurs picards.
- Interreg Europe : tout projet Interreg Europe permettra de connaître et d'échanger avec des experts ayant déjà obtenu des résultats dans les domaines retenus par le PO régional (mise en œuvre de certaines mesures nouvelles pour le territoire en tirant profit des difficultés potentielles rencontrées et des moyens mis en œuvre chez les partenaires pour les contourner).

Description des mécanismes de coordination : participation de la Région aux instances de gouvernance des programmes concernés et coordination PO FEDER/FSE-CTE assurée au sein du même service. Les programmes CTE sont par ailleurs mis en œuvre par appels à projets, ce qui facilitera également la cohérence avec le PO régional.

## Coordination avec les autres fonds ESI

### ● Horizon 2020

Domaines du PO complémentaires : axe 1 - PI 1a et 1b

Exploitation des synergies et des complémentarités : l'ensemble des domaines de spécialisation s'intègrent dans les champs d'action du programme Horizon 2020. La RIS3 prévoit l'appui du programme Horizon 2020 afin de permettre le positionnement au niveau européen de ses domaines de spécialisation. La complémentarité entre le FEDER et Horizon 2020 sera en particulier recherchée pour :

- permettre des collaborations européennes dans les travaux de recherche issus des domaines de spécialisation ;
- permettre la mobilité des chercheurs (et notamment l'accueil de chercheurs européens) ;
- positionner les entreprises et en particulier les PME-PMI dans les technologies génériques et industrielles à l'échelle européenne.

### ● COSME

Domaines du PO complémentaires : Axe 1 -PI 1b, 3d

Exploitation des synergies et des complémentarités : l'ingénierie financière et l'accompagnement du développement des entreprises à l'international sont des objectifs de la RIS3. La gouvernance mise en place permettra d'assurer la complémentarité des fonds FEDER et COSME sur ces sujets.

Concernant les différents instruments financiers, l'évaluation ex ante des instruments financiers (article 37 du règlement n°1303/2013) prévoira une recherche de l'adéquation des besoins de la région Picardie en instruments financiers avec les différents modes de financement européen (FEDER, COSME, BEI, FEI...).

Description des mécanismes de coordination pour Horizon 2020 et COSME : la gouvernance mise en place dans le cadre de la RIS3 permettra une articulation du FEDER avec les programmes Horizon 2020 et COSME. La mise en réseau des acteurs régionaux de la recherche et de l'innovation, la mise en place de services appropriés aux entreprises à travers la démarche « Picardie Technopole » (qui est de nature à orienter les entreprises vers les dispositifs financiers européens les plus appropriés) et d'échanges réguliers avec les Points de contacts nationaux (PCN) pour Horizon 2020 permettront également une veille plus efficace sur Horizon 2020.

## SECTION 8 COORDINATION ENTRE LES FONDS, LE FEADER, LE FEAMP ET D'AUTRES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT DE L'UNION OU NATIONAUX, AINSI QU'AVEC LA BEI

### ● Erasmus Plus

Domaines du PO complémentaires : axe 6 -PI 10.3

Exploitation des synergies et des complémentarités : programme soutenant la mobilité individuelle à des fins d'apprentissage, ainsi que la coopération et le partenariat pour l'innovation et le partage d'expériences. Articulation avec la PI 10.3 du FSE en ce qui concerne la mobilité européenne, notamment en s'appuyant sur une différenciation des publics (PO : demandeurs d'emploi / Erasmus : personnes en cursus scolaire, apprentissage...).

Description des mécanismes de coordination : concertation au sein des services instructeurs, notamment via le futur comité régional de la mobilité.

### ● LIFE

Domaines du PO complémentaires : axe 3 -PI 4a, b, c, e ; axe 4 : PI 5b et 6 d.

Exploitation des synergies et des complémentarités : les actions prévues au titre de LIFE s'inscrivent en lien avec les priorités du territoire (biodiversité, changement climatique notamment). LIFE cible par ailleurs les déchets, thème non retenu au titre du PO.

Description des mécanismes de coordination : l'autorité de gestion veillera à bien articuler la mise en œuvre des actions du PO avec les appels à projets LIFE, notamment via une interface fine avec le point de contact national (MEDDE).

### ● FAMI

Domaines du PO complémentaires : axe 5 -PI 8ii ; axe 6 -PI 10.3

Exploitation des synergies et des complémentarités : le FAMI vise à favoriser l'intégration et l'inclusion sur le marché du travail et dans le tissu social des ressortissants de pays tiers.

Description des mécanismes de coordination : dans son OS 2 (et notamment favoriser l'accès à l'emploi), le FAMI permet la formation des ressortissants de pays tiers. Les personnes étrangères ayant acquis la nationalité française ou d'un autre Etat membre de l'UE sont exclus de ces actions ; ils pourront cependant être bénéficiaires des actions soutenues par le FSE.

### ● BEI

Toute intervention potentielle de la BEI sera analysée en cohérence avec les objectifs poursuivis par le PO régional.

## Coordination avec les instruments nationaux

### ● CPER

Domaines du PO complémentaires : les 5 thématiques identifiées pour la génération 2014-2020 du contrat de plan Etat Région sont, pour l'essentiel, en adéquation avec les priorités d'Europe 2020 :

- enseignement supérieur, recherche et innovation (axe 1),
- filières d'avenir et usine du futur (axe 1),
- mobilité multimodale (PI 4e),
- couverture du territoire en très haut débit et développement des usages du numérique (axe 2),
- transition écologique et énergétique (axes 3 et 4).

Un volet territorial ciblé sur les territoires les plus vulnérables est également prévu (ITI).

Exploitation des synergies et des complémentarités : les thématiques du CPER étant complémentaires aux interventions du PO, le CPER sera élaboré en cohérence avec le PO. Les services de l'Etat et de la Région veilleront à coordonner étroitement les deux outils.

Description des mécanismes de coordination : dans la mise en œuvre, les cofinancements CPER seront maximisés (instruction des parts Région et FESI par le même service).

### ● Programmes d'investissements d'avenir

Domaines du PO complémentaires : axe 1 du PO, PI 1a et 1b.

Exploitation des synergies et des complémentarités : les priorités PIA sont en totale complémentarité avec les objectifs d'Europe 2020 (projets scientifiques et technologiques innovants qui seront, à terme, source de croissance et de progrès pour l'ensemble de l'économie).

Description des mécanismes de coordination : même service assurant le suivi des projets PIA régionaux et l'instruction FEDER.





# **SECTION 9**

## **Conditions ex ante**

### Conditions ex ante thématiques

Condition ex ante	Axes prioritaires auxquels la condition s'applique	Condition ex ante remplie (oui/non/en partie)
T.01.1 -Recherche et innovation: l'existence d'une stratégie nationale ou régionale en faveur d'une spécialisation intelligente conforme au programme national de réforme, destinée à démultiplier les effets des dépenses privées en recherche et en innovation et présentant les caractéristiques des systèmes nationaux ou régionaux de recherche et d'innovation fonctionnant bien.	1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes	Oui
T.01.2 -Infrastructures de recherche et d'innovation. Existence d'un plan pluriannuel pour la budgétisation et la priorisation des investissements.	1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes	Oui
T.02.1 -Croissance numérique: Un cadre stratégique de croissance numérique en vue de stimuler les services privés et publics valorisant les TIC qui soient abordables, de qualité et largement compatibles, et d'accroître la pénétration de ce type de services auprès des citoyens (dont les groupes vulnérables), des entreprises et des administrations publiques, y compris à travers des initiatives transfrontalières.	2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion	Oui
T.02.2 -Infrastructures de réseau de nouvelle génération (NGN): l'existence de plans NGN nationaux ou régionaux en faveur des réseaux de nouvelle génération tenant compte des actions régionales menées en vue d'atteindre les valeurs cibles de l'Union en matière d'accès à l'internet à haut débit et focalisées sur les domaines dans lesquels le marché ne fournit pas une infrastructure ouverte de qualité à un prix abordable conformément aux règles de l'Union en matière de concurrence et d'aides d'État, et fournissant des services accessibles aux groupes vulnérables.	2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion	Oui

Condition ex ante	Axes prioritaires auxquels la condition s'applique	Condition ex ante remplie (oui/non/en partie)
T.03.1 -Des mesures spécifiques ont été mises en œuvre pour promouvoir l'esprit d'entreprise en tenant compte du Small Business Act (SBA).	1-Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes	Oui
T.04.1 -Des mesures ont été prises pour promouvoir des améliorations rentables de l'efficacité énergétique dans les utilisations finales ainsi que des investissements rentables dans l'efficacité énergétique lors de la construction ou de la rénovation d'immeubles.	3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée	Oui
T.04.3 -Des mesures ont été prises pour promouvoir la production et la distribution de sources d'énergie renouvelables.	3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée	Oui
T.05.1 -Prévention et gestion des risques: l'existence, à l'échelon national ou régional, d'évaluations des risques aux fins de la gestion des catastrophes qui prennent en considération l'adaptation au changement climatique.	4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie	Oui
T.08.6 -IEJ: l'existence d'un cadre d'action stratégique destiné à promouvoir l'emploi des jeunes, y compris par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse.	5 -Améliorer l'insertion professionnelles des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences	Oui
T.09.1 -L'existence et la concrétisation d'un cadre stratégique national de réduction de la pauvreté visant l'inclusion active des personnes exclues du marché du travail, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi.	7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables	Oui
T.09.2 -Un cadre stratégique national d'inclusion des Roms est en place.	7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables	Oui
T.09.3 -Santé: l'existence d'un cadre stratégique national ou régional en matière de santé, qui se situe dans les limites de l'article 168 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et qui garantit la viabilité économique.	7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables	Oui

## SECTION 9 CONDITIONS EX ANTE

Condition ex ante	Axes prioritaires auxquels la condition s'applique	Condition ex ante remplie (oui/non/en partie)
T.10.3 -Éducation et formation tout au long de la vie (EFTLV): l'existence d'un cadre stratégique national ou régional en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie dans les limites de l'article 165 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.	6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences	Oui
G.1 -L'existence de capacités administratives pour la transposition et l'application de la législation et de la politique de l'Union en matière de lutte contre la discrimination dans le domaine des Fonds ESI.	1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes 2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion 3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée 4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie 5 -Améliorer l'insertion professionnelles des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences 6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences 7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables 8 -Assistance technique FEDER 9 -Assistance technique FSE	Oui
G.2 -L'existence de capacités administratives pour la transposition et l'application de la législation et de la politique de l'Union en matière d'égalité entre les hommes et les femmes dans le domaine des Fonds ESI.	1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes 2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion 3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée 4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie 5 -Améliorer l'insertion professionnelles des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences 6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences 7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables 8 -Assistance technique FEDER 9 -Assistance technique FSE	Oui

Condition ex ante	Axes prioritaires auxquels la condition s'applique	Condition ex ante remplie (oui/non/en partie)
G.3 -L'existence de capacités administratives pour la transposition et l'application de la convention des Nations unies sur les droits des personnes handicapées (CNUDPH) dans le domaine des Fonds ESI conformément à la décision 2010/48/CE du Conseil	1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes 2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion 3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée 4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie 5 -Améliorer l'insertion professionnelles des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences 6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences 7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables 8 -Assistance technique FEDER 9 -Assistance technique FSE	Oui
G.4 -L'existence de modalités pour l'application effective de la législation de l'Union en matière de marchés publics dans le domaine des Fonds ESI.	1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes 2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion 3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée 4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie 5 -Améliorer l'insertion professionnelles des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences 6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences 7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables 8 -Assistance technique FEDER 9 -Assistance technique FSE	Oui
G.5 -L'existence de modalités pour l'application effective de la législation de l'Union en matière d'aides d'État dans le domaine des Fonds ESI.	1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes 2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion 3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée 4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie 5 -Améliorer l'insertion professionnelles des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences 6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences 7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables 8 -Assistance technique FEDER 9 -Assistance technique FSE	Oui

## SECTION 9 CONDITIONS EX ANTE

Condition ex ante	Axes prioritaires auxquels la condition s'applique	Condition ex ante remplie (oui/non/en partie)
G.6 -L'existence de modalités pour l'application effective de la législation environnementale de l'Union relative à l'EIE et à l'EES.	1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes 2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion 3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée 4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie 5 -Améliorer l'insertion professionnelles des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences 6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences 7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables 8 -Assistance technique FEDER 9 -Assistance technique FSE	Oui
G.7 -L'existence d'une base statistique nécessaire pour entreprendre des évaluations permettant d'analyser l'efficacité et l'impact des programmes. L'existence d'un système d'indicateurs de résultat requis pour sélectionner les actions qui contribuent le plus efficacement aux résultats souhaités, pour suivre l'avancement vers la production des résultats et pour entreprendre l'évaluation des incidences.	1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes 2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion 3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée 4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie 5 -Améliorer l'insertion professionnelles des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences 6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences 7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables 8 -Assistance technique FEDER 9 -Assistance technique FSE	En partie

## Conditions ex ante générales

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
T.011 - Recherche et innovation : l'existence d'une stratégie nationale ou régionale en faveur d'une spécialisation intelligente conforme au programme national de réforme, destinée à démultiplier les effets des dépenses privées en recherche et en innovation et présentant les caractéristiques des systèmes nationaux ou régionaux de recherche et d'innovation fonctionnant bien.	1 - Une stratégie nationale ou régionale de spécialisation intelligente est en place, et :	Oui	SRI - RIS3	<p>Mise en place d'une SPI dans le cadre d'un partenariat Etat-Région en janvier 2008.</p> <p>Elaboration d'une Stratégie de Spécialisation Intelligente (démarrage en avril 2013 – finalisation en cours (adoption prévue en mai/juin 2014)).</p> <p>Cette stratégie comprend trois objectifs déclinés en 8 axes d'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectif 1 : Développer les instruments de gouvernance et pilotage ;</li> <li>- Objectif 2 : Accentuer les actions vers des thèmes de spécialisation compétitive ;</li> <li>- Objectif 3 : Structurer un environnement différenciant et innovant</li> </ul> <p>Identification de 5 thèmes (de spécialisation et en émergence) et de trois actions transversales.</p> <p>Les étapes précisées par la Commission européenne dans le « Guide to Research and Innovation Strategies for Smart Specialisation » (mars 2012) ont été réalisées (étape 6 sur le suivi et l'évaluation en cours de finalisation).</p>
	2 - s'appuie sur une analyse AFOM ou une analyse comparable menée en vue de concentrer les ressources sur un nombre limité de priorités en matière de recherche et d'innovation ;	Oui		<p>La première étape a consisté à établir un diagnostic régional en deux phases :</p> <p>Phase 1 : Repérage des domaines (verticalité) et problématiques (horizontalité) qui s'est appuyé sur une large concertation des acteurs et la mise en place d'ateliers de travail ;</p> <p>Phase 2 : Identification de projets différenciants.</p> <p>De juin 2013 à septembre 2013, avec l'appui de consultants, il a été procédé à l'analyse des enjeux du territoire, des potentialités existantes et des besoins transversaux.</p>
	3 - décrit les mesures à prendre afin de stimuler les investissements privés en RDT ;	Oui		<p>L'objectif 3 présente la stratégie régionale de la Picardie en termes d'actions pour soutenir l'innovation sur son territoire et se décline en 3 axes. Le premier présente la démarche Picardie Technopole. Véritable outil d'animation et de marketing territorial, Picardie Technopole a pour objectifs de rendre plus visible et lisible l'action publique et les ressources disponibles sur le territoire. Le deuxième axe identifie les structures à renforcer ou à développer en cohérence avec la S3. Enfin, le troisième axe présente les outils financiers à disposition ou à développer pour accompagner le processus global de l'idée à la mise sur le marché des innovations.</p>
	4 - comporte un mécanisme de suivi ;	Oui		<p>S'agissant de la gouvernance, il sera ainsi créé un comité d'orientation stratégique (COS) de la RIS3, présidé par l'Etat et la Région, et composé des partenaires que sont les universités, les acteurs publics, les entreprises et la société civile. Les décisions du COS seront rendues opérationnelles dans le cadre d'un comité technique d'animation et d'évaluation (CTAE). La gouvernance de la RIS3 sera étroitement liée avec celle du PD et de ses instances. En termes de monitoring et d'évaluation, un ensemble d'indicateurs de suivi a été défini (cf. section 2) constituant de fait une base solide de monitoring complété d'autres indicateurs (indicateurs généraux du processus de recherche et d'innovation : DIRDA, DIRD, production scientifique, brevets déposés, nombre de chercheurs publics/privés...). La RIS3 fera à minima l'objet d'une évaluation à mi-parcours en 2017 et d'une évaluation finale en 2020.</p>
	5 - Un cadre décrivant les ressources budgétaires disponibles pour la recherche et l'innovation a été adopté.	Oui		<p>Côté Etat en région, les travaux en cours du Contrat de plan Etat-Région 2014-2020 permettront d'identifier les ressources disponibles pour la recherche et l'innovation. Le budget intégré à la RIS3 identifie les crédits Région et FEDER-FSE pouvant être mobilisés. Ce budget sera abondé très prochainement par les crédits CPER de l'Etat et par un complément éventuel de la Région, ainsi que par les crédits des appels à projets nationaux ou européens.</p>

## SECTION 9 CONDITIONS EX ANTE

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
T.01.2 -Infrastructures de recherche et d'innovation. Existence d'un plan pluriannuel pour la budgétisation et la priorisation des investissements.	1 -Un plan pluriannuel indicatif détaillant les budgets et les priorités des investissements liés aux priorités de l'Union et, le cas échéant, au Forum stratégique européen sur les infrastructures de recherche (ESFRI) a été adopté.	Oui	SRI -RIS3 CPER 2014-2020	La RIS3 a été votée à la commission permanente du Conseil régional du 20 juin 2014. Ce document est complété par une annexe définissant le plan d'investissement immobilier pour les infrastructures de recherche et un plan d'équipements scientifiques structurants Ces plans sont élaborés dans une logique de renforcement de la recherche et de sa reconnaissance à l'international.
T.02.1-Croissance numérique: Un cadre stratégique de croissance numérique en vue de stimuler les services privés et publics valorisant les TIC qui soient abordables, de qualité et largement compatibles, et d'accroître la pénétration de ce type de services auprès des citoyens (dont les groupes vulnérables), des entreprises et des administrations publiques, y compris à travers des initiatives transfrontalières.	1-Un cadre stratégique de croissance numérique, par exemple dans le contexte de la stratégie nationale ou régionale en faveur d'une spécialisation intelligente, est en place qui :	Oui	SRI -RIS3	L'Axe 5. Accompagner l'innovation et la spécialisation par des approches transversales de la RIS3 comprend un domaine de transversalité intitulé « Développer de nouveaux outils numériques et la généralisation de leurs utilisations. Maîtriser les systèmes de systèmes ».
	2 -détaille les budgets et priorités des actions découlant d'une analyse AFOM ou d'une analyse comparable menée conformément au tableau de bord de la stratégie numérique pour l'Europe ;	Oui		Le Plan d'actions de la RIS3 précise le budget à affecter à cette partie de la stratégie de la RIS3. Le volet numérique du contrat de Plan Etat – Région en cours d'élaboration viendra abonder le budget présenté dans le plan d'actions. Un diagnostic a été établi au cours des deux premières phases d'élaboration de la RIS3 et le Diagnostic Territorial Stratégique présente une analyse AFOM spécifique au numérique portant sur les aspects Economie et filière numérique, e-santé, accès aux TIC, e-formation et éducation, formation aux TIC ;
	3 -comprend une analyse des possibilités d'équilibrer le soutien à l'offre et à la demande de TIC ;	Oui		L'Université Numérique Régionale de Picardie (UNRP) fédère les acteurs institutionnels, ceux de l'éducation et de l'entreprise au travers de projets structurants, concourant au développement régional. La stratégie décrite dans l'axe 5 de la RIS3 s'appuie notamment sur le schéma directeur numérique de l'Université Numérique dont les axes clés sont notamment : développement de la pédagogie numérique, promotion de la diffusion de ressources numériques, extension du SI aux domaines de la recherche et de l'innovation dans un dispositif intégré et sécurisé. Parallèlement, la Région, l'Etat et les 3 Conseils généraux ont développé une stratégie permettant le déploiement d'Espaces Numériques de Travail (ENT) dans les établissements scolaires et de plus de 150 Etablissements Publics Numériques (EPN) sur le territoire Picard. En matière de santé, un schéma régional de télémédecine est en cours d'élaboration. Il permet d'ores et déjà d'identifier les pistes à développer en matière d'e-santé
	4 -définit des indicateurs pour mesurer les progrès des interventions dans des domaines tels que la culture numérique, l'insertion numérique et l'accessibilité à la société de l'information ainsi que les progrès de la santé en ligne dans les limites de l'article 168 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; ces indicateurs s'inscrivent, le cas échéant, dans le prolongement de ceux fixés dans les stratégies sectorielles régionales, nationales ou de l'Union existantes correspondantes ;	Oui		L'Objectif 1 de la stratégie - axe 2 de la RIS3 qui est en cours de finalisation prévoit la mise en place d'un système de suivi basé sur des indicateurs et sur une démarche d'évaluation s'appuyant sur des études et un observatoire
	5 -contient une évaluation des besoins de renforcement des capacités en TIC.	Oui		Un diagnostic a été établi au cours des deux premières phases d'élaboration de la RIS3 et le Diagnostic Territorial Stratégique présente une analyse AFOM spécifique au numérique portant sur les aspects Economie et filière numérique, e-santé, accès aux TIC, e-formation et éducation, formation aux TIC



Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
<p>T.02.2 -Infrastructures de réseau de nouvelle génération (NGN) : l'existence de plans NGN nationaux ou régionaux en faveur des réseaux de nouvelle génération tenant compte des actions régionales menées en vue d'atteindre les valeurs cibles de l'Union en matière d'accès à l'internet à haut débit et focalisées sur les domaines dans lesquels le marché ne fournit pas une infrastructure ouverte de qualité à un prix abordable conformément aux règles de l'Union en matière de concurrence et d'aides d'État, et fournissant des services accessibles aux groupes vulnérables.</p>	1-Un plan national ou régional "NGN" est en place, comprenant :	Oui	Plan France très haut débit Schémas Directeurs Territoriaux d'Aménagement numérique (SDTAN) des 3 Départements : Aisne ( <a href="http://aisne.com/IMG/pdf/SDTAN.pdf">http://aisne.com/IMG/pdf/SDTAN.pdf</a> ), Oise ( <a href="http://www.oise.fr/uploads/media/SDTAN_01.pdf">http://www.oise.fr/uploads/media/SDTAN_01.pdf</a> ), Somme ( <a href="http://www.sommenumerique.fr/fileadmin/decup_file/redacteur/d_ois_outils/SDTAN-Somme-Projet-VF3_IMPRIMERIE.pdf">http://www.sommenumerique.fr/fileadmin/decup_file/redacteur/d_ois_outils/SDTAN-Somme-Projet-VF3_IMPRIMERIE.pdf</a> )	Les infrastructures très haut débit déployées en Picardie s'appuie sur le Plan France Très Haut Débit qui appréhende l'intégralité du territoire national, quelles que soient les zones considérées et la nature des initiatives de déploiement, publiques comme privées. Les 3 Départements de la région ont rédigé des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) dont l'objet est d'établir une projection opérationnelle des actions d'infrastructures permettant le très haut débit (fibre optique) ou la montée en débit pour que les ménages, entreprises, administrations de Picardie bénéficient tous d'un débit de 10 Mb/s. En cumulant les engagements des opérateurs privés et les projets des conseils généraux, plus de 70 % des foyers picards sera couverts par la fibre optique dans les 10 ans qui viennent. 2 départements (Somme et Oise) ont été retenus à l'appel à projets « France très Haut débit – Réseaux d'Initiative Publique ». La réponse de l'Aisne est en cours d'élaboration.
	2 - un plan des investissements en infrastructures basé sur une analyse économique qui tient compte des infrastructures privées et publiques existantes et des investissements prévus ;	Oui	Plan France très haut débit Schémas Directeurs Territoriaux d'Aménagement numérique (SDTAN) des 3 Départements : Aisne, Oise, Somme	Dans le cadre des SDTAN, les départements établissent un plan de financement prévisionnel qui tient compte de l'analyse économique des infrastructures privées et publiques. L'appel à projets apporte la garantie de l'obtention des crédits d'Etat sur une première période de 5 ans. Par ailleurs, il n'existe pas de SCORAN en matière d'infrastructures en Picardie. C'est une décision commune du Préfet et du Président de Région, car les 3 SDTAN étaient cohérents et ne nécessitaient pas de mettre en place une SCORAN. Les 3 SDTAN s'inscrivent parfaitement dans un schéma de développement du Haut Débit en intégrant les particuliers, les entreprises et en respectant les zones à couvrir. Ils couvrent l'ensemble du territoire picard et la loi n°2014-58 MAPAM prévoit désormais que le volet consacré à l'aménagement numérique du schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADDT) tienne lieu de schéma directeur territorial d'aménagement numérique.
	3 - des modèles d'investissements pérennes favorisant la concurrence et assurant l'accès à des infrastructures et services ouverts, de qualité, conçus pour durer et dont le prix sera abordable ;	Oui		L'appel à projets exige l'apport par les collectivités d'assurances sur la commercialisation. Celles-ci doivent ainsi démontrer l'attractivité de leurs RIP, tout particulièrement FttH et réseaux de collecte, auprès des opérateurs-usagers, au regard des attentes de ces derniers. Les Conseils généraux ont donc été amenés à établir un plan de déploiement en fonction de simulation de commercialisation.
	4 - des mesures de stimulation des investissements privés.	Oui		Dans les zones hors AMII, les collectivités territoriales sont incitées à passer des délégations de service public, des contrats de partenariat ou des marchés de travaux avec ces opérateurs privés.

## SECTION 9 CONDITIONS EX ANTE

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
T.03.1 - Des mesures spécifiques ont été mises en œuvre pour promouvoir l'esprit d'entreprise en tenant compte du Small Business Act (SBA).	1- Les actions spécifiques sont les suivantes : des mesures qui ont été mises en place dans le but de réduire le délai et les coûts nécessaires pour créer une entreprise en tenant compte des objectifs du SBA ;	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de Partenariat)	La création d'une entreprise est immédiate. Le créateur doit déposer son dossier dans un Centre de formalités des entreprises (CFE), qui joue le rôle de guichet unique et est chargé de centraliser les pièces du dossier d'immatriculation et de les transmettre aux différents organismes concernés par la création de l'entreprise (URSSAF, Greffe du tribunal de commerce, INSEE, RSI, services fiscaux, ...). Dans le cas des auto-entrepreneurs la démarche se fait sur internet en quelques clics. Coûts d'immatriculation des entreprises en création pratiqués par un greffe en France: 83,69€ pour une société et de 62,19€ pour une personne physique. Le coût d'immatriculation d'une société semble correspondre au montant reporté dans le projet de fiche Small Business Act France 2013 (83) transmis par la DG entreprise. Pour mémoire, l'édition 2012 de cette fiche SBA France faisait état d'un coût de 84€, montant figurant dans le tableau disponible sur le site de la DG Entreprise
	2 - Les actions spécifiques sont les suivantes: des mesures qui ont été mises en place dans le but de réduire le délai nécessaire pour obtenir les permis et licences requis pour entamer et exercer l'activité spécifique d'une entreprise en tenant compte des objectifs du SBA ;	Oui		Les délais d'obtention sont inférieurs à trois mois. Seules les autorisations pour construire ou exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement qui sont les plus nuisantes dépassent ce délai.
	3 -Les actions spécifiques sont les suivantes: un mécanisme est en place pour contrôler la mise en œuvre des mesures du SBA qui ont été prises et évaluer l'impact sur les PME.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de Partenariat) <a href="http://www.dgois.gouv.fr/files/files/directions_services/dgois/consultation-publique/guidepratique-consultation-entreprises.pdf">http://www.dgois.gouv.fr/files/files/directions_services/dgois/consultation-publique/guidepratique-consultation-entreprises.pdf</a>	Un tableau de suivi de mise en œuvre du SBA au niveau national est actualisé 3 à 4 fois par an en vue des réunions des points de contact nationaux du SBA, organisées par la Commission européenne. Les organisations représentatives des PME sont consultées régulièrement par la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des PME, lors de réunions préparatoires des réunions des ambassadeurs des PME. Le test PME, outil de consultation des entreprises et d'évaluation des projets de textes normatifs, sera mobilisé par les services lorsque la complexité et l'impact d'un projet de texte le justifie. Il visera à mesurer spécifiquement les impacts de nouvelles réglementations auprès d'un échantillon de petites et moyennes entreprises et permettra, si besoin, d'apporter des amendements pour élaborer des textes plus simples à appliquer. Les bases méthodologiques du test PME ont été élaborées et sont aujourd'hui en cours d'expérimentation. (...)

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
T.04.1 - Des mesures ont été prises pour promouvoir des améliorations rentables de l'efficacité énergétique dans les utilisations finales ainsi que des investissements rentables dans l'efficacité énergétique lors de la construction ou de la rénovation d'immeubles.	1 - Il s'agit des mesures suivantes : mesures destinées à assurer que des exigences minimales existent pour la performance énergétique des bâtiments, conformément aux articles 3, 4 et 5 de la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil ;	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de Partenariat)	Règlementation Thermique 2012 pour le neuf : Décret no 2010-1269 du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions Arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJo=0&amp;dateJo=20101027&amp;numTexte=26&amp;pageDebut=19250&amp;pageFin=1925">http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJo=0&amp;dateJo=20101027&amp;numTexte=26&amp;pageDebut=19250&amp;pageFin=1925</a> <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJo=0&amp;dateJo=20101027&amp;numTexte=7&amp;pageDebut=19260&amp;pageFin=19265">http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJo=0&amp;dateJo=20101027&amp;numTexte=7&amp;pageDebut=19260&amp;pageFin=19265</a>
	2 - Il s'agit des mesures suivantes : mesures nécessaires pour établir un système de certification de la performance énergétique des bâtiments conformément à l'article 11 de la directive 2010/31/UE ;	Oui		<a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000788335&amp;dateTexte=&amp;categorieLien=id">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000788335&amp;dateTexte=&amp;categorieLien=id</a>
	3 - Il s'agit des mesures suivantes : mesures visant à assurer une planification stratégique en matière d'efficacité énergétique, conformément à l'article 3 de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil ;	Oui		<a href="http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/0458_FF.pdf">http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/0458_FF.pdf</a>
	4 - Il s'agit des mesures suivantes : mesures conformes à l'article 13 de la directive 2006/32/CE du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques, et destinées à doter les clients finaux de compteurs individuels dans la mesure où cela est techniquement possible, financièrement raisonnable et proportionné compte tenu	Oui		3 types de mesures - pour le gaz : <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT00000239573&amp;dateTexte=LEGITEXT0000023983208&amp;dateTexte=20130502">http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT00000239573&amp;dateTexte=LEGITEXT0000023983208&amp;dateTexte=20130502</a> <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT0000023987144&amp;dateTexte=LEGITEXT0000023983208&amp;dateTexte=20130502&amp;oldAction=echCodeArticle">http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT0000023987144&amp;dateTexte=LEGITEXT0000023983208&amp;dateTexte=20130502&amp;oldAction=echCodeArticle</a> - pour l'électricité : - L. 322-8 : exercice des missions des comptage - L.341-4 : mise en place des compteurs communicants - décret 2010-1022 (application de l'article L.341-4 - généralisation des compteurs communicants) - arrêté du 4 janvier 2012 (application du décret 2010-1022 - spécifications techniques des compteurs) - pour la chaleur : <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT0000023986282&amp;dateTexte=LEGITEXT0000023983208&amp;dateTexte=20130502&amp;oldAction=echCodeArticle">http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT0000023986282&amp;dateTexte=LEGITEXT0000023983208&amp;dateTexte=20130502&amp;oldAction=echCodeArticle</a> (...)
T.04.3 - Des mesures ont été prises pour promouvoir la production et la distribution de sources d'énergie renouvelables.	1 - Des régimes d'aide transparents, un accès prioritaire ou garanti au réseau de distribution et un appel prioritaire ainsi que des règles types rendues publiques concernant la prise en charge et le partage des coûts des adaptations techniques ont été mis en place conformément à l'article 14, paragraphe 1, et à l'article 16, paragraphes 2 et 3, de la directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/0825_plan_d_action_national_ENRversion_finale.pdf">http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/0825_plan_d_action_national_ENRversion_finale.pdf</a> les références sont : - les articles L. 321-7, L. 342-1 et L. 343-1 du code de l'énergie ( <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do</a> ) - le décret 2012-533 ( <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do</a> ) La priorité de dispatching assurée par le gestionnaire => voir 3C	1. La priorité d'accès ou l'accès garanti passe, en France, par l'obligation d'achat de l'électricité produite par les installations ENR. Ce sont les articles L.314-1 et suivants du code de l'énergie qui décrivent le fonctionnement de l'ODA. Les textes réglementaires pertinents qui en découlent sont le décret n°2001-410, le décret n°2000-1196 et l'ensemble des arrêtés tarifaires. Le caractère transparent est assuré par la publication d'un avis de la CRE en même temps que la publication des arrêtés tarifaires. Concernant le raccordement, la France a mis en œuvre des schémas régionaux de raccordement des ENR qui - mutualisent entre les producteurs les coûts de raccordement et - donnent la priorité d'accès aux capacités créées par ces schémas pendant 10 ans aux productions ENR
	2 - Un État membre a adopté un plan d'action national en matière d'énergies renouvelables conformément à l'article 4 de la directive 2009/28/CE.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/0825_plan_d_action_national_ENRversion_finale.pdf">http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/0825_plan_d_action_national_ENRversion_finale.pdf</a>	Le plan national a été remis à la Commission européenne en août 2010.

## SECTION 9 CONDITIONS EX ANTE

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
T.05.1 - Prévention et gestion des risques: l'existence, à l'échelon national ou régional, d'évaluations des risques aux fins de la gestion des catastrophes qui prennent en considération l'adaptation au changement climatique.	1 - Un plan national ou régional d'évaluation des risques est en place, comprenant :	Oui	Stratégie nationale de gestion du trait de côte 2012-2015 ( <a href="http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/12004_Strategie-gestion-trait-de-cote-2012_DEF_18-06-12_light.pdf">http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/12004_Strategie-gestion-trait-de-cote-2012_DEF_18-06-12_light.pdf</a> ) déclinée sur le territoire régional en 2 PAPI : Plan Somme prolongé jusqu'au 31/12/2014 et PAPI de la Verre labellisé le 30/01/13. Le PAPI Littoral élabore actuellement sa stratégie ; il sera labellisé en 06/15. • Evaluations préliminaires des risques d'inondation (EPRI) : bassin Seine Normandie et bassin Artois Picardie.	<a href="http://www.bajedessomme.org/milieu/naturels/docs/47138PAPIBSAbrochure-Decembre2013.pdf">http://www.bajedessomme.org/milieu/naturels/docs/47138PAPIBSAbrochure-Decembre2013.pdf</a> <a href="http://entente-oiseaisne.fr/index.php/component/content/article/32-le-risque-dinondation/147-le-projet-papi-verre">http://entente-oiseaisne.fr/index.php/component/content/article/32-le-risque-dinondation/147-le-projet-papi-verre</a> <a href="http://webissimo.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/EPRI_Seine_Normandie_Vdel-couv_cle764cb7.pdf">http://webissimo.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/EPRI_Seine_Normandie_Vdel-couv_cle764cb7.pdf</a> <a href="http://www.nord-pas-decalais.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/epri_artois_picardie.pdf">http://www.nord-pas-decalais.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/epri_artois_picardie.pdf</a>
	2 - une description du processus, de la méthodologie, des méthodes et des données non sensibles utilisées pour l'évaluation des risques, ainsi que des critères fondés sur les risques pour la détermination des priorités d'investissement ;	Oui	Stratégie nationale de gestion du trait de côte 2012-2015 ( <a href="http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/12004_Strategie-gestion-trait-de-cote-2012_DEF_18-06-12_light.pdf">http://www.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/12004_Strategie-gestion-trait-de-cote-2012_DEF_18-06-12_light.pdf</a> ) qui a été déclinée sur le territoire régional en 2 Programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) en cours d'élaboration (PAPI Somme ; PAPI Oise Aisne)	
	3 - une description de scénarios à risque unique et à risques multiples ;	Oui	• Evaluations préliminaires des risques d'inondation (EPRI) : bassin Seine Normandie et bassin Artois Picardie.	
	4 - la prise en compte, lorsque cela est nécessaire, des stratégies nationales d'adaptation au changement climatique.	Oui	Volet adaptation du SRCAE ( <a href="http://www.picardie.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-2.pdf">http://www.picardie.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-2.pdf</a> )	

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
T.08.6 - IEJ: l'existence d'un cadre d'action stratégique destiné à promouvoir l'emploi des jeunes, y compris par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse.	1 - Un cadre d'action stratégique destiné à promouvoir l'emploi des jeunes est en place. Ce cadre :	Oui	Le Plan français de mise en œuvre de la Garantie pour la Jeunesse a été transmis à la Commission européenne le 20.12.2013, accompagné d'une note relative à « la stratégie française de mise en œuvre de la garantie européenne pour la jeunesse » transmise le 15.04.2014 et d'éléments de réponses aux interrogations de la Commission transmis en mai 2014.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- services statistiques ministériels (INSEE, DARES, DRESS.) conduisent des recensements et enquêtes,</li> <li>- système d'information de l'Education nationale,</li> <li>- systèmes d'information spécifiques au suivi des jeunes du Service public de l'emploi (Parcours 3, ICARE).</li> </ul>
	2 - se fonde sur des éléments probants permettant de mesurer les résultats pour les jeunes sans emploi et qui ne suivent ni enseignement ni formation, et constituant une base pour élaborer les politiques ciblées et assurer le suivi de l'évolution ;	Oui		
	3 - désigne l'autorité publique chargée de la gestion des mesures pour l'emploi des jeunes, ainsi que de la coordination des partenariats entre tous les niveaux et secteurs ;	Oui	Courrier en date du 08.07.2013 de la RPUE à la DG EPSCO.	La DGEFP est autorité publique en charge de l'établissement et de la gestion de la Garantie pour la jeunesse.
	4 - associe toutes les parties prenantes susceptibles de lutter contre le chômage des jeunes ;	Oui	Le dispositif d'aides spécifiques en faveur des jeunes de moins de 28 ans / ANI « jeunes » du 13 décembre 2013.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les acteurs du Service public de l'emploi au sens large (services de l'Etat, Pôle emploi, Missions locales...),</li> <li>- le monde associatif,</li> <li>- les partenaires sociaux.</li> </ul>
	5 - permet une intervention et une activation à un stade précoce ;	Oui	ANI 7 avril 2011 sur l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi dans leur accès à l'emploi.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- des actions spécifiques à destination des « jeunes décrocheurs » ont été mises en place,</li> <li>- une expérimentation de la Garantie jeunes est conduite dans 10 territoires pilotes, pour les jeunes en grande précarité : objectif de remobilisation immédiate des jeunes,</li> <li>- le réseau FOQUALE et les plates-formes d'appui aux jeunes décrocheurs contribuent au repérage des jeunes décrocheurs.</li> </ul>
	6 - comprend des mesures de soutien à l'accès à l'emploi, à l'amélioration des compétences, à la mobilité du travail et à l'intégration durable sur le marché du travail des jeunes qui sont sans emploi et qui ne suivent ni enseignement ni formation.	Oui	Loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 portant création des emplois d'avenir. Articles L6222 à L6225 du code du travail relatifs à l'apprentissage. Décret n° 2013-880 du 1er octobre 2013 relatif à l'expérimentation de la « Garantie jeunes ».	<ul style="list-style-type: none"> <li>- accompagnement des jeunes NEET dans le cadre de la Garantie jeunes,</li> <li>- Emplois d'avenir,</li> <li>- apprentissage, outil privilégié dans le cadre du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi,</li> <li>- aide à la création d'entreprises par des jeunes.</li> </ul>

## SECTION 9 CONDITIONS EX ANTE

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
T.09.1 - L'existence et la concrétisation d'un cadre stratégique national de réduction de la pauvreté visant l'inclusion active des personnes exclues du marché du travail, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi.	1 - Un cadre stratégique national de réduction de la pauvreté est en place qui vise une inclusion active et ;	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) Pour une présentation du plan pluriannuel lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale et de la méthode de travail adoptée, consulter le site du ministère des affaires sociales et de la santé : <a href="http://www.socialsante.gouv.fr/espace.770handicapexclusion.775/dossiers.806/lutte-contre-lapauvrete-et-pour-l.2380/">http://www.socialsante.gouv.fr/espace.770handicapexclusion.775/dossiers.806/lutte-contre-lapauvrete-et-pour-l.2380/</a>	
	2 - qui fournit une base scientifique suffisante pour élaborer des politiques de réduction de la pauvreté et permettre un suivi de l'évolution ;	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/DPPAUVRETE.pdf">http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/DPPAUVRETE.pdf</a>	Les travaux de définition des outils de suivi du plan pluriannuel et d'élaboration de la méthode de déploiement opérationnel dans les territoires ont été engagés début février 2013 (mission confiée à M. Chérèque). Un premier point d'étape de cette mission a été présenté au Premier ministre le 19 avril. Un premier rapport annuel d'évaluation sera remis à la fin de l'année, en vue du Comité interministériel de lutte contre les exclusions.
	3 - qui comprend des mesures contribuant à la réalisation de l'objectif national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (défini dans le programme national de réforme), dont la promotion des possibilités d'un emploi de qualité et durable pour les personnes qui courent le plus grand risque d'exclusion sociale, y compris les personnes appartenant à des communautés marginalisées ;	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat)	Les autorités françaises ont adopté en janvier 2013 un plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Ce plan gouvernemental s'articule autour de trois grands axes de réformes : réduire les inégalités et prévenir les ruptures ; venir en aide et accompagner vers l'insertion sur le marché du travail ; coordonner l'action sociale et valoriser ses acteurs. (...)
	4 - qui associe les parties prenantes concernées à la lutte contre la pauvreté ;	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.socialsante.gouv.fr/espace.770handicapexclusion.775/dossiers.806/lutte-contre-lapauvrete-et-pour-l.2380/la-conferen-ce-des-10-et-11.2389/">http://www.socialsante.gouv.fr/espace.770handicapexclusion.775/dossiers.806/lutte-contre-lapauvrete-et-pour-l.2380/la-conferen-ce-des-10-et-11.2389/</a>	La conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale des 10 et 11 décembre derniers a permis d'associer toutes les parties prenantes à l'élaboration de ce plan (personnes en situation de pauvreté, associations, collectivités territoriales, partenaires sociaux...). Le CNLE et le CNIAE permettent également une concertation régulière des acteurs de la lutte contre la pauvreté et de ceux du secteur de l'IAE.
	5 - qui prévoit, en fonction des besoins reconnus, des mesures d'accompagnement de la transition d'une prise en charge en institution à une prise en charge de proximité ;	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/DPPAUVRETE.pdf">http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/DPPAUVRETE.pdf</a> (page 39 du plan)	Un pan entier du plan pluriannuel est consacré à la coordination de l'action sociale et à la valorisation de ses acteurs. Il s'agit par exemple de mieux articuler les différents niveaux de compétence et de construire de nouvelles approches partenariales de proximité, notamment dans le domaine des soins de santé.
	6 - Lorsque cela s'avère justifié, une aide peut être apportée, sur demande, aux parties prenantes concernées pour leur faciliter l'introduction de demandes de projets ainsi que pour la mise en œuvre et la gestion des projets retenus.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat)	La stratégie nationale d'assistance technique prévoit la coordination des différentes actions menées dans les programmes/axes d'assistance technique et le programme national d'assistance technique inter fonds (Europ'Act 2014-2020) porte les actions inter fonds. Dans ce cadre des actions sont prévues pour aider les candidats et les bénéficiaires à utiliser les fonds : - Les sites d'information Europe en France et par fonds seront maintenus et renouvelés ; - Le système d'information 2014-2020 SYNERGIE permettra de remplir les obligations réglementaires nouvelles notamment en matière de dématérialisation. - Des travaux sont d'ores et déjà engagés dans le cadre du groupe inter fonds « réglementation, gestion contrôle » pour élaborer les textes d'application nationaux dans une perspective inter fonds, pour élaborer des trames communes de documents (dossiers type, etc...) (...)

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
T.09.2 -Un cadre stratégique national d'inclusion des Roms est en place.	1 - Une stratégie nationale politique d'inclusion des Roms est en place, laquelle :	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/roma_france_strategie_fr.pdf">http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/roma_france_strategie_fr.pdf</a>	
	2 - fixe des objectifs nationaux d'intégration des Roms qui soient réalisables, afin de combler l'écart par rapport au reste de la population. Parmi ces objectifs devraient figurer les quatre objectifs de l'Union pour l'intégration des Roms, à savoir l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et au logement ;	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat)	L'obligation de scolarisation concerne tous les enfants de 6 à 16 ans. Les jeunes bénéficient en outre du dispositif national de lutte contre le décrochage scolaire qui existe dans chaque académie, fondé notamment sur l'accueil et l'orientation des élèves. L'Etat soutient l'accès au micro crédit, via la Caisse des Dépôts, qui met à disposition des fonds publics dédié à la création d'entreprises (prêts à 0% etc...). Certaines collectivités encouragent également le recours au micro crédit. Cela reste cependant une pratique marginale pour l'ensemble de la population. En France, l'accès à la fonction publique se fait selon des règles garantissant l'égalité. Cependant, Depuis le 31 janvier 2013, les ressortissants roumains et bulgares peuvent bénéficier d'emplois publics dans les collectivités locales et les associations. Au 1er janvier 2014, les ressortissants roumains et bulgares auront un plein accès aux dispositifs généraux d'accès à l'emploi. (...)
	3 - recense, le cas échéant, les microrégions défavorisées et les quartiers frappés de ségrégation dans lesquels les communautés sont les plus démunies, à l'aide d'indicateurs socioéconomiques et territoriaux existants (par exemple le très faible niveau d'instruction, le chômage de longue durée, etc.) ;	Oui		La stratégie française d'inclusion des Roms reposant sur une approche territoriale, les situations locales les plus difficiles sont par nature identifiées et traitées en conséquence.
	4 - inclut des méthodes de suivi solides afin d'évaluer l'incidence des actions d'intégration des Roms, ainsi qu'un mécanisme de révision permettant d'adapter la stratégie ;	Oui		Un tableau de bord national couvrant l'ensemble du territoire est renseigné trimestriellement. Il comporte des indicateurs quantitatifs et qualitatifs portant sur l'évolution de la situation des habitants des campements illicites. Cet outil est en cours d'amélioration afin de prendre en compte les besoins des habitants les campements illicites. Toutefois un système plus robuste devra être mis en place pour évaluer l'impact sur la stratégie nationale en cours de réécriture.
	5 - est conçue, exécutée et suivie en étroite collaboration et en dialogue permanent avec la société civile rom et les autorités régionales et locales ;	Oui		Une instance de dialogue continu a été mise en place avec les associations de défense des populations concernées ou intervenant auprès d'elles. Une autre au sein d'un réseau de représentants de collectivités territoriales. La DIHAL dispose de correspondants départementaux auprès de chaque préfecture. Les collectivités territoriales sont incitées à réaliser de telles actions par le biais de financements nationaux et européens (fonds structurels) et de groupes de travail. La traçabilité des financements est assurée par un contrôle administratif et financier des collectivités territoriales et de l'Etat.
	6 - Lorsque cela s'avère justifié, une aide peut être apportée, sur demande, aux parties prenantes concernées pour leur faciliter l'introduction de demandes de projets ainsi que pour la mise en œuvre et la gestion des projets retenus.	Oui		La DIHAL a dans ses missions la mise en place d'un appui méthodologique aux acteurs des territoires. Il se traduit notamment par la réalisation d'un guide pratique adressé aux services de l'Etat et une boîte à outils à destination des collectivités territoriales. Les correspondants départementaux de la DIHAL peuvent guider les associations et les collectivités territoriales dans leurs projets.

## SECTION 9 CONDITIONS EX ANTE

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
T.09.3 -Santé: l'existence d'un cadre stratégique national ou régional en matière de santé, qui se situe dans les limites de l'article 168 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et qui garantisse la viabilité économique.	1 - Un cadre stratégique national ou régional en matière de santé est en place, comprenant :	Oui	Plan stratégique régional de santé 2012-2017 <a href="http://www.ars.picardie.sante.fr/Projet-regional-de-sante-PBS.164774.0.html">http://www.ars.picardie.sante.fr/Projet-regional-de-sante-PBS.164774.0.html</a>	
	2 - des mesures coordonnées visant à améliorer l'accès aux services de santé ;	Oui		Ce plan est décliné en un Programme régional d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies (PRAPS) <a href="http://www.ars.picardie.sante.fr/fileadmin/PICARDIE/documentation/docs_internet/PBS/3_janvier_2013/PRAPS.pdf">http://www.ars.picardie.sante.fr/fileadmin/PICARDIE/documentation/docs_internet/PBS/3_janvier_2013/PRAPS.pdf</a>
	3 - des mesures visant à stimuler l'efficacité dans le secteur de la santé, par le déploiement de modèles de prestation de services et d'infrastructures ;	Oui		Ce plan se décline en : - un Schéma Régional d'Organisation des Soins (SROS) : <a href="http://www.ars.picardie.sante.fr/fileadmin/PICARDIE/documentation/docs_internet/PBS/3_janvier_2013/SROS_V3.pdf">http://www.ars.picardie.sante.fr/fileadmin/PICARDIE/documentation/docs_internet/PBS/3_janvier_2013/SROS_V3.pdf</a> - un Schéma Régional d'Organisation Médico-Sociale (SROMS) : <a href="http://www.ars.picardie.sante.fr/fileadmin/PICARDIE/documentation/docs_internet/PBS/3_janvier_2013/SROMS_site.pdf">http://www.ars.picardie.sante.fr/fileadmin/PICARDIE/documentation/docs_internet/PBS/3_janvier_2013/SROMS_site.pdf</a>
	4 - un système de suivi et de réexamen ;	Oui		Ce plan comporte un dispositif de suivi et un volet évaluation (cf. avenant 1) : <a href="http://www.ars.picardie.sante.fr/fileadmin/PICARDIE/documentation/docs_internet/PBS/3_janvier_2013/Avenant_numero_1.pdf">http://www.ars.picardie.sante.fr/fileadmin/PICARDIE/documentation/docs_internet/PBS/3_janvier_2013/Avenant_numero_1.pdf</a>
	5 - Un État membre ou une région de cet État membre a adopté un cadre décrivant, à titre indicatif, les ressources budgétaires disponibles et une concentration économiquement avantageuse des ressources sur les besoins prioritaires en matière de soins de santé.	Oui		



Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
T.10.3 -Éducation et formation tout au long de la vie (EFTLV) : l'existence d'un cadre stratégique national ou régional en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie dans les limites de l'article 165 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.	1 - Un cadre stratégique national ou régional en matière d'EFTLV est en place et comprend :	Oui	Le CPRDF 2011-2014 sera prolongé jusqu'aux prochaines élections régionales. Le prochain CPRDFOP 2016-2022, doit être adopté au plus tard le 1er juin qui suit l'élection de l'Assemblée régionale (soit le 1er juin 2016) et pour la durée du mandat. Celui-ci rendra en considération les interventions prévues dans le cadre du PO. CPRDF 2011-2014 : <a href="http://formation.picardie.fr/fileadmin/documents/Espace_Pro/Res/sources/CPRDF2/CPRDF2.pdf">http://formation.picardie.fr/fileadmin/documents/Espace_Pro/Res/sources/CPRDF2/CPRDF2.pdf</a>	Le CPRDFP permet de développer : - un cadre de coordination du financement des politiques de formation professionnelle, publiques et privées, - une cohérence et une coordination de l'offre de formation par une approche territoriale et transversale avec les partenaires pour éviter une juxtaposition des projets et des interventions, - une planification : engager une nouvelle méthode de concertation pluriannuelle avec les partenaires de la formation et de l'éducation, - une extension des domaines de contractualisation - une implication des partenaires sociaux à travers le Comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle (CCREFP).
	2 - des mesures de soutien au développement et à l'intégration de services d'EFTLV, dont leur concrétisation et le perfectionnement des compétences (c'est-à-dire validation, orientation, éducation et formation), auxquelles doivent être associées, en partenariat, les parties prenantes pertinentes ;	Oui		Le CPRDFP est destiné à améliorer l'accès de tous les Picards à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de leur vie et dans tout le territoire, quel que soit leur âge, leur genre, leur niveau de revenu et leur lieu d'habitation (CPRDFP 2011-2014, p. 14). La Validation des acquis de l'expérience (VAE) permet à toute personne d'obtenir un titre professionnel ou un diplôme grâce à son expérience professionnelle, qu'elle ait été acquise au travers d'activités salariées, non salariées, ou bénévoles (CPRDFP 2011-2014, p. 29).
	3 - des mesures visant à proposer des dispositifs d'acquisition de compétences répondant aux besoins de différents groupes-cibles identifiés comme étant prioritaires dans les cadres stratégiques nationaux ou régionaux (par exemple jeunes en formation professionnelle, adultes, parents qui réintègrent le marché du travail, travailleurs les moins qualifiés et âgés, migrants et autres groupes défavorisés, en particulier les personnes handicapées) ;	Oui		L'appréciation des besoins en emplois et en formations par famille professionnelle s'accompagne d'un éclairage précis de la nature des emplois concernés. Sur la base de la structure et des caractéristiques de la main d'œuvre, des mouvements de personnels et du fonctionnement du marché du travail, les familles professionnelles sont réparties en cinq classes principales, qui permettent de qualifier les enjeux repérés (CPRDFP 2011-2014, p. 14) : - métiers stables employant des personnes diplômées, avec un bon niveau de salaire, avec des CDI et ce, dès le recrutement, - métiers stables avec niveau de diplôme peu élevé, sans tension négative sur le marché de l'emploi mais avec du recours à l'intérim, - métiers pouvant être exercés en tant qu'indépendants, avec des pratiques favorables aux jeunes, - emplois « premiers pas dans la vie active », faciles d'accès mais précaires, - emplois précaires et peu qualifiés des seniors.
	4 - des mesures visant à élargir l'accès à l'EFTLV, notamment par la mise en place effective d'outils de transparence (par exemple le cadre européen des qualifications, le cadre national de certification, le système européen de transfert d'unités capitalisables pour l'éducation et la formation professionnelles (EFP), le cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'EFP) ;	Oui		Le CPRDFP engage la Picardie à se doter d'une offre de formation professionnelle qui permette à chaque actif Picard (salarié ou demandeur d'emploi) de réaliser son projet de formation avec l'assurance d'une qualité de service homogène, quel que soit son statut (CPRDFP 2011-2014, p. 27).
	5 - des mesures permettant d'améliorer la pertinence de l'éducation et de la formation pour le marché du travail et de l'adapter aux besoins de groupes cibles déterminés (par exemple jeunes en formation professionnelle, adultes, parents qui réintègrent le marché du travail, travailleurs les moins qualifiés et âgés, migrants et autres groupes défavorisés, en particulier les personnes handicapées).	Oui		Au moins pour les niveaux V et IV, les marchés du travail fonctionnent selon une logique locale et non régionale. L'échelon territorial - la zone d'emploi notamment - est le plus pertinent pour réfléchir à l'élaboration d'une offre d'éducation et de formation cohérente avec les perspectives d'emplois locales. La mise en cohérence de l'offre de formation des territoires nécessite une concertation à l'échelle de la région afin de l'adapter aux besoins des groupes cibles identifiés : jeunes, adultes, travailleurs peu qualifiés et âgés, migrants et autres groupes défavorisés (CPRDFP 2011-2014, p. 26).

## SECTION 9 CONDITIONS EX ANTE

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
G.1 - L'existence de capacités administratives pour la transposition et l'application de la législation et de la politique de l'Union en matière de lutte contre la discrimination dans le domaine des Fonds ESI.	1 - Des modalités conformes au cadre institutionnel et juridique des États membres, en vue d'associer les organes chargés de promouvoir l'égalité de traitement de toutes les personnes à l'ensemble de la préparation et de l'exécution des programmes, notamment en fournissant des conseils en matière d'égalité dans les activités liées aux Fonds ESI.	Oui	cf. section 11 du PO	La section 11 du PO précise les modalités envisagées pour diffuser l'information en matière de lutte contre les discriminations et inciter les porteurs de projets à agir pour éviter les discriminations, dans le respect de la loi. Les instances chargées de promouvoir la lutte contre les discriminations seront associées aux instances de sélection et de programmation des opérations. Elles interviendront en tant que service instructeur associé autant que de besoin.
	2 - Des modalités de formation du personnel des autorités participant à la gestion et au contrôle des Fonds ESI dans le domaine de la législation et de la politique de l'Union en matière de lutte contre la discrimination.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://travail-emploi.gouv.fr/informationspratiques.89/fiches-pratiques-31/egaliteprofessionnelle.117/la-protection-contrôles.12783.html">http://travail-emploi.gouv.fr/informationspratiques.89/fiches-pratiques-31/egaliteprofessionnelle.117/la-protection-contrôles.12783.html</a>	Le programme national d'assistance technique 2014-2020 prévoit de financer des formations sur différentes thématiques. Dans ce cadre seront organisées des formations destinées aux autorités de gestion, de certification et d'audit des programmes. Ces formations seront principalement de deux types : des formations spécifiques portant par exemple sur la réglementation européenne ou nationale en la matière, la réglementation spécifique aux FESF, les possibilités concrètes de prise en compte du principe dans la mise en œuvre des fonds, et de manière transversale, des formations thématiques. La diffusion d'informations peut également être prise en charge dans le cadre de ce programme.
G.2 - L'existence de capacités administratives pour la transposition et l'application de la législation et de la politique de l'Union en matière d'égalité entre les hommes et les femmes dans le domaine des Fonds ESI.	1 - Des modalités conformes au cadre institutionnel et juridique des États membres, en vue d'associer les organes chargés de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes à l'ensemble de la préparation et de l'exécution des programmes, notamment en fournissant des conseils en matière d'égalité entre les hommes et les femmes dans les activités liées aux Fonds ESI.	Oui	cf. section 11 du PO	La section 11 du PO propose une méthode d'animation basée sur l'incitativité du porteur de projet à prendre en compte le principe d'égalité entre les hommes et les femmes : - sessions de sensibilisation des instructeurs et animateurs du PO ; - sensibilisation et accompagnement des porteurs de projets le plus en amont possible, incitation à mener une autoévaluation et réflexion sur la prise d'un engagement ; boîte à outils ; - identification et valorisation des bonnes pratiques. Les instances chargées de promouvoir l'égalité des chances hommes/femmes seront associées aux instances de sélection et de programmation des opérations. Elles interviendront en tant que service instructeur associé autant que de besoin.
	2 - Des modalités de formation du personnel des autorités participant à la gestion et au contrôle des Fonds ESI dans le domaine de la législation et de la politique de l'Union en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et d'intégration de la dimension hommes-femmes.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat)	Le programme national d'assistance technique 2014-2020 prévoit de financer des formations sur différents thématiques. La diffusion d'informations peut également être prise en charge dans le cadre de ce programme. Dans ce cadre seront organisées des formations destinées aux autorités de gestion, de certification et d'audit des programmes, dans la continuité des formations dispensées jusqu'à présent et dont le bilan est assez positif. Ces formations seront principalement de deux types : des formations spécifiques portant par exemple sur la réglementation européenne ou nationale en la matière, la réglementation spécifique aux FESF, les possibilités concrètes de prise en compte du principe dans la mise en œuvre des fonds, et de manière transversale, des formations thématiques. La diffusion d'informations peut également être prise en charge dans le cadre de ce programme.

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
G.3 - L'existence de capacités administratives pour la transposition et l'application de la convention des Nations unies sur les droits des personnes handicapées (CNUDPH) dans le domaine des Fonds ESI conformément à la décision 2010/48/CE du Conseil	1 - Des modalités conformes au cadre institutionnel et juridique des États membres, en vue de consulter et d'associer les organes chargés de protéger les droits des personnes handicapées ou les organisations représentatives des personnes handicapées et les autres parties concernées à l'ensemble de la préparation et de l'exécution des programmes.	Oui	cf. section 11 du PO + association du Partenariat (section 7)	La section 11 du PO précise les modalités envisagées pour diffuser l'information en matière d'égalité des chances et inciter les porteurs de projets à agir pour respecter la loi dans ce domaine. Les organismes chargés de protéger les droits des personnes handicapées et/ou les organisations représentatives des personnes handicapées seront associés aux instances de gouvernance du programme (comité de suivi). Par ailleurs, l'organisation des réunions dans des locaux accessibles aux personnes handicapées sera privilégiée. Les instances chargées de promouvoir l'égalité des droits des personnes handicapées seront associées aux instances de sélection et de programmation des opérations. Elles interviendront en tant que service instructeur associé autant que de besoin.
	2 - Des modalités de formation du personnel des autorités participant à la gestion et au contrôle des Fonds ESI dans le domaine de la législation et de la politique de l'Union et des États membres relative aux personnes handicapées, y compris en matière d'accessibilité, et de l'application pratique de la CNUDPH, telle que mise en œuvre dans la législation de l'Union et des États membres le cas échéant.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat)	Le programme national d'assistance technique 2014-2020 prévoit de financer des formations sur différents thématiques. Dans ce cadre seront organisées des formations destinées aux autorités de gestion, de certification et d'audit des programmes. Ces formations seront principalement de deux types : des formations spécifiques portant par exemple sur la réglementation européenne ou nationale en la matière, la réglementation spécifique aux FESF, les possibilités concrètes de prise en compte du principe dans la mise en œuvre des fonds, et de manière transversale, des formations thématiques. Un effort particulier sera fait pour mettre effectivement en place ces formations sur le handicap, étant donné qu'elles ne sont pas assez développées en France actuellement. La diffusion d'informations peut également être prise en charge dans le cadre de ce programme.
	3 - Des modalités destinées à assurer le suivi de la mise en œuvre de l'article 9 de la CNUDPH en relation avec les Fonds ESI dans l'ensemble de la préparation et de la mise en œuvre des programmes.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000803647&amp;dateTexte=&amp;categorieLien=id">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000803647&amp;dateTexte=&amp;categorieLien=id</a> La loi du 11 février 2005 a fait du principe de l'accessibilité au sens le plus large « l'accès à tout, pour tous » un objectif essentiel et ambitieux de la nouvelle politique du handicap. Ainsi est visée l'accessibilité à tous les aspects de la vie quotidienne pour tous les types de handicap.	Dans la mesure où la politique du handicap est par nature transversale, les autorités françaises ont désigné comme points de contact non pas une administration unique, mais chacun des services ministériels directement impliqués dans la mise en œuvre de la politique du handicap. Un dispositif de coordination des points de contact a été mis en place. Cette mission est dévolue au Comité interministériel du handicap (CIH). Un lien étroit entre ce dispositif de coordination et les représentants des personnes handicapées a été établi. La secrétaire générale du CIH est chargée d'exercer les fonctions de secrétaire du conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH). La désignation d'une autorité indépendante et constitutionnelle, le Défenseur des droits, comme mécanisme de protection, de promotion et de suivi de la Convention est de nature à en garantir sa mise en œuvre dans le respect de ses différents articles. (...)

## SECTION 9 CONDITIONS EX ANTE

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
G.4 - L'existence de modalités pour l'application effective de la législation de l'Union en matière de marchés publics dans le domaine des Fonds ESI.	1 - Des modalités pour l'application effective des règles de l'Union en matière de marchés publics au moyen de mécanismes appropriés.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000623820">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000623820</a> <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000264576&amp;dateTexte=&amp;categorieLien=id">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000264576&amp;dateTexte=&amp;categorieLien=id</a>	
	2 - Des modalités assurant des procédures d'attribution de marché transparentes.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/marchespublics">http://www.economie.gouv.fr/daj/marchespublics</a>	
	3 - Des modalités de formation du personnel intervenant dans la mise en œuvre des Fonds ESI et de diffusion d'informations à celui-ci.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025364925">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025364925</a> <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/marchespublics">http://www.economie.gouv.fr/daj/marchespublics</a>	Le PNAT 2014/2020 prévoit également des formations dédiées aux règles applicables en matière de marchés publics (anciennes directives et nouvelles directives), les principales irrégularités constatées et les corrections financières à appliquer (décision de la commission du 19/12/2013), exercices pratiques de contrôle de marchés publics. En matière d'aides d'Etat et de Marchés publics, l'autorité de gestion s'appuiera sur les check-lists mises en place par la CICC au titre de la période 2007/2013 et mobilisera l'assistance technique régionale FEDER/FSE sur des formations ad hoc à destination des services instructeurs, en complément de celles dispensées au titre du PNAT.
	4 - Des modalités permettant de garantir la capacité administrative nécessaire pour la transposition et l'application des règles de l'Union en matière de marchés publics.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/marchespublics">http://www.economie.gouv.fr/daj/marchespublics</a>	Le ministère de l'économie assure également une mission de conseil auprès des acheteurs publics. Les acheteurs publics de l'Etat s'adressent au bureau du conseil aux acheteurs de la direction des affaires juridiques. Les acheteurs publics des collectivités locales s'adressent à la cellule juridique d'information de l'achat public (CIJAP). Le ministère de l'économie et des finances a diffusé un guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (circulaire du 14 février 2012) exploitant les règles applicables et leur interprétation par la jurisprudence. Par ailleurs, le ministère de l'économie diffuse sur son site internet une série de fiches et de guides, mis à jour de façon régulière, destinés à accompagner les acheteurs dans leur démarche d'achat.

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
G.5 - L'existence de modalités pour l'application effective de la législation de l'Union en matière d'aides d'Etat dans le domaine des Fonds ESI.	1 - Des modalités pour l'application effective des règles de l'Union en matière d'aides d'Etat.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000454780&amp;dateTexte=&amp;categorieLien=id">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000454780&amp;dateTexte=&amp;categorieLien=id</a> <a href="http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2012/01/cir_34455.pdf">http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2012/01/cir_34455.pdf</a>	1/ circulaire du Premier Ministre du 26 janvier 2006 qui rappelle les règles générales applicables en matière d'aides d'Etat notamment : 2/ circulaire du Premier Ministre du 5 janvier 2012 sur les dispositifs d'ingénierie financière qui récapitule les règles relatives aux aides d'Etat et aux fonds structurels. 3/ Les régimes que la France notifie ou informe à la Commission européenne ont pour objectif de pouvoir être utilisés librement par les collectivités sans qu'elles aient à notifier ou informer à la Commission à chaque fois qu'elles octroient une aide à une entreprise. Les circulaires et décrets permettent aux collectivités et autorités de gestion qui octroient les aides de connaître l'ensemble des règles nationales et communautaires (régimes d'aides) applicables en matière d'aide d'Etat. Ces textes administratifs s'imposent à l'ensemble des organismes publics qui octroient des aides aux entreprises
	2 - Des modalités de formation du personnel intervenant dans la mise en œuvre des Fonds ESI et de diffusion d'informations à celui-ci.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat)	Le PNAT 2014-2020 prévoit de financer des formations destinées aux AG, de certification et d'audit des programmes sur différents thématiques dont les aides d'Etat (par exemple sur la notion d'aide d'Etat, les critères de compatibilité des aides d'Etat, les textes applicables, les SIEG, notamment dès que les règles sur les aides d'Etat auront été modifiées. Les formations auront pour objectif tout au long de la période de programmation de vérifier que les autorités de gestion reçoivent les informations générales nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. La plateforme Europe en France diffuse l'ensemble des textes et régimes d'aide. Ce mécanisme sera reconduit pour la période 2014-2020. L'AG s'appuiera également sur les check-lists mises en place par la CICC au titre de la période 2007/2013 et mobilisera l'assistance technique régionale FEDER/FSE sur des formations ad hoc à destination des services instructeurs, en complément de celles dispensées au titre du PNAT.
	3 - Des modalités permettant de garantir la capacité administrative nécessaire pour la transposition et l'application des règles de l'Union en matière d'aides d'Etat.	Oui		1. Le SGAE est l'interface privilégiée entre la Commission et les ministères en matière d'aides d'Etat. A ce titre, il coordonne les différentes positions des ministères sur les régimes d'aides. Le SGAE assure par ailleurs la coordination d'un « groupe à haut niveau », composé des différents référents « aides d'Etat » de chaque ministère, qui a notamment pour responsabilité le pilotage et le suivi des encadrements européens sur les aides d'Etat. 2. La DATAR assure la coordination des différentes administrations compétentes, notamment dans les différents secteurs couverts par le champ des FESI. Pour mener à bien cette mission, la DATAR s'appuie sur les travaux du GHN et du SGAE. Cette coordination permet de fournir une expertise sur les aides d'Etat aux autorités de gestion des 4 fonds. La DATAR, avec l'appui du programme national d'assistance technique, assure l'animation et la coordination inter fonds du réseau des autorités de gestion des programmes. (...)

## SECTION 9 CONDITIONS EX ANTE

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
G.6 - L'existence de modalités pour l'application effective de la législation environnementale de l'Union relative à l'EIE et à l'EES.	1 - Des modalités pour l'application effective de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil (EIE) et de la directive 2001/42/EC du Parlement européen et du Conseil (EES).	Oui	Conditionnalité remplie au niveau régional (cf. Accord de partenariat) <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000022496602&amp;cidTexte=LEGITEXT000006074220">http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000022496602&amp;cidTexte=LEGITEXT000006074220</a> <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&amp;idArticle=LEGIARTI000020563162&amp;dateTexte=&amp;categorieLien=cid">http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&amp;idArticle=LEGIARTI000020563162&amp;dateTexte=&amp;categorieLien=cid</a> <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?sessionid=74C9889590E1171C53E88719BE476C73.tpdjo07v_1?idSectionTA=LEGISCTA000006176442&amp;cidTexte=LEGITEXT000006074220&amp;dateTexte=2013093">http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?sessionid=74C9889590E1171C53E88719BE476C73.tpdjo07v_1?idSectionTA=LEGISCTA000006176442&amp;cidTexte=LEGITEXT000006074220&amp;dateTexte=2013093</a>	La directive 2011/92/UE (étude d'impact des projets) est transposée dans le code de l'environnement aux articles L. 122-1 à L. 122-3-5 pour la partie législative et aux articles R.122-1 à R.122-15 pour la partie réglementaire. La directive 2001/42/CE (évaluation environnementale stratégique des plans) est transposée dans le code de l'environnement aux articles L. 122-4 à L. 122-12 pour la partie législative et aux articles R. 122-17 à R. 122-24 pour la partie réglementaire. Des dispositions particulières de transposition de cette directive sont prévues dans le code de l'urbanisme (pour les seuls documents mentionnés à l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme et aux articles L. 4424-9 et L. 4433-7 du CGCT) aux articles L. 121-10 à L.121-15 pour la partie législative et aux articles R. 121-14 à R. 121-18 pour la partie réglementaire.
	2 - Des modalités de formation du personnel intervenant dans l'application des directives régissant l'EIE et l'EES et de diffusion d'informations à celui-ci.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat) Sur l'accès aux informations environnementales : Articles L124-1 à L124-8 du code de l'environnement	Le programme national d'assistance technique 2014-2020 prévoit de financer des formations sur différents thématiques dont les évaluations stratégiques environnementales.
	3 - Des modalités permettant de garantir une capacité administrative suffisante.	Oui	Conditionnalité remplie au niveau national (cf. Accord de partenariat)	Le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie est l'autorité compétente pour donner des conseils en matière d'application des directives EIA/SEA. Il fournit notamment des éléments de guidances et d'appui à cet effet.

Condition ex ante	Critères	Critères respectés (oui/non)	Référence	Explications
G.7 -L'existence d'une base statistique nécessaire pour entreprendre des évaluations permettant d'analyser l'efficacité et l'impact des programmes. L'existence d'un système d'indicateurs de résultat requis pour sélectionner les actions qui contribuent le plus efficacement aux résultats souhaités, pour suivre l'avancement vers la production des résultats et pour entreprendre l'évaluation des incidences.	1 - Des modalités de collecte et d'agrégation des données statistiques en temps utile sont en place. Elles comprennent les éléments suivants : la détermination des sources et des mécanismes permettant de garantir la validation statistique.	Oui	cf. tableaux indicateurs	La section 2 du PD comprend les informations liées à la collecte des données faisant l'objet d'indicateurs de réalisation ou de résultat (source, mode de collecte, fréquence des relevés...). Ces éléments seront précisés dans un guide des indicateurs. Etablissement d'une convention de partenariat entre la Région Picardie et l'INSEE pour renseigner certains des indicateurs de résultat. Identification des sources et des mécanismes de garantie de la validation en concertation avec les partenaires détenteurs de données statistiques (Etat, INSEE). Des dispositions sont en place pour collecter, stocker et utiliser les données individuelles des participants, en effet, les données relatives aux participants seront récoltées par un système de gestion et de suivi de l'exécution des actions de formation puis renseignées via Synergie, permettant ainsi de suivre et d'évaluer les actions entreprises.
	2 - Des modalités de collecte et d'agrégation des données statistiques en temps utile sont en place. Elles comprennent les éléments suivants: des modalités de publication et de mise à disposition de données agrégées au public.	Oui		Les données agrégées seront compilées dans le rapport annuel d'exécution (RAE), document qui sera rendu public après sa validation par le Comité de suivi. Système d'information géographique (SIG) en interne et publication sur site internet dévolu aux programmes européens régionaux. Des dispositions sont en place pour collecter, stocker et utiliser les données individuelles des participants, en effet, les données relatives aux participants seront récoltées par un système de gestion et de suivi de l'exécution des actions de formation puis renseignées via Synergie, permettant ainsi de suivre et d'évaluer les actions entreprises.
	3 - Un système efficace d'indicateurs de résultat comportant notamment : la sélection d'indicateurs de résultat pour chaque programme fournissant des informations sur ce qui motive la sélection des mesures financées par le programme.	Oui		La section 2 du PD comporte les indicateurs de résultat retenus pour chaque priorité d'investissement. Mise en place d'un guide des indicateurs 3 indicateurs n'ont pu être ciblés lors du dépôt du dossier. Cf. tableau 25 – section 3.2 Respect de ces conditions vérifiées dans le rapport final d'évaluation ex ante
	4 - Un système efficace d'indicateurs de résultat comportant notamment : la fixation de valeurs-cibles pour ces indicateurs.	Non		Mise en place d'un guide des indicateurs et d'un guide de procédures Les indicateurs de résultat mentionnés dans la section 2 se sont tous vus attribuer une valeur cible ; à l'exception de 3 indicateurs pour lesquels un plan d'action spécifique est prévu (au stade du dépôt du PD ; cf. tableau 25)
	5 - Un système efficace d'indicateurs de résultat comportant notamment : la congruence de chaque indicateur par rapport aux conditions suivantes : - robustesse et validation statistique, - clarté de l'interprétation normative, - réactivité aux mesures prises, - collecte en temps utile des données.	Oui		Respect de ces conditions vérifié dans le rapport final d'évaluation ex ante
	6 - Des procédures mises en place pour garantir que toute opération financée par le programme est assortie d'un système d'indicateurs efficace.	Oui		Il est prévu de mettre en place un guide des indicateurs ainsi qu'un guide des procédures

### Actions à entreprendre pour remplir les conditionnalités ex ante générales applicables

Conditions ex-ante générales	Critères non respectés	Mesures à prendre	Date limite	Organismes responsables
G.7 - L'existence d'une base statistique nécessaire pour entreprendre des évaluations permettant d'analyser l'efficacité et l'impact des programmes. L'existence d'un système d'indicateurs de résultat requis pour sélectionner les actions qui contribuent le plus efficacement aux résultats souhaités, pour suivre l'avancement vers la production des résultats et pour entreprendre l'évaluation des incidences.	4 - Un système efficace d'indicateurs de résultat comportant notamment la fixation de valeurs-cibles pour ces indicateurs.	Plans d'actions en vue de définir les quelques valeurs cibles manquantes (cf section 2) : - sur les usages numériques : IR8/PI 2b, IR9/PI 2c, - sur les surfaces naturelles préservées ou restaurées à ce jour : IR15/PI 6d, - sur le taux d'équipement par pôle urbain : IR18/PI9a.	31 déc. 2016	Conseil régional de Picardie







# **SECTION 10**

## **Réduction de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires**

## SECTION 10 RÉDUCTION DE LA CHARGE ADMINISTRATIVE PESANT SUR LES BÉNÉFICIAIRES

### Analyse de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires au cours de la période 2007-2013

L'évaluation à mi-parcours du PO Compétitivité régionale et Emploi 2007-2013 de la Picardie pointait certaines difficultés rencontrées par les bénéficiaires des fonds, dues principalement à la complexité des règles en phase de montage d'un dossier de demande de subvention et de bilan, malgré un appui technique et administratif de la part des instructeurs et chargés de mission référents, jugé solide par les bénéficiaires.

Avaient notamment été pointés :

- la difficulté de montage d'un dossier pour les petites structures associatives,
- des montages de projets ralentis en raison de l'attente des cofinancements qui bloquaient l'attribution des fonds européens,
- des modalités de justification parfois floues et très lourdes et des modes de calcul du solde complexes aux yeux des bénéficiaires,
- des délais de paiement souvent très longs.

### Principales actions prévues sur la période 2014-2020

Au regard de l'expérience acquise durant la période 2007-2013 et en conformité avec l'accord de partenariat, la Picardie réduira la charge administrative pesant sur les bénéficiaires, en mettant en place les mesures suivantes :

- **Simplification des procédures :**
  - recours à des coûts simplifiés permettant de ne pas exiger des bénéficiaires la production de pièces justificatives de dépenses,
  - recours à des taux forfaitaires pour les opérations générant des recettes nettes,
  - recours à l'ingénierie financière, ce qui tend à faciliter l'utilisation des fonds européens pour les bénéficiaires par rapport aux subventions,
  - recours au dépôt de dossiers en ligne.

● **Harmonisation des procédures :**

- mise en place d'un guichet unique régional pour le dépôt des dossiers de demande de subvention,
- création d'un dossier de demande de subvention commun aux fonds européens et aux contreparties nationales, afin que le bénéficiaire n'ait qu'un seul dossier à remplir,
- procédure d'instruction parallèle entre fonds européens et contreparties régionales et, dans la mesure du possible, attribution simultanée des fonds et des contreparties,
- mise en place d'un descriptif du système de gestion et de contrôle commun au FEDER et FSE et de procédures harmonisées entre le FEDER et le FSE, afin que les procédures soient semblables dès que cela sera envisageable.

● **Information, accompagnement des bénéficiaires : l'autorité de gestion confortera son rôle d'information et de sensibilisation des porteurs de projets et des bénéficiaires des fonds européens par :**

- la poursuite de l'accompagnement des bénéficiaires dans les phases de montage et de suivi de leurs projets,
- la mise en place de sessions d'information régulières pour les bénéficiaires sur les obligations à respecter dans le montage et le suivi des dossiers de demande de fonds européens,
- la mise en place de documents descriptifs régulièrement actualisés sur les engagements à respecter lors du montage et de la clôture d'un dossier à destination des bénéficiaires,
- la mise en place d'un dispositif d'appui et d'accompagnement des démarches territoriales intégrées, à l'échelle des territoires et de mise en réseau à l'échelle régionale.



# **SECTION 11**

## **Principes horizontaux**

### Développement durable

Description des actions spécifiques visant à prendre en compte les exigences en matière de protection de l'environnement, l'utilisation rationnelle des ressources, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, la résilience aux catastrophes, ainsi que la prévention des risques et la gestion des risques lors du choix des opérations.

Les éléments de diagnostic sur le développement durable sont présentés dans la section 1 du PO.

Au-delà des actions spécifiques du PO en la matière (cf .section 2), et afin de garantir la bonne prise en compte du développement durable tout au long de la vie du PO, il est proposé le dispositif suivant pouvant être adapté en fonction de chaque type de projet :

- **Au niveau du porteur de projet**

Le porteur sera incité (si ce n'est déjà le cas) à s'engager dans une démarche de gestion environnementale au sein de ses activités (charte éco-responsable, démarches de développement durable, norme ISO 14001, Agenda 21 local, maîtrise des consommations et des flux, recyclage des déchets et matériaux...). Le dossier de demande de subvention y fera clairement référence.

Il s'agit de favoriser ainsi les structures intégrant des préoccupations environnementales en engageant de réelles démarches. Par ailleurs, ce critère est applicable aux actions et opérations à caractère immatériel, pour lesquelles il apparaît souvent difficile d'évaluer les effets directs sur l'environnement. Il permet enfin d'assurer une cohérence entre les activités de la structure porteuse en général et l'opération subventionnée.

Toutefois, l'engagement des structures à l'intégration environnementale nécessite la mise en œuvre de moyens (financiers, humains, techniques...) qui peuvent être inégaux en fonction des structures. Il apparaît par conséquent nécessaire que ce critère ne soit qu'incitatif.

Le critère pourrait toutefois devenir une conditionnalité stricte pour les plus grosses structures.

- **Au niveau de la conception du projet**

Il s'agit de proposer le plus en amont possible une grille d'analyse environnementale à laquelle chaque porteur pourra confronter son projet (à joindre au dossier de demande de subvention ?).



Cette grille, qui pourrait être adaptée en fonction de la nature des projets, est à construire avec les experts concernés (ADEME/DREAL, etc) en s'appuyant sur l'existant. Elle permettra, pour les services instructeurs, d'ouvrir la discussion avec le porteur et participera, de manière globale, à une certaine sensibilisation environnementale de l'ensemble des acteurs picards.

### ● **Au niveau de la sélection du projet**

Les principes horizontaux (dont le développement durable) seront pris en compte dans chaque appel à projets. La prise en compte du développement durable devra notamment constituer un élément essentiel des stratégies intégrées retenues dans le cadre des ITI.

Il est proposé par ailleurs une « éco-conditionnalité » plus stricte dans la sélection des opérations ayant un impact potentiellement négatif sur l'environnement à court terme mais aussi à plus long terme (notamment pour les opérations de renouvellement urbain, de construction d'équipements, d'infrastructures, de locaux et bâtiments etc ; ou encore pour l'organisation d'évènements). Il s'agira de :

- définir en amont quels objectifs spécifiques du PO sont visés (notamment en s'appuyant sur le rapport d'évaluation environnementale du PO).
- définir ce qui est demandé au-delà du respect de la réglementation : choix possible entre plusieurs options ? (efforts supplémentaires en matière de maîtrise de l'énergie, consommation d'eau, gestion des déchets, qualité de l'air, limitations des nuisances sonores, santé environnementale, etc)

Les opérations cofinancées devront être compatibles avec les dispositions du SRCAE, en particulier :

- O6D4 : développer l'éco-construction et les filières locales de matériaux de construction
- O11D1 : mieux récupérer, recycler et réutiliser les déchets du bâtiment
- O2D1 : développer l'urbanisation près des points d'accès aux transports collectifs et promouvoir la mixité fonctionnelle
- O12D1 : encourager la densification des zones urbaines existantes et la reconversion des friches urbaines
- O12D3 : préserver les fonctionnalités écologiques des milieux (notamment les zones humides et les TVB du territoire)
- O15D1 : maîtriser les impacts et le fonctionnement des installations de production d'énergies renouvelables sur l'environnement et prévenir les conflits d'usage

Le PO s'inscrit dans les orientations et finalités du développement durable telles que visées à l'article 8.7 du Règlement du 13/03/2013 via un soutien direct ou indirect (OT 4, 5, 6) ou via les interventions des OT 1 et 3 (domaines de spécialisation de la RIS3) centrés sur l'économie bas carbone et l'adaptation au changement climatique.

## SECTION 11. PRINCIPES HORIZONTAUX

Conformément aux prescriptions de l'évaluateur ex ante dont l'analyse des effets notables probables de la mise en œuvre du Programme sur l'environnement est d'ailleurs jugée globalement favorable, de manière transversale, des critères d'écoconditionnalité seront utilisés dans le processus de sélection des opérations au titre des OS permettant le financement d'infrastructures/bâtiments suivants : 1, 2, 5, 6, 8, 9, 10, 14, 19 et 20 (cf. annexe n° 15).

### ● **Au niveau du suivi du projet**

Il sera demandé au porteur de projet un bilan de cette prise en compte du développement durable (à la fois de manière générale et dans le cadre du projet en tant que tel) à développer par exemple dans le rapport d'exécution final du projet que doit rendre le porteur au moment du solde. Un système de suivi spécifique sera à construire pour les ITI.

Ce suivi sera étayé par le renseignement des indicateurs mis en place sur le sujet pour l'ensemble du PO. Une évaluation spécifique sur les principes horizontaux pourra par ailleurs être intégrée au plan d'évaluation du PO.

## Égalité des chances et non-discrimination

L'article 225.1 du code pénal français spécifie 19 critères de discrimination fondés sur l'âge, le sexe, l'origine, la situation de famille, l'orientation sexuelle, les mœurs, les caractéristiques génétiques, l'appartenance vraie ou supposée à une ethnie, une nation, une race ou une religion, l'apparence physique, le handicap, l'état de santé, l'état de grossesse, le patronyme, les opinions politiques, les activités syndicales, l'identité sexuelle.

La loi précise aussi les domaines où se rencontrent les discriminations :

- l'emploi,
- le logement,
- les services publics (éducation, santé, police...),
- la fourniture de biens et services (notamment les loisirs...).

Dans le cadre du PO, l'autorité de gestion mettra en place les moyens pour sensibiliser les porteurs de projets sur la lutte contre les discriminations et les incitera à agir pour éviter les discriminations, dans le pur respect de la loi.

A ce titre, elle engagera une action de communication sur la lutte contre les discriminations en direction des porteurs de projets déposant un dossier de demande de subvention et agissant dans un des domaines précisés par la loi. Cette action pourra s'appuyer sur :

- une brochure explicative sur la non-discrimination diffusée auprès de ces porteurs de projets,
- une incitation, lors du renseignement du dossier de demande de subvention, à réfléchir sur les actions existantes ou à mettre en place en matière d'égalité des chances et de non-discrimination au sein de leur structure (en particulier dans le cadre des Investissements Territoriaux Intégrés).

## Égalité entre les hommes et les femmes

En Picardie, les filles sont plus diplômées que les garçons. Plus souvent bachelières, elles représentent 52 % de la cohorte des jeunes Picards inscrits dans l'enseignement supérieur. Les choix d'orientation scolaire des filles et des garçons se trouvent toutefois influencés par les représentations sociales des rôles masculins et féminins.

Paradoxalement, cet avantage ne se prolonge pas dans le monde du travail.

À tout âge, les femmes sont plus souvent au chômage. Quel que soit leur niveau de formation, les Picardes ne sont que 37 % parmi les cadres mais 76 % parmi les employés. Elles sont majoritaires dans les métiers présentant les conditions de travail les plus précaires. En 2010, le salaire horaire net moyen d'une Picarde est inférieur de 16 % à celui d'un Picard.

Enfin, le partage des tâches familiales et ménagères ayant peu évolué entre 1999 et 2010, il reste plus difficile pour une femme de concilier vie personnelle et vie professionnelle.

Dans le contexte de crise, on observe par ailleurs un appauvrissement des familles monoparentales (33 % d'entre elles vivent en 2009 sous le seuil de pauvreté). Pour 80 % d'entre elles, le chef de famille est une femme.

Au regard de ce diagnostic, la Picardie affiche des priorités en matière d'égalité entre les hommes et les femmes :

- faciliter l'accès des femmes à des parcours diversifiés de formation et de qualification pour élargir les choix professionnels et décroïsonner l'emploi féminin ;
- accompagner l'adaptation des formes d'organisation du travail pour favoriser un emploi de qualité pour les femmes ;

## SECTION 11. PRINCIPES HORIZONTAUX

- diffuser la culture de l'égalité professionnelle auprès de tous les acteurs pour favoriser la résorption des inégalités professionnelles qui handicapent, dans la durée, les parcours professionnels des femmes,
- favoriser des réponses individuelles ou collectives facilitatrices de la conciliation des temps de vie pour les femmes et qui sont par ailleurs, favorables aux hommes aussi,
- favoriser l'indépendance économique des femmes et tout particulièrement des femmes chefs de familles monoparentales.

Le PO tient compte de ces priorités de manière spécifique dans les priorités d'investissement.

Au-delà de ces priorités, la Picardie affichera dans son PO des modalités permettant la prise en compte transversale de l'égalité entre les hommes et les femmes.

- **Critères de sélection des projets** : au-delà de certains critères de sélection spécifiques à certaines priorités d'investissement, le respect des obligations légales en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes constituera un critère d'éligibilité des structures à l'ensemble des dispositifs du PO.
- **Animation, communication** : l'action menée durant la période 2007-2013 avec la mise en place de grilles d'analyse ne s'est pas révélée porteuse de résultats. La Picardie envisage de mettre en place une méthode d'animation basée sur l'incitativité du porteur de projet à prendre en compte le principe d'égalité entre les hommes et les femmes et non plus sur le caractère obligatoire du respect de ce principe.
  - L'autorité de gestion, en liens avec les organismes référents dans ce domaine organisera des sessions de sensibilisation des instructeurs et animateurs du PO sur les principes d'égalité entre les hommes et les femmes et leur application à l'échelle du PO.
  - Les porteurs de projets seront sensibilisés et mobilisés le plus en amont possible sur la prise en compte de l'égalité entre les hommes et les femmes. Il sera incité à mener une auto-évaluation sur ce sujet et une réflexion sur la prise d'un engagement (dès lors que le projet s'y prêtera) pour respecter ce principe, selon les priorités régionales précisées plus haut, dans son projet ou de manière plus globale à l'échelle de sa structure. Pour cela, il bénéficiera d'un accompagnement par les autorités du programme.
  - Une boîte à outils sera conçue à destination des porteurs de projets pour pouvoir mener cette réflexion.
  - Une identification des bonnes pratiques sera réalisée en vue d'une valorisation.
- **Suivi, évaluation** : concernant l'égalité entre les hommes et les femmes, les indicateurs du FSE sont ventilés par sexe, de même que les indicateurs du FEDER, dès lors que cela sera pertinent. Les porteurs de projet seront tenus d'établir un bilan sur la tenue de leur engagement dans ce domaine. Une fois par an, lors du comité de suivi, un bilan de la prise en compte de cette priorité sera établi. Une évaluation spécifique pourra par ailleurs porter sur ce sujet.







# **SECTION 12**

## **Éléments considérés séparément**

## SECTION 12. ÉLÉMENTS CONSIDÉRÉS SÉPARÉMENT

### Cadre de performance par Fonds et par catégorie de région

Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Indicateur ou étape clé de mise	Unité de mesure, s'il y a	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)		
					M	F	T	M	F	T
1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes	FEDER	En transition	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises			800,00			2 240,00
1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes	FEDER	En transition	Recherche et innovation: nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien	Équivalents temps plein			32,00			149,00
1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes	FEDER	En transition	Montant total des dépenses certifiées	Euros			60 000 000,00			215 500 000,00
1 -Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes	FEDER	En transition	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI	Opération			15,00			52,00
2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion	FEDER	En transition	Montant total des dépenses certifiées	Euros			32 000 000,00			129 000 000,00
2 -Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion	FEDER	En transition	Nombre de prises créées dans les entreprises/établissements et bâtiments publics prioritaires (hors zones AMII)	Prise			22 921,00			89 254,00



Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Indicateur ou étape clé de mise	Unité de mesure, s'il y a	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)		
					M	F	T	M	F	T
3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée	FEDER	En transition	Réduction des émissions de gaz à effet de serre: Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	Tonnes de CO2eq			7 110,00			32 100,00
3 -Favoriser la mutation vers une économie décarbonée	FEDER	En transition	Montant total des dépenses certifiées	Euros			60 000 000,00			238 100 000,00
4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie	FEDER	En transition	Prévention et gestion des risques: Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations	Personnes			668,00			10 962,00
4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie	FEDER	En transition	Nature et biodiversité: Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation	Hectares			70,00			200,00
4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie	FEDER	En transition	Montant total des dépenses certifiées	Euros			20 000 000,00			74 160 000,00
4 -Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie	FEDER	En transition	Nombre de données dans les bases de données faunistiques et floristiques	Donnée			540 000,00			1 000 000,00

## SECTION 12. ÉLÉMENTS CONSIDÉRÉS SÉPARÉMENT

Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Indicateur ou étape clé de mise	Unité de mesure, s'il y a	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)		
					M	F	T	M	F	T
5 -Améliorer l'insertion professionnelles des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences	FSE	En transition	Montant total des dépenses certifiées	Euros			13 696 988,00			19 073 808,00
5 -Améliorer l'insertion professionnelles des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences	IEJ		Participants suivant un complément de formation, un programme de formation menant à une qualification, un apprentissage ou un stage six mois après la fin de leur participation	Nombre	24,00	40,00	64,00	515,00	858,00	1 373,00
6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences	FSE	En transition	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	Nombre	13 853,00	11 827,00	25 680,00	22 518,00	19 225,00	41 743,00
6 -Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences	FSE	En transition	Montant total des dépenses certifiées	Euros			58 095 504,00			96 139 135,78
7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables	FEDER	En transition	Développement urbain: bâtiments publics ou commerciaux construits ou rénovés dans les zones urbaines	Mètres carrés			510,00			11 665,00
7 -Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables	FEDER	En transition	Montant total des dépenses certifiées	Euros			7 000 000,00			45 350 000,00

## Documents annexés

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence de la Commission	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Stratégie de spécialisation intelligente	Documentation sur l'analyse de l'applicabilité et du respect des conditions ex ante	24-juin-14	Ares(2014)41525 37	Stratégie de spécialisation intelligente	10 déc. 2014	nedreica
Plan de financement prévisionnel SDTAN	Documentation sur l'analyse de l'applicabilité et du respect des conditions ex ante	31 oct. 2014	Ares(2014)41525 37	Annexe : Plan de financement prévisionnel SDTAN	10 déc. 2014	nedreica
Annexe : Priorité d'investissement (PI) 9.b.	Annexes du programme	7 nov. 2014	Ares(2014)41525 37	Annexe : Priorité d'investissement (PI) 9.b.	10 déc. 2014	nedreica
Annexe : Synthèse plan d'actions indicateurs de résultat PO 2014-2020 FEDER	Annexes du programme	10 déc. 2014	Ares(2014)41525 37	Annexe : Synthèse plans d'actions indicateurs de résultat PO 2014-2020 FEDER	10 déc. 2014	nedreica
Synthèse des contributions des partenaires -Picardie	Annexes du programme	24 juil. 2014	Ares(2014)41525 37	Synthèse des contributions des partenaires -Picardie	10 déc. 2014	nedreica
Accord relatif aux lignes de partage FSE / IEJ	Annexes du programme	31 juil. 2014	Ares(2014)41525 37	Accords relatifs aux lignes de partage	10 déc. 2014	nedreica
Méthodologie de définition des valeurs intermédiaires et cibles pour le FSE	Annexes du programme	7 nov. 2014	Ares(2014)41525 37	Méthodo. de définition des valeurs intermédiaires et cibles pour le FSE	10 déc. 2014	nedreica
Les marqueurs d'innovation sociale	Annexes du programme	17 oct. 2014	Ares(2014)41525 37	Plaquette "Les marqueurs d'innovation sociale"	10 déc. 2014	nedreica
Documents relatifs à l'Evaluation environnementale stratégique -PO FEDER-FSE Picardie	Annexes du programme	7 nov. 2014	Ares(2014)41525 37	Documents relatifs à l'Evaluation environnementale stratégique -PO FEDER-FSE Picardie	10 déc. 2014	nedreica

## SECTION 12. ÉLÉMENTS CONSIDÉRÉS SÉPARÉMENT

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence de la Commission	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Maquette PO FEDER-FSE Picardie 2014-2020 par PI	Annexes du programme	7 nov. 2014	Ares(2014)41525 37	Maquette PO FEDER-FSE Picardie 2014-2020 par PI	10 déc. 2014	nedreica
Méthodologie indicateurs de réalisation FEDER	Annexes du programme	7 nov. 2014	Ares(2014)41525 37	Méthodologie indicateurs de réalisation FEDER	10 déc. 2014	nedreica
Liste des partenaires	Annexes du programme	9 déc. 2014	Ares(2014)41525 37	Liste des partenaires	10 déc. 2014	nedreica
Tableau réponses aux remarques CE	Annexes du programme	7 nov. 2014	Ares(2014)41525 37	Tableau réponses aux remarques CE	10 déc. 2014	nedreica
Réponses aux remarques CE DG EMPL	Annexes du programme	10 déc. 2014	Ares(2014)41525 37	Réponses aux remarques CE -DG EMPL	10 déc. 2014	nedreica
Réponses aux remarques CE DG REGIO	Annexes du programme	10 déc. 2014	Ares(2014)41525 37	Réponses aux remarques CE -DG REGIO	10 déc. 2014	nedreica
Prise en compte du développement durable	Annexes du programme	10 déc. 2014	Ares(2014)41525 37	Annexe n° 15 : Prise en compte du développement durable (Section 11)	10 déc. 2014	nedreica
Evaluation ex ante du PO FEDER-FSE	Annexes du programme	1 oct. 2014	Ares(2014)41525 37	Evaluation ex ante du PO FEDER-FSE - Rapport final	10 déc. 2014	nedreica
Diagnostic Logement / Efficacité énergétique Picardie	Annexes du programme	31 oct. 2014	Ares(2014)41525 37	Diagnostic Logement / Efficacité énergétique -Picardie	10 déc. 2014	nedreica
Appel à manifestation d'intérêt ITI	Annexes du programme	6 oct. 2014	Ares(2014)41525 37	Appel à manifestation d'intérêt ITI	10 déc. 2014	nedreica





## Liste des abréviations et acronymes utilisés dans le document

- ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- AFOM : Atouts - Faiblesses - Opportunités - Menaces
- AG : Autorité de gestion
- AIOA : Accueil, information, orientation, accompagnement
- AMII : Appel à manifestations d'intentions d'investissement
- ANAH : Agence nationale de l'habitat
- ANI : Accord national interprofessionnel
- ANRU : Agence nationale pour la rénovation urbaine
- AOT : Autorité organisatrice des transports
- AREX : Agence régionale d'exportation
- ARI : Agence régionale pour l'innovation
- ASP : Agence de services et de paiement
- BPI : Banque publique d'investissements
- CA : Chiffre d'affaire
- CACES : Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité
- CADA : Commission d'accès aux documents administratifs
- CAP : Certificat d'aptitude professionnelle
- CCI : Chambre de commerce et d'industrie
- CCIR : Chambre de commerce et d'industrie régionale
- CCMSA : Caisse centrale de la mutuelle sociale agricole
- CCREFP : Comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle
- CDD : Contrat à durée déterminée
- CDI : Contrat à durée indéterminée
- CE : Commission européenne
- CEE : Communauté économique européenne
- CESER : Conseil économique, social et environnemental régional
- CFE : Centre de formalités des entreprises
- CGCT : Code général des collectivités territoriales
- CHRS : Centre d'hébergement et de réinsertion sociale
- CHU : Centre hospitalier urbain
- CIAP : Comité interministériel d'audit des programmes
- CICC : Commission interministérielle de coordination des contrôles
- CIH : Comité interministériel du handicap
- CIJAP : Cellule juridique d'information de l'achat public
- CITE : Crédit d'impôt transition énergétique
- CIVIS : Contrat d'insertion dans la vie sociale
- CNAF : Caisse nationale d'allocations familiales
- CNCPH : Conseil national consultatif des personnes handicapées
- CNFPTLV : Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie
- CNIAE : Conseil national de l'insertion par l'activité économique
- CNLE : Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- CNUDPH : Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées
- CO<sub>2</sub> : Dioxyde de carbone
- CO<sub>2</sub>eq : Equivalent CO<sub>2</sub>
- COS : Comité d'orientation stratégique
- CPA : Centre de pédagogie active
- CPER : Contrat de plan Etat-région
- CPF : Compte personnel de formation
- CPRDFP : Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles
- CRE : Commission de régulation de l'énergie
- CREDOC : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie
- CREFOP : Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles
- CRP : Conseil régional de Picardie
- CSC : Cadre stratégique commun
- CSTI : Culture scientifique, technique et industrielle
- CTAE : Comité technique d'animation et d'évaluation
- CTE : Coopération territoriale européenne
- DAE : Direction des affaires européennes
- DARES : Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques
- DATAR : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale
- DG : Direction générale
- DGFP : Direction générale des finances publiques
- DGI : Direction générale des impôts
- DGS : Direction générale des services
- DIACT : Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires
- DIHAL : Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement
- DIRD : Dépenses intérieures de recherche et développement
- DIRDA : Dépenses intérieures de recherche des administrations
- DIRDE : Dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises
- DM : Deux Mers
- DMP : Dossier médical personnel
- DOCOB : Document d'objectifs

- DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- DRFIP : Direction régionale des finances publiques
- DRRT : Délégation régionale à la recherche et à la technologie
- DSGC : Descriptif des systèmes de gestion et de contrôle
- EES : Etude environnementale stratégique
- EFP : Education et formation professionnelles
- EFTLV : Education et formation tout au long de la vie
- EIA : Environmental impact assessment – Evaluation de l'impact environnemental
- EIE : Etude d'impact sur l'environnement
- ENO : Europe du nord ouest
- EnR : Energie renouvelable
- ENT : Environnement numérique de travail
- EPCI : Etablissement public de coopération intercommunal
- EPFL : Etablissement public foncier local
- EPN : Etablissement public numérique
- EPRI : Evaluation préliminaire des risques d'inondation
- EPSCO : Emploi, politique sociale, santé et consommateurs
- ESANE : Elaboration de statistiques annuelles d'entreprises
- ESFRI : Forum stratégique européen sur les infrastructures de recherche
- ESI : Structurels et d'investissements
- ESS : Economie sociale et solidaire
- ETI : Entreprise de taille intermédiaire
- ETP : Equivalent temps plein
- FAMI : Fonds asile migration et intégration
- FEAMP : Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche
- FEDER : Fonds européen de développement régional
- FEI : Fonds européen d'investissement
- FESI : Fonds structurels et d'investissements européens
- FFH : Flora fauna habitat
- FJT : Foyer jeunes travailleurs
- FMA : France Manche Angleterre
- FOQUALE : Formation qualification emploi
- FSE : Fonds social européen
- FTTH : Fiber to the home - Fibre optique jusqu'au domicile
- FTTO : Fiber to the office - fibre jusqu'au bureau
- FWVL : France - Wallonie - Vlaanderen
- GCS : Groupement de coopération sanitaire
- GES : Gaz à effet de serre

- GHN : Groupe à haut niveau
- GWh : Gigawatt-heure
- Ha : Hectare
- HLM : Habitation à loyer modéré
- HPE : Haute performance énergétique
- HQE : Haute qualité environnementale
- IAA : Industrie agro-alimentaire
- IAE : Insertion par l'activité économique
- IAR : Industrie agro ressources
- IEJ : Investissement pour l'emploi des Jeunes
- IMPROVE : Institut mutualisé pour les protéines végétales
- INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques
- IRT : Institut de recherche technologique
- ITE : Institut de transition énergétique
- ITI : Investissement territorial intégré
- JDC : Journée défense et citoyenneté
- Km : Kilomètre
- Ktep : Kilotonne d'équivalent pétrole
- kWh : Kilowatt-heure
- LIFI : Light fidelity
- m² : Mètre-carré
- Mbps : Mégabits par seconde
- MEDDE : Ministère du développement durable
- MESR : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Mtep : Tonne d'équivalent pétrole
- MW : Mégawatt
- NEET : Not in education, employment or training - Ni étudiant, ni employé, ni stagiaire
- NGN : New generation networks - Réseaux de nouvelle génération
- NOx : Oxydes d'azote
- NUTS : Nomenclature des unités territoriales statistiques
- OA : Obligation d'achat
- ONG : Organisation non gouvernementale
- OR2S : Observatoire régional
- OS : Objectif spécifique
- OT : Objectif thématique
- PAPI : Programme d'actions et de prévention contre les inondations
- PCET : Plan climat énergie territorial
- PCN : Point de contact national



- PDALHPD : Plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées
- PDR : Programme de développement rural
- PFMI : Plateforme mutualisée d'innovation
- PI : Priorité d'investissement
- PIA : Programme d'investissement d'avenir
- PIB : Produit intérieur brut
- PIVERT : Picardie innovations végétales, enseignements et recherches technologiques
- PME : Petite et moyenne entreprise
- PMI : Petite et moyenne industrie
- PMR : Personne à mobilité réduite
- PNAQ : plan national d'affectation des quotas
- PNAT : Programme national d'assistance technique
- PNR : Programme national de réforme
- PO : Programme opérationnel
- PON : Programme opérationnel national
- PPRI : Plan de prévention du risque inondation
- PRAPS : Programme régional d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies
- PREH : Plan de rénovation énergétique de l'habitat
- PRIE : Plan Régional d'Internationalisation des Entreprises
- PRITH : Plan régional d'insertion professionnelle des travailleurs handicapés
- PUID : Programmes urbains intégrés durables
- R&D : Recherche et développement
- R&I : Recherche et innovation
- RAE : Rapport annuel d'exécution
- RDI : Rendement de l'investissement
- RDT : Réseau de diffusion technologique
- RFF : Réseaux ferrés de France
- RGE : Reconnaissance Grenelle de l'environnement
- RIP : Réseau d'initiative publique
- RIS3 : Stratégies de recherche et d'innovation pour une spécialisation intelligente
- RNCP : Répertoire national des certifications professionnelles
- ROLNP : Réseau d'observation du littoral normand et picard
- RPUE : Représentation permanente auprès de l'Union européenne
- RSI : Régime social des indépendants
- SATT : Société d'accélération du transfert de technologies
- SBA : Small business act
- SCBCM : Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel
- SCIC : Société coopérative d'intérêt collectif
- SCORAN : Stratégie de cohérence régionale pour l'aménagement numérique
- SCOT : Schéma de cohérence territoriale
- SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
- SDTAN : schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique
- SEA : Strategic environmental assessment – Evaluation stratégique environnementale
- SEM : Société d'économie mixte
- SGAE : Secrétariat général aux affaires européennes
- SGAR : Secrétariat général aux affaires régionales
- SHS : Sciences humaines et sociales
- SIEG : Service d'intérêt général économique
- SIG : Système d'information géographique
- SNATI : stratégie nationale d'assistance technique inter fonds
- SNCF : Société nationale des chemins de fer
- SPLA : Société publique locale d'aménagement
- SPRF : Service public régional de la formation
- SRADDT : Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire
- SRCAE : Schéma régional climat air énergie
- SRCE : Schéma régional de cohérence écologique
- SRI : Stratégie régionale de l'innovation
- SROMS : Schéma régional d'organisation médico-sociale
- SROS : Schéma régional d'organisation des soins
- SRU : Solidarité et renouvellement urbain
- teqCO<sub>2</sub> : Tonne équivalent CO<sub>2</sub>
- TER : Train express régional
- THD : Très haut débit
- TIC : Technologies de l'information et de la communication
- TIM : technologie par impulsion magnétique
- TRI : Taux de rentabilité interne
- TVB : Trame verte et bleue
- UE : Union européenne
- UICN : Union internationale pour la conservation de la nature
- UNRP : Université numérique régionale de Picardie
- URSSAF : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
- VAE : Validation des acquis de l'expérience
- ZUS : Zone urbaine sensible

Le présent document a été mis en page par les services de la Région,  
seul le document original saisi dans le logiciel SFC fait foi auprès de la Commission européenne.

CCI	2014FR16M0OP008
Intitulé	Programme Opérationnel FEDER-FSE Picardie 2014-2020
Version	1.2
Première année	2014
Dernière année	2020
Éligible à compter du	1 janv. 2014
Éligible jusqu'au	31 déc. 2023
N° de la décision CE	
Date de la décision CE	
Numéro de la décision de modification de l'État membre	
Date de la décision de modification de l'État membre	
Date d'entrée en vigueur de la décision de modification de l'État membre	
Régions NUTS couvertes par le programme opérationnel	FR22 - Picardie



Le Programme Opérationnel est téléchargeable sur le site [www.picardie-europe.eu](http://www.picardie-europe.eu)

Région Picardie  
15 Mail Albert 1<sup>er</sup>  
80000 AMIENS  
03 22 97 37 37

Janvier 2015

